w

ré-se sco ic-ux ses aul-

Comores: l'intervention militaire

aurait tourné au « carnage »

THE WAS TO SEE THE SEE

L'INTERVENTION militaire comorienne contre les séparatistes de l'île d'Anjouan, lancée mercredi 3 septembre, tournait à la débâcle. vendredi. Une trentaine de soldats auraient été tués et l'armée serait retranchée dans le port de Mutsamudu, prise sous le feu des «tirs nourris » des indépendantistes. Les séparatistes bénéficieraient dn soutien d'anciens membres des forces armées. Les combats ont également fait de nombreux morts civils. Le médiateur de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pletre Yéré, interingé par Le Monde, parle de «carnage» et lance un appel pour « arrêter le massucre». De source diplomatique à Moroni, la capitale de l'archipel, on indique que deux Francais auraient été tués à Anjouan. Le Quai d'Orsay ne pouvait pas, vendredi matin, confirmer cette

■ La croissance se redresse

La hausse du PIB-français a atteint 1 % au deuxième trimestre 1997.

Buckingham rompt le silence

A la veille des obsèques de Lady Diana, un message télévisé.

■ Terrorisme meurtrier à Cuba

Jeudi 4 septembre, les attentats qui touchent Cuba ont, pour la première fois, tué un touriste.

Rebond boursier en Malaisie

La Bourse de Kuala Lumpur est repartie à la hausse, vendredi 5 septembre, après la levée des mesures de restrictions des transactions.

■ La prêtresse du « bois sacré »

Susanne Wenger, une Autrichienne octogénaire, peuple depuis des décennies la forêt nigériane de statues dédiées aux dieux des Yoroubas. p. 16

■ Un âge d'or de la photo « people »

Allan Tannenbaum et Alain Bizos, qui ont fait, dans les années 70 et 80, de la photo de personnalités un genre à part entière, exposent dans le cadre de Visa pour l'image, à Perpignan. . . . p. 29



M 0147 - 906 - 7,50 F

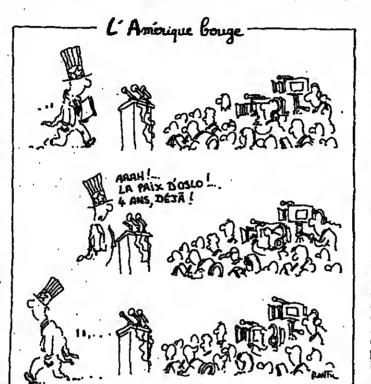
L'explosion de violence au Proche-Orient est un défi pour la diplomatie américaine

Un nouvel attentat endeuille Jérusalem et onze soldats israéliens sont tués au Liban

À LA VEILLE de la première visite dans la région du secrétaire d'Etat Madeleine Albright, la diplomatie américaine est confrontée à la nouvelle flambée de violence qui vient de frapper le territoire israélien et le sud du Li-

jeudi 4 septembre, un triple attentat-suicide a causé la mort de sept personnes, dont les trois kamikazes présumés, dans une rue piétonne de Jérusalem-Ouest. Plus de cent cinquante personnes oot été blessées à la suite de l'explosion des trois charges d'explosifs. Les autorités israéliennes ont décrété le bouclage total des territoires palestiniens occupés et antonomes. Elles ont aussi menacé l'Autorité palestinienne de procéder à des opérations contre des cibles présentées comme « terro-. ristes » à l'intérieur des zones contrôlées par Yasser Arafat. Ce dernier a condamné l'attentat.

Parrains du processus de paix lancé spectaculairement à Washington par la signature des ac-cords d'Oslo îl y a quatre ans, le 13 septembre 1993, les Etats-Unis ont décidé de maintenir la tournée



que Madeleine Albright doit commencer mardi 9 septembre. Le secrétaire d'Etat espérait profiter de sa visite pour relancer des discussions dans l'impasse depuis plus de six mois. Un mois après l'attentat sanglant du marché de Mahane Yébonda, le nouveau drame survenu à Jérusalem risque de limiter les conversations aux questions de sécurité, comme le souhaite Israël, plus qu'à la relance du processus de paix, demandée par la partie palestinienne.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, une opération menée par l'armée israéllenne au sud du Liban, près de Salda, a tourné ao fiasco. Uo commando héliporté au nord de la « zone de sécurité » occupée par Israël a été accroché par l'armée libanaise et par les miliciens chiftes du Hezbollah et d'Amal. Onze soidats de l'Etat hébreu ont été més au cours des combats. L'armée fait également état d'un disparu. Il s'agit d'un des plus lourds bilans d'une opération de ce genre depuis qu'Israel occupe le sud du Li-

Christian Blanc a donné sa démission de la présidence d'Air France

LE PDG D'AIR FRANCE. Christian Blanc, a remis sa démission vendredi 5 septembre. En désaccord avec le gouvernement qui refuse la privatisation de la compagnie aérienne, Christian Blanc avait été reçu jeudi par le premier ministre à Matigooo. Lionel Jospio lui avait réaffirmé qu'il est apposé à la privatisatinn mais il lui avait de-

mandé de rester à soo poste. Le mardi 2 septembre dans L'Humnnité, Jean-Clande Gayssnt, ministre communiste des transports, avait déclaré qu'il n'y aurait « ni privatisation, ni statu qun ». Le gnovernement se propose d'onvrir partiellement le capital d'Air France, l'Etat restant majoritaire. « Une ouverture de capital, même prache des 50 %, ne suffit pas, avait expliqué M. Blanc au Mande. Il fout un en-

Lire page 8

La bibliothèque idéale du parfait militant du Front national

COMMENT se compose la bibliothèque "idéale du parfait militant Front national? Une bonne partie de la réponse figure dans le rap-port confidentiel d'une mission d'inspection ef-fectoée à la bibliothèque municipale de Marignane, en avril, qui avait été ordonnée par le précédent, ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy (UDF-FD). En vingt-trois pages, les deux inspecteurs généraux des bibliothèques chargés de ce travail examinent la polises propres choix. Avec Orange (Vauduse), qui avait fait l'objet d'une mission identique (Le Monde du 12 juillet 1996), Marignane, dans les Bouches-du-Rhône, est l'une des quatre villes

du Sud-Est dirigées par un maire lepéniste. Avant de constituer sa bibliothèque, tout frontiste doit savoir ce qu'il ne doit pas y mettre. Première cible décelée par le rapport: «La gauche, son idéologie, ses représentants ceux qui leur font écho. » Le lecteur doit se défier des romans policiers de la série « Le Poulpe ». Le quotidien d'extrême droite Présent doit remplacer, cela va de soi, La Marseillaise,

Certains appellent cela-

avoir de la chance.

The Economist

sulfureux quotidien régional communiste. Ne résistent pas non plus à la sélection, Blanqui Tinsurgé, d'Alain Decaux, Portroit d'un artiste - il s'agit de François Mitterrand -, d'Alain Duhamel, La Nouvelle Grande-Bretagne : vers une société de partenaires, de Tony Blair, premier ministre travailliste, dont l'ouvrage est préfacé par Martine Aubry, ministre socialiste.

Autre cible, « la droite libérale »: le lecteur peut donc se passer des Mémoires de Jeanenfants et les musiques extraeuropéens, les livres décrivant les civilisations étrangères contemporaines sous un jour positif ou présentant sans hostilité les immigrés. Il boycottera tout ce qui a trait aux «mauvaises moeurs», comme Le Rose et le Noir, les homosequels en France depuis 1968, de Frédéric Martel. Il y a. comme le disent les auteurs du rapport. « des livres qui cumulent les handicaps ». N'auront, à ce titre, pas droit de cité dans la bibliothèque frontiste, l'autobiographie de Zair Kedadouche, Znir le Gaulois, les ouvrages de Freud ou Dieu et les hommes, recueil d'entretiens entre l'abbé Pierre et Bernard Kouchner, A contrario, le lecteur frontiste doit faire figurer en bonne place l'ouvrage de Roger Garaudy sur Les Mythes fondateurs de la politique israélienne, « mythes » parmi lesquels cet ancien dirigeant communiste range la voionté active des nazis d'exterminer les juifs. Il fera aussi l'acquisition du plus grand nombre d'« ouvrages exprimant les positions politiques de la droite nationale » - expression par taquelle l'extrême droite se désigne tionales (Front national) ou les Presses bre-

Il achètera tout sivre tentant à « accréditer l'idée que le régime démocratique et ses dirigeants sont corrompus » ou ont été sous l'influence de feu le régime soviétique. Il devra manifester une tendresse pour les nuvrages historiques traitant de la monarchie et des heures glorieuses et militaires de l'empire colonial. Foin des prix littéraires, dont l'actualité est trop furtive au goût de la mairie l

Olivier Biffaud

L'absence de Claude Allègre

LES SYNDICATS d'enseignants ont ressenti comme une «provocation» les déclarations du ministre de l'éducation nationale, qui, le jour de la rentrée scolaire, a jugé « insupportable » l'absentéisme enseignant. « Pour-quai ces 12 % d'obsences en moyenne nationale alors qu'il n'y en a que 4 % dans le privé ? », a-t-il demandé. Les statistiques démentent le propos ministériel. Elles font état d'uo absentéisme moyen d'enviroo 6 %. Dans la soirée de jeudi, M. Allègre tentait de calmer la polémique, évaluant cette fois « entre 4.5 % et 8 % » le pourcentage d'enseignants absents.

Lire p. 10 et 17 et la chronique de Plerre Georges p. 34

Aux Etats-Unis, la politique malade de la prospérité LE NEW JERSEY, Etat améri-cain de huit milions d'habitants,

et son gouverneur, Christine Todd Whitman, une figure nationale du Parti républicain, sont en pleine campagne electorale. Qui l'eût cru? Le duel entre la sémiliante Mª Whitman et son adversaire démocrate, pourtant loin d'être joué d'avance, est quasiment confidential. Il faut éplucher les pages locales du New York Times pour, de temps à autre, avoir un vague écho d'une campagne dont le principal débat, il est vrai, n'est pas franchement mobilisateur: l'enien de la bataille est un problème d'augmentation de l'assurance automnbile, que les électeurs ont place an premier rang de leurs préoccupations dans les

De retnur de vacances, le Congrès a commencé cette semaine sa session d'automne dans l'indifférence générale. Rien d'étonnant : cela fait déjà quelques mois que, cruellement privés d'actualité politique digne de ce nom, les chroniqueurs washingtoniens en sont réduits à philosopher sur « la fin du news », vnire « la mort du journalisme palitique», et à raconter aux lecteurs leurs souvenirs du temps glorieux

chose à dire... Les auditions de la commission du Sénat sur le scandale du financement des partis se sont déroulées en juillet devant une salle à moitié vide. Contrairement à la tradition, les médias ont à peine couvert les vacances d'été du couple présidentiel qui, pour la première fois cette année, s'est absecté trnis semaines consé-

Pas de nouvelles, bonnes nonvelles. Les Etats-Unis vont bien, la criminalité baisse, la paix sociale règne, le produit intérieur brut augmente, le consommateur dépense, l'infiation stagne, les hauts et bas de la Bourse ne parviennent pas à troubler les investisseurs, qui préférent garder l'œil sur une courbe plus élogoente: celle de l'indice Dow Jnnes, qui a augmenté de 174 % en sept ans.

Le pourcentage de hausse du principal indice de Wall Street est presque modeste, d'ailleurs, comparé à celui de l'augmentation des rémunérations des PDG. qui se sont accrues, elles, de 250 % durant la même période.

Sylvie Kauffmann

Un sursis pour Nécropolis



NÉCROPOLIS, vaste nécropole créée aux portes d'Alexandrie au Il siècle avant Jésus-Christ, a été mise au jour par hasard au mois de mars lors d'un chantier autoroutier en Egypte. L'archéologue français Jean-Yves Lempereur, qui a mené les fouilles de sauvetage, a obtenu un financement pnur continuer. Le site pourrait échap-

INTERNATIONAL

ISRAEL Un triple attentat-suicide a causé la mort de sept personnes, dont les trois kamikazes, jeudi après-midi 4 septembre, dans la rue Ben Yehouda, une artere pietonne

de Jerusalem-Ouest. L'aile militaire du mouvement de la résistance islamique (Hamas) a revendiqué l'attentat - condamné par Yasser Arafat et menace Israel de nouvelles opera-

tions. • LA TOURNÉE au Proche-Orient du secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright, qui doit débuter mardi 9 septembre, a été maintenue en dépit de cet attentat.

ONZE SOLDATS israeliens ont été tués au Liban sud vendredi matin 5 septembre au cours d'une opération de commando. Les soldats israéliens, qui opéraient au nord de la

« zone de sécurité » occupée par 1srael au sud du Liban, ont été pris sous le feu de l'armée libanaise, des forces du Hezbollah et de la milice chiite Amal.

Washington est confronté à la spirale de la violence au Proche-Orient

A la veille de la tournée dans la région du secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, un nouvel attentat-suicide a endeuillé Jérusalem, jeudi 4 septembre, tandis que onze soldats israéliens ont été tués au cours d'une opération de commando au Liban sud

JÉRUSALEM de notre carrespondant

Sept jeunes morts, dont une enfant de douze ans ; cent cinquante blesses, dont huit grievement; et deux millions et demi de Palestiniens soumis à un blocus militaire total. Tel est le bilan du triple attentat qui s'est produit, jeudi 4 septembre, dans le centre de lérusalem-Ouest, à moins de I kilomètre du marché juit où dix-sept personnes, dont deux kamikazes à ce iour non identifiés, avaient trouve la mort le 30 juillet dernier. Après plus d'une année d'un calme relatif, surtout mise à profit par le gouvernement nationaliste de Benyamin Nétanyahou pour renforcer son emprise sur les territoires occupés, accroître la colonisation et accélérer les destructions d'habitations palestiniennes illégales », le temps des bombes, du fanatisme et de la répression est revenu. A ce bilan s'ajoute le fiasco d'une opération militalre israélienne au Liban sud décidée dans la nuit et qui s'est soldée par la mort de onze soldats israéliens.

Deux coups de fil anonymes revendiquant l'attentat de Jérusalem au nom d'Ezzedine al Kassem, la branche armée ou plutôt l'une des cellules armées d'un Mouvement de la résistance Islamique (Haması aujourd'hui divlse, sont parvenus peu après au

Mme Albright exhorte Yasser Arafat à agir

Le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, a estimé, leudi 4 septembre à Prague, où elle effectue un séjour privé. que « lo coopérotion sécuritaire doit être occompognée por des actes unilatéraux palestiniens pour prévenir le terrorisme, détruire son infrostructure et créer un climat politique sans aucune tolérance pour lui. Naus exhor-tons le président Arafat à ogir de cette monière ofin que nous puissions reprendre les négociations en vue d'une poix réelle ». Mª Albright effectuera comme prévu sa première tournée au Proche-Orient à partir du 9 septembre. Elle pourrait toutefois renoncer à faire d'Israel sa première étape pour respecter le deuil de sept jours observe traditionnellement dans le pays après un attentat meurtrier. « Le processus de poix ne peut progresser que dons un environnement sur ». a estimé jeudl le président américain Bill Clinton, après l'annonce du maintien de la visite de Ma Albright.

bureau local de l'AFP. L'un des messages anonymes indiquait que l'agence trouverait un tract de revendication au nom de l'organisation à Bethleem. Les auteurs du tract, dont il est impossible de vérifier l'authenticité, menacent Israel de nouveaux attentats « tant que tous les prisonniers polestinieis » (environ trois mille) ne seront pas libérés. Aucune date butoir ne figure sur cet ultimatum.

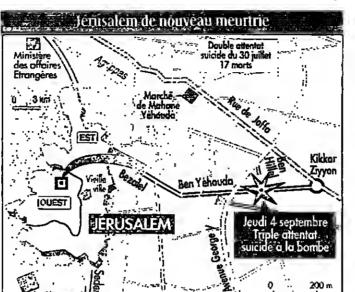
UNE PUNITION SANS PRÉCÉDENT

Aussitot mis en cause par toutes les voix gouvernementales autorisées, aussitôt accusé d'être « responsoble * sinon directement coupable du triple attentat, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui contrôle un peu moins de 6 % des territoires occupés depuls 1967, s'est vu pour la première fols interdire d'utiliser son héllcoptère pour quitter l'enclave autonome de Gaza, où il réside, et rejoindre la ville autonome de Ra-

La radio israélienne a annonce plus tard la levée de cette mesure punitive sans précédent. En revanche, le bouclage des territoires palestiniens est total, y compris avec l'Egypte, à Gaza, et avec la Jordanie, en Cisjordanie.

Selon la police israélienne, trois kamikazes s'étaient cette fois donne rendez-vous pour périr ensemble à Jerusalem et tuer le maximum de passants. Un policier assure que deux des kamikazes « étaient déguisés, l'un en vieillard, l'autre en femme ». Chacun portalt une charge de 2 a 3 kilos de TNT autour de la taille. L'avenue Ben-Yéhouda étant plus large que les ruelles du marché Mahané-Yéhouda et la fréquentation de la vole plétonne moins nombreuse a cette heure-là (15 heures), le bilan est moins lourd qu'il aurait pu l'être. ~ Dans notre malheur, nous ovons en de la chance », soupirait le ministre de la police, Avigdor Kahalani.

Nul ne sait encore qui étaient les kamikazes, ni d'où ils venalent. Mais immédiatement après l'attentat, aussi bien le conseiller de presse du premier ministre, David Bar-Illan, que l'ambassadeur israélien aux Etats Unis, Eliahou Ben Elissar, accusaient le chef de l'OLP d'avoir « autorisé, voire encourage cette nouvelle ottaque «... Que M. Aratat ait immediatement condamné « cet octe terroriste dirigé oussi bien contre les Israéliers que les Falestiniens et le processus de paix " n'a rien changé à l'atfaire. « Après les attentats de férrier-niars 1996, rappelait M. Bar-Illan, Arafat a fait arrêter plus de nent cents militants islamistes.



Cette fois-ci, il doit faire au moins autant, et même beancoup plus s'il veut que le processus de poix ait une chance de se pontsuivre. «

RÉUNION TRIPARTITE ANNULÉE

En fait, ledit processus est au point mort depuis que M. Nétanyahou a envoyé, en mars, les bulldozers préparer le terrain d'une nouvelle colonie dans la partie arabe occupée de lérusalem. Le premier ministre, qui avait menacé, début août, d'envoyer l'armée reprendre les huit enclaves autonomes s'il y avait un nouvel attentat, a renchéri: " Nous n'allous pas continuer comme cela. S'il n'y a pas un changement complet d'attitude. s'il n'y a pas une offensive générale [des Palestiniens] contre tous les éléments de l'infrastructure terroriste, cela

COMMENTAIRE

EN ATTENDANT

LES ÉTATS-UNIS

Apres reflexion et à la demande

du president Bill Clinton, qui l'a

annonce jeudi 4 septembre, Ma-

deleine Albright, chef de la di-

plomatie américaine, a décidé

de maintenir sa visite en Israël et

dans plusieurs pays de la région

Mais tandis que l'objectif an-

noncé de cette tournée proche-

orientale du secrétaire d'Etat

etait jusqu'à jeudi matin de

tout faire pour sortir le proces-

sus de paix Israélo-palestinien

des abysses », les demiers évène-

ments et le commentaire de

M™ Albright, jeudi soir, à

à partir du 9 septembre.

voudra dire que l'Autorité palestinienne n'a pas tiré les canclusions nécessaires, et alors nous tirerons nous-mêmes nos conclusions. Il faut que, à partir de ce moment, ce sait bien clair, a-t-il poursuivi d'un ton ferme, naus allons changer de voie, nous prendrons toutes les décisions reauises. -- Le porte-parole de Benvamin Nétanyahou, David Bar-Ilan, a précisé à l'AFP que « le gouvernement se réserve le droit d'intervenir dans les terriloires où il n'y a pas de répression du terro-

A la demande expresse de M. Netanyahou, la reunion tripartite de sécurité qui devait se tenir jeudi solr entre les patrons des services israéliens et palestiniens, en présence du représentant de la CIA americaine à Tel-Aviv, a été annulée. Un porte parole palesti-

Prague, où elle est en congé,

laissent penser que la priorité a

changé. Washington semble

vouloir faire de la première vi-

site de son secrétaire d'Etat dans

la région une sorte de sommet

antiterroriste, à l'image des

quatre ou cinq précèdents de ces

haite Benyamin Nétanyahou, le-

quel, dramatique coıncidence,

annonçait jeudi matin à la

« une » du Jerusalem Post qu'il

n'était pas question pour lui

d'honorer le calendrier des ac-

cords d'Oslo en redéployant,

comme prévu pour le 7 sep-

tembre. l'armee hors d'une nou-

velle partie de la Cisjordanie oc-

Les observateurs et les diplo-

mates étrangers qui connaissent

C'est exactement ce que sou-

dernières années.

nien a immédiatement dénoncé ce geste, soulignant qu'Israél, pourtant demandeur de coopération, était constamment + embarrassé par la présence américaine ». exigée par M. Arafat, « celle-ci interdisant [aux Israéliens] de racanter n'importe quoi après nos

De fait, alors que M. Nétanyahou et les siens s'emportaient jeudi soir contre «l'absence totole d'efforts antiterroristes » de l'Autorité palestinienne et même «sa complicité ovec les chefs des organisations terroristes », la radio israélienne rapportait le matin mème, huit heures avant l'atteotat, à quel point « les Etats-Unis se disent satisfnits des grands progrès réalisés par l'Autorité autonome dans la botoille contre le terro-

MESURES DE CONFIANCE »

Toujours selon la radio publique à cette heure-là, l'administration Clinton demandait à Israel de « verser aussi vite que possible » au gouvernement de Yasser Arafat les 350 millions de francs de taxes et droits de douane dus par l'Etat julf aux Palestiniens et bloqués après l'attentat du 30 juillet.

Ce devait être l'une de ces « mesures de confiance « censées réchauffer l'atmosphère entre les deux partles avant l'arrivée, mardi 9 septembre, du secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, à lérusalem. Inutlle de dire qu'il n'en est plus question et que l'Europe, comme à l'accoutumée, est en ce moment même invitée, par toutes les parties, à financer le statu quo voulu par le gouvernement d'Israel.

le dossier n'Ignorent pas que l'administration Clinton, laquelle a investi beaucoup de son énergie et de son prestige dans un processus de paix aujourd'hui agonisant, ne porte pas l'actuelle équipe gouvernementale

israelienne dans son cœur. Mais les efforts déployés par Washington, notamment aux Nations unies, pour empêcher toute condamnation diplomatique de la politique de M. Nétanyahou, témoignent d'un choix : ne jamais faire pression sur Israel pour infléchir sa politique. Parce qu'ils sont les seuls capables de le faire, cette attitude confère aux Etats-Unis une certaine responsabilité dans les tragédies qui menacent au Proche-Orient.

Patrice Claude

Un commando de Tsahal décimé dans des combats au Liban sud

été tués dans le sud du Liban, vendredi 5 septembre, à la suite d'une opération héliportée à 20 kilomètres au sud de Saida. Le porteparole de l'armée israélienne s'est cependant refusé à confirmer ce chiffre vendredi matin. Si ce bilan est avéré, il s'agirait d'un des plus lourds pour une opération de ce genre au Liban sud.

« Il y a en un débarquement, l'en après, l'unité [israélienne] a dié prise sous des tirs nourris du Hezpollah, mais aussi de l'armée libanaise et de la milice Amai », a déclare le porte-parole de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), Timur Goksel. M. Goksel s'est étonné du lieu choisi par l'armée israéllenne, aux prises avec le Hezbollah. Il a indiqué que la zone du débarquement, à plus de 30 kilomètres au nord de la zone frontalière occupée par Israel, est principalement une region touristique, connue « pour être un bastion d'Amal », le mouvement chitte prosyrien dirige par le président du Parlement libanais. Nabih Berri.

Scion des informations en provenance du Liban, les accrochages ont commence vers I heure du matin, jeudi, et se sont poursuivis sariyé, une localité surplombant le littoral à une vingtaine de kilomètres au sud de Saïda, chef-lieu du Liban sud. Selon les mêmes informations, une femme a été tuée et six autres personnes, dont deux militaires libanals et deux combattants du Hezbollah pro-iranien. ont été blessées par les tirs israéliens. Un correspondant de l'AFP a constaté sur place que le commando héliporté israélien a abandonné des parties des corps des soldats tués et du matériel militaire après son retrait.

Les services de sécurité israéliens ont été placés vendredi en état d'alerte sur la frontière avec le Liban à la suite de cette opération militaire. Selon la radio. l'etat d'alerte a été déclencbé de crainte que des roquettes ne soient tirées sur le nord d'Israel par des combattants du Hezbollah. - (AFP.

Il est 15 heures, la tranquille rue Ben-Yéhouda va voler en éclats

JÉRUSALEM

de notre correspondant Ouinze heures, jeudi 4 sepremore, rue Ben-Ychouda, La principale artère piétonne du

REPORTAGE_

Les trois cadavres des kamikazes se mêlent à la chair de leurs victimes

quartier le plus populaire de Jérusalem-Ouest a sa physionomie estivale habituelle. Le soleil est encore très chaud et, comme à l'accoutumée, les terrasses ombragées des cafés, des restaurants et des glaciers qui se cotoient de part et d'autre de la rue ont du succes. Quelques instants auparavant, les parasols étaient littéralement pris d'assaut. A 15 heures, la plupart des employés du quartier

ont reintegre leur lieu de travail. Avec ses boutiques de souvenirs, ses échoppes de posters et de tee-shirts imprimés, avec ses marchands de Jeans, de sandwiches orientaux et de ius de fruits frais. Ben-Yéhouda est un peu le Quartier latin de lérusalem-Ouest. Y déambulent à toute heure du jour et de la soirée les étudiants flaneurs, les touristes assoiffés, les employés de bureau affamés et les familles en prome-

On y croise aussi des religieux à papillotes qui haranguent les passants, des mendiants d'origine russe, ainsi que de nombreux jeunes soldats et + soldates +, fusil d'assaut en bandoulière, sourire aux lèvres et cornet de vanille au poing. Chacun, même les colons repérables au pistolet accroche à leur ceinture, vient regulièrement ici respirer l'air de la vie normale ».

TROIS BOULES DE FUMÉE

Il est 15 heures et la tranquillité bon enfant de la rue Ben-Yéhouda va voler en éclats. Une explosion, puis deux, puis trois. Trois boules de fumée noire s'élèvent dans le ciel. Un bref instant de silence et la panique s'empare de la foule. Les chaises et les tables vertes du café Atara, l'établissement le plus branché de Jérusalem-Ouest, sont renversées. Idem pour les terrasses voisines.

Des reliefs de repas maculent le trottoir et se mélent au sang des victimes, aux débris de verre, aux corps désarticulés. Des vitrines ont éclaié et les morceaux de verre ont volé dans la foule. La plupart des 150 blessés qui seront dénombrés plus tard ont été atteints par ces débris. Pour l'heure. on crie, on pleure, on est frappe

de stupeur. En face de l'Atara, Yaakov Hakim, maroquinier, désigne un morceau de chair humaine étalé sur son pas de porte. « C'est la colonne vertébrale du terroriste! », hurle-t-il. A quelques mètres de 13. la tête décapitée d'un homme apparemment jeune git sur la chaussée de pierre.

En bas de la rue, les gardesfrontières qui y stationnent en permanence, notamment pour vérifier l'identité des rares et jeunes Palestiniens de Jérusalem-Est qui osent encore s'aventurer de ce côté-ci de la Ville sainte. n'ont rien vu. Mais leurs radios ont fonctionné et, très vite.

commence le ballet des voitures

de police et des ambulances. Les hommes de la sécurité se déploient tout autour du quartier, bloquent les ruelles, évacuent les passants et empéchent les badauds de s'approcher.

li faut d'abord vérifier qu'il n'v a pas d'autre bombe réglée pour exploser à l'arrivée des secours, comme cela s'est déjà produit. On amene les chiens renifleurs et les robots démineurs. Rien. Les volontaires à kippa et papillotes autorisés à ramasser les morceaux de cadavres pour qu'ils soient enterrés selon la tradition juive ont sorti leurs brassards et leurs gants de plastique blanc. Certains grimpent dans les arbres récupérer d'infimes morceaux de chair

PRÉVENIR LES REPRÉSAILLES

Comme le mois dernier, à 800 mètres d'ici, sur le marché juif de Mahané Yéhouda, le triple attentat est l'œuvre de kamikazes palestiniens. Moins d'une demiheure après la tragédie, les autorités font part de leur première décision, désormais habituelle :

réimposer un bouclage complet sur tous les territaires [occupés] de Gozo et de Cisjardanie. Taus les Palestiniers se trouvant en Israel sant invités à regagner leurs fovers au plus tót. . A lérusalem, et bientôt dans tout le pays, les policiers partent sur les chantiers à la recherche des terrassiers et des ma-

çons arabes au travail. Ils sont raccompagnés manu militari, la peur dans le regard, à leurs camionnettes et voitures privées. Pas de résistance. Les Palestiniens, y compris les 160 000 qui résident à Jérusalem-Est et qui n'ont théoriquement pas besoin de permis pour se rendre à l'Ouest, n'ignorent pas que cette mesure d'urgence est prise, aussi, daos l'intérêt de leur sécurité personnelle, pour prévenir d'éven-

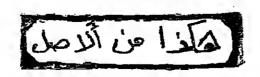
tuelles représailles. Sur les lieux du drame. Yoav, calotte noire et chemise tachee, confie ce qu'il a sur le cœur : « Ces gens sont des animaux... D'accord, d'accord, nous ne sommes pas toujaurs tendres avec eux, mais ça, iraiment... >

Autour de lui, d'autres hommes «L'armée d'Israél a reçu l'ordre de à papillotes prennent les journa-

listes à témoin. « C'est ça, la paix d'Arafat? Vous antres, étrangers, ne comprenez rien aux Arabes : ils ne veulent qu'une chose : nous tuer tous. " Un peu plus tard, au-dessus du carnage, un habitant de la rue déploiera sur son balcon une banderole: « La paix maintenant ». En bas, quelques badauds applaudiront, aussitot pris à partie par d'autres.

SIX SACS DE DÉBRIS

Pour le moment, les trois cadavres déchiquetés des kamikazes qui se tenaient a 10 mètres les uns des autres se mèlent à la chair de leurs victimes dans les sacs plastique de la morgue. On a retrouvé une tête ici, un tronc un peu plus loin, une main coupée sanguinolente qu'un policier a teoté de presser sur un tampon encreur pour l'identification. ■ Nons avons rempli six sacs de débris humains mais nans ne savons pas encare cambien cela fait de morts », dira le ministre de la police. Plus tard, on apprendra qu'ils sont sept.



NATROBI

de notre correspondant

en Afrique de l'Est

informations commencent à filtrer.

INTERNATIONAL *Les producteurs de coton maliens s'inquiètent L'intervention comorienne à Anjouan des intentions de la Banque mondiale

La société nationale redoute une privatisation qui s'accompagnerait d'un démantèlement de la filière et séparerait l'activité industrielle de l'encadrement de la production dans les campagnes

BAMAKO.

de notre envoyé spécial « Qu'on nous fiche la paix l » ldrissa Keita, le président-directeur général de la Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT), s'emporte, un peu pour la forme. Il a l'habitude que l'on voque la privatisation de sa société. À chaque fois cette perspective le hérisse, même si elle n'est pas encore à l'ordre du jour. Fieuron de la filière coton en Afrique francophone, la compagnie malienne n'est pour l'instant pas en première ligne. Mals en Côte-d'Ivoire. au Tchad, les sociétés sœurs, dont la structure et le fonctionnement sont voisins, sont dans le collimateur de la Banque mondiale qui veut les voir privatisées.

A Paris, Michel Fichet, le directeur de la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT), partenaire des so-. ciétés visées, parle des « a priori idéologiques » qui guident les économistes de la Banque mondiale. L'un de ceux-ci se défend de Paccusation: « Nous avons fait un calcul prenant en compte les services rendus par les sociétés dans la

très nettement sous-évalué par rapport à ce qu'il est en Inde ou au Pa-

M. Keita ne prétend pas qu'il paie son coton très cher. Mais il explique: «Nous fixons, après négociation avec le syndicat des producteurs, un prix plancher qui permet au paysan de couvrir l'ensemble de ses investissements. Ensuite, en fonction des résultats de la campagne, nous rajoutons éventuellement une ristourne. » Pour les tenants de ce système, ce prix bas et stable permet d'assurer une production continue avec en plus un autre avantage, la lutte contre la monoculture. «Si nous augmentions très fortement le prix du coton, ça nous donnerait un Mali gros producteur, mais les autres zones seraient déficitaires en céréales », fait remarquer

Pour l'instant, la société malienne s'apprête à ouvrir son capital aux producteurs de coton et à ses salariés. Mais en Côte-d'Ivoire la CIDT et au Tchad la Cototchad devraient blentôt passer dans le secteur privé, ce qui fait craindre

région et nous arrivons à la conclu- aux défenseurs du « système fransion que le prix payé au paysan est cophone » que, par un jeu de dominos, la CMDT ne soit également visée, même si elle a été décrite comme une success story dans un document diffusé par la Banque

Le sort de la compagnie ivoi-rienne devant être scellé à très brève échéance, on verra ce qu'il adviendra de la production de coton en Côte-d'Ivoire. Michel Fichet redoute « le démantèlement de la filière », qui séparera l'activité in-dustrielle (la transformation du coton graine en coton fibre) de l'encadrement de la production dans

Au Mali, les cadres de la CMDT aiment à racouter comment, il y a deux saisons, ils nnt libéralisé l'achat des insecticides, jusqu'alors exclusivement vendus à crédit par la société. Les paysans ont succombé aux arguments de marchands venns du Nigeria qui proposaient des produits à moitié prix: « Quand on la plongeait de-

gouvernementales comoriennes étaient en déroute vendredi matin et «ce qui reste de l'armée est retranché dans le port de Mutsamudu sous le feu des séparatistes ». Le médiateur de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Pierre Yéré, contacté par Le Monde vendredi matin, a iancé un appei pour « arrêter le massacre», «Le gouvernement dait ardonner l'arrêt des combats et le retrait de ses soldats », a-t-il déclaré. M. Yéré, qui a reçu des nouvelles en provenance d'An-

de confirmer ces informations.

Selon nos sources, les troupes

jouan, évoque un « comage ». Les autorités comoriennes qui, jeudi 4 septembre dans la matinée, assuraient encore qu'il n'y avait « ni violence ni victime » à Anjouan, ont reconnu de fait l'instabilité de

L'intervention militaire comorienne à Anjouan a ren-contré une forte résistance des séparatistes. Une tren-taine de soldats et de nombreux civils ont été tués, la situation en accusant, quelques heures plus tard, les insurgés d'utiliser « des enfants de moins de quin-Malgré tous les efforts du gouze ans et des femmes comme boucliers » humains. Ce qui vernement comorien pour isoler File d'Anjouan - les liaisons télésous-entend que l'opération miliphoniques sont coupées - et maintaire a fait des victimes civiles. Motenir le silence sur l'évolution de rnni réaffirme toutefois que ses son intervention armée, lancée forces contrôlent les points stratémercredi 3 septembre à l'aube, des giques de l'île, dont l'aéroport

d'Ouani et le port de Mutsamudu.

aurait tourné au « carnage »

Deux Français auraient été tués au cours des affrontements

Les trois cents soldats engagés dans cette opération rencontrent MENSONGE ET RÉPRESSION : Un correspondant de l'AFP à une résistance achamée et essuient des pertes. Une source militaire à Moroni, la capitale comorienne, a Moroni a parlé d'a hécatombe ». pu obtenir des précisions sur le dé-An moins trente soldats ont été roulement de la bataille par un soltués dans les combats. Il y a de dat blessé à Anjouan et évacué mercredi vers l'hôpital de Moroni. nombreux morts civils, et des dizaines de blessés. De source diplo-Seion ce témoin, les troupes régumatique à Moroni, on indique que lières out été stoppées par des « tirs deux Français auraient également nourris » aux abords de Mutsamuété més. On ignore leur identité et du. Les séparatistes sont armés de les circonstances de leur décès. A fusils et de lance-roquettes, et le soldat a reconnu parmi eux d'an-Paris, vendredi dans la matinée, le Qual d'Orsay n'était pas en mesure ciens membres des forces armées

> Selon le correspondant à Aujouan de Radio-France-Outre-mer (RFO), la population, très inquiète, réclame une assistance internationale. Des obus sont tombés sur des maisons de Mutsamudn et sur une salle de classe. D'autres maisons ont été incendiées. Le journaliste, joint jendi soir grace à une liaison radio, estimait que le débarquement n'était pas encore terminé.

ayant rallié la cause indépendan-

On a également appris, de source militaire, qu'une vingtaine de soldats «se sont emparés », sous la menace de leurs armes, d'un avion civil qui avait apporté à Anjouan du matériel médical, et qu'ils sont repartis à son bord vers Moroni. L'appareil devait ramener des blesprise à Anjouan par les combats. Jeudi, l'armée n'avait pas encore réussi à rapatrier les délégués des Nations unies, échouant par ailleurs dans une autre de ses missions: arrêter les chefs indépen-

L'nppositinn comorienne a condamné l'opération militaire immédiat. Selon le Forum pour le redressement national, « cette intervention militaire traduit le caractère despotique du régime qui ne peut répondre aux aspirations profondes du peuple que par le mensonge et la répression »

Cette npératinn qui, selnn un communiqué gouvernemental, aurait permis de « rétablir l'ordre ré-publicain sans effusion de sang », se révèle d'ores et délà être un fiasco compte tenu du numbre de victimes très élevé, par rapport aux précédentes, et nombreuses, crises qui ont seconé l'archivel des « sultans batailleurs » en vingt-deux ans d'indépendance.

La crise actuelle risque d'aggraver les divisions au sein de l'armée et du gnuvernement entre les « durs », partisans de l'intervention armée, et les « modérés », favorables aux négociations qui devaient s'engager le 10 septembre à Addis-Abeba sous l'égide de l'OUA. De source diplomatique, on indique à Moroni que les thèses défendues par les « modérés » semblaient s'imposer de nouveau vendredi; Penjeu est maintenant de savoir si des renforts seront envoyés à Anjouan ou si, au contraire, un retrait précipité des soldats gouvernementaux est envi-



La réussite exemplaire de Yaya Coulibaly

SIKASSC

de notre envoyé spécial Il y a vingt-cinq ans, c'était la brousse. An milien des appées 70. Yaya Coulibaly est venu s'installer

REPORTAGE_

Les pluies ont été abondantes et la récolte 1997 s'annonce excellente

là dans la plaine à une quinzaine de kilomètres de Sikasso. Les terres en friche appartenaient à sa lignée, et c'est avec sa famille qu'il a déboisé. Il a semé du mil et du mais, pois Il a consacré quelques parcelles au coton. Aujourd'hui, Yaya Coulibaly est un patriarche. Il a réussi. Il a fait le pèlerinage de La Mccque, a donné son nom an hameau et cultive une trentaine d'hectares. Autour de Yaya Diassa, on trouve des vergers, des champs de mil, de mais, d'arachide et de nz pluvial.

Voilà pour les signes extérieurs de sa prospérité. La cause, elle, se trouve dans les champs couverts de ce feuillage vert parsemé de fleurs blanches. Les capsules de coton n'ont pas encore éclaté. Il fandra attendre quatre à six semaines pour commencer la récolte. Les pluies ont été abondantes, les parasites discrets et la récolte s'annonce excellente. Comme 130 000 autres familles maliennes, Yaya Coulibaly et les siens s'apprêtent à battre de nouveaux records - surface ensemencée, tomage et recettes - qui devraient faire de leur pays, en 1998, le premier exportateur de coton-fibre d'Afrique.

En dix ans, la production de cotou-graine a plus que doublé au Mali, passant de 201 000 à 452 000 tonnes. Cet accroissement est essentiellement dû à l'estension des surfaces cultivées, les rendements moyens étant restés stables, autour d'un toune à l'hectare. Chaque année, de nonveaux paysans se convertissent à la culture cotonnière. La région de Kita, à la frontière guinéenne, devrait produire

près de 90 000 tonnés, alors que le coton y était presque incount il y a

Si les paysans maliens, « font » du coton, c'est d'abord parce qu'ils y trouvent une source de revenus. Mais aussi parce qu'elle les fait entrer en « zone CMDT ». La Compagnie malienne pour le développement du textile dispose du monopole d'achat du coton-graîne dans la quasi-totalité des régions cotonnières. Détenue à 80 % par l'Etat malien et à 20 % par la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT), elle régente toutes les activités agricoles de Kita à Sikasso. Des organisations non gouvernementales hi reprochent un totalitarisme qui bloque certaines initiatives, et les paysans font remarquer, parfois avec amertume, qu'elle ne paie au producteur qu'une fraction du prix du coton sur le marché

Mais dans la zone de Sikasso, la majorité des agriculteurs labourent leurs champs avec des charrues attelées. Les insecticides et les engrais. fournis à crédit par la CMDT leur permettent de se protéger au mieux des aléas climatiques. La compagnie entretient les pistes afin de pouvoir envoyer ses camions dans les villages, fournit des semences de mais, conseille les femmes lorsqu'elles cherchent à diversifier leurs sources de revenus et alphabétise

EVITER LA MONOCULTURE . Le village de Kourouma compte 2 268 habitants, une école, un dispensaire avec un médecin à plein temps. L'eau coule aux fontaines toute l'année grâce à une pompe kafo, a dans ses coffres 50 millions de francs CEA (500 000 francs), fruit des économies des paysans, qui peuvent y emprunter. Kourouma est un village modèle, où les rendements de coton sont le double de la moyenne nationale. Les plus gros fermiers qui cultivent quelques dizaines d'hectares ne songent même pas à se plaindre du prix que paie la

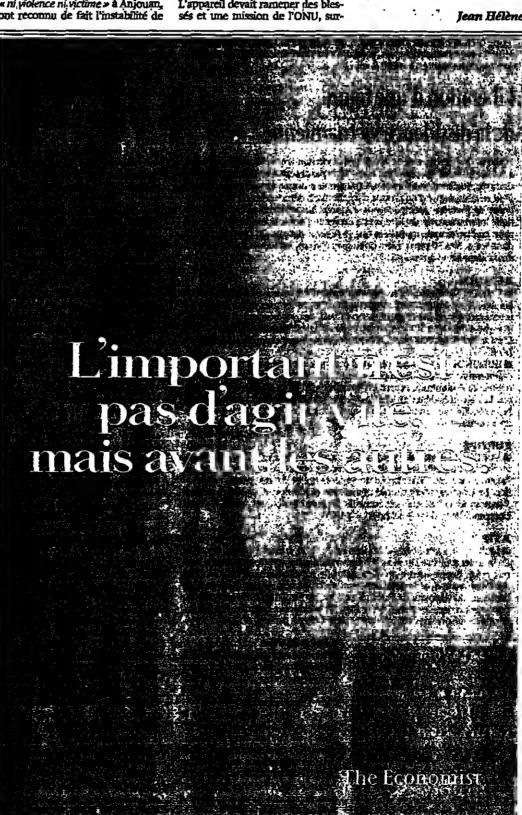
CMDT tant l'affaire est profitable. Pourtant la compagnie n'encou-

ge pas la monoculture du coton. Elle fait pression pour qu'au maximum un tiers des surfaces cultivables soit consacré au cotou et déconseille formellement de renouveler la culture deux années de suite sur la même parcelle. Yaya Coulibaly ne s'en plaint pas qui dégage pariois jusqu'à 10 tonnes d'ex-cédents de céréales dans son exploitation. Et il préfère céder son mais et son mil « à un prix avantageux » à d'autres villageois qui manqueront de grain en période de soudure plutôt que de les vendre aux marchands de la ville.

Le temps où, dans chaque village, un agent de la compagnie servait de tuteur est révolu. Des associations villageoises se sont formées, à l'instigation de la CMDT. Elles calculent pour les paysans les surfaces consacrées au coton et les besoins en engrais et en insecticldes. Chaque année, une partie du sur-plus monétaire dégagé par la récolte est consacré à un projet collectif. Les salles d'aiphabétisation par exemple. Destinées aux adultes, on y enseigne en bambara (la langue dominante au Mah) les principes de base de la gestion et de l'agriculture. A tenne, dans chaque exploitation, un néo-alphabète devrait être en mesure de tenir les

Les associations villageolses ont permis à la CMDT de réduire ses effectifs sur le terrain. Cette mutation s'est produite à un moment faste où la bonne tenue des cours mondiaux, la dévaluation du franc CFA et les conditions climatiques ont décleaché la ruée vers le coton des paysans maliens. Cette expansion territoriale touche à sa fin, dans certaines régions. Les responsables CMDT de Sikasso estiment qu'en 2002 les paysans ne disposeront plus de réserves foncières. Les fils de Yaya Coulibaly ne pourront pas s'en aller fonder un autre bameau, il faudra augmenter les rende-

Thomas Sotine!



La ville de Moscou fête ses 850 ans

MOSCOU. La ville organise, du vendredi 5 au dimanche 7 septembre, des cérémonies fastueuses pour fêter ses 850 ans, avec l'espoir à la fois de rennuer avec la grandeur impériale et d'étaler aux yeux du monde sa métamorphose depuis la fin de l'URSS. L'ampleur des festivités orchestrées par le tout-puissant maire de Moscou Iouri Loujkov - qui doivent débuter par un concert sur la place Rouge avec Luciano Pavarotti - est sans précédent. En plus d'une vingtaine de spectacles géants au centre-ville, notamment un grand show de lean-Michel Jarre samedi soir et un récital de Montserrat Caballé, quelque 400 scènes seront montées un peu partout dans la ville. Des milliers d'invités russes et étrangers sont attendus pour venir voir les grandes réalisations architecturales inaugurées à cette occasion : la cathédrale du Saint-Sauveur, nu un pont pour piétons transparem sur la Moskova, un gigantesque centre commercial souterrain au pied du Kremlin, ou encore l'immense toit du stade Loujniki. - (AFP.) Lire aussi notre éditorial

Les dirigeants allemands restent attachés au calendrier de l'euro

ANDECHS. Au cours d'un « sommet » à huis-clos destiné à définir leur stratégie politique de rentrée, les dirigeants des partis chrétiens-démocrates allemands (CDU et CSU) ont réitéré, jeudi 4 septembre à Andechs (Bavière), « leur objectif de faire démarrer l'Union monétaire européenne dans le strict respect des critères de stabilité le 1er janvier 1999 ». Cette mise au point du parti dirigé par le chancelier Kohl était attendue après que le présidem de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a déclaré en milieu de semaine que le report de la monnaie unique ne serait pas une catastrophe (voir Le Monde du 5 septembre). Devant l'écho provoqué par ses propos, le chef de la banque centrale allemande a précisé, dans un communiqué publié jeudi 4 septembre, qu'« il ne s'était obsolument pas prononcé en faveur

Par ailleurs, au cours du même sommet, le ministre des finances Theo Waigel s'est dit « optimiste » : il pense que l'Allemagne affichera à la fin de l'année des déficits représentant 2,9 % du produit intérieur brut, donc moins que les 3 % considéré comme critère d'accès à l'euro aux termes du traité

La tension monte en Sierra Leone après les bombardements nigérians

FREETOWN. Au moins 31 personnes ont été tuées par des tirs d'obus déclenchés, mercredi 3 septembre, par les troupes nigérianes dans la capitale sierra-léonaise. Environ 80 personnes auraient également été blessées. Un porte-parole du commandant Johnny Paul Koroma, le chef des putschistes sierra-léonais, a accusé les troupes nigérianes d'avoir visé délibérément des quartiers résidentiels. Selon des habitants, les soldats tentaient d'atteindre un navire chypriote grec amarré au port de Freetown avec un char-

La semaine dernière, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a approuvé des sanctions pour contraindre la junte à abandonner le pouvoir. Après que des avions nigérians ont survoié Freetown, le dispositif de sécurité a été renforcé et deux batteries anti-aénennes ont été mises en place. L'armée nigériane, présente en Sierra-Leone sous la bannière de la force ouest-africaine de paix (ECOMOGI, a démenti avoir tiré sur des civils, et assure s'être limitée à des tirs de somma-

Libération d'une figure de la dissidence vietnamienne

HANOL Une des figures de la dissidence vietnamienne, Pham Duc Kham. a été libéré, jeudi 4 septembre, après avoir passé sept ans dans la prison du Camp 5, située au sud d'Hanoi. Condamné à douze ans de détention en 1990 en compagnie d'un groupe d'intellectuels démocrates du sud, il a été libéré de manière anticipée pour « raisons humonitaires ». Les organisa-tions internationales de défense de droits de l'homme ont salué cette remise en liberté mais rappellent que le régime vietnamien compte encore dans ses geôles 70 prisonniers politiques connus, vraisemblablemem plus en incluant les « inconnus ».

■ CONGO-KINSHASA: le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila a engagé, jeudi 4 septembre, un nouveau bras de fer avec la communauté internationale en maintenant, selon l'ONU, des « obstacles » à la mission chargée d'enquêter sur les massacres de réfugiés rwandais dans l'ex-Zaire. C'est la troisième fois que Kinshasa s'oppose à une enquête de l'ONU. -

■ BURUNDI : le sommet régional consacré au Burundi a pris fin, jeudi 4 septembre, sur un accord prévoyant le maintien des sanctions contre le régime de Bujumbura, et invitant fermement la junte au pouvoir à coopérer. Les six présidents africains présents ont également confirmé Julius Nyerere, l'ancien président tanzanien, dans son rôle de médiateur de la crise burundaise. - (Reuter.)

■ SUÈDE: la police de Stockholm a arrêté dans la nuit de jeudi 4 septembre à vendredi 5 septembre un homme porteur d'explosifs, rapporte l'agence suedoise TT. Il s'agit d'un Suédois àgé de 28 ans, connu de la police. Le Comité international olympique (CIO) devait choisir vendredi 5 septembre la ville qui doit accueillir les Jeux olympiques de 2004, parmi cinq candidates, dont Stockholm. - IAFP.

■ JAPON : le Parti libéral-démocratique (PLD), formation conservatrice du premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto, a retrouvé pour la première fois depuis quatre ans son statut de parti majoritaire au sein de la chambre basse avec la defection, vendredi 5 septembre, d'un élu de l'opposition. Le ralliement de Naoto Kitamura, un transfuge du grand parti de l'opposition non-communiste, le Parti de la nouvelle frontière (Shinshinto), porte désormais l'effectif du PLD à 251 sièges, sur 500. - (AFR)



AMÉRIQUE ■ CUBA: un dissident cubain, Hector Palacios, a été condamné,

jeudi 4 septembre, à 18 mois de prison pour « outrage » au chef de l'Etat Fidel Castro. Hubert Palacios, detenu depuis le début de l'année, était poursuivi pour avoir déclaré à une télévision allemande que Fidel Castro ne se conformait pas au texte sur les droits de l'homme qu'il avait signé, en novembre 1996, lors du sommet des chefs d'Etat Ibéro-américains à Santiago du Chili. - (AFP:1

Les ultranationalistes serbes de Bosnie continuent de défier la présidente Biljana Plavsic

A Banja Luka, la population rêve d'un retour à la normale

marque une nouvelle escalade dans le conflit

qui oppose depuis plus de deux mois M- Plavsic blique serbe Biljana Plavsic. Cette mesure, à huit jours des élections municipales en Bosnie, Le gouvernement de l'entité serbe de Bosnie a

BANTA LUKA de notre envoyé spécial Avant la guerre, Mijo Blazevic,

décidé, jeudi 4 septembre, d'engager une procé-dure pénale contre la présidente de la Répu-

soixante et onze ans, dirigeait une sciene à Banja Luka (nord-ouest

REPORTAGE. Loin de Pale,

on pense ici désormais en économie de marché

de la Bosnie). Lorsque débuta dans la région la première vague de nettoyage ethnique, il dut mettre la clé sous la porte. Né Croate dans une ville à majorité serbe (55 %), il craignait pour sa vie. Mijo a survécu aux milices serbes mais pas son entreprise, qui a été rasée. Sitot la paix revenue, Mijo à rouvert son usine qui, tant bien que mal, a recommencé à produire du bois.

Mijo a recu un jour la visite de Radniica Davidovic, trente ans, un Serbe natif de Banja Luka. Pendant la guerre, Radojica a passé huit mois dans une prison de Tuzla, dont une bonne partie à couper du bois durant la journée dans une scierie musulmane. « Un dur lobeur mois formoteur », avoue-t-il. Une fois libéré et démobilisé, Radojica s'est naturellement tourné vers les métiers du bois pour se réintégrer dans la vie civile. Mijo lul a offert du travail. Aujourd'hul, ils sont associés et l'entreprise commence à prospérer.

gné une convention avec une organisation bumanitaire française qui soutient des petites entreprises locales grâce à des fonds de la Commission européenne. Ils ont 10 000 deutschemarks (35 000 francs), de quoi investir dans une deuxième machine à couper du bols. Ils promettent Jeunes ouvriers qui, pendant les ganismes internationaux se Biljana Playsic a, d'ores et déjà,

Cette semaine, tous deux ont si-

trois premiers mois, seront rémunérés par des fonds européens. « Je ferai le maximum pour les garder, explique Mijo Blazevic. Après les guerres, les jeunes sont désœuvrés. Ils boivent, se rocontent des souvenirs de guerre et deviennent revanchards. Il faut les remettre ou travail. » Mijo évoque déjà un ju-teux contrat avec l'Allemagne. De son côté, Radojica se dit prêt à faire du commerce avec la Fédération croato-musulmane « grace à l'oppui de mes onciens geôliers de Tuzla ovec qui je suis resté en

L'histoire dépeint assez bien l'atmosphère qui règne au-Jourd'bui à Banja Luka, loin de Pale (fief des Ultranationalistes serbes), qui raisonne encore en termes de stratégie politique, voire militaire. La plus grosse ville de la République serbe pense en économie de marché et rêve de tourner la page avec les années sombres de la guerre. « Karadzic et sa clique ont fait de nous des porias aux yeux du monde. Nous voulons vivre comme avont, voyager avec un vrai passeport, suivre lo mode, lire, écouter de nouvelles musiques, rencontrer à nouveou ceux de Sarajevo ou de Zagreb », raconte Visca, attablée dans un café avec son petit ami. Cette liberté de ton, peu coutumière en République serbe, sur-

Dans les lleux publics, les langues peut à peu se délient et on ne craint plus de dire tout baut ce que l'on a longtemps pensé tout bas. «Karodzic nous o ruinés. S'il n'avait pas gardé l'orgent pour lui et s'il était ollé oux conférences des donateurs, on ourait le chouffage central depuis longtemps », lance une ménagère à la recherche de 150 deutschemarks pour s'acheter

également d'embaucher trente tranche avec celui de Pale, les or- avec ses interlocuteurs étranger

pressent donc à Banja Luka. C'est tenu une promesse : la télévision également là que l'on vient pratiquer sa dissidence, puisque après Rajko Kasagic, ancien premier ministre destitué en mai 1996 par Radovan Karadzic, « pour ovoir soute-nu ovec zèle les occords de Dayton », c'est Biljana Playsic, présidente de la République serbe, qui y a trouvé une tribune pour entrer en guerre ouverte contre Pale.

* SERVIR DE MODÈLE »

Cette fois, la communauté internationale, les Américains en tête. n'a pas l'intention de laisser Pale écarter ce pion. « Nous soutenons et continuerons à soutenir Me Plovsic, explique un diplomate anglosaxon. Elle déclare vouloir oppliquer les occords de Dayton, protéger les lois et coopèrer avec les organismes occidentaux. Nous lui faisons confionce. 3

Les habitants de Banja Luka n'ignorent pas que leur présidente fut longtemps une proche des ultranationalistes de Paie. Ils semblent néanmoins prêts à lui accorder un blanc-seing. Attendre pour voir si réellement elle propose une autre politique. Mme Plavsic sera d'abord jugée sur sa capacité à lutter contre la corruption qu'elle a elle-même dénoncée en montrant du doigt Pale. Au second étage de la présidence, Rajko Tomas, conseiller économique de Biljana Plavsic, planche déjà sur le sujet. « Pale o concentré toutes les institutions du pays, dit-il. Nous ollons éloborer un nouveau concept libérol régionolisé où les contrôles et lo circulation de l'orgent seront rigoureux ». « Il ne s'agit pas de couper lo République serbe en deux, mois d'expérimenter un système qui semble de lo République serbe », _poursuit-il, avant de se rendre à Attirés par ce discours qui l'un de ses multiples rendez-vous

sants les plus farouches de la présidente s'accordent tous pour dire qu'au ton bystérique du passé a succédé un style plus pondéré. Miodrag Zivanovic, président du Parti bbéral (opposition, qui souhaite le dialogue avec la Fédération croato-musulmane), qui, ces cinq dernières années, n'a jamais pu s'exprimer à la télévision d'Etat. vient d'être convié à deux reprises. La télévision privée, Nezav-Sne, a pu monter une antenne haute de 36 mètres qui lui permettra de diffuser dans un rayon large de 70 kilomètres antour de Banja Luka. Dans les kiosques, des quotidiens et hebdomadaires de Sarajevo font leur apparition. Banja Luka n'a cependant pas

d'Etat, qui vient d'échapper à la

mainmise de Pale, a acquis une

certaine indépendance. Les oppo-

dechu Radovan Karadzic.

attendu Biljana Plavsic pour marquer sa différence. La ville, exsangue économiquement, qui accueille 80 000 réfugiés, dont le taux de chômage avoisine les 50 % et dont le salaire mensuel moyen ne dépasse pas les 100 deutschemarks, a commencé à se réveiller au lendemain des accords de Dayton, seconée par la misère et une culpabilité collective. « Nous savions tous ce qui se passait pendant la guerre, nos omis musulmons et croates qui disparaissaient lo nuit. mals que pouvions-nous faire? Nous avions peur nous oussi. Cela ne vouloit pas dire que nous approuvions tout ce qui se passait. C'est ce que nous avons envie de dire oulourd'hul oux etrangers », raconte Visna. A Banja Luka, le langage est devenu une thérapie. La question est de savoir si Biljana pourrait servir de modèle à l'en- . Plavsic et ceux qui l'entourent auront la volonté ou la possibilité de laisser ce flot de paroles continuer à se déverser.

Christian Lecomte

Un quotidien russe est accusé d'avoir publié des secrets d'Etat

de notre correspondant Le ministère russe de la défense a de nouveau frappé : il accuse le quotidien Nezovissimolo Gazeto d'avoir dévoilé des secrets d'Etat. Eo juillet, ce quotidien avait publié un article expliquant l'intérêt que portaient les militaires russes à la station internationale Alpha, qui doit remplacer Mir à partir de 1998. Selon cet article, qui rappelle des expériences militaires accomplies dans l'espace du temps soviétique, Américains et Russes se sont mis d'accord pour autoriser un usage militaire de leurs modules respectifs de la future station internationale.

Bien qu'un porte-parole de la NASA ait publiquement déclaré que Moscou et Wasbington s'étaient « réservé le droit d'utiliser leurs porties de la stotion d des buts de sécurité nationale ». l'article de la Nezavissimolo Gazeta a déclenche la colère des militaires russes. Une commission d'« experts » de l'état-major des forces armées russes a décidé qu'il contenait des « informotions claspresse, agissant sous instruction du ministère de la défense, lui donnant « un overtissement officiel pour violotion de l'orticle 4 de lo loi sur les moss medio de lo Fédérotion de Russie, c'est-à-dire publication d'informotion constituont un secret d'Etat ou outre ».

Dimitri Paison, le journaliste

qui a rédigé l'article, estime que cette affaire est due à l'ignorance des militaires russes. « Molheureusement, ils ne lisent pas ce qui est écrit à notre sujet en Occident. Comparée d ces sources, notre information est juste un jeu d'en-Si le quotidien reçoit un second fant », a-t-il déclaré. Même si elle

Alexandre Lebed affirme gu'une centaine de bombes nucléaires ont été perdues

D'après l'ex-général Alexandre Lebed, ancien conseiller à la sécurité nationale de Moscou, l'armée russe a perdu la trace de plus d'une centaine de bombes nucléaires, dont chacune pourrait tuer cent mille personnes. Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision CBS qui le diffusera dimanche 7 septembre, il affirme que ces armes, dont la puissance atteint une kilotonne pour une taille similaire à celle d'une valise, « ne sont plus sous le contrôle des forces ar-

mées de Russie ». En mai dernier, il avait déclaré à une délégation parlementaire américaine que quatre-vingt-quatre de ces engins avaient disparu. Mais dans son interview à CBS, enregistrée il y a deux semaines, il estime maintenant le chiffre à plus de cent. Les armes peuvent être mises à feu en moins d'une deml-heure par une seule personne, ajoute-t-IL. « Je ne sais pas où elles se trouvent. Je ne sais pas si elles ont été détruites, si elles sont stockées ou si elles ont été vendues ou vo-

La Nezovissimoio a reçu une avertissement dans l'année. il n'en a pas encore la gravité, cette lettre du Comité d'Etat pour la pent être fermé. n'en a pas encore la gravité, cette affaire rappelle étrangement affaire rappelle étrangement celle d'Alexandre Nikitine, cet ancien officier de marine emprisonné pendant dix mois, libéré en décembre 1994 mais toujours inculpé de « violotions de secrets d'Etot » et de « trohison » pour avoir rédigé un rapport sur les dangers de pollution nucléaire dans la flotte de guerre russe de la mer dn Nord. Malgré la mobilisation internationale, Alexandre Nikitine ne peut toujours pas gnitter sa ville de Saint-Pétersbourg et risque toujours une longue peine de prison, si ce n'est

la mort. Oans l'affaire Nikitine comme dans celle de la Nezovissimolo, les informations jugées « secrètes » par les militaires russes proviennent de sources ouvertes, publiques. Ce qui fait écrire au quotidien moscovite The Moscow Times: « Ou bien le gouvernement russe s'oppose d la collecte et d l'usage intelligent d'informations publiques ou il publie ses propres secrets. Et dons ce cas ce n'est pas le problème des journaux. »

Jean-Baptiste Naudet

Bruxelles et l'OMC en guerre sur la viande aux hormones

COMMENT CONCILIER des approches différentes en matière de printection des consommateurs, de protection sociale nu environnementale, avec des pratiques commerciales transparentes? Réagissant à la condamnation par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de l'interdiction des importations de viande aux hormones dans l'Union européenne, le Commissaire européen à l'agriculture, l'autrichien Franz Fischler a jeté un pavé dans la mare au début de la semaine en estimant que les règles commerciales devaient aller de pair avec un « contrôle démocrotique clair ». En un mot, que l'OMC ne pouvait se substituer aux Etats pour fixer

leurs standards de qualité à moins de n'squer d'être tirés sans cesse Unis a été remis à la mi-août. Ses

vers le bas par les moins exigeants. Rapporté par le Financiol Times, les propos du commissaire ont suscité une vive réaction du président de l'organisation mondiale. l'Italien Renato Ruggieri, qui a estimé jeudi 4 septembre que les Etats, dans les accords du GATT, s'étaient engagés sur des règles et des procédures d'arbitrage et qu'il ne fallait pas tout mélanger. « Introduire un élément politique dans ce qui est une procédure juridique, c'est saper le méconisme (du règlement des différends commercioux) », a-t-il fait savoir.

Le rapport du panel d'experts en Italie. La crise de la « vache commis par l'OMC à l'examen de folle », qui a relancé le débat sur

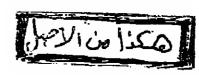
Unis a été remis à la mi-août. Ses conclusions, rendues publiques dès le mois de juillet, sont que l'Union européenne ne peut prouver que l'utilisation d'bormones de croissance dans l'élevage est nuisible à la santé et donc que l'interdiction de l'entrée de viandes ainsi traitées sur son territoire contrevient aux règles du GATT. Les services de la Commission préparent un recours contre ce jugement. Le bannissement de la viande aux hormones avait été décidé en Europe après une campagne populaire contre les pratiques des éleveurs, notamment

les méthodes d'élevage intensif. ne pousse pas les dirigeants euro-péens à baisser leur garde dans ce domaine.

Une solution pour sortir du dilemme consisterait à payer des compensations commerciales aux Etats-Unis. Elle ne réglerait pas le problème sur le fond. Les derniers accords du GATT, conclus en 1994, ont sanctionné une vision libérale des relations commerciales qui pose des problèmes. On s'en est aperçu lorsque les Européens ont tenté d'obliger les pays asiatiques à respecter des normes sociales minimales pour éviter de trop grandes distorsions.

H. de B.

mient le paus prantile un jerusa- commence le namer des vontires «L'armée d'Israel o reçu l'ordre de la papillotes prennent les journals





La reine Elizabeth II adresse un inhabituel discours à la nation

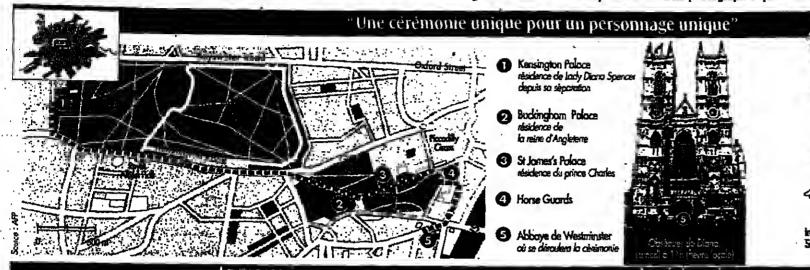
Buckingham Palace a multiplié les initiatives exceptionnelles dans l'organisation des obsèques de la princesse de Galles pour tenter d'atténuer les critiques du public. Près de 2000 invités et jusqu'à 3 millions de personnes sont attendues

Les détails de l'organisation de la céré-monie des obseques de la princesse de Galles ont été arrêtés, jeudi 4 septembre, nant le silence observé par la famille

royale depuis le décès, dimanche 31 août, de Lady Diana, le palais de Buckingham a medi : les 3 millions de personnes attendues pourraient prendre place le long de images de la BBC à près de 2,5 milliards

annoncé que la reine Elizabeth II devait dues pourraient prendre place le long de images de la BBC à près de 2,5 milliards s'adresser, vendredi 5 septembre, à la nation. Près de 2000 invités sont attendus à cortège funèbre. Scotland Yard prévoit de téléspectateurs potentiels. A Paris, trois photographes qui se trouvaient sur

les lieux de l'accident – où Lady Diana, Emad Al Fayed et leur chauffeur ont trouvé la mort – se sont présentés jeudi à la police, se savant recherchés. Ils ont été



Great Brington

St Mary the Virgin de Great Brington, près d'Althorp, qui abrite le caveau de famille des comies Spencer.

LA REINE Elizabeth II a pris, jeudi 4 septembre, deux initiatives exceptionnelles en réponse aux critiques, populaires et médiatiques, l'exhortant à s'associer pleinement au deuil de Diana : elle devait s'adresser, vendredi soir 5 septembre, à la nation et placer samedi l'Union Jack en berne sur le palais de Buckingham, Hormis le message de nouvel an aux ressortissants du Commonwealth, Pintervention radio-telévisée d'un souverain est réservée aux crises majeures, soulignaient jeudi les experts constitutionnels. De même, la constitution voudrait que seul flotte sur Buckingham Pétendard royal, en lieu et place de l'emblème national.

Les derniers détails du déroulement des obsèques de la princesse de Galles ont été finalisés jeudi. Afin d'accommoder la foule sans cesse croissante des admirateurs de Diana, le palais de Buckinghans a dit al ... Etion John, qui était un proche de .. pectée dans l'abbaye comme dant .

longer à 4,5 km le parcours du cortège qui conduira samedi le cercueil de la princesse jusqu'à l'abbaye de Westminster. Jusqu'à trois millions de personnes étaient attendues samedi à Londres ; 1 900 invités seront admis à l'intérieur de l'abbaye. Par-mi eux, figureront peu de têtes couronnées et de chefs d'Etat. Seule la . venue de la reine Noor de Jordanie et de la princesse Margriet des Pays-Bas a pour l'instant été confirmée. Les présidents Bill Clinton et Jacques Chirac seroint représentés par leurs épouses, qui retrouveront Tony Blair, ainsi que ses prédecesseurs, John Major et Margaret Thatcher. Invité par Buckingham, Mohamed Al Payed, propriétaire controversé du grand magasin londonien Harrods et père d'Emad, l'ami de Diana

également mort dans l'accident, sera

la princesse, interprétera durant la tout le pays. Le convoi funéraire messe de funérailles son succès quittera ensuite Londres pour « Candle in the wind », initialement Marilyn Monroe, et réécrit pour l'occasion: « Goodbye England's rose; may you ever grow in our hearts. You were the grace that placed itself where lives were torn apart.»
[Au revoir rose d'Angleterre. Puissestu continuer de grandir dons nos cœurs. Tu étais la grâce qui se ploçait d'elle-même in où des vies avaient été brisées], dit le premier couplet. Auperavant, le premier ministre Tony Blair devrait lire la XIII épître aux Coriothiens.

Le comte Spencer, le frère de Diana, prononcera un hommage per-sonnel, ainsi que ses deux soeurs, Lady Sarah McCorquodale et Lady Jane Fellowes. A la fin de la cérémo-

quittera ensuite Londres pour l'église du village de Great Brington, composé en hommage à l'actrice situé à quelque 120 km an nord-Marilyn Mouroe, et réécrit pour ouest de Londres, où Diana sera inhumée aux côtés de ses ancêtres. Le village devait être fermé à la circulation à partir de jeudi soir pour respecter le caractère privé de cette ultime cérémonie, Scotland Yard va déployer plus de 10 000 policiers pour canaliser la foule.

par quarante-cinq chaînes de télévi-sion qui utiliseront les images de la BBC. Le comte Spencer a fait savoir à six rédacteurs en chef de tabloïds britanniques que leur présence était indésirable aux obsèques de sa sœur. Ils avaient été officiellement invités la veille, mais le comte les a appelés jeudi matin au téléphone nie, une mipute de silence sem resqui pour leur faire connaître son senti-

Les funéralles seront retransmises

que « Diano n'aurait pas voulu qu'ils

A Paris, trois photographes de police, se soot présentés d'eux-mêmes à la brigade criminelle, jeudi 4 septembre dans l'après-midi, alors qu'ils se savaient recherchés. Ils ont été placés en garde à vue, comme l'avaient été leurs sept confrères précédemment interpellés sous le tunnel de l'Alma, puis mis en examen par le juge Hervé Stephan. Ils' devaient être présentés à leur tour devant le magistrat instructeur en charge de l'information ouverte pour « homicides involontaires, blessures involontaires, non-assistance o

Deux de ces trois nouveaux photographes sont employés par la petite agence LS. Presse_dont le direc-__ teur avait déclaré avoir en en mains

personne en danger ».

des clichés de la Mercedes accidentée et de ses victimes - des photos « montrobles », selon hi -, puis les presse, présents sur les lieux de l'ac- avoir retirées de la vente sur le marcident mais non interpellés par la ché après avoir appris la mort de la princesse. Ces deux reporteurs, circulant à bord de deux véhicules (un 4x4 et une Peugeot 205), disent avoir perdu de vue la Mercedes qu'ils avaient commencé à suivre à sa sortie du Ritz. Ils reconnaissent avoir pris des clichés, une fois arrivés sur les lieux de l'accident, puis avoir em-porté ces photographies à LS Presse. Rien n'indique que l'un des deux vé-bicules aurait pu gêner la course de la Mercedes, mais des analyses sont en cours, afin de vérifier si les deux voitures n'ont pas été demièrement accidentées. Le proisième photographe, qui circulait sur un scooter, est un travailleur indépendant.

D. H.-G. et E. I.

Les rêves c'est beau.

La réalité c'est joli aussi.



FIAT PUNTO 46200F*

Qualité Fiat de 5 000 F pour la reprise de votre de remise à l'état standard). Tarif conseillé au sux particuliers, dans les ancien véhicule, quel que soit son âge (soit 5 000 F 02.06.97 AM 98 de la Punto 55 S 3 portes Prime points de vente participants.

si votre voiture d'est plus cotée ou 5 000 F au dessus Qualité Flat de 5 000 F déduite pour la reprise de votre de la valeur de reprise Argus diminuée des 15% ancien véhicule. Fiat Punto 55 8 3 portes Prix Net ciez des Prix Nets sur la Punto et de la Prime de frois professionnels et éventuels frais 51 200 F. Offre valable jusqu'au 30.09.97 réservée

contrepartie de la baïsse de la cotisation des salariés à l'assurance-maladie. • LES AVANTAGES fiscaux ilés à l'épargne permettent à de nom-breux contribuables aisés d'échap-

per à l'impôt sur le revenu, notamment grâce aux dispositions en faveur des DOM-TOM. • LA CROIS-SANCE a été de 1 % au deuxième trimestre de 1997, selon les statis-

tiques publiées vendredi par l'Insee. Le gouvernement n'espère plus qu'une croissance de 2,1 % pour l'année, mais maintient une prévision proche de 3 % en 1998.

Le gouvernement penche pour une augmentation forte et rapide de la CSG

La discussion ouverte par Lionel Jospin, jeudi 4 septembre, à l'Hôtel Matignon, a montré que la position défendue par Martine Aubry a la préférence de ses collègues, car elle permet de taxer davantage l'épargne et d'accroître le pouvoir d'achat des salariés

budgetaire. Liooel Jospin a reuni, jeudi 4 septembre, a l'Hôtel Matignon, l'ensemble des membres du gcuvernement pour débattre avec eux des réformes fiscales à l'étude. Or, comme le projet de loi de fi-nances pour 1998 doit être transmis au plus tard le 9 septembre, il ne reste plus que quelques jours au premier ministre pour rendre ses

Officiellemment, rien n'a filtré de ce séminaire. Le premier ministre a donné des consignes très strictes de silence aux membres du gouvernement et, à leur sortie, aucun ne s'est risqué à la moindre confidence. A l'entrée de la réunion, la ministre communiste de la leunesse et des sports, Marlecommeotaire: • Si vraiment il y a ment les impôts.

des niches fiscoles, il faut agir contre, mois il faut joire très ottention. Par exemple, lo question des emplois à domicile ne touche pas seulement les jomilles les plus oi-

Cela étant, les contours du projet fiscal du gouvernement (Le Monde du 4 septembre) se précisent. D'abord, il est acquis que les hausses d'impôt pour 1998 seront inférieures à 20 milliards de francs. D'où vieot ce chiffre? Les experts ont observé que les recettes fiscales évolueot traditionnellement moins vite que la ricbesse nationale. Même si le gouvernement veut stabiliser les prélèvements obligatoires (calculés précisément eo proportloo de cette ricbesse nationale), il lui est George Buffet, s'était autorisée ce donc possible de relever légère-

C'est donc ce calcul qui a été fait: avec uoe majoration de 20 milliards de francs en 1998, ces fameux prélèvements obligatoires resteraient stables. A ce détail pres que le redressement des comptes sociaux exigera sans doute égale-meot de nouvelles mises à contribution, comme par exemple une majoration de la cotisation retraite des employeurs. Dans le cas spécifique des impôts d'Etat, la hausse envisagée pour 1998 devrait dooc être inférieure à cette barre des

RÉUNION FRUCTUEUSE

Cette enveloppe étant approximativement arrêtée, sur quoi oot porté les débats gouvernementaux? Tous les projets ont été évoques, mais c'est sur un point particulier, celui de la contribution sociale généralisée (CSG), que la réunion a sans doute été la plus fructueuse. Lors de la campagne des élections législatives, le Parti socialiste avait annoncé qu'il aurait pour ambition de supprimer les 5,5 points de cotisation maladie des salariés et de majorer, en contrepartie, la CSG. Depuis plusieurs semaines, le débat porte, au gouvernement, sur le calendrier de

Les enjeux de ce débat sont multiples. Une hausse rapide et forte de la CSG présente l'avantage d'augmeoter le poovoir d'acbat des salariés et donc de venir soutenir la consommation et la croissance. En revanche, elle présente un risque car chaque point de re-lèvement de la CSG eotraîne une ponction supplémentaire de 5 milliards de francs sur l'épargne, sur laquelle 67 milliards de prélèvements sont déjà opérés. L'équation est donc difficile à résoudre : comment stimuler le pouvoir d'achat des salariés sans entraîner une trop forte secousse sur les marchés?

Le ministère des finances inclinait jusqu'à présent pour une solution douce, c'est-à-dire une hausse de 2 points début 1998 de la CSG. Le ministère de l'emploi, hui, préférait une solution plus énergique, avec une hausse, par exemple, de 4 points de la CSG. Or, c'est cette dernière thèse, également défen-due par Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

qui semble eo passe de l'emporter. Au cours de la réunion à Matignon, de nombreuses voix se sont élevées en faveur d'une montée en puissance très rapide de la CSG. Le

débat n'a pas abordé les modalités techniques du dossier, pour savoir le niveau exact auquel il conviendrait de porter la CSG, en début d'année prochaine. Mais selon plusieurs participants, l'affaire sembiait entendue : les partisans d'une première étape forte sont sur le point de l'emporter. C'est en ce sens que le premier ministre pourrait rendre son arbitrage.

Cette décision aurait évidemment im impact fort sur les autres dispositions fiscales à l'étude. Car si la majoration de la CSG est supérieure à 2 points et si les prélèvements nouveaux sur l'épargne dépassent le seuil des 10 milliards de francs, le gouvernement pourrait être tenté d'adoucir sa copie sur d'autres volets de son projet fiscal.

Laurent Mauduit

La contribution sociale généralisée bénéficie d'un consensus politique

désormais pencher pour un transfert important et rapide de la corisation maladie des actifs (5,5 % du salaire brut des salarlés) vers la (CSG). Le principe de cette ré-forme était inscrit dans le programme socialiste pour les dernières élections législatives. Il orévoyait un basculement total de la cotisation maladie et son remtous les revenus du capital qui en sont encore exonérés, à l'exception de l'épargne défiscalisée (Livret A, etc.). Cette reforme répond a une philosophie: moins taxer le travail et imposer davantage le ca-

Sur ce point, il y a unanimité au sein du gouvernement, et un début de consensus s'est même dégagé entre la droite et la gauche, Alain luppé ayant été le premier à engager, en janvier, le basculement de la cotisation maladie vers la CSG. Martine Aubry, ministre de l'emplol et de la solidarité, plaide pour un transfert massif intervenant très, très, très vite », notammeot pour redonner du pouvoir d'achat aux salariés, comme elle l'a expliqué, le week-end demier, à l'université d'été du PS réunie à La Rochelle. Dans l'hypothèse où le gouvernement ferait, par exemple. 5.2 points de cotisation maladie en moins et quatre points de CSG en plus, portant son taux de 3,4 % à 7.4%, le pouvoir d'achat des actifs augmenterait de l'ordre de 1,2 %.

Lors de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, qui doit réunir gouvernement, patronat et syndicats fin septembre ou début octobre, le gouvernement pourrait ainsi affirmer qu'il tient ses promesses électorales en faveur d'une hausse du pouvoir d'achat, même si la CGT et FO n'entendent pas que l'augmentation des salaires se limite à cette baisse des charges sociales. Mais une telle opération se traduirait par une ponction immediate de 20 milliards de trancs sur l'épargne.

Surtout, elle obligerait les pouvoirs publics a trouver une compensation pour de nombreux

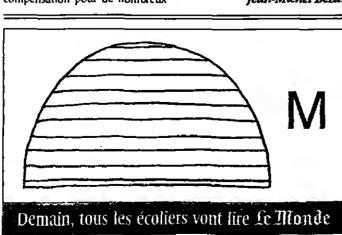
LE GOUVERNEMENT semble retraités et la plupart des chô-

ter leurs fruits. Le gouvernement ne pourra pas échapper à une réforme des consations patrooales de Sécurité sociale. Elle était inscrite dans le programme électoral du PS, qui précisait qu'il faudrait modifier progressivement l'ossiette d'une portie des cotisations patronales en les faisant reposet sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises ». Un rapport, commanoé par M. Jupoé à Jean-François Chadelat, la juge « inéluctable »: la masse salariale sur laquelle sont assises les cotisations finançant la « Sécu », progresse moins vite que la richesse nationale depuis le début des années 80.

Jean-Michel Bezat

meurs. Le projet du PS, qui prévoit de supprimer la cotisation maladie des salariés et de porter la CSG élargie à 7.9 % (avec abattement à contribution sociale généralisée la base de 2000 francs par personne) fait, en effet, « financer les gains [de pouvoir d'achat] des travailleurs modestes par des prélèvements sur les chômeurs et les retraltés à foibles revenus », souligne Henri Sterdyniak, économiste à placement par une CSG élargie à l'Observatoire fraoçais des conjooctures économiques (OF-CE), au terme d'une analyse chiffrée publiée par Droit saciol (nº 9/10, 1997).

> RÉFORME « INÈLUCTABLE » La nouvelle CSG devrait être déductible des revenus. C'est, en tout cas, ce que réclame la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, qui juge que « ce serait un comble de faire payer des impôts sur des revenus qu'on ne touche pas ». Une autre question se pose au gouvernemeot : comment sera affecté le surplus de recettes dégagé par ce transfert. En totalité au pouvoir d'achat? En partie au redressemeot de la « Sécu »? Fin septembre, la commission des comptes de la Sécurité sociale rendra ses conclusions. Sans mesures de recettes nouvelles, il est exclu que le régime général (salariés du privé) retrouve l'equilibre fin 1998, en dépit des efforts de maitrise des dépenses qui commeoceot à por-



Certaines incitations fiscales aggravent les inégalités

annoncé: la chasse aux niches fiscales sera l'un des axes forts du projet de loi de finances pour 1998. Le but poursuivi sera beaucoup moins, dans cette première phase, d'engager une grande réforme de la fiscalité que de remettre en cause ou de limiter les innombrables réductions, abattements ou passe-droits qui constituent l'une des singularités du système français de prélèvements (Le Monde du 4 septembre). L'un des travers de l'impôt sur le

revenu est bien connu: au fil des ans et des alternances politiques, les gouvernements successifs ont multiplié les exonérations diverses et fait sortir du champ de l'impôt un nombre croissant de contribuables. A tel point que pour l'exercice fiscal de 1995 (impôts payés en 1996 sur la base des revenus de 1995) on dénombrait 14 805 611 non-imposables sur un total de 30 087 859 foyers fiscaux, soit 49.21% de non-imposables. En revanche, une autre réalité est moins commue: c'est que les non-imposables ne sont pas seulement les titulaires des plus bas revenus. Certes, ceux-ci constituent les gros batailloos des exonérés, et leur nombre diminue à mesure que l'on moute dans féchelle des revenus: 9 378 299 foyers ne paient pas d'impot dans la tranche de revenu imposable inférieure à 40 000 francs, 1744799 dans la tranche comprise entre 40 000 et 50 000 francs.

LE GOUVERNEMENT l'a déjà 1130 778 dans la tranche 50 000-60 000 francs, etc.

Cependant, selon des statistiques de la direction générale des impôts, partiellement révélées par Le Canard enchaîné du 3 septembre, dans les tranches les plus élevées du barème on trouve toujours des contribuables non imposables; ils sont 11 230 dans la tranche 200 000-250 000 francs de revenn imposable, 5993 dans la trancbe 250 000-500 000 francs et 288 dans la tranche au-delà de

500 000 francs. L'explication est simple: certains contribuables, dans les tranches bautes du bareme, passent entre les mailles du filet en cumulant les avantages fiscaux: dons aux œuvres, frais de garde d'enfant, emploi d'un salarié à domicile, intérets d'emprunt, assurance-vie, investissement locatif, investissement dans les DOM-TOM, cotisations syndicales, enfants à charge, etc.

TECHNIQUE DE DÉFISCALISATION Il n'est donc pas inintéressant de relever les dédoctions fiscales le plus souvent utilisées, pour éclairer les choix du gouvernement. Celui-ci entend diminuer au moins les avantages procurés par l'assurance-vie, le recours à un salarié à domicile et les investissements dans les DOM-TOM. Ce sont en effet ces dispositions qui sont le plus souvent utilisées par les contribuables non imposables. Les avantages de

par 54,52 % des contribuables non imposables dans la tranche de revenu imposable comprise entre 200 000 francs et 250 000 francs, par 54,58 % dans la tranche 250 000-500 000 francs et par 56,94 % au-delà de 500 000 francs. Le recours au système du salarié à domicile augmente avec le revenu : le taux est de 44,6 % dans la première de ces trois

l'assurance-vie sont ainsi utilisés

Le cas des avantages liés à l'investissement dans les DOM-TOM (dispositif d'après 1993) manifeste, lui, une concentration encore plus

tranches, de 49.07% dans la deuxième et de 59,38 % dans la troi-

grande. Il n'est utilisé que par 7,31 % des contribuables non imposables dans la première tranche, alors que le taux monte à 25,9 % dans la deuxième et à 64,93 % dans la troisième. Ce dernier chiffre mérite une attention particulière, car le recours à un emploi à domicile et l'investissement dans les DOM-TOM ne sont pas de même nature. Dans le second cas, il peut s'agir d'une véritable technique de défiscalisation. Ainsi, de 1993 à 1995, le nombre des foyers fiscaux a mysténeusement augmenté de près de 9% dans les DOM-TOM, contre moins de 2 % dans l'ensemble du pays. De surcroît, les contribuables non imposables sont issus à près de 80 % des DOM-TOM dans la plus haute tranche, celle allant au-delà de 500 000 francs de revenu imposable. Tous les avantages ne pèsent pas du même poids pour permettre la non-imposition. Dans la tranche de revenus imposables 200 000-250 000 francs. Pinvestissement locatif représente 42,75 % du total des sommes prises en compte dans le dégrèvement. Pour les tranches audessus, ce sont les investissements dans les DOM-TOM qui arrivent largement en tête : dans la tranche 250 000-500 000, ils constituent 76,75 % des sommes déclarées, et 96,46 % pour la tranche au-delà de 500 000 francs.

: Les statistiques fiscales laissent apparaître une forte envolée de l'aide pour les sa Les montants déclarés par les foyers imposables et non imposables sont passés de 11.7 milliards de francs en 1992 à 13.6 milliards en 1993, puis à 15,5 milliards en 1994 et à 13,7 milliards en 1995, soit une perte fiscale de 9,3 milliards pour l'Etat cette dernière année. En revanche, même si l'on ne peut pas exclure que quelques foyers mo-destes domiciliés dans les DOM-TOM aient recours aux dispositifs d'aide à l'investissement dans ces départements, le système Pons ne profite, pour l'essentiel, qu'à un nombre très restreint de contribuables parmi les plus aisés, nombre inférieur à dix mille, et la perte fiscale pour l'Etat a été de 2.8 milliards de francs eo 1995.

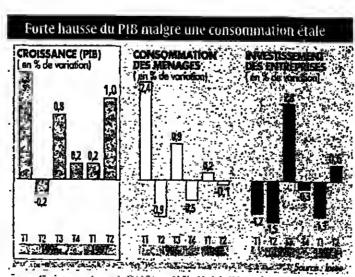
La croissance a été de 1 % au deuxième trimestre 1997

TOUS LES EXPERTS économiques avait annonce que la croissance de l'économie française devrait progressivement s'accélérer: la prévision se confirme, au travers des comptes nationaux trimestriels publies vendredi 5 septembre par l'In-

Ces statistiques font, en effet, apparaître que l'activité économique a fortement augmente au deuxième trimestre de 1997. La hausse du produit intérieur brut a atteint 1 %, après 0,2 % seulement au quatrieme trimestre de 1996 et au premier trimestre de 1997. Cette progression est, certes, moindre si l'on prend en compte les effets de calendrier. Corrige du nombre de jours ouvrables, la croissance de ce deuxième trimestre n'est plus que de trois quarts de

Le rebond de l'activité n'en reste pas moins sensible. D'ailleurs, à la fin du premier semestre, l'« acquis » de croissance (c'est-a-dire la croissance qui serait constatée en fin d'année si, par hypothèse, la croissance était nulle au second semestre) est déjà de 15%, soit exactement le même taux que celui qui a été constaté en 1996. mais sur l'ensemble de l'année.

Le gouvernement devrait, toutefois, se garder de tout triomphalisme, meme si l'horizon s'éclaircit. Les chiffres de l'Insee font, en effet, apparaitre que la croissance française



Selon les conjoncturistes, la croissance pourrait atteindre 2.1% en 1997 après 1,5% en 1996.

aussi, nul

la demande étrangère (+5 % pour les exportations au deuxième trimestre) que par la demande intérieure (+0.4% au cours de la même période). L'évolution de la consommatioo est tout particulièrement inquietante: elle a reculé de 0,1 % au deuxième trimestre et son « acquis » de croissance est nul à la fin du premier semestre. De son côté, l'investissement des entreprises a connu un

(+0,6 %), mais son « acquis » est, lui

Cette accelération de la croissance au deuxième trimestre (d'ailleurs inférieure de 0,2 point à la prévision de l'insee de juillet) ne modifie donc pas les perspectives économiques pour l'ensemble de l'année 1997. Pour l'heure, les experts du gouvernement auraient même plutôt tendance à revoir leurs estimations légèrement à la est touiours beaucoup plus tirée par rebond au deuxième trimestre baisse : ils tablent maintenant sur

une croissance de 2,1 % et non plus

La reprise paraît cependant bel et bien enclenchée et, progressivement, l'activité devrait se consolider. Si les taux d'intérêt ne repartent pas sensiblement à la hausse et si le dollar reste durablement au-dessus de la barre des 6 francs, le gouvernement a maintenant de bonnes raisons d'espérer une croissance de 3 % pour 1998, ce qui, progressivement, devrait lui apporter des marges de manœuvre nouvelles. Par ricochet, ces comptes natio-

naux apportent donc un dernier éclairage, non plus économique mais politique. Avec le recul, on mesure, en effet, maintenant que la situation budgétaire, qui a si lourdement pesé dans la décision de Jacques Chirac de prononcer la dissolution, était, en réalité moins inextricable que prévu (Le Monde du 4 septembre). Or, l'Insee met maintenant en évidence que la reprise économique a commencé à s'enclencher au moment précis où le chef de l'Etat a décidé de se lancer dans l'aventure. Même s'il est évidemment facile, après coup, de faire ce constat, la droite peut éprouver quelque amertume en constatant que sans la décision présidentielle de dissoudre l'Assemblée, c'est elle qui aurait pu récolter les fruits de la croissance retrouvée.

Nicole Notat est prête à des rencontres bilatérales entre syndicats

UN VENT NOUVEAU soufflerait-il sur le syndicatisme français? A l'approche de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la réduction de la durée du travail, dout la date n'est toujours pas fixée, les grandes confédérations semblent prises d'un engouement partagé pour les rencontres. Simultanément, et sans se concerter, trois dirigeants syndicant se sont exprimés sur le sujet, jeudi 4 sep-

Au cours de sa conférence de presse de rentrée. Nicole Notat a annoncé que la CFDT est « prête à rencontrer toutes les confédérations, en bilatéral », avant la conférence. nationale. Faisant allusion à l'initiative lancée par Louis Viannet, qui avait proposé, le 26 août, de prendre langue avec chacune des organisations pour relancer l'unité syndicale, Ma Nntat a indiqué qu'elle n'avait pas reçu de « demonde formelle de rencontre » émanant de la CGT, mais que la CFDT est disposée à étudier les convergences qui pourraient se révéler, en dépit de différences majeures d'appréciation, entre les

En marge d'une réunion de trois cents responsables CFTC sur les elections prud'homales, Alain Deleu, président de la centrale chrétienne, s'est prononcé há aussi, jeudi, pour « des rencontres bilatéroles » entre les confédérations syndicales, car «il serait bon que l'on arrive à lo conférence en ayant déblayé le terrain des positions de chacun ». Quant à Marc Blondel, il a affirmé, sur LCI, avoir « le sentiment qu'il y aura des contacts » entre organisatinns syndicales, mais, a-t-il précisé, il n'y aura « ja-mais [les] contacts globaiis » que souhaite la CGT.

Alors que Mª Notat était reçue, jeudi après midi, par Matthe An-bry, ministre de l'emploi et de la solidarité, la CFDT a critique la préparation de la conférence nationale. Selnn Jean-René Masson. chargé de l'action revendicative qui rendait compte de la réunion, la veille, du bureau national de la centrale. *« le moins que l'un puisse* dire, à cette heure, c'est que les zones d'incertitude sur le déroulement, le contenu et la sortie de ce sommet sont extrêmement nombreuses ». La CGT s'est étonnée, de son côté. « de n'avoir été. à ce jour. soisie d'aucune proposition » de rencontre avec Me Aubry pour préparer la conférence. Elle reproche à la ministre de « considérer. la CGT comme non-interlocuteur ...

« SORTER DES FIGURES UMPOSÉES » La CFDT a délivré des bons points an convergement sur les premières mesures qu'il a prises, notamment sur l'Europe, la protection sociale. l'emploi des jeunes et l'immigration. Le rapport Weil a été qualifié d'« honnête, rigoureux et de grande qualité », et M. Notat a invité la nouvelle opposition à « sortir des figures imposées », afin qu'on consensus se dégage autour du projet de loi sur l'immigration. La secrétaire générale de la CFDT s'est aussi félicitée que la « réforme de l'assurance-maladie soit poursuivie ». Elle souhaite un transfert « significatif », soit « 2 points de coiladie ou minimum », sut la CSG dès le 1º janvier.

M= Notat a dénuucé la tendance d'autres dirigeants syndicaux - M. Blondel, pour ne pas le nommer - à « caricaturer » les positions de la CFDT sur le temps de travail. Elle demande an gouvernement de « fixer dans une loi-cadre » le principe de la réductinn du temps de travail, mais « sons " mquet " à trente-cinq neures et en laissant les négociateurs négocier ». «La loi doit dire qu'il faut négocier l'organisation du travail et la réduction du temps de travail, mois lo question du financement et du niveau de cette réduction doit rester à la négociation », a-t-elle martelé. Parallèlement, la CFDT estime que, « si l'Etat met de l'argent pour financer lo réduction du temps de travail, il doit exiger des contreparties d'emplois », a précisé M. Masson.

Nouvelle-Calédonie : les pourparlers reprendraient en octobre

Le rapport du conciliateur nommé par Lionel Jospin sera remis le 15 septembre. Il devrait permettre de débloquer le dossier du nickel, principale source de tensions entre le FLNKS et le gouvernement

Or, seion les informations re-

cueillies auprès des différents in-

terlocuteurs que M. Essig a ren-

contrés au cours de son séjour, à la

fin du mois d'août, sur le Caillou,

le rapport, qui devrait être remis

prochainement au premier mi-

nistre, serait favorable aux argu-

ments des indépendantistes : non

seulement la ressource en minerai

serait suffisante pour alimenter

une deuxième usine de traitement

du nickel, mais encore aucun autre

projet n'aurait été présenté que

celui élaboré par la Société minière

du Sud-Pacifique (SMSP, contrôlée

par les indépendantistes) en liai-

M. Queyranne a recnnnu lui-

même, au terme de son séjour, que

« l'ensemble des forces politiques,

socioprofessionnelles et syndicales

sont d'occord pour mettre en œuvre

le projet d'usine du Nord ». Le se-

crétaire d'Etat a convenu, aussi,

qu'« on ne peut dépouiller un

son avec Falcoubudge.

Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à ter » les différents acteurs du débat calédol'outre-mer, devait regagner Paris dimancha 7 septembre, après un séjour d'une semaine en Nouvelle-Calédonie. Au cours de cette visite, M. Queyranne s'est employé à « écou-

nien, sans apporter lui-même de réponse sur les intentions du gouvernement. Le dossier du nickel, sur lequel Lionel Jospin a chargé Philippe Essig d'une mission de

conciliation, est le principal facteur de ten-sions entre les indépendantistes du FLNKS et le gouvernement. Paul Néaoutyine, ancien président du FLNKS, a confié au Monde, vendredi, son irritation au sujet de cette af-

du rapport de M. Essig à M. Jospin le 15 sep-tembre. Les négociations sur l'avenir institutionnel du territoire pourraient alors reprendre en octobre. peuple de son idée d'indépendance », tout en insistant sur le fait

qu'on ne saurait « réduire l'avenir

de la Nouvelle-Calédonie à un pro-

blème institutionnel ».

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT Demeuré discret sur cet aspect du problème calédonien, M. Queyranne a préféré insister, dans ses interventions publiques, sur l'aide que la métropole pourrait continuer d'apporter à l'archipel en matière de développement économique et de fnrmatinn. En filigrane, le représentant du gouvernement a ainsi privilégié la perspective du maintien du territoire dans la République plutôt que l'émergence d'un nouvel Etat qui cuutinuerait, après une période transitoire, de bénéficier des « mesures d'accompognement » dues, selon les indépendan-

tistes, par l'ancienne puissance co-

Paradoxalement, le président du dans la République, Jacques Lafleur, député (RPR), s'est déclaré « complètement optimiste » après sa rencontre avec le représentant du gouvernement. Au même moment, les principaux responsables dn mnuvement indépendantiste faisaient part de leur méfiance visà-vis du pouvoir socialiste, jugé par eux trop timoré (Le Monde du 4 septembre). Vendredi, l'ancieu président du FLNKS, Paul Néaoutyine, a ainsi affirmé au Monde: « Moi qui, dons lo continuité de Jeon-Marie Tjibaou, oi fait croire qu'il y avait un espoir de solution négociée, je prendrais la respons

bilité, en cas d'échec sur lo question

minière, de dire aux gens qui nous

ont fait confiance qu'il ne faut plus

croire en lo parole de la France.»

M. Néaoutyine fait pourtant figure

Jean-Louis Saux

de notre envoyé spéciol Officiellement interrompues depuis avril 1996, les négociations sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédnnie pourraient reprendre dès le mnis d'uctobre. C'est du moins l'espoir que le secrétaire d'État chargé de l'outremer, Jean-Jack Queyranne, a expri-mé, vendredi 5 septembre, à Nouméa, après avoir reçu séparément, quelques heures d'intervalle, les deux principaux partis composant le Pront de libération nationale kanak socialiste (FLNKS). Une question primordiale reste, toutefois, en suspens : quelle suite sera don-née par le gouvernement au rapport que le conciliateur choisi par lui - Philippe Essig - sur le dossier du nickel doit remettre à Linnel Jospin le 15 septembre ?

Très sensibles à la nécessité d'un rééquilibrage économique du territoire au profit de la province

Nurd, qu'ils contrôlent, les indépendantistes plaideut pour la construction d'une importante usine de retraitement du nickel. Depuis que ce projet s'est trouvé conforté par un accord passé avec le numéro deux mondial du nickel, le groupe canadien Falconbridge. one majorité d'entre eux en nut même fait un préalable à la reprise des discussinns politiques. Il se trouve que, depuis plus d'un an, le groupe Eramet, société mère de la société Le Nickel, qui produit plus de 50 000 tonnes de métal dans son usine de Nouméa, bloque ce projet. L'Etat, actionnaire majoritaire d'Eramet, n'a pu, jusqu'à maintenant, faire entendre sa voix au sein de cette société et, d'une façon assez paradoxale, le nouveau gouvernement est apparu, dans un premier temps, moins déterminé que le précédent à satisfaire les exigences formulées par les indépendantistes.

Résultats du premier semestre 1997

l'énergie humaine

Principaux résultats ler semestre Année da ler semestre 1997 : 1996 : 1996 En francs per action ... Résultat net courant 13,2 Marge brute 54,2 Nombre moyen d'actions en circulation (en millions) 270,1 268,9 En millions de francs 113 295 232 707 Chiffre d'affaires 10380 21725 Résultat opérationne 10 380 22 266 Résultat opérationnel courant ■ Exploration-Production 7234 15735 Raffinage-Distribution et Commerce international 330 1873 3 645 991 2458 3 564 Résultat net (part du Groupe) 3 564 7518 (part du Groupe) 14 637 31 139 Marge brute d'autofina 11429 28312 (y compris exploration) 4248 7655

Pour toute information, vous pouvez contacter Jean-François Carminati (analystes et investisseurs) : Tel.: 01 47 44 24 63

Ratio d'endettement

28% 37%

Jean-Luuis Piquée (actionnaires individuels) : Tel.: 01 47 44 59 86

Service Minitel: 3616 Cliff - Internet http://www.elf.fr.

Augmentation de 44 % du résultat par action

Principaux commentaires

Sur les six premiers mois de l'année 1997; le résultat opérationnel s'est éleyé à 13 007 millions de francs, soit une augmentation de 25 % par rapport au premier participations financières, le résultat net courant augmente de 38 % à 4 920 millions de francs, et le résultat net courant par action progresse de 44 % à 19 francs. Le résultat opérationnel de l'Exploration-Production augmente de 27 %, à 9 157 millions de francs. Il a bénéficié de la progression de 3 % des prix du pétrole et de 12 % de la parité moyenne du franc français par rapport au dollar ainsi que de gains de productivité. Au cours de la période écoulée, Elf a connu de nombreux succès en exploration ainsi que dans la constitution d'un domaine minier de qualité, notamment en mer profonde (plus de 200 mètres de profondeur d'eau). Ainsi, le gisement de Dalia, mis en évidence sur le Bloc 17 en Angola, apparaît dejà comme au moins aussi prometteur que celui de

L'accroissement de la contribution du secteur Raffinage-Distribution et Commerce International s'explique, pour un peu plus de la moitié, par un environnement plus porteur dans le raffinage européen dont les effets ont été largement amplifiés par l'appréciation du dollar. L'amélioration de la productivité s'est poursuivie, notamment dans le réseau de distribution et les raffinaries en France ainsi que dans le réseau en

semestre de 1996. Hors plus-values exceptionnelles de Le résultat opérationnel de la Chimie progresse de 7 % 342 millions de francs liées à des cessions de à 2 004 millions de francs, malgré un renchérissement du coût des matières premières exprimé en dollar. La Chimie de spécialités a enregistré de meilleures conditions d'activité, notamment dans le secteur des produits de performance. El Atochem continue le développement de ses spécialités à l'international avec la mise en place de nombreux accords prometteurs en Asie.

Le chiffre d'affaires de la Santé est en hausse de 7 %, et le résultat opérationnel progresse de 2 % à 1 008 millions de francs. Sanofi, dont les ventes consolidées de ses dix premiers produits sont en hausse de 12 %, prépare activement la mise sur le marché de ses nouvelles

Structure financière : La marge brute d'autofinancement progresse de 11 % à 16 288 millions de francs. Elle couvre largement les investissements qui, y compris dépenses d'exploration, s'élèvent à 11 268 millions de francs. Le désendettement du Groupe se poursuit à un rythme maintenant plus lent qui reflète les effets de la politique de rachat d'actions et de l'appréciation du dollar sur la dette exprimée en francs français.

Commentant ces résultats, Philippe Jaffré, Président d'Elf Aquitaine, a déclaré :

La progression du résultat net courant est en ligne avec ce qua nous avions annonce lors de notre Assemblée Générale du 30 mai dernier. Notre politique de rachat d'actions, qui o pour objectif d'optimiser le niveou de nos capitaux propres, aura permis une croissance supérieure de notre résultat par action, aune à laquelle nous mesurons nos progrès.

Près de la moitié de la progression de nos résultats est due à notre capacité à gérer nos actifs en améliorant leur rentabilité de façon continue. Le niveau des prix pétroliers et, surtout, l'appréciation du dollar, expliquent l'autre moitié de la progression.

Les découvertes importantes en mer profonde par l'Exploration-Production comme l'importance et la richesse du partefeuille de projets pour les autres branches du Groupe nous permettent d'envisager avec une relative sérénité l'avenir proche. L'annonce d'ici la fin de l'année de nouveaux objectifs de rentabilité à cinq ans pour le Groupe sera un signe supplémentaire de cette confiance dans l'avenir. 🥍

Onze textes au menu de la session extraordinaire

Les députés effectueront leur rentrèe le 15 septembre, avec l'examen du projet de loi sur l'emploi des jeunes

tion du Parlemeot en sessioo extraordinaire a été publié au Journol afficiel du 5 septembre. Luodi 15 septembre à 10 heures, les députés eotameront l'exameo du projet de loi sur l'emploi des ieunes. La sessioo débutera mardi 16 septembre au Sépat, L'ordre du jour de cette session comporte l'examen de dix projets de loi et d'une proposition de loi.

Outre le texte défendu par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, les parlementaires examineront : un projet de loi relatif à la prévention et la répression des atteintes sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs ; un projet de loi organique relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européerme résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales.

Egalemeot au programme de cette session : un projet de loi relatif à l'inscription d'office des

LE DÉCRET portant coovoca- sur les listes électorales ; un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la conveotioo d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985; un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République belléoique à la coovention d'application de l'accord de Schengeo du 14 juin 1985; uo projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier : un projet de loi portant réforme du service national; un projet de loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines ; un projet de loi relatif à la partie législative du livre VI oouveau du code rural : une proposition de loi relative au reoforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à

I'homme. Comme le prévoit la Coostitution, la sessioo ordinaire du Parlemeot débutera le prender jour ouvrable d'octobre, et prendra fin personnes âgées de dix-huit ans le dernier jour ouvrable de juin.

Les députés invités à « aller plus loin » sur la réforme de la justice

AUDITIONNÉ, jeudi 4 septembre, par la commission des lois de l'Assemblée oationale, Pierre Truche, premier président de la Cour de cassatioo, a présenté aux députés les cooclusions de la commission de réflexioo sur la justice, qui a remis soo rapport, le 10 juillet, au présideot de la République. Répoodant à plusleurs interveoants qui ont critique la «timidité» des propositions de la commissioo, M. Truche a reconnu que son rapport « propose une ligne médiane entre l'immobilisme et une réforme globale de la lustice », tout en affirmant qu'il présente l'avantage de construire un projet cohérent, dont lo réalisation permettrait des améliorations non négligeobles pour l'indépendance de la justice et le respect de la présomption d'innocence ». « Notre commission a été un marche-pied. Vous pouvez monter dessus pour oller

DÉPÊCHES

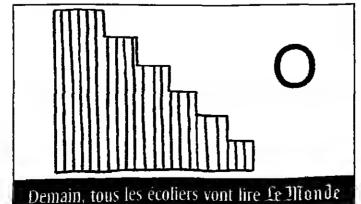
■ PLAN EMPLOIS-IEUNES: Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'Association des maires de France, a annoncé, jeudi 4 septembre, que « les maires de France odhèrent » au plan emplois-jeunes de Martine Aubry. M. Delevoye a souligné « le caractère original et intéressont du projet », avant d'« olerter » le gouvernement « sur lo nécessité de veiller à la stabilisation des charges des collectivités locales paur les cinq ons à venir ». Enfin, seloo M. Delevoye, le projet « doit laisset une lorge place à l'expérimentation ofin de libérer les initiatives locales ».

■ IMMIGRATION : Noël Mamère, député écologiste de Gironde, a déclaré, jeudi 4 septembre, qu'il fallait « oser couper le cordon ombilicol avec les lois Pasquo et Debre (...)pour revenir à une politique de l'immigration ouverte, juste et équilibrée ». Il estime que la politique de Lioriel Jospin « semble ovoir choisi le statu quo, voire, sur certoines dispositions, le retour en orrière », comme l'annonce du maintieo du certificat d'hébergement dans le projet de loi de Jean-Pierre Chevène-

■ ABROGATION : Jean-Luc Mélenchon, sénateur (PS) de l'Essonne et chef de file de la Gauche socialiste, a estime, jeudi 4 septembre sur France Info à propos du projet de loi sur l'immigration, qu'il ne s'agit pas * d'avaler o gauche ce qu'on a recroche o droite ». M. Mélenchon s'est demandé « quelle tête vont faire les parlementaires sociolistes qui ant bataille contre les lois Pasqua-Debre quand il va folloir revenir à l'Assemblée nationale ou ou Sénat pour raconter le contraire de ce que nous ovons dit lo dernière fais ». Le sénateur s'est ainsi dit déterminé à inciter son groupe à ne pas voter le projet de loi et à proposer des amen-

■ EDUCATION NATIONALE: Ernest Chémère, ancien député RPR de l'Oise, a réintégré l'éducation oationale, jeudi 4 septembre, en tant que proviseur du lycée de Saint-Witz dans le Val d'Oise. Il avait été à l'origine de « l'offaire du foulord islomique » alors qu'il avait exclu, en 1989, trois élèves du collège Gabriel-Havez dont il était principal. ■ TOULON: Charles Bourgoin, conseiller municipal RPR de Toulori, l'une des quatre villes française gérées par le Front national, a an-

noncé, jeudi 4 septembre, qu'il démissionnait de son parti en raison de désaccords avec les responsables du RPR. Il a expliqué qu'il siègerait désormais avec les non-inscrits, déterminant son vote « dans le seul intéret des Toulannais, loin des jeux troubles des portis politiques 🤟 ■ GAZOLE : Didler Julia, vice-présideot (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, chargé de l'environnement, a estimé, jeudi 4 septembre, « qu'il serait beaucoup plus réaliste de favoriser, puis d'exiger la mise en service d'un gazole non polluant », plutôt que de pénaliser les diesels. Pour M. Julia « une eco-taxe doit être, en bonne logique, une taxe réduite ou bénéfice des dispositifs non polluonts, et non pas seule ment une taxe majorée touchant les responsables de pollutions ».



M. Blanc a donné sa démission de la présidence d'Air France

M. Jospin lui avait réaffirmé son refus de privatiser le groupe

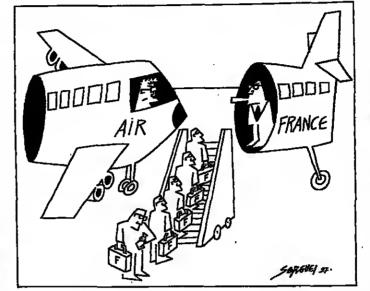
Le PDG d'Air France, Christian Blanc, a donné, vendredi S septembre, sa démission de la présidence du groupe Air France. La veille, lors d'une rencontre de deux heures à l'hôtel Matignon, Lionel Jospin lui avait confirmé que le refus de privatisation de la compagnie était la position du gouvernement tout en lui expliquant sa conception de l'ouverture, notamment du capital de l'ouverture, notamment du capital de l'ouverture, notamment du capital de la compagnie était la position de la veille, lors d'une privatisation de la compagnie était la position de la veille de la capital de la c

LA DRAMATISATION des situations o'exclut pas l'humour de cir-constance. Alain Madelin ne croyait pas si blen dire en accusant le gouvernement, qui répète que la privatisation d'Air France «n'est pos d l'ordre du jour », de vouloir « ressucsiter l'Aeroflot ». Sauf qu'il se trompe de cible. Car c'est Christian Blanc, le PDG d'Air France qui devait s'envoler pour Moscou, vendredi 5 septembre, afin de rencontrer les dirigeants de... l'Aeroflot. L'anecdote permettra une courte pause dans le conflit qui oppose ce PDG au gou-

Un conflit qui a atteint un point d'orgue dans la soirée de jeudi: M. Blanc a eu une longue rencootre inopinée avec Lionel Jospin. Si l'hôtel Matignon a publié un communiqué confirmant le refus de la privatisation, rappelaot l'accord des pouvoirs publics pour une ouverture du capital et concluant sur le souhait du gouvernement de voir M. Blanc poursuivte sa mission « dons le cadre de ces orientations », le PDG lui-même s'est contenté de déclarer, après deux heures d'entretien, qu'il

o'avait « rien à dire pour l'instant », Il est clair, en revanche, que les deux hommes, qui se connaissent bien - ils se tutoient - et s'apprécient, ont eu beaucoup de choses à se dire. Tout naturellement, le chef du gouvernement a dû réexpliquer à son interlocuteur la conception qu'il se fait de l'ouverture à Air France, dans tous les sens du terme. Elle concerne tout autant l'ouverture de l'actionnariat au personnel, les alliances internationales de la compagnie, l'ouverture de son capital, que les structures de direction et de gestioo ou la supression du commissariat du gouvernement...

L'entretien aura probablement eu un caractère éminemment politique. La manière qu'a eue le PDG de pla-



nait pas gain de cause et tentant de glisser un coin dans la solidarité gouvernementale eotre communistes et socialistes, o'a certainement pas pu être écartée de la dis-

Si PHôtel Matignori conserve un parfait mutisme, oo croit déceler,

toutefois, une certaine irritatioo devant l'ensemble des pressions que le PDG a laissé se développer sur le premier ministre. Lui-même issu de la « deuxième gauche », il a vu tout ce que cette mouvance compte de personnalités, Michel Rocard en tête, monter au créneau pour assu-

L'accord de 1994 avec Bruxelles

Dans sa décision du 27 juillet 1994 autorisant la recapitalisation d'Air France à concurrence de 20 milliards de francs, la Commission européenne prenaît acte de l'engagement du gouvernement Balladur de procéder à la privatisation de la compagnie nationale. « Le processus sera engage après que la situation économique et financière de l'entreprise aura été rétablie en conformité avec le plan de restructuration. La situation de transfert effectif du secteur public au secteur privé sera prise en tenant compte de la situation du marché financier afin que cette vente d'actifs ne soit pas faite au détriment du secteur public. » Aucune échéance butoir n'est fixée, si blen qu'anjourd'hui la Commission peut considérer que le redressement de la compagnie n'est pas encore achevé. Si les résultats continuent à s'améliorer, il n'y a pas de mission dans la balance s'il n'obte- gonvernement ne concrétiserait pas l'intention manifestée en 1994.

rer sa défense. Mis à part que l'intervention de l'ancien premier ministre n'est pas jugée très adroite vis-à-vis des communistes qui out à pratiquer une lente et patiente évolution sur les dossiers industriels et européens, elle a tendance, dit-on, a solliciter abusivement la position de la Commissioo de Bruxelles de 1994

sur la privatisation de la compagnie. La balle est désormais dans le camp du M. Blanc. Restera, restera pas? Il exigeait un engagement de privatisation: il ne l'a pas obtenu. L'hôtel Matignon a pris soin de souligner que les choix du gouvernement « sont faits depuis un moment » et qu'ils ont été exprimés par Jean-Claode Gayssot, le ministre (communiste) des Transports. Ce dernier avait déclaré, mardi 2 septembre, dans l'Humanité, qu'il o'y aurait « ni privatisotion ni statu quo ». M. Gayssot était allé dans la journée à Roissy rencontrer M. Blanc et lui annoncer la politique gouvernementale. C'est mardi soir que M. Blanc a été invité à rencontrer M. Jospin.

Il considérait, à tort, que le discours de son ministre de tutelle n'engageait que lui et non pas le gouvernement. « On ne m'o rien dit », expliquait-Il au Monde, mercredi, et confirmant qu'« une ouverture de capital même proche des 50 % ne suffit pas, Il faut un engagement de privatisation », seul moyen à ses yeux de sortir l'entreprise des dangereux aléas de la politique. Ce constat de désaccord, exprimé publiquement par le PDG sur les ondes de France Inter, a conduit le gouveroement à en prendre acte et à faire savoir que M. Blanc ne sera pas administrateur de la nouvelle société issue, le 12 septembre, de la fusion d'Air France et d'Air Inter (Le Monde du 4 septembre).

et Eric Le Boucher

Michel Rocard met en accusation le Parti communiste

LA POLÉMIQUE a cootinué, jeudi 4 septembre, sur la perspective d'un départ de Christian Blanc de la présidence d'Air France et le refus du gouvernement de privatiser la compagnie aérienne. L'ancien premier ministre Micbel Rocard est mooté au créoeau, sur Europe 1, en estimant que la démissico de son ami Christiao Blanc, «un homme copable d'inventer des solutions intermédiaires quond il y en o, et des compromis », serait « un gàchis pour la compa-

Le sénateur des Yvelines a mis en cause « une tentative du Parti communiste d'obtenir, ou nom de sa doctrine, que le gouvernement viole ses engogements internotionoux », eo affirmant que « pour lo Commission de Bruxelles, lo privatisation est obligatoire et que nous nous y sommes formellement engages ». « l'odjure nos comorodes communistes de réflechir vite », a lancé M. Rocard, en indiquant que Lionel Jospin n'a pas « encore pris de décision ». Peu de temos après. Matignon a répliqué que Jean-

Claude Gayssot, ministre des française ». « Il est tout à fait irres-transports, « a exprimé les positions ponsable, a indiqué le député eurotransports, « a exprimé les positions du gouvernement », les choix ayant

été « faits depuis un moment ». Laurent Fabius a volé au secours du gouvernement en qualifiant sa position de « bonne » et en lui faisant « pleinement confionce » pour « prendre les décisions qui convienment ». Dans sa cootributioo pour le congrès du PS (Le Monde du 5 septembre), le présideot de l'Assemblée oationale demande une remise en cause du « ni-ni » (ni nationalisatioos, ni privatisations). Mais, a-t-il précisé à l'AFP, si « dons un certain nombre de secteurs [il convient] de procéder d des ouvertures de capital, celo ne significit pas privatisation ».

« UN GĂCHIS »

Ancien secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT et ancieo membre du Parti communiste, André Sainjoo, viceprésideot du Parti radical-socialiste (PRS), a décerné un carton jaune à M. Gayssot, qui « est dépassé par l'évolution de la société

péen, de pousser vers lo sortie un homme ayant sauvé lo compagnie du naufrage », ce qui ferait planer de « grandes menoces sur l'entre-

Lors de sa conférence de presse de rentrée, jeudi, Nicole Notat a aussi jugé qu'uo départ de M. Blanc, serait « un gdchis ». « Pour Air France, a souligné la secrétaire géoérale de la CFDT, je souhaite une seule chose : c'est que, dons ce débat un peu passionné qui s'instolle, ce soit l'intérêt de l'entreprise, ce soit l'intérêt des saloriés par lo même occasion, qui finisse par l'emparter sur toute autre consi-

Faisant part de son «immense admiration » pour l'action de M. Blanc, Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider et vice-président du CNPF, a estimé que « lo France est un des rares pays à ne pos considérer que le morché » est le « seul » système « qui conduise à la croissance et donc à lo création d'emplois ». En économique et au bon sens ».

cas de non-privatisation d'Air France, a-t-il déclaré au *Monde*, « je serois obligé de constater que la France figure parmi les quatre pays néo-marxistes de la planète aux cotés de lo Corée du Nord, de Cuba et

du Vietnam ». A drolte, Alain Madelin, président de Démocratie libérale, a affirmé à Bordeaux que « les socialistes s'apprètent à franchir l'an 2000 ovec, seuls au monde, une compagnie publique. On est en train de ressusciter l'Aeroflot ». Dans une lettre à M. Jospin, Guy Teissier, député UDF-DL des Boûches-du-Rhone, apporte son soutien à M. Blanc et souligne que la France ne peut pas « faire machine arrière en matière de privatisation alors que tant de pays européens, même sociolistes, ont choisi cette voie ». Quant à Philippe de Villiers, présideot do Mouvement poor la France, il a affirmé dans un communiqué que la con-privatisation était « une grave erreur », en accusant M. Jospin de privîlégier « lo rigidité idéologique à lo réalité

Philippe Guglielmi est élu grand maître du Grand Orient

Grand Orient de France (G.O.) a élu, jeudi 4 septembre à Paris, au poste de grand maitre, Philippe Guglielmi, ancien grand maitre adjoint et ancien grand secrétaire aux affaires extérieures. M. Guglielmi a obtenu 24 voix, 9 voix se portant sur Stéphane Fillette, actuel grand secrétaire aux affaires intérieures. Jacques Lafouge, grand maitre sor-tant, ne pouvait se représenter.

Le bureau de l'ordre, qui assistera M. Guglielmi, est composé de trois grands maitres adjoints. Georges-Jean Guarinos, Marc Malfatto et Claude Poirier, du grand orateur René Androu, du grand secrétaire aux affaires intérieures Daniel Noni, du grand secrétaire aux affaires extérieures Jean-Michel Ducomte, du grand trésorier Jeansceaux Jean-Paul Simooin et du teoté en vain de servir de trait

LE CONSEIL DE L'ORDRE du grand hospitalier Roland Coulomb. Philippe Gugllelmi est né le 16 oovembre 1951, à Antibes (Alpes-Maritimes). Sa famille est originaire du village de Moriani, près de Bastia (Haute-Corse). Il est officier de carrière de l'armée de terre, où il a atteint le grade de capitaine. Il a notammeot servi, dans les années 80, comme « casque bleu » au Liban, où il a été blessé.

REMISE EN ORDRE

Soo parcours maçonnique l'a amené à assumer des responsabilités dans les affaires extérieures du G.O. ainsi qu'à la tête de la commission des institutions de la République et comme secrétaire général du comité Laïcité-Répoblique. Il a été l'un des animateurs de la loge Pascuale Paoli créée eo François Denis, du garde des 1989 par le Grand Orient, et qui a

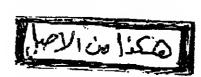
d'union avec les mouvements au-tonomistes et indépendantistes corses. L'élection de M. Guglielmi à la tête de la première obédience maçonnique française s'explique par le désir profond des membres du Grand Orient d'en finir avec les dechirements qui ont suivi la crise ouverte en 1995 avec l'éviction du grand maître de l'époque, Patrick Kessel : la remise en ordre de l'obédience qu'il avait menée à la hussarde lui avait valu un échec électoral, que n'avait pas accepté la majorité de l'ordre. Après de nombreuses péripéties, c'est Jacques Lafouge, proche de M. Kessel, qui avait été choisi pour lui succéder et qui s'est vu coofirmé pour un deuxième mandat.

M. Guglielmi, qui n'appartient pas à la même seosibilité, avait pensé se présenter contre M. La-

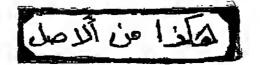
noocé, conscient que l'obédience ne supportait plus les « guerres de

chefs ». Son électioo signifie que le G.O. souhaite poursuivre l'œuvre de modernisation en conrs, avec moins de brutalité dans l'exécution. Ses adversaires diront: « avec plus de laxisme »... Comme l'explique un maçon, « le Grand Orient doit redevenir un laboratoire d'idées, mais encore faut-il qu'on ne s'y batte plus comme des chiffonniers! » Les dossiers qui attendent le nouveau grand maître

concernent les finances toujours fragiles du G.O., mais aussi la restauration des liens avec les maconneries étrangères, mis à mal par des initiatives jugées «impérialistes » en Afrique et en Amérique







le « taux de 12 % » est jugé « insupportable ». Ce pourcentage est démenti par les études officielles, qui font état d'un taux d'environ 6 %. Les déclarations du ministre ont

provoqué le fureur des syndicats enseignants. M. Allègre s'est d'ailleurs en partie rétracté, estimant dans la soirée du 4 septembre que les statistiques « oscillent entre 4,5

et 8 % ». ● La rentrée scolaire s'est effectuée sans incident notable, facilitée en partie par le plan de réouverture de 800 classes. Dans le département de la Loire, six classes

ont ainsi été réouvertes, permettent, selon les syndicats enseignants, de désamorcer le vaste mouvement de protestation qui avait vu le jour au printemps.

M. Allègre déclenche un tollé syndical en dénonçant l'absentéisme enseignant

Les statistiques officielles démentent le taux de « 12 % » jugé « insupportable » par le ministre de l'éducation nationale. Cette charge, le jour de la rentrée, a été ressentie comme une provocation par les principaux syndicats

Claude Allègre, qui est devenu célèbre aux yeux du grand public par sa volonté de « dégraisser le mammouth » éducation nationale, vient de lancer un nouvel anathème. Jeudi 4 septembre, jour de la rentrée scolaire, lors de la traditionnelle visite d'école par le ministre, celui-ci s'est attaqué avec une virulegce peu commune à l'absentéisme des enseignants. « Il y a beaucoup d'absentéisme dans l'éducation nationale et il faut mettre fin à cela. 12 % d'abstentéisme, c'est beaucoup trop. Il y a des gens qui considèrent qu'ils ont droit à des congés maladie, pas moi, an n'a pas droit à des congés maladies systématiques. Autant les maternités doivent être prévues et remplacées, mais cette institutionnalisation d'absences, cela me déplait fondamentalement ., a d'abord déclaré Claude Allègre.

Faisant allusion au système de remplacement des enseignants, le ministre de l'éducation a poursulvi : « je préférerais utiliser cela pour mettre des enseignants supplémentaires dans les quartiers difficiles et dédaubler des classes. (...) Il y a des choses formidables dans l'éducation notionale, mais je ne vois pas pourquoi le privé aurait 4 % [d'abseatéisme] et le public 12 %, après quoi an dit que le privé c'est mieux; ce que je ne crois pas ». Claude Allègre se trouvant dans une école, chacun a compris que le « privé » désignait l'enseignement sous contrat, mais

ET DE DEUX! Le ministre il n'en était apparemment rien. Il s'agissait des entreprises du secteur

> considère la véritable tempête qui a suivi. Avec un bel ensemble, les syndicats d'enseignants ont protesté contre cette sortie qui leur est apparue comme une atteinte aux droits sociaux de tout salarié. Contestant les chiffres donnés par le ministre, ils ont souligné que le moment était particulièrement mal choisi. « Avant de parler, le ministre devrait vérifier ses chiffres pour ne pas confondre grossièrement le pourcentage de remplaçants avec celui de l'absentéisme », a souligné le Syndicat des enseignants (SE-FEN). « Le jaur de la rentrée, nous attendians autre chase. Nous avons mieux à faire que d'entendre n'importe quoi », a renchéri Daniel Le Bret, secrétaire général du SNU-IPP

Selon ces organisations, les chiffres d'absentéisme produits par le ministère lui-même ne correspondeat en rien aux déclarations de M. Allègre. Une note de la direction des écoles, portant sur l'année 1994-199S, fait état d'un taux global d'absentéisme de 5,57 % pour le premier degré. Ce taux est calculé sans tenir compte des congés de formation ou de longue durée ; il prend en considération les coagés de maladie ordinaires, les congés de maternité - qui représentent un tiers de l'ensemble - les autorisa-



tions d'absence, etc. Plus de la moitié des départements se situent en dessous de cette moyenne de 5,57%, le département des Deux-Sèvres - ceini de Ségolène Royal -, ayant le plus faible taux d'absentéisme: 3,37 % | A l'inverse, le département de Seine-Saint-Denis connaît l'un des plus forts (8,83 %), comme l'académie de Corse (7,73 %) ou de Créteil (7,66 %). Ces chiffres contredisent une autre affirmation de Claude Allègre, le soir même sur LCI, assurant que «la

carte de l'absentéisme est beaucoup moins grande dans les quartiers difficiles, parce que les enseignants sont beaucaup plus motivés, plus dé-

Dans le second degré, les chiffres touroent autour de 6 %, selon les experts de la baute administration. La demière collecte nationale de chiffres publiés remonte à 1988 et porte sur l'année 1986 : elle fait état d'un taux de 6% pour les enseignants, S,1% pour les personnels d'éducation et de surveillance, 4 %

pour les personnels administratifs et 8,3 % pour les personnels de laboratoire, ouvriers et de service. « Le ministre ignore que tout cela est désormais déconcentré dans les rectorats et parfois même au niveau des établissements. Il n'y a pas de remontée nationale et systématique de ces chiffres », ironise Jean-Marie Maillard, du SNES. Pour ce syndicat, l'absentéisme des enseignants du second degré ne dépasse pas 7%. Claude Allègre est d'ailleurs venu à résipiscence en admettant, sur France-Inter, le même soir, que le taux variait, pour les instituteurs entre 4,5 % et 8 %, ce qui était « en-

En attendant, les déclarations ministérielles ont créé une véritable panique rue de Grenelle. Les attachés de presse se bornaient à répondre que ces affirmations étaient « celles du ministre », la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère se murait dans un silence poli, tandis que le cabinet se demandait s'il ne fallait pas préparer de petites fiches. Chacun cherchaît activement la source de cette information que le ministre était « seul à connaître », comme il l'assurait hii-même à la télévision. Audelà de cette effervescence médiatique, les syndicats s'interrogent sur le « plan » que préparerait M. Allègre. Ayant eu l'occasion de préciser sa pensée sur LCI et France-

Inter, le ministre de l'éducation nationale a affirmé qu'il n'était « pas intéressé par une polémique sur les chiffres » et que sa préoccupation était de mettre les enseignants dans les classes. « 10 % d'enseignants qui sont mobilisés pour s'occuper des remplacements, c'est trop. Je veux que ces 30-000 enseignants. on les utilise pour aller dans des quartiers difficiles plutôt que d'être sur le pied de guerre pour remplacer des gens qui sont malades de manière plus ou moins programmée », a-t-il affirmé.

Il faut sans doute ajouter au calcul de M. Allègre les remplacements du premier degré, soit environ 25 000 personnes. Les deux systèmes sont forts différents. Dans les écoles, un instituteur ne part en principe que lorsqu'il est remplacé et, s'il tombe subitement malade, ses collègues ont une obligation d'accueil pour une courte durée. Dans les collèges et les lycées, il n'en va pas de même et l'on fait appel à des titulaires remplacants, « eux-mêmes parfois absents » selon un bon connaisseur de la machine éducation nationale. Reste que les inquiétudes commencent à poindre sur les moyens de remplacement dans le premier degré, Ségolène Royal en ayant déjà « consommé » une bonne partie, utilisés pour les réou-

Béatrice Gurrey

« A l'emporte-pièce », selon les parents d'élèves

« Le ministère est mai placé pour faire des remarques sur l'absenteisme des enseignants car il n'existe pas de véritable médecine du travail dans l'éducation nationale. Il a'y a donc ni prévention ni dépistage », considère Jean-Pierre Bocquet, président de la PEEP (Parents d'élèves de l'enseignement public). Selon lui, les déclarations de Clande Allègre sont « un peu provocantes. Il n'y a pas de tire-au-flanc parmi les enseignants. Il est normal que des professeurs deviennent malades quand l'environnement est

difficile ». Pour le président de la PEEP, comme pour celul de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves), le véritable probième est celui de la gestioo des remplacements. « On ne peut pas accepter d'attendre jusqu'à an mois qu'an enseignant soit remplacé », insiste Georges Dupont-Labitte, président de la FCPE. « Les spécialistes de l'absentéisme sont en nombre très marginal », ajoute-t-Il. « Claude Allègre fait des déclarations à l'emporte-pièce et pase mal les prablèmes » conclut M. Dupont-Lahitte.

Dans la Loire, le « ballon d'oxygène » de quelques réouvertures de classe SAINT-EITENNE, ROANNE,

de natre envoyé spécial Les banderoles sont prêtes. A Saint-Etienne et à Roanne, les enseignants et les parents d'élèves ont prévu de descendre dans la rue, samedi 6 septembre, devant les locaux de l'inspection d'académie, pour pro-

REPORTAGE.

La rentrée s'est effectuée au chausse-pied, mais la contestation née au printemps a été désamorcée

tester une aouvelle fois coatre les fermetures de classes décidées dans la Loire. Cette manifestation pourrait bien n'être que symbolique. Depuis la rentrée, qui s'est effectuée mardi 2 septembre en raisoa de la semaine de quatre jours, aucune pétition a'a été déposée, aucune occupation d'école n'a été signalée, malgré la confirmation de trente-

quatre suppressions de postes. En mars, la révision de la carte scolaire, prévoyant quarante fermetures de classes, avait provoqué une mobilisation sans précédent dans ce département qui perd un millier d'élèves chaque année. A Saint-Etienne, les CRS avaient évacué les occupants de l'inspection d'académie. A Roanne, parents et enseignants s'étaient relayés jour et nuit durant trois semaines dans les locaux de - ne concernent pas des classes où quelques

l'inspection (Le Monde du 28 mars). Le mécontentement est toujours là, mais la fièvre est retombée.

Sur les huit cents réouvertures de classes annoncées, la semaine dernière, par Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, la Loire en a obteau six. « Ce ballon d'axygène nous permet d'atteindre nas abjectifs, sans remettre en cause les conditions de scolarisation, notumment des enfants de deux ans », assure Jean Laval, inspecteur d'académie. « C'est bien peu pour un département qui cumule les deux handicaps de la ruralité et des zones difficiles », regrette pour sa part Claudine Zentar, responsable du SE-

En plus de quatre postes réservés, cet apport supplémentaire a été suffisant, selon l'inspecteur d'académie, pour résoudre les situations les plus délicates. Même Jean-Marc Boudat, secrétaire du Sauipp-FSU dans le Roannais, doit en convenir : « L'administration a bien joué le coup et a réussi à désamorcer tout mouvement de cantestation. » Avec des moyens calculés au plus juste, la rentrée s'est effectuée au chausse-

Chaque cas a été revu. M. Laval n'aurait pas nog plus été insensible aux pressions potitiques. Les normes purement arithmétiques d'ouverture ou de fermeture de classes ont été moins sévèrement appliquées. Ainsi, les fermetures décidées - quarante-cinq au total

élèves seulement manquaient. En revanché, onze ouvertures ont été accordées. v compris lorsque les effectifs menaçaient de passer sous les seuils habituellement rete-

Le regroupement pédagogique intercommunal de Bussy-Saint-Sixte-Arthun a ainsi sauvé sa sixième classe, dont la fermeture menacait de détruire un projet pédagogique patiemment construit. A Rive-de-Gier, un poste de soutien scolaire a été débloqué pour les deux écoles Jean-Moulin et Saint-Exupéry, en compensation de la fermeture d'une classe. Au printemps, une des écoles du Grand-Pont avait été saccagée, avec 70 millions de francs de dégâts. Christian Bonnet, le directeur du groupe Jean-Moulin, en poste depuis vingt-deux ans, se réjouit de ce renfort dans une école où « 70 % des élèves viennent de familles perturbées, pères

« UNE CLASSE TOUS LES DEUX ANS »

Dans le quartier de Montreynaud, à Saint-Etienne - classé en ZEP -, la rentrée a été profondément perturbée après la série d'incendies de l'été. L'école Paganini a été détruite, et le groupe scolaire Molina sérieusement endommagé. Entre les peintres et les plâtriers, Hubert Moulin, son directeur, organise tant bien que mai l'accueil des huit classes dans un bâtiment qui autrefois ea abritait vinet. « On ferme une classe tous les deux ans .. note-t-il en reconnaissant que les

effectifs restent inférieurs à vinet élèves classe. «A Saint-Etienne, remarque Jean Laval, le dispositif scolaire a été bâti sur les activités industrielles traditionnelles qui ont disparu. Les écoles restent, mais les habitants sont partis. » Conséquence : la ville entretient un patrimoine considérable d'écoles qui se vident petit à petit ou concentrent une « population spécialisée », selon l'euphémisme de l'inspecteur d'académie. Le phénomène n'atteint pas les zones rurales dans les mêmes proportions. Une quinzaine d'écoles à classe unique de six à vingt élèves ont été maintenues. Mais le regroupement ou la création de réseaux restent difficiles à organiser.

« Les enseignants fournissent un travail considérable. La qualité de l'école dépend des moyens qu'on lui donne. » Pour Claudine Zentar, la Loire, avec ses handicaps majeurs, mérite un autre sort. Elle songe particulièrement à l'amélioration des conditions de scolarisation des enfants de deux ans. Son collègue Jean-Marc Boudot propose, lui, d'abaisser les seuils d'ouverture et de fermeture de classe. Il espère aussi un renforcement du soutien aux élèves en difficulté, sans oublier de mentionner la formation continue, « grande misère de l'éducation ». A Montreynaud, Hubert Moulin, hri, ne manifeste pas d'impatience à l'égard des discours ministériels. « On foit notre travail. Pour le

Michel Delberghe

A Montfermeil, une cantine scolaire désertée, faute d'argent et faute d'envie

PRÈS DE DEUX CENTS élèves du collège Pablo-Picasso de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) devraient reprendre, cette année, le chemin de la cantine. Depuis quel-

ques années. les effectifs avaieat peu à peu fondu, en raison des difficultés financieres des fa-

DE L'ÉCOLE démunies, incapables d'honorer la facture : 800 francs en mnyenne par trimestre et par enfant. « La disporition des bourses de collège (versées directement à l'établissement et sur lesquelles était prélevé le montant de la cantine], remplacées par l'aide à la scolarité (versée aux parents en début d'année scolaire], a eu pour effet une désoffection du restaurant scalaire, explique Pierre Girault, principal du collège Pablo-Picasso. Souvent, les parents ont utilisé cette

pu, le moment venu, payer la can-

La mise en place progressive du Fonds social collégien (FSC) a permis d'inverser la tendance. En 1996, une trentaine d'élèves ont bénéficié d'une aide financière qui leur a permis de revenir à la cantine. « Par respect pour la dignité des familles. nous ne proposons pas la gratuité totale, poursuit M. Girault, mais cette aide a permis de régler de nombreux cas difficiles. » Marie-Claude Baury, intendante du collége, regrette pourtant la disparition des bourses. « Les familles défavorisées bénéficiaient automatiquement de l'aide, précise-t-elle. Aujaurd'hui, c'est a nous d'aller au-devant d'elles, de trouver les cas difficiles. C'est d'autant plus campliqué que, bien souvent, ces familles-là ont plus de mal à faire la démarche, parce qu'elles ignorent l'existence du fonds social ou simplement par pudeur. » L'encadrement et les enseignants

manne à d'autres fins et n'ant pas du collège Pablo-Picasso reconnaissent pourtant que la question financière n'est pas l'unique cause de désaffection de la cantine. « Plus il avance en âge, plus l'élève a envie de retrouver un espace de liberté, affirme Jean-Louis Véniel, professeur d'éducation physique. Certains préférent dépenser 20 à 30 francs au restaurant grec du coin, plutôt que de s'astreindre à faire la queue pour aller à la cartine, qu'ils jugent peu conviviale. Au pire, ils se contentent d'un bout de pain qu'ils grignotent devant les grilles de l'établissement. Il y a du travail à accomplir en terme d'accueil et dans le choix des menus proposés. »

En 1996, pour le repas de Noël, le collège n'a pas hésité à inscrire au menu du jour une formule « Mac Do », avec hamburger, frites et Coca. L'initiative n'a pas plu à tous les enseignants. « Cautianner la médiocrité d'un plat en l'offrant à l'occasion d'une fête, c'est tout un symbole, s'insurge Bernard Labarussiat, pro-

n'est pas de faire plaisir à l'élève en lui affront ce qu'il souhaite man-

« DU MAL À SY FAIRE ».

A en croire Laurence Ribeaucourt, assistante sociale da collège, « l'aspect culturel explique lui aussi en grande partie le rejet du restaurant scolaire ». « Certains élèves renoncent à la cantine glors même qu'ils bénéficient du fonds social collégien, explique-t-elle. Lorsqu'an leur pose la question ils nous répondent que la cantine leur propose des repas qu'ils ne consomment pas habituellement chez eux. Ils ont danc

du mal à s'y foire. .. Le collège Pablo-Picasso, classé en zone d'éducation prioritaire (ZEP), accueille des adolescents originaires du quartier défavorisé des Bosquets et dans certains foyers les habitudes alimentaires ne correspondent pas toujours aux besoins

fesseur de français. Le problème a ici des familles qui vivent avec 10 à 15 francs par jour et par personne. Difficile, avec si peu, de proposer des plats équilibrés et variés. C'est trop souvent le même type de nourriture qui revient dans l'assiette », convient Laurence Ribeaucourt.

« Il faut aussi prendre en compte, notamment dans les familles maghrébines, le rôle de la mère, poursuit l'assistante sociale. Certains élèves préférent déjeuner chez eux, alars même qu'ils ant un trajet relativement long à faire, simplement parce que le repas familial est sacré. Pour la mère, c'est sauvent une raisan d'être que de faire les courses et de préparer le repas. Lorsqu'ils étaient en primaire, ils rentraient déjà déjeuner car l'école est au pied des immeubles, ils ont donc du mai à changer leurs habitudes. » Pour sa part, Jean-Louis Véniel n'hésite pas à évoquer l'influence religieuse lorsqu'il explique que certains élèves sont « méfiants » devant ce qui est d'une alimentation équilibrée. « Il y proposé à la cantine. « Ils refusent

précisément l'origine », estime-t-il. S'ils existent bien, ces cas sont peu nombreux et, pour l'encadrement du collège, ils sont surtout l'occasion de mener à bien une réflexion sur l'éducation à l'alimentation. «Il nous faut apprendre aux élèves la nécessité d'une alimentation équilibrée, suggère Marie-Claude Baury. Régler le problème financier ne suffit pas. Il faut aussi que l'adolescent prenne conscience de ce qu'il mange et de l'intérêt qu'il a à varier la composition de ses repas. C'est encore plus vrai pour les enfants issus de milieux défavorisés pour qui le déjeuner est parfois le seul vrai repas de la journée. » Les enseignants eux-

mêmes revendiquent cette éduca-

tion à l'alimentation, car ils savent

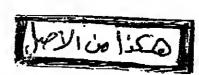
qu'un élève mal ou peu nouri

risque d'avoir plus de problèmes

dans sa vie scolaire.

de manger une viande quelle qu'elle

soit parce qu'ils n'en connaissent pas



Victimes de l'amiante : dialogue de sourds au procès d'Eternit

Une « faute inexcusable » est invoquée

MÂCON (Saone-et-Loire)

es syndicats enter

Seatte Com-

10 - 10 Car.

Grammarcet le

de notre envoyé spécial Dès 1966, les conditions de travail dans l'usine Eternit de Vitry-en-Charollais (Saône-et-Loire) avaient fait l'objet de « recommandations » de la part de la caisse régionale d'assnrance-maladie de Dijon, qui avait demandé à plusieurs reprises l'amélioration de la protection du personnel afin de réduire les risques de maladies professionnelles liées à la manipulation de l'amiante. C'est ce qui ressort de l'ensemble des pièces récemment communiquées au tribunal des affaires de sécurité sociale de Mâcon, saisi par six familles d'ouvriers décédés entre 1982 et 1988 et par six retraités de l'entreprise atteints de maladies provoquées par des particules

Les plaignants ont déjà été indemnisés dans le cadre général des réparations financières des maladies professionnelles, mais ils demandent le donblement de toutes les indemnités et rentes accordées en invoquant « lo faute inexcusable » de la société Eternit. A l'audience du 29 mai, les conseils de l'entreprise avaient soutenu que ni la médecine du travail, ni les organisations syndicales, ni le comité d'hygiène et de sécurité, n'avaient alerté l'entreprise sur les dangers imputables à la manipulation de l'amiante (Le Monde du 31 mai). Pour être complètement informé, le président du tribunal avait ordonné, le 6 juin, à la caisse réglonale d'assurance-maladie, à tous les documents relatifs à leurs interventions respectives amprès de l'usine Eternit.

Ce sont ces pièces qui ont été au centre des débats réouverts à l'andience du 4 septembre. En fait, la plupart des documents ont été foumis par la société Eternit elle-même et le president Henri Manent a plusieurs

fois fustigé « l'attitude passive et non coopérative » de la direction départementale du travail de Saone-et-Loire à refuser de transmettre an tribunal les

L'examen des pièces s'est la

plupart du temps réduit à un dialogue de sourds où chacun avait une lecture différente des mêmes documents. Les maladies liées à l'inhalation de particules d'amiante sont extrêmement longues à se déclarer, la période de latence pouvant parfois être snpérieure à trente ans. M. Jean-Paul Teissonnière, conseil des plaignants, s'est donc fondé sur la réglementation antérieure an décret de 1977 régissant la manipulation de l'amiante qui ne concernait que le dépoussiérage des locaux professionnels. A ses yeux, les multiples « recommandations » de la CRAM adressées à Eternit montrent que cette réglementation n'était pas respectée et qu'en ontre, faisant état d'une « ombiance anormalement chorgée de poussières d'amiante », elles auraient été dissimulées au comité d'hygiène et de sécurité de l'entreprise.

Pour M° Philippe Plichon, dé-fenseur d'Eternit, la société a

au contraire anticipé la réglementation en se montrant plus exigeante que la loi. Aucune sanction n'a, d'ailleurs, jamais été prise contre la société Eternit. Quant au comité d'hygiène. un compte rendu montre qu'il a été informé d'une mise en demeure consécutive à la visite l'inspection du travail et au ser-vice interentrepides de la ride de ling donc pas en de dissi-decine du travail, de lui fournir mulation. « Vous allez juger en 1997 un comportement d'il y a vingt ou trente ans la, s'insurgealt M. Plichon dans une phrase qui évoque irrésistiblement les arguments invoqués dans l'affaire du sang contami-

Jugement le 11 septembre.

Maurice Peyrot

Explosion dans un immeuble de la rue Lecourbe à Paris

UNE EXPLOSION, sans doute due au gaz, a éventré un immeuble de la rue Lecourbe dans le XV arrondissement de Paris, jeudi 4 septembre, à 8 h 40 du matin, faisant 53 blessés dont deux graves. Tout le quartier a entendu la déflagration, en raison de la propagation de l'onde de choc par les sous-sols, jusqu'à cent mètres autour de l'immeuble, et des vitres ont été cassées rue Blomet et rue des Volontaires.

L'explosion s'est produite dans un appartement du deuxième étage, mais la cause exacte de l'accident n'est pas encore connue. L'immeuble, à la façade hausmanienne en pierre de tailles, est détruit au deux tiers. Jeudi après-midi, une autre explosion, de moindre envergure, a fait un mort dans un appartement du même . arrondissement, rue Jacques-Bandry.

ATTENTAT: Fexplosion d'une bombe artisanale, jeudi soir 4 septembre, a partiellement endommagé les locaux de l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Strasbourg, sans faire de victime. Le SRPJ de Strasbourg a été saisi de l'enquête. L'engin, de facture « relativement élaborée », avait été placée près de la porte d'entrée, indique ton de source judiciaire. Les locaux dans lesquels se déroulent actuellement les épreuves du concours d'entrée n'ont

■ IMMIGRATION: la Cimade a critiqué, jeudi 4 septembre, les arbitrages rendus mercredi par le premier ministre Lionel Jospin à propos des projets de loi sur l'immigration et la nationalité. L'orgamisation estime que ces projets sont « conservateurs ». « Le gouvernement maintient l'essentiel du dispositif existant. Si l'on peut admettre son souci de décrisper le débat, il ne faut pas que cela soit au détriment du fond ». La Cimade demande également le retour à la

législation sur la nationalité d'avant 1993. POLICE: une femme policier a été mise en examen et écrouée, mercredi 3 septembre à Marseille, pour «non dénonciation de crimes ». La gardienne de la paix est poursuivie pour s'être abstenue de dénoncer l'ami d'une amie. Cet homme ferait partie d'une équipe de maifaireurs spécialisée dans les vols à main armée. ■ Le procureur d'Aix-en-Provence Jacques Beaume a soutenu, jeudi 4 septembre, le commissaire de police de Virrolles dans la polémique qui Poppose à la municipalité FN depuis près d'un mois. Le commissaire Jacques Rabillé « n'a agi que sur mes instruc-tions : j'ai personnellement suivi et pris les décisions dans toutes les affaires de police judiciaire de cette commune », a déclaré jeudi le procureur Beaume. Le procureur a estimé «fondamentalement anormal qu'un élu de la République suscite des pétitions contre un fonctionnaire de l'Etat », évoquant une publication municipale appelant les Vitrollais à dénoncer auprès du préfet de région le « loxisme » de la police nationale.

L'association Victimes du vol 800 demande la mise en examen de Boeing et de la TWA

Le constructeur et la compagnie n'auraient pas pris les mesures préventives recommandées

L'association représentant 160 familles de victimes de Perdrix la mise en examen des responsables de Boeing et de la TWA. L'association s'appuie sur un rapport du

Bureau américain pour la sécurité des transports, qui ndé, le 2 septembre, au juge d'instruction Chantal

compagnies aériennes possédant des Boeing 747 afin qu'elles protègent les réservoirs de carburant

REPRÉSENTANT cent soixante familles de victimes de l'explosion en vol du Boeing 747 de la TWA (qui avait provoqué la mort de deux cent trente personnes, le 17 juillet 1996, au large de New York), l'association Victimes du vol 800 a demandé au juge d'instruction chargé du volet français du dossier, Chantal Perdrix, de mettre en examen les sociétés Boeing et TWA, ainsi que l'Agence américaine de l'aviation (FAA). Dans un courrier du 2 septembre, l'association demande au juge de tirer les «canséquences juridiques » d'un certain nombre d'éléments « avérés » qui pourraient, selon elle, avoir provoqué l'explosion de l'appareil.

L'association s'engage dans la brèche ouverte en décembre 1996. par le Bureau américain pour la sécurité des transports (NTSB), dont les experts aéronautiques ont mené l'enquête technique sur l'accident aux Etats-Unis tandis que le FBI dirigeait l'enquête criminelle. Le 13 décembre, le NTSB avait adressé des « recommandations urgentes » aux autorités de l'aviation

civile dans le monde entier et aux compagnies aériennes possédant des Boeing 747 afin qu'elles ger les réservoirs de carburant des avions soit en les remplissant, soit en les isolant des sources de chaleur. Le 22 mai, Boeing avait recommandé aux compagnies possédant des 747 de vérifier les réservoirs centraux de ces appa-

Pour autant, le FBI et le NTSB

ne s'accordent vraiment que sur

une donnée fondamentale : la catastrophe aétienne de l'été 1996 est la conséquence d'une explosion du mélange d'air et de vapeurs de carburant contenu dans le réservoir central, quasiment vide, de l'appareil. Mais alors que le FBI n'a toujours pas annoncé la fin des investigations criminelles, la cause de l'explosion - défaillance technique, bombe ou missile – n'est toujours pas déterminée.

Citaut les recommandations du NTSB, l'association note que « ni le constructeur Boeing m les autorités de certification [FAA] n'ont pris les dispositions nécessaires afin

d'éviter la formation d'une atmosphère dangereuse [dans les réservoirs à carburant] susceptible d'exploser au contact d'une saurce d'ignition » Me Guy-Michel Ney, son avocat, regrette en outre que le manuel de vol de la compagnie « donne instruction aux pilotes de surveiller la température des réservoirs et de ne pas tolérer qu'elle dépasse 130 degrés Fahrenheit (pour le vol 800, l'atmosphère explosive fut atteinte à 115 degrés Fahrenheit), alors que l'implantation des sondes de température interdit à l'équipage une vérification fiable de la température des réservoirs, notamment parce que le nombre des sondes est

L'association relève enfin « les indications erronées données par le manuel de voi de lo TWA aux équipages, notamment en ce qu'il minimise l'augmentation de la température due au fonctionnement de l'air conditionné (20 degrés F au lieu de 40 degrés F) et qu'il n'attire pas l'attention des équipages sur les risques encourus ». Aussi l'association,

çais, demande-t-elle la mise en examen des sociétés Boeing et TWA et de la FAA.

La semaine précédente, l'asso ciation avait été échaudée en constatant que la justice américaine exigeait du juge Perdrix, à la demande de Boeing et de la TWA la signature d'un engagement de confidentialité avant de lui transmettre des documents jueés « es sentiels » par l'association.

«Le temps des incertitudes doit prendre fin pour les familles, a déclaré son président, Jose Cremades. Nous avons le sentiment que les familles, tant qu'elles n'auroni pas eu accès à tous les documents de l'enquête, ne sauront pas à quoi s'en tenir sur les causes de l'occident. Nous ne pouvons plus nous contenter des assurances verbales du FBI, d'un côté, qui nous affirme n'avoir trouvé aucune preuve d'une explosion crimmelle, et du NTSB, de l'autre côté, qui nous laisse entendre que l'accident est dû à une défail-

Les Sicav Euro de la BNP



Tout comme les arbres, les Sicav sont vivantes, elles évoluent chaque jour. Chacune d'elle a sa spécificité: sa composition, son prix, son suivi sont autant de paramètres qui déterminent sa croissance et sa résistance aux mouvements de l'économie.

Les Sicar Euro de la BNP et l'Epicea.

Le meilleur moyen de ne pas être en retard, c'est de prendre de l'avance! C'est dans cette perspective que la BNP

vient de créer trois nouvelles Sicav investies sur les marchés de la future zone Euro.

Natio Euro Opportunités et Natio Euro Obligations vous permettent de saisir des aujourd'hui les opportunités de ce qui s'annonce déjà comme l'une des premières places financières mondiales : l'UEM

(Union Economique Monétaire).

Natio Euro Valeurs,

Il en est de même pour l'Epicéa, dont les "racines traçantes" rayonnent largement alentour et lui assurent stabilité et développement...

Consacré espèce préférée des Européens, il n'est autre que celui que l'on nomme le "sapin de Noël"! Les Sicav Euro sont disponibles dans tout le réseau BNP au prix d'émission de 1.000 F. concurrence pour le Père Noël!

A CHAQUE INSTANT ON DOIT POUVOIR COMPTER SUR SA BANQUE.

est la conséquence directe du succès des 29 calandretas, ces écoles occitanes gratuites et laïques dont la première a été créée en 1979 à Pau, à l'époque de « Gardarem lou Lar-

zac ». • AUJOURD'HUI, l'approche de l'occitan n'est plus centrée sur un combat passeiste mais sur une ouverture à la snciété mnderne. ● L'INSTITUT supérieur des langues

de la République française, qui ouvrira en octobre à Béziers, formera les maîtres occitans, mais aussi bre-tons, basques, catalans et alsaciens. • FACE AU SUCCÈS du Theâtre de la

Rampe, a Montpellier, qui propose des spectacles en langue d'oc, son directeur, Joan-Lois Blénet, considere qu'il faut désormais au théâtre occitan une structure interrégionale

L'enseignement donne une seconde jeunesse à la langue occitane

Le premier collège bilingue a ouvert ses portes à Montpellier. Il prolonge le succès des 29 écoles « calandretas ». La langue du pays d'Oc a perdu son caractère protestataire et passéiste pour devenir un moyen d'intégration et d'ouverture

MONTPELLIER de notre correspondant

Sa création sonne comme une réponse à ceux qui prétendent que l'occitan est une langue moriboode : le collège Léon-Còrdas, premier collège bilingue franco-occitan, a ouvert ses portes le jeudi 4 septembre à Lattes, dans la banlieue de Montpellier (Hérault). Conçu à l'image' de ceux qui existent déjà en Bretagne ou au Pays basque, il accueillera dans un premier temps 17 élèves répartis en deux classes de sixième. Il devrait recevoir, à terme, 240 enfants.

Cette naissance est une conséqueoce directe du succès des calandretas, ces écoles occitanes gratuites et laiques qui prosperent depuis que des militants ont créé la première, en 1979, à Pau, dans la mouvance du mouvement occitaniste. C'était l'époque du « Gordarem lou Larzac », et les occitanistes s'étaient alors inspirés du modèle québécois, qui forme des enfants bilingues. Tout l'etselgnement se déroule en occitan, qui est ainsi la langue parlée de l'école.

Dix huit ans plus tard, 29 calandretas accueillent 1 400 élèves, de la maternelle au CM2, dans une

Un conservatoire pour le théâtre ?

Créé en 1974 à Montpellier, le Théatre de la Rampe propose, avec un succès grandissant, des spectacles en occitan. Snn directeur, Joan-Lois Bléoet, considère qu'il fant désormais, pnur le interrégionale Inspirée du modèle des conservatoires ou des

centres dramatiques nationaux. Plusieurs collectivités du sud de la France sont prètes à soutenir ce prnjet. Catherine Trautmann, qui a recu M. Blénet au ministère de la culture le 22 août dernier, lui a promis que « ce sujet [lui] tient à cœur » et que « les cultures régionales seront davantage présentes dans la contractualisation qui doit être renouvelée avec les régions ».

zone qui va de Nice à Bayonne. Chaque année, de nouvelles classes sont ouvertes. « Rien qu'à Montpellier, explique lean Rohr, chargé de communication à la Confédération des écoles occitanes calandretas, on a 260 enfants repartis sur trois écoles. Et on est obligé de refuser du monde. « La prise en charge financière des enseignants par l'Etat, depuis 1993, n'est sans doute pas etrangere à ce déveloprement. Mais elle n'explique pas

UNE PÉDAGOGIE « ACTIVE »

Le succès tient surtout au modèle original d'enseignement proposé par ces établissements, basé sur uoe pédagogie active impliquant les enfants dans la vie de l'école, sur une plus grande participation des parents et un travail en équipe des enseignants. Autre raison: l'approche de l'occitan n'est plus centrée sur un combat passéiste mais sur une ouverture à la société moderne.

Ces écoles séduisent ainsi des parents qui n'étaient pas concernés par le phénomène occitan, certains trouvant à travers elles un moyen d'offrir de nouvelles racines à leurs enfants. D'autant que la crainte de voir les élèves rejetés en marge du système scolaire s'est estompée. Les évaluations faites par l'éducation nationale montreralent que les jeunes issus des colondretas ont des résultats aussi bons, sinon meilleurs, que les autres lorsqu'ils réintègrent le girou de l'école traditionnelle. Un Institut supérieur des langues de la République française ouvrira en octobre à Béziers. théatre occiran, une structure A l'image des l'UFM, il assurera la tormation des maitres occitans, mais aussi bretons, basques, catalans et alsaciens.

Le nouveau collège montpelliérain constitue le prolongement logique de cette évolution. Financé dans un premier temps par des fonds associatifs, il devrait permettre aux enfants de continuer à pratiquer leur langue tout en proposant, là aussi, une pédagogie différente. Le directeur, Thierry Daullé, souhaite créer un « laborotoire qui oiguillonne lo gronde moison



éducotion nationale en démontrant qu'avec d'outres schemas on peut faire des choses intéressontes ». Un semi-internat recevra les élèves quatre jours dans la semaine. Les durées des cours ont été réduites à quarante-cinq minutes, la notation

remplacée par une échelle de couleurs, et les devoirs à la maison supprimés. Tout comme « les cartables de quorante kilos sur les

A l'autre bout de la chaîne, les effectifs + occitanophones > de l'université Paul-Valéry de Montpellier ont, eux aussi, explosé, passant en cinq ans de 300 à 750 étudiants. On trouve parmi eux des jeunes de la région, mais aussi des nouveaux arrivants pour qui la langue d'oc fonctionne comme un

facteur d'intégration. «Les étudiants n'ont plus le regard que nous ovions il y o quelques onnées, lorsque l'occitan était teinté de militantisme », explique Gérard Goniran, responsable des unités de valeurs et des cycles occitans à Montpellier. « Pour eux, désormais, c'est d'une normalité totale. »

L'université a aussi créé, en janvier 1996, un service de langue occitane grace à une convention passée avec le conseil régional du Languedoc-Roussillon. Il aide les particuliers, associations ou collectivités à réaliser des traductions (mariages, dépliants ou étiquettes de produits régionaux). Ouvert en mal dernier, son site Internet franco-anglais, permettant notamment d'entendre l'occitan, a déjà été consulté par 300 personnes. Une nouvelle preuve, selon Jean-François Courouau, son promoteur, qu'« en Fronce on o été très loin vers une uniformisotion totole, en croyant lier modernité et monolinguisme. Mais on se rend compte que c'était une chimère. Aujourd'hui, on gagne à ovoir les pieds bien plantés dons la terre où l'on est. »

Jacques Monin

La longue marche des amoureux des sentiers côtiers de Bretagne

de notre correspondont

Vingt ans après la loi du 31 décembre 1976, qui a Institué la servitude de passage de trois mètres de large sur le littoral pour les piétons, la longue marche des défenseurs des sentiers côtiers est loin d'être achevée en Bretagne. L'association Les Amis des che mins de ronde, qui regroupe quelque 500 marcheurs, Incite les municipalités cotières à mettre en place une telle servitude. « Sur les 850 kilomètres du littoral morbihonnois, rios et goffe du Morbihon compris, en jonvier 1996, lo servitude existait sur 221 kilomètres dons 32 communes », explique-t-on à la préfecture du Morbihan. Il faut y ajouter quelque 200 kilomètres de voies et chemins pu-

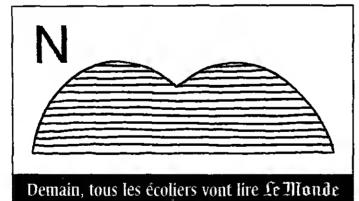
La marche des amoureux des sentiers risque de durer : une dizaine de kilomètres de sentiers nouveaux sont ouverts tous les ans et les blocages pour freiner ou repousser la mise en place de la servitude sont monnaie courante. « Trois propriétaires empêchent le passage du sentier, bien que l'orrêté municipal oit été pris », explique un marcheur de Belz, au fond de la rivière d'Etel où, fin août, des dizaines d'Amis des chemins de ronde du Morbihan et du Finistère se rassembleront.

« A Sorzeou, les élus ne veulent pas l'imposer aux propriétaires réticents. Nous sommes lo seule commune du littoral morbihonnois ovec 35 kilomètres de côtes qui n'oit pas de sentiers balisés », témoigne M™ Le Guen, qui attend depuis 1989 que le maire tienne ses promesses. Si Belle-Ile a ainsi senti très vite l'intérêt touristique des sentiers côtiers où se pressent chaque jour des centaines de marcheurs, les propriétaires riverains de la ria de La Trinité-sur-Mer se sont, en revanche, opposés, lors d'une enquête publique, à la servitude. Plus délicates sont les oppositions manifestées par les ostréiculteurs, nombreux sur le littoral du sud de la Bretagne : ces « paysans de la mer » sont désormals tenus d'avoir des installations sanitaires conformes à une directive de Bruxelles.

Dans le Finistère, où les Amis des chemins de ronde sont forts d'une centaine d'adhérents; 250 kilomètres de sentiers côtiers sont réalisés sur un littoral très accidenté et long d'un millier de kilomètres. « Un tiers du littoral est urbanisé et la servitude reste à mettre en place sur un outre tiers », dit M. Floriet, responsable de l'association pour le Finistère. L'annulation, début juillet, par le préfet du Finistère d'un arrêté du maire de Névez, près de Concarneau, qui autorisait l'ouverture d'un sentier côtier passant près de la propriété d'une citoyenne a méricaine, a suscité réactions et manifestation. L'élu, qui se battait depuis des années pour instituer cette servitude, a décidé un recours auprès du tribunal administratif.

Michel Le Hebel

legendeurs of leaf-



FUTONS **OMOTE**



dat dos, doct au contact et confort accuellant : pour bleu dormis, Catapés convertibles, llés, aupports en bols massif, lacasses aux décers

Omoté, vous trouverez le futon qu'il vous faut à partir de 1 250 F.

Une « fraude fiscale massive » est dénoncée en Corse

L'HEBDOMADAIRE Le Journal de lo Corse publie, dans son édition de vendredi 5 septembre, un rapport de l'Inspection générale de Finances sur la «situation en Corse » dont l'existence avait été révélée la semaine dernière par La Lettre de l'Exponsion. Ce rapport, daté du 16 juin 1997 et signé par l'inspecteur général des Finances François Cailleteau, dénooce l'existeoce d'une fraude fiscale massive en Corse et dresse un sévère réquisitoire contre les dérèglements des pratiques économiques et civiques sur l'île. décrite comme «un paradis ris-

L'inspecteur général Cailleteau souligne que «la fraude fiscale massive (...) minore la réalité du revenu disponible » des habitants de l'Ile dont « le revenu brut par an et par habitunt - atteint 90 % du revenu métropolitain moyen, plus que celui du Nord-Pas-de-Calais ou de la Picardie. A preuve, « l'équipement des ménages est excellent en Corse ., notamment avec un record national pour les automobiles et les motos, précise l'auteur avaot d'énumérer les nombreux avantages fiscaux dont bénéficient les illens.

CHAMPIONNE - DU RMI François Cailleteau relève cependant que ces avantages fiscaux sont confisqués pour le

consommateur e par un réseau

plethorique de distribution, une

entente ovérée, condomnée mais

un niveou suffisomment rémunérateur pour éviter la disparition des

moins compétitifs ». · Chompionne » nationale hors DOM-TOM pour le RMi avec presque le double d'allocataires par rapport à la moyenne nationale, la Corse se caractériserait par l' « aptitude » de ses habitants «à utiliser les innambrables canaux de la solidarité nationale ».

Le rapport dénonce également « les méthodes franchement répréhensibles » de fonctionnement de l'économie corse, en particulier le non-paiement de la TVA. Il établit que - les collectivités locales se livrent parfois à des ogissements recrettables » en matière de gestion de trésorerie et de marchés

Dénonçant le fait que « les trois quorts des redressements fiscaux ne sont pas recouvrés », l'auteur du rapport constate que « lo Corse était pour les nan-salariés un paradis fiscal de fait ovant de le devenir en droit por lo zone tranche », mise en place par le gouvernement Juppe, qui « vo exempter totolement ou largement les artisans et commerçants d'impôt sur le revenu » et « canforter un système où le nauveau venu n'est pas le bienvenu, a fortiori s'il

n'est pas corse ». M. Cailleteau estime, en conclusion, que « la Carse ne vit pas dans un élat de droit », ce qui est « désastreux pour son développement, en décourageant l'investissement, en particulier venant de persistante, fixont le prix de vente à l'extérieur »...

Extension du tramway de l'agglomération de Rouen

LA PROLONGATION d'une des deux lignes de tramway du réseau Métrobus de l'agglomération de Rouen - mise en service le 1ª septembre – doit être inaugurée, samedi 6 septembre, par Laurent Fabius, président du district, président de l'Assemblée nationale et député et maire PS du Grand-Quevilly. La première partie du réseau avait été ouverte le 17 décembre 1994.

L'extension de 4,2 kilomètres permettra une desserte de Sotteville-lès-Rouen, de 5aint-Etienne-do-Rouvray et, à son terminus, du nouveau campus universitaire du Madrillet, soit un réseau de 16 kilomètres. 5 imultanément, la station centrale de Rouen, située en souterrain devant le palais de justice, a été mise en service. Au total, le tramway rouennais aura coûté près de 3,7 milliards de francs, dont 550 millions de francs pour l'extension. Les deux prochaines étapes seront la réalisation d'un prolongement de la ligne de Grand-Quevilly vers Grand-Couronne et le choix, avant la fin de l'année 1997, du mode de transport pour une ligne est-ouest de 10 kilomètres eo site propre. - (Carresp.)

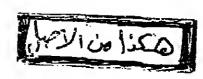
DÉPÊCHES

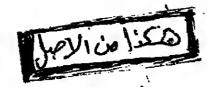
■ TUNNEL DE BOULC-EN-DIOIS : annoocée le 4 septembre, la fin des travaux du tunnel routier de Boulc-en-Dlois (Drôme) laisse espérer la fin du désenclavement de ce petit village de 95 babitants, coupé du reste du département depuis le glissement de terrain du 11 janvier 1994.

Ce tunnel, long de 800 mètres, devrait être mis eo service fin 1997 ou début 1998. Le coût total de l'opération est estimé à 56 millions

■ PUY-DE-DÔME : le dossier du projet de Centre européen do volcanisme Vulcania a été une nouvelle fois examiné par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, jeudi 4 septembre. Les opposants demandent le sursis à exécution du permis de construire, accordé le 17 juillet (Le Monde du 28 août).

■ VILLES: une missinn sur la politique de la ville, comprenant des urbanistes, architectes, sociologues, etc., va être confiée à un élu, a déclaré Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, dans un entretien accordé au mensuel Moires de France de septembre. De son côté, la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM) a confirmé, jeudi 4 septembre, « son appréciation positive » à l'égard du plan emploi-jeunes de la ministre, considérant notamment qu'il peut « mobiliser et concrétiser de nombreuses initiotives d'élus, d'associotions et de responsobles du développement





REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / SAMEDI 6 SEPTEMBRE 1997 / 13

Le Monde Initiatives locales

......LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux



SYNDICAT INTERCOMMUNAL A LA CARTE DES VILLES DE AULNAY-SOUS-BOIS, DRANCY, LE BLANC-MESHIL. SEVRAN, TREMBLAY-EN-FRANCE, VILLEPINTE



Recrute par voie de matation

son directeur financier

Missions

- Gestion autonome d'un budget de 180 millions de francs
- Gestion de la dette et de la trésorerie Analyse financière et fiscole
- Développement d'une programmation pluriannuelle
- Encadrement d'une équipe camptable de 3 personnes Travail en coopération avec une équipe de 4 personnes.

- Bonne connaissance des instructions comptables, des finances publiques et de l'organisation comptable
- · Maîtrise des outils informatiques
- Expérience exigée.

Rémunération

Statutaire + Régime indemnitaire.

Ce poste conviendroit à un(e) candidat(e) au grade d'attaché.

son directeur des affaires juridiques

Missions

 Prise en charge des questions juridiques et de contentieux de l'ensemble des activités du SEAPFA · Assistance juridique à l'encodrement dans une démarche de pré-contentieux

 Gestion des ressources humaines Contrôle juridique des actes du syndicat.

15.11

Formation juridique supérieure de droit public ou équivalent :

- Expérience de fonctionnement des collectivités locales et de leurs partenuires institutionnels.
- Expérience de contentieux
- Travail à mener en coopération avec l'équipe d'encadrement.

Statutaire + Régime indemnitaire.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) titulaire du grade d'attaché.

Adresser votre candidature manuscrite et votre CV détaille à monsieur le Président du SEAPFA, 2/4 rue Joliot-Curie, 93274 Sevran cedex.



Directeur Général H/F

Dans le cadre de l'Association Angers-Congrès présidée par le maire d'Angers, vous dirigerez et animerez une équipe de 20 collaborateurs chargée de prospecter, d'organiser et d'accueillir des congrès, événements d'entreprises, réunions, séminaires, spectacles et festivals. Vous serez le leader commercial de la structure, saurez créer des synergies avec de nombreux partenaires,

Spécialiste de la communication et de la vente de services, parfant couramment l'anglais, vous

une formation supérieure de préférence marketing commercial, ou tourisme,

- une expérience confirmée de la négociation commerciale Business to Business ou/et Associations.
- monté des actions de promotion ou de relations publiques,

- géré un grand équipement et animé des équipes. Vos qualités managériales et commerciales, votre sens du travail en équipe seront parmi les

critères déterminants du choix. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le



4 octobre votre CV accompagné d'une lettre de motivation sous la référeoce CDE 97021 M à FC Conseil, 9, rue du Faubourg Saint-Hoooré, 75008 Paris, qui garantit toute confidentialité.

FRANCOIS CORNEVIN

Chefs de projets transports urbains

LYDN

Nous recrutons pour le SYTRAL, autorité organisatrice des transports de l'agglomération lyonnaise,

2 chefs de projets Chacun sous la responsabilité du Directeur de Réseau déplacements urbains adopté cette année

et en liaison avec la société privée d'exploitation, aura en charge, sur un secteur géographique :

• le suivi et l'analyse de la gestion de l'offre (lignes régulières, lignes scolaires, navettes), la coordination un bains.

des études techniques pour en mesurer l'adaptation vous avez une première expérience à un poste identique, et les performances quantitatives et qualitatives ; vous avez déjà, un statut fonctionnaire ou vous souhaitez

 le pitotage des études nécessaires à l'amélioration de l'offre dans le cadre de l'application du plan des nouveau poste au sein d'une équipe dynamique. Adresser votre candidature, sous ref. CP, à CAPFOR, 70 rue Boileau, 69006 Lyon, qui garantit sa confidentialité.

BREDICHE - FRANCHE CONTE - LE DEFRANCE - NORMANDIE - PAYS DE LORE - POTTOU CHARENTES - PROVENCE ALPES COTE D'AZUR - RHONE-ALPES

Ingénieurs et Informaticiens

Communauté Urbaine

Rejoindre Lille Métropole-Communauté Urbaine, c'est mettre ses compétences au service de la coopération intercommunale pour le développement d'une Métropole qui ressemble 87 communes et plus d'un million d'habitants. Avec un budget de 7 milliards de francs, la Communauté Urbaine de Lille intervient dans le domaine de l'aménagement et gère les services publics de transports en commun, voirie, écologie urbaine ... Ainsi, rejoindre Lille Métropole-Communauté Urbaine, c'est transièler à l'émergence d'une grande agglomération internationale puissante, moteur du développement local, régional et transfrontalier.

Ingénieur d'études

(ingénieur subdivisionnaire par voie de mutation, de détachement ou après concours)

"Missions: Lille Métropole-Communauté Urbaine met en place un ambitieux schema de gestion des résidus urbains articulé autour du triptyque "jeter moins, trier plus et traiter mieux". Une collecte sélective des ordures métagères d'ores et déjà appliquée pour 200 000 habitants sera progressivement généralisée à

Dans ce cadre, vous réalisez l'ensemble des études sur la conception, l'expérimentation et le contrôle des nouveaux modes de collecte sélective, en relation étroite avec les équipes d'exploitation :

 Vous analysez ex contrôlez les résultars obtenus dans les phases d'expérimentation puis de mise en œuvre, - Vous êtes également charge de l'élaboration et du suivi des marchés s'y rapportant,

Profil : Après une formation supérieure scientifique (école d'ingénieurs, 3ème cycle universitaire), vous souhaitez exercer un travail d'études servi par vos capacités d'analyse et de synthèse.

Vous maîtrisez les outils statistiques ainsi que l'utilisation des outils bureautiques (Excel, Access.). Votre modivation pour le domaine de l'environnement est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf.96-56 LM à M. le Président de la Communauté Urbaine de Lille, Service Développement des Ressources Humaines, I rue du Ballon, BP 749, 59034 LILLE Cedes.



La Ville de QUETIGNY 10 000 habitants ville nouvelle à 5 km de Dijon

RECRUTE par voie de MUTATION 2 ATTACHÉS TERRITORIAUX

Responsable des Affaires Juridiques et Foncières :

gestion des affaires foncières et suivi des dossiers POS, PAZ, lotissements.

suivi du patrimoine suivi des assurance

gestion des achais de fournitures et matériels

nce du droit des sols

expérience su économit et gestion du patrimoir

 Responsable du service Finances Comptabilité Missions: encadrement du service (2 agents)

gestion des procédures budgétat suivi de l'exécution budgétaire

gestion de la dette et de la trésorerie étude et suivi de la fiscalité locale

suivi des dossiers financiers assistance des services en matière comptable et budgétaire

Profil:

expérience dans des fonstions similaires bonne maîtrise de l'instruction M 14 bonne maitrise de l'outil informatique (outils utilisés : Word 7, Excel 7, Civitas)

rigueur et organisation disponibilité et qualités relationnelles

Pour ces deux postes, adresser une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé avant le 15 septembre 1997 à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville 21800 QUETIGNY

Le Monde des Initiatives Locales*

un rendez-vous hebdomadaire à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière.

Le Monde Initiatives Locales

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

CENTRE DE FORMATION INTERCONSULAIRE

RECHERCHE SON FUTUR DIRECTEUR

Véritable manager, chargé de développer les activités de formation technique pour l'artisanat et l'industrie

Il dirigera un Centre de profit de 20 collaborateurs permanents, un chiffre d'affaires

Homme ou femme, rigoureux, possédant la fibre commerciale et un goût de l'animation d'équipe, il aura une expérience réussie d'au moins 10 ans dans le monde de la formation. Rémunération selon profil et expérience. Lieu de travali : Strasbourg

Envoyer lettre de motivation et CV (sous N°9787) à: Le Monde Publicité - 21 bis, rue Claude Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

Gestionnaires et Financiers

Ville de Saint-Pierre lès Elbeut Vous êtes jeune, d'esprit ouvert eux innovatione, vous vivez le service public comme une mission velorisente?

Dens le cadre de l'organisation de ses services orientée vers l'emélioration de la qualité du service eux citoyens nous recrutons :

Un CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

Contrôle de gestion : élaboration des tableaux de bord, procédures internes, préparation budgétaire, suivi des programmas pluriannuels.

 Gestion de la Régie de la Restauration scolaire : suivi budgétaire, mise en place de procéduras, aspects financiars, comptables et techniques.

Profil recherché :

 Sens du travail en équipe. Connaissance des outils micro-informatiques : Lotus Notes, Excel,

Requêtes SQL, sous systèma Windows 95 (Réseau Windows NT). Première expérience souhaitée.

Les candidatures devront comporter un CV, une lettre de motivation. Le poste est à pourvoir pour la 1er octobre 1997.

Dossier à adresser à Monsieur le Maire Place François Mitterrand - 76320 SAINT-PIERRE LES ELBEUF

saint pierra

Directeur

Centre de Formation

d'Apprentis

Cadre d'emploi des Attachés

territoriaux

Sous l'autorité du Secrétaire Général

de l'établissement • l'organisation

enseignante • les relations avec

pédagogique et l'animation de l'équipe

les structures d'accueil, d'information,

le développement des dispositifs

de formation initiale et de formation

continue. L'action du Directeur devra

s'inscrire dans un projet d'établissement dont il conduira l'élaboration et le suivi

Adjoint charge de l'Education, il assurera :

la gestion administrative et financière

les partenaires institutionnels, les entreprises

d'orientation et les organismes de formation



recherche son Diroctour

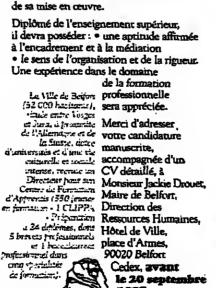
(Val d'Oise)

du Contrôle de Gestion

Au sein de la Direction des Finances et du Budget, vaus travaillerez avec un collaborateur et des Assistants de Gestion Sectoriels > Yous assurerez le bon fonctionnement et la cohérence des outils et des pratiques de pilotage de la gestian de la ville > Yous diffuserez la pratique du Contrôle de Gestion auprès des Services Vaus apporterez aide et assistance à la Direction Générale dans la préparation budgétaire et réaliserez à sa demande des études ponctuelles > Yous aiderez les Directions dans leur recherche de financement européen pour les projets à venir > Ce poste s'adresse à un cadre de Direction de la filière Administrative au Technique, daté d'une solide formation en Contrôle de Gestion et possedant une expérience de mise en place d'outils de gestion > La dimension de conseil et d'animation est importante pour cette function.

Venillez adresser directement votre dossier de candidature lettre + CV + photo sous la référence CG/EF à Feldman Couseil, Evelyne Feldman, 85, bd. Voltaire, 75011 Paris.

🐿 feldman Conseil



1997.



Créée par la Collectivité Territoriale Corse en 1992, l'Agence de Développement Économique de la Corse; 22 personnes, chargée d'instruire et de gérer 90 MF d'aides aux entreprises, de mener des études sectorielles, de valoriser les filières de production et de réaliser la promotion de l'île, recherche, pour Ajaccio

Deux Chargés de Mission

Technologies de l'Information et de la Communication (Réf. LR997J)

De formation ingénieur (ou équivalent), jeune, mobile et pouvant faire la preuve de réussites dans la création, la gestion et l'animation de sites télématiques et de réseaux informatiques, vous aurez le souci de promouvoir ces nouvelles technologies et d'assurer le développement de l'implantation de services et d'équipements en Corse. Vous saurez faire partager votre passion et vos connaissances aux Hommes de l'Agence, à vos Partenaires et au Public, Curieux et rigoureux, vous collecterez informations et moyens en provenance de l'Europe.

Energies Renouvelables (Réf. LR997K)

De formation ingénieur (ou équivalent), négociateur confirmé (un diplôme de type IAE serait un plus), disponible et mobile, les questions liées au développement des énergies renouvelables, à la Maîtrise de la Demande d'Electricité et à l'implantation de grands équipements énergétiques vous passionnent. Vous almez partager vos connaissances et compétences. Votre autorité et votre rigueur vous autorisent à gulder les prises de décisions des dirigeants.

PROFILS:

Ces postes correspondent à des professionnels expérimentés, eutonomes, communicants, créatifs, dynamiques, flables et intégrés, à la recherche d'une expérience · 下班班中班在自治也等用班的方 transnationale. Rémunération : salaire brut 200 KF/13 mois + indemnités de transport + tickets

restaurant + remboursement des déplacements selon les frais réels.

Envoyer CV + photo sous la référence choisie au Florian Mantione institut, I place Paul Bec, BP 9227, 34043 Montpellier Cedex 01, ou consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL

Florian Mantione Institut
Réseau internationel de Conseil en Ressources Humeines

keur Général

Aris de Cui

SE CONCOURS

WAT TERE

Application of the state of the

STATE OF THE PARTY OF

Monde

America Const

A STATE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN 1 1 12.7 37 21

Marin 19 Co

RESPONSABLE DES AFFAIRES GÉNÉRALES ATTACHÉ TERRITORIAL

Vous intervenez dans 3

domaines : gestion des

Vous apporturez votre

conceurs en matière de suivi

LE DÉPAR-TEMENT DE MAINE-ET-LOIRE restute par

poie de mutation on de détachement. pour sa direction des inter-

c # 1 2 4 # 5

solidaritë

embauchées à titre perme nent, formation accusil
familial à titre permanent et non permanent et coordination de certaines actions ASE & PMI. Votre fonction d'organisation et d'encadrement s'exera en liaison avet les autres services de La direction

de gestion (aide technique etsoutien dans l'élaboration d'outils de gestion), comptabilité, logistique, La maîtrise des mécanismes comptables et de

l'outil informatique, un esprit d'analyse et de synthèse, le sons de l'organisation et du travail en équipe sont autant d'atouts pour réussira ce

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + CV au président du conseil général, direction des ressources bumaines et de la BP 4104, 49041 Angers cedex 01.



responsable du service SINGNCES-PETSONNEL (collaborateur direct du secrétaire général)

UN ATTACHÉ TERRITORIAL

Inissoris seront :
 I'élaboration et le suivi budgétaire
 la gestion de la dette et de la trésorerie
 la réalisation d'études budgétaires financières

et inscaes

le suivi de la pale et la gestion des carrières

le bilan social et le plan de formation

la communication interne.

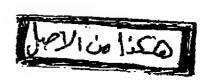
solide expérience en comptabilité publique (MT4-M49) connaissances du statut de la fonction publique territoriale • aptitude à l'encadrement

• qualités relationnelles • qualités relationnelles • bonne pratique de l'outil informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et photo à M. le Député-Maire, Hôtel de Ville, BP 80, 37270 Montlouis-sur-Loire.

313 000 Cadres de l'administration sont des lecteurs du Monde*.

source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM



ESECOCOTION IND

TORIALES

fie (@ree en 1982

prefite the la Court

er de gerer 90 m

Ber Ces Blude

er de production

... recherche

sion

tion

LR997K)

. . - 4 781

OR IN LOIRE

e visit en diene

- Des Johne

atour direct

THE GENERA

1.0 50.5

Le Monde Initiatives locales

Cadres Territoriaux

VILLE DU SUD DE LA FRANCE 100 000 babitants

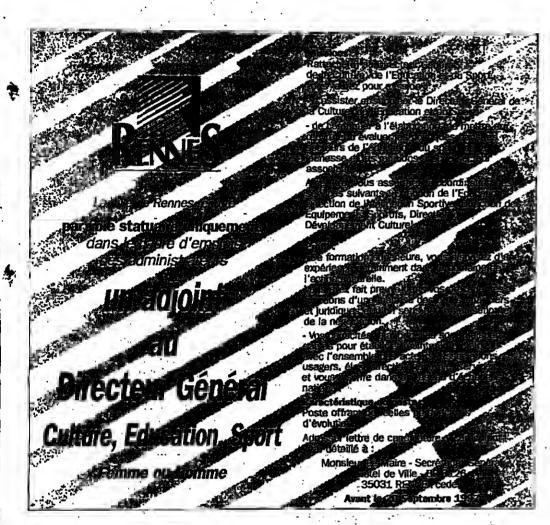
UN(E) IOURNALISTE CHARGÉ(E) DE COMMUNICATION Cadre issu d'une école de communication ou de journalisme

expérience journalistique bonne connaissance de la P.A.O.

connaissance des collectivités territoria

encadrement du service pilotage de campagnes et d'actions de communication (de la conception à l'évaluation), rédaction de publications

Dossier de candidature complet (lettre de motivation manuscrite + C.V. + photo) à edresser avant le 15 septembre 1997 à : LE MONDE PUBLICITÉ BP 218 - 21 bis, rue Claude Bernard - 75226 Paris Cedex 05 sous la référence 9783.



Avis de Concours de la fonction publique territoriale

AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la F.P.T. de la Martinique - Ex Hôpital Civil B.P. 1169 - 97249 Fort-de-France cedex, organise I concours sur titres avec épreuves

d' ASSISTANT TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF spécialité "Conseil en Economie Sociale et Familiale"

Le concours est ouvert pour 1 poste : Ouverture des inscriptions : Retrait : du 1er au 24 octobre 1997 inclus Dépôt : du 1er ocrobre au 7 novembre 1997 inclus Date concours: 10 décembre 1997

PS: Pour toute demande d'envoi postal, joindre une enveloppe affranchie au tarif en vigueur.

Pour tous renseignements concernant la rubrique

> Le Monde INITIATIVES LOCALES

contactez Sacha LAUZANNE Tél.: 01.42.17.39.34 Fax: 01.42.17.39.38

AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la F.P.T. de la Martinique - Ex Hôpini Civil B.P. 1169 - 97249 Fort-de-France cedex, organise 1 concours externe et interne avec épreuves de

REDACTEUR TERRITORIAL spécialité Administration Générale.

Le concours est ouvert pour 6 postes : Interne 3 - externe 3 Ouverture des inscriptions : Retrait : do 1er au 24 octobre 1997 inclus Dépôt : du 1er octobre au 14 novembre 1997 inclus Date de l'épreuve : à compter du mercredi 21

ianvier 1998

PS: Pour toute demande d'envoi postal, joindre une enveloppe affranchie au tarif en vigueur.

AVIS DE CONCOURS Le Cestre de Cestion de la Fonction Publique Terrisoriale de la Chartente-Maritime organise Un concous réservé d'accès à l'emploi D'ASSISTANT TERRETTORIAL QUALIFIÉ DE LABORATOIRE

Nombre de posses à pourvoir : 1. Date de retrait des dossiers : du 3/10/1997 au 3/11/1997 jusqu'à 17 heures

Date limite de dépôt des dossiers : le 7/11/1997

... jusqu'à 17 beures ... ndes d'inscription per cotarier devront être es-les d'une enveloppe format 32 × 23 timbrés à 6,70 F et adressées à : Montieur le Président CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA CHARENTE-MARITUME Service Concours 70 bis, svenno Jean-Guinou,

17028 LA ROCHELLE CEDEX 01

Directeur de réseau transports urbains

LYON

Nous recrutons pour l'autorité organisatrice des transports de l'agglomération lyonnaise

Directeur de réseau

Sous l'autorité du DG, vous essurez l'interface le budget d'exploitation qui s'élève à 1,5 MdF. entre l'autorité organisatrice et l'exploitant. De formation X, Centrale, TPE ou DESS Vous êtes une force de proposition pour transport, vous avez une expérience réussie concevoir, aménager ou améliorer l'offre de l'exploitation ou de la direction d'un réseau transport en commun, piloter l'exploitation de transport en commun d'une ville importante, du réseau, contrôler l'exécution du cahier une bonne - culture - collectivités locales, un des charges par l'exploitant, gérer le patrimoine fort cherisme et une énergie réalisatrice fixe et roulant (entretien + renouvellement), gérer importante.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CC/CG, à CAPFOR, 70 rue Boileau, 69006 LYON, qui garantit sa confidentialité.

BRETAGNE - FRANCIE CONTE - LEDE FRANCE - NOBLANDE - PRYS DE LORE - POTIOU CH TES - PROVENCE ALPES COTE D'AZUR - RHONE-ALPE

Collectivité territoriale de 4000 agents, avec un budget de 9 milliards



le Départemant du Nord agit pour ses 2.5 millione d'habitants.

recrute pour sa Direction des actions économiques

un chargé d'études en aménagement H/F Bet. 46

Rattaché au bureau de l'aménagement du territoire, vous

- assurez le représentation du Conseil Général dans les contrats de ville et d'egglomération, les différentes instances de gestion des programmes d'aménegement, - suivrez les ections de l'établissement public foncier,
- participerez aux groupes de travail POS,
- perticiperez à le définition des stratégies du Conseil Général dans les domaines de l'eménagement du territoire.

Pour ces différentes missions, vous serez amené à éleborer des documents et à participer à la gestion de projets.

DESS ou 3ème cycle en aménagement ou urbanisme avec une expérience dans le domaine de la politique de le ville. Connaissances confirmées du droit de l'urbanisme. Pratique indispensable de l'outil informatique (Word, Excel).

Disponibilité, rigueur, capacités de synthèse et de rédaction, sens du travail en équipe.

Merci d'adresser votre candideture menuscrite eccompagnée d'un CV détaillé. d'une photographie d'identité è Monsieur le Président du Conseil Général du Nord DRH/Service Effectifs Emplois - Réf. 46 - 51, rue Gustave Delory - 59047 LILLE Cedex avant le 26 septembre 1997.

VILLE DE GIEN (Loiret)

18 000 habitants

recrute seion conditions statutaires, son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT (cadre d'emplois des attachés territoriaux)

et de procédures poncuelles en collaboration étroite avec le Secrétaire Général (que vous serez amené à remplacer en cas d'absence).

Vous bénéficiez d'une solide expérience professionnelle ex possèdez impérativement des connaissances informatiques.

Rémunération statutaire + régime indennitaire + prime de fin d'année - l'ossibilité de logement.

Merci d'adresser votre dassier de candidature es CV détailé à Monsieur le Conseiller Général - Maire, Centre adminis-tratif, 3 Cremin de Montfort, 3P 99, 45503 Gen cedex.

La ville de Chilly-Mazarin -18 000 habitants

SECRÉTAIRE **GÉNÉRAL**

recrute son

Collaborateur direct du Maire, vous serez chargé de décliner les orientations politiques des élus, de mettre eo oeuvre les projets municipaux. Vous impulserez, coordonnerez et contrôlerez l'activité de l'ensemble des services. Vous animerez l'équipe de direction.

Doté d'une solide formation supérieure, vous possédez une très bonne culture générale et juridique et bénéficiez d'une expérience concluente dans une fonction similaire. Vous savez écouter, coovaincre, entraîner l'adbésion. Dynamique, rigonreux, vos connsissances en finances, votre aptimée au management, vus qualités rédactionnelles et relationnelles, votre sens do travail en équipe seront des critères décisifs.

Ce poste ouvert aux cadres territorianx est à pourvoir le ler janvier 1998 dans les conditions statutaires par voie de mutation ou par détachement.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et CV à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville.

BP 107. 91383 Chilly-Mazarin cedex.

CHILLY-MAZARIN une ville pour la vie!

RECRUTE PAR VOIE STATUTAIRE DE POUR SA DIRECTION DES FINANCES

UN ADJOINT **AU DIRECTEUR**

directeur on attaché territorial Vous contribuez aux réflexions sur les stra-

tégies financières de la collectivité. Vous renforcez la sécurité de l'information financlère auprès de la direction générale. Vous cootribuez à l'animation de trois services (budget, mandatement, trésorerie). Vous assurez la veille permaneote du progiciel de gestion budgétaire et financière de la collec-tivité. Vous mettez à jour la programmation pluriannuelle du budget et les comptes de résultats prévisionnels, ainsi que le progiciel d'analyse des bases de la fiscalité loca-le. Vous suivez la préparation et l'exécution du budget et menez des études diverses sur le budget et les «gestions externes»

De formation Bac+3, vous avez impérativement une expérience de la gestion comp-table d'une grande collectivité ou d'une grande entreprise décentralisée et connaissez les principaux logiciels de bureautique, vous maîtrisez également le calcul actuariel et les outils statistiques.

UN CHEF DU BUREAU DU MANDATEMENT

attaché ou rédacteur territorial

Vous êtes responsable du bureau chargé de la validation des pré-mandatements effectues par les services et du mandatement des lignes budgétaires gérées par la direc-tion des finances ainsi que de la gestion du lichler des tiers. Vous assurez le suivi des engagements eliectués par les services. Vous contôlez la régularité fiscale des services assujettis.

De formation Bac+2/3 vous possédez une première expérience de la comptabilité publique et comaissancez la législation lis-cale. Vous maîtrisez un ou plusieurs progl-ciels de gestion budgétaire au sein d'une collectivité locale et la connaissance de Word et d'Excel est indispensable.

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de bien vouloir nous adresser votre candidature et CV, avant le 20 septembre 1997, au conseil général des Alpes-Maritimes, direction des ressources bureau des effectifs et des concours, BP nº 3007, 06201 Nice cedex 3.

16/LE MONDE/SAMEDI 6 SEPTEMBRE 1997 HORIZONS (le nom led segume Wenger, little hent: « A lenn habitée par um dieu »), fille reled de la psychanalyse, du nu soude de l'expressionnisme, qui a d'aci de vivre avec les dieux d'Afrique « Mon art a toujours de l'expressionnisme l'octogénaire yeux pâles, cernés d'un il pur la per violent comme un mason yeux pales, cernés d'un i pur lage violent comme un masque fond, f'al toujours fait des ficones", même lorsque f'étais en Europe. Jamais je n'ai peint pour vendre, ni sur commande. » Saus elle, Osbogbo ne serait di une vule rorouba comme les surtout le groupe marché d'Ontoe silencieuse du de la forêt : des épanies de déméminarets et ses sur une mer de têtes de Martiens. du groupe se n style immédiate ngilignes de Karali Vi privilégie le Mis, ou de singes ou de THE REAL PROPERTY. Hi wersée par MACHE STATE OF THE PARTY OF ne et bercée par divinités de BUTTER X NO WAY machines à EXTENS. COMMENT A THE COLUMN shrines, les sauc-E TELL IL (secret i - i comit an la foret tropi-The second non-inities qu'ils de ja Wenger et ses AL CAC - Tra ner les yeux de arcons, charpenans ont fait cent d'une aven-T Z vilent fan f N malaise gagne le v The self over 1 d'Adumi Olorisha, alle THE REAL PROPERTY. SEE CONTRACT . . . l'ait installé ou non sur le «new sades sièges inconfortables dont et sièges inconfortables dont et sièges pour éconduire le suit crets : will une femme du est al-jusqu'où exacte-qui se défaire de ses auturelles, qui die mange ur l'africaine thomais le café et ses le peuré du marin Mile but a see a THE BOOK AT NO. tériaux modernes The state of the state of les cultes anciens. Susame Was sophistiqu pheoetes n'ont jamais vu de Modieliani The Birth THE SELT OF 1. its simplistes q café et de la beuné du matin, et de la casa idoles aztèques, le palais du au Se in www.», a résisté Aponto Has en es-MARKE SETTINGS ! enraciné au-delà de Gaudi à Barcelone, presque inévitables production de la communauté sur européen qui s'averagne la communauté are et les ongles brunis par SES, COC. SA SA SA candomblé bréditures des vastes batiks che compose sur un thème che compose sur un thème de cruel theatre des deux maire siècles, elle amait pu ed talk on his dons « chamaniques » de les Yoroubas. sont allée comme sorcière dans impagnes styriennes. Pour man, si elle à béaucoup lu if de ses propres œuvres l'on reconnaît un style es onnel: tore aux énormes or dobul aux aux pets struck et le Line tibétsin, elle reste de HONOM - UG REEM AN VIDE SE PERSON NAT See Section 1 CONTRACTOR OF STREET

emammouth st dans le cartab

An Jacques The port

The state of the s

KENNY TYPE A. I.

A bas la loi Debré!

par Michel Dreyfus-Schmidt

commission des lois du Sénat depuis 1980, j'ai pu prendre une part, non négligcable, me semble-t-il, à chacune des nombreuses procédures législatives consacrées depuis à l'immigration, au terrorisme, à la nationalité, aux codes pénal et civil et, tout récemment encore, à la lutte (article par article, amendement par amendement, en commission, en séance, en première et seconde lecture, en commission mixte paritaire, sans absence ancune) contre la loi Debré. Il n'est pas jusqu'au recours devant le Conseil constitutionnel auquel je n'aie tant soit peu contribué...

Peut-être cela m'autorise-t-il, pendant qu'il en est encore temps c'est-à-dire tant qu'un projet de loi n'est pas déposé - à m'exprimer quant an rapport Weil et à l'avant-projet de loi sur l'immigra-

J'aurais préféré être amené à donner mon avis discrètement, dans une concertation que j'ai toujours réclamée, entre ministres d'un gouvernement de gauche et membres de gauche des commissions concernées.

Autant, dans une démocratie digne de ce nom, il est normal que le gouvernement propose et que

embre de la le Parlement dispose, autant il est qu'était « sémantique » le débat de pratique intelligente de rechercher en aval à se mettre d'accord sur l'essentiel.

Au lieu de cela, les gouvernements ont pris l'habitude de demander des rapports à des « experts » - MM. Long, Truche, Weil - pris hors du Parlement dont les ooms, comme les cooclusions,

sont rendus publics. C'est sans doute une erreur.

Certes, le gouvernement doit ou peut s'entourer de tous les avis qu'il veut. Mais comme il n'appartient ni aux experts ni aux fonctionnaires de faire la loi, des débats poblics n'ont pas à s'instaurer qui tendent à imposer leur point de vue tant à l'exécutif qu'aux législateurs.

Au surplus, ces derniers sont en pratique tenus à l'écart de ces débats car ils ne disposent ao départ que de la presse pour se faire une idée de ce que les experts proposent!

Ainsi, les sénateurs n'ont été destinataires du texte complet du rapport Well que de la part du Sénat, qui a pris l'initiative de l'acheter à cette fin à La Documentation française, laquelle ne l'a édité que fin aofit, c'est-à-dire près d'un mois après qu'il eut été remis au premier ministre. Il m'est parvem. le 1ª septembre.

Jusque-là, j'avais cru naïvement

portant sur la non-abrogation des lois Pasqua et Debré pour avoir lu dans Le Mande daté du 1º août qu'une « grande partie de leur contenu » était « mis en pièces » par le rapport Weil.

La gauche accepterait que tout ce qu'elle a dénoncé il n'y a guère avec une véhémence iustifiée

reste la loi? Cela n'est pas pensable.

Si tel était le cas, chacun efit pu comprendre, sous réserve d'inventaire ou d'explications, qu'il soit procédé comme en 1981 où la lol dont il avait été annoncé qu'elle devait « abroger » celle du 2 février 1981 (dite « Sécurité et Liberté », oo encore «lol Peyrefitte ») porte finalement pour titre «Loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la lol du 2 février 1981 ». Même s'il y a deux avantages et pas d'inconvénient à l'abrogation pure et

simple des lois Pasqua et Debré : 1) Premier avaotage: cette « abrogation » a été promise non sculement au Zénith par Lionel Jospin hil-même, mais leur « sup-pression » l'est à deux reprises, en titre et dans le texte, à la page 10 du programme du PS « Changeons d'avenir. Nos engagements pour la France », distribué par millions aux électrices et électeurs lors des dernières et récentes élections législatives.

Nul ne se grandirait en prétendant différencier « abroger » et « supprimer »... Et nous tenons à dire ce que nous faisons et à faire ce que nous disons.

2) Second avantage: l'abrogation pure et simple enlèverait à la droite l'opportunité de faire durer à plaisir de nouveaux débats destinés à faire une fois de plus des immigrés réguliers des... têtes de Turcs et des autres la cause de

tous nos maux. 3) Absence d'inconvénieot : les lois Pasqua et Debré oot multiplié les mesures arbitraires - enlevant ao juge, particulièrement de l'ordre judiciaire, de plus en plus de contrôle - et inutiles : les « supprimer » empêcherait que des popiers » mais non la reconduite à neurs de 16 et de 18 ans ; suppres la frontière de quelque clandestin

que ce soit. Mais la vérité oblige à dire qu'il est totalement faux que le conteou de la loi Debré, par exemple, soit «mis en pièces» par le rapport Weil dont l'avant-projet de lol révélé par Libération do 26 août est intégralement et fidèlement tiré. En effet, à la fin du rapport Weil - tel que publié par La Documentation française mais non par Le Monde daté du 1ª août figurent des « projets de modifications législatives ».

Or ce sont ces « projets » mêmes qui, article après article, ont été repris par l'avant-projet de loi. Cet avant-projet de loi compte 29 articles. La loi Debré en compte 19: 15 d'entre eux ne sont en rien visés par le rapport Weil ou par l'avant-projet, l'abrogation n'étant proposée que pour un seul, le court et négligeable ar-

On se souvient de tout ce que la gauche a dénoncé il o'y a guère avec une véhémence justifiée : références toutes les trois lignes à l'ordre pubilc; retrait des cartes de séjour ou de résident par l'administration pour infraction soit prétendue, soit, éventuellement, bénigne; non-affirmation que les inexpulsables ont droit à des papiers; discrimination eotre mi-

sion de la référence à l'exercice, même partiel, de l'autorité parentale; suppression de la commission de séjour des étrangers ; qualification abusive de fraude en matière de demande d'asile; maintien en rétention judiciaire pour sept jours... tous les sept jours; saisine d'un magistrat du siège avec 48 heures au lieu de 24; droit pour le procureur - et pour lui seul - de demander que son recours contre une décision de libération soit suspensif... et pendant ce temps-là, et même après, maintieo de l'intéressé en rétention; suppression de la carte de résident à l'étranger en France depuis au plus l'âge de 10 ans et non autorisé au titre du regroupement familial mais entré en France avant la loi du 24 août 1993 au motif, faux, que l'article 8 lui donne droit à une carte temporaire; suspension de l'interdiction du territoire pendant l'exécution de la peine ; descente de policiers - à la place des inspecteurs du travail et sur réquisition du parquet dans l'entreprise, etc. La gauche accepterait que cela reste la loi?

Michel Dreyfus-Schmidt est sénateur (PS) du territoire de Belfort et vice-président du Sénat.

Cela o'est pas pensable.

ou consultez notre site Internet :

France Telecom

Le mammouth est dans le cartable

par Jacques Thépot

HACUN le constate: les articles d'usage courant sont de moins en moins lourds. Meubles de jardin, vélos, ordinameunies de jaron, venos, oroma-teurs et valises ont, au fil des ans, perdu du poids pour le grand sou-lagement des dos et des reins. Due exception de taille s'impose en ces temps de rentrée des classes : chaque année, les livres scolaires s'alourdissent et se multiplient. Un jour, le cartable de nos enfants sera .

muni de roulettes. Ce paradoxe a une explication simple : d'un côté, on a un système économique ouvert à la concurrence, dans lequel la primanté du consommateur a force de loi, de à l'électronucléaire. Si l'on ajoute l'autre, un système fermé, verrouillé par un groupe restreint d'éditeurs et desservant une clientèle captive et finement segmentée. L'utilisateur final n'a pas droit à la parole.

Il y a plus inquiétant pour qui est attentif à l'indépendance du service public. Le secteur de l'édition scolaire prospère en symbiose étroite. avec la haute administration de l'éducation nationale. Au centre du dispositif, il y a l'inspection générale, institution permanente et diversifiée, dont la mission s'étend au-delà de l'inspection proprement dite des personnels enseignants, car elle a la haute main sur les pro-

grammes scolaires. On trouve ensuite, dans un Jacques Thépot est profesdeuxième cercie, tout un réseau de directeurs de collection et d'auteurs

de manuels qui entretiennent des relations suivies avec les membres de l'inspection générale. Les uns et les antres ont une bonne expérience de la cooptation. Il faut bien que l'information passe pour que, dans la continuité, les modifications de programmes donnent lieu aux nouvelles éditions indispensables à la pédagogie. Tant mieux si, au passage, cela active le renouvellement des livres d'occasion.

En définitive, ce sont les mêmes qui définissent les programmes, produisent les mannels et rolent. Nous avons la une on nisation economique parfaitement intégrée, à la française, comparable que les chiffres d'affaires engrangés sont considérables et que l'allocation de rentrée assure la solvabilité de la demande, oo peut se poser quelques questions...

Un tel système sans régulation par l'aval est voué mécaniquement à une croissance explosive : prolifération aparchique des programmes qui véhiculent des savoirs émietres, alourdissement des livres surchargés par une iconographie complaisante qui fait du volume. Des livres trop lourds, trop chers.

Monsieur le ministre, le mammouth est dans le cartable.

seur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

AU COURRIER DU « MONDE »

L'Iran vidé DE SON PATRIMOINE

 $C_{k}(\mathcal{I}) \cong$

100

C'est avec le plus vif intérêt que fai lu la remarquable série de documents que Le Monde vient de faire paraître concernant le pillage d'œuvres d'art de par le monde. Vos collaborateurs nous out ainsi emmenés au fil des jours de Paris en Afrique, du Proche-Orient à l'Asie du Sud-Est, de la Californie aux Andes, etc. Votre série se termine par une réflexion de George Ortiz, qui n'admet pas que l'achat d'une pièce sortie illégalement d'un pays soit assimilée à un vol. Mais que dire lorsque c'est l'Etat hii-même, à travers ses fonctionnaires et ses grands commis, qui pille officielle-ment son patrimoine? Depuis bientôt vingt années, l'iran est systématiquement vidé de son patrimoine. Cela a commencé durant la dernière année du règne du dernier shah, quand ministres, ambassadeurs, genévaux, courtisans, sentant venir la fin du régime, ont minutieusement détourné, dans certains musées, palais, bibliothèques, objets d'art et manuscrits, soft pour décorer leurs

demeures en Occident, soit pour « conserver une poire pour la soif ». Comme ils disposaient de passeports diplomatiques, les douanes iraniermes de l'époque ont fermé les yeux. Cela a continué sous le règne des mollahs, qui ont vidé le musée fran-Bestan comme la tour Shahyad notamment, la bibliothèque impériale ou le Musée d'Ispahan pour transférer en Europe et aux USA les plus belles pièces du patrimoine persan: assiettes de Gorgan (VIII-), potecies de Sialk (XP-VF avant J-C.), bronzes du Louristan (VF avant J.-C.), gobelets en or de Marlik (Xº avant J.-C), statuettes parties (IV avant J.-C.), monnaies, bijoux, mosaïques, céramiques, parchemins uniques an monde. Que dire de galeries ou de musées qui ont accepté d'acquérir de telles merveilles inscrites au patrimoine de l'humanité? Que dire de conservateurs connus et de critiques estimés qui ferment les yeux devant ce trafic? Plus que du vol et de l'escroquerie, c'est un crime qui n'intéresse personne!

Preidoune Sahebjam, Neuilly-sur-Seine



Nous allons vous faire aimer l'an 2000.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90

🗕 ÉDITORIAL 🖚

Moscou, capitale contradictoire

Catherine, impératrice de tontes les Rnssies, visitait ses snjets, le gouveтneur Potemkine cachait les maisons lépreuses derrière des façades de carton-pâte. Le système soviétique avait adopté cette tradition des « villages Potemkine » pour en imposer à ses détracteurs. Si Moscou offre aux visltenrs qul s'y pressent en cette fin de semaine pour célébrer ses 850 ans une Image transformée, ce n'est pas seulement un leurre. Sous l'impulsion d'un maire dynamique, peu ragardant sur les moyens et sur ses fréquentations, la capitale de la « nouvelle Russie » a été repeinte aux couleurs du capitalisme sauvage.

Fini les longues avenues ternes à peine animées par de rares magasins aux vitrines ponssiérenses, qui étaient la marque du régime communiste. Les grands bôtels, les hontiques de luxe, les supermarchés, les boites de nuit ont envahi la ville, Sans oublier les inévitables fastfoods, caractéristiques de la modernité. Sur la place dn Manège, là où devait se dresser un monnment à la révolution holcbévique qui ne vit Jamais le Jour, s'est installé nn Immense centre commercial, à quelques pas de la place Rouge qui a retrouvé les chapelles détruites après 1917. Sur les marécages maudits des bords de la Moskova, Péglise du Saint-Sauveur a été reconstruite à la place de la cathédrale qu'avalt fait démolir Staline pour y creuser une piscine. Les petits immenbles XVIII da

échappé à la fureur « haussmannienne » dn soviétisme, ont repris leurs traditionnelles teintes

On en nublierait presque que Moscon ressemble aussi au Chicago des années 30, que les querelles d'affaires s'y règlent souvent à la mitraillette, que les blenfaits du capitalisme sont réservés aux « nouveaux Russes » snffisamment riches pour se payer des produits importés à des prix astronomiques. L'envers dn décor, ce sont aussi ces hanlieues Ingubres, anx immeubles immenses, délabrés avant d'avoir vieilli. à la voirle effondrée, sans services ni transports en commun... Les anniversaires servent à

transmettre des messages. Eu 1988, M. Gorbatchev, secrétaire général du PC soviétique, avait célébré les mille ans du baptême de la Russle pour signifier sa conversion au pluralisme. En 1947, Staline avait fêté les 800 ans de Moscou pour exalter l'idée nationale, rappelle pertinemment Elena Bonner, la veuve d'Andreï Sakharov. Quel est l'objectif des dirigeants d'anjourd'hui? Avec les fastes dn 850 anniversalre, ils venlent donner de Moscou une image de ville « normale », moderne, capitale d'un Etat qui n'a pas oubllé son passé impérial et son statut de grande pulssance. Mais si les visiteurs ont la curlosité de regarder derrière les néons et les paillettes, ils trouveront une réalité contradictoire, à l'image d'nn pays en transition, qui peine à sortir du sous-développement et de l'autoritarisme.

Callionale est édité par la SA LE MONDE

Directeur de la rédoction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhouseau, Robert Solé Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Carus, Pierre Georges, Laurent Greßsamer, Erik Irraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre Ditecteur artistique : Dominique Roynette Directeur artistique : Dominique Roynette Rédacteur en thef technique : Etic Azan Secrétajre général de la rédaction : Alain Fours

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur ésécutif : Eric Piglious : directeur délégué : Anne Chauss Conseiller de la direction : Alain Rollat : directeur des relations internationale

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Mery (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesouma (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : cent am à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 961 000 F. Actiounairen : Société civile » Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert Beuve-Méry, Société anouyme des lecteurs du Monde,

Le Monde Entreptises, Le Monde investiseurs,

Le Monde Presse, léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

La guerre des jupes

APRÈS toutes les guerres les prix montent et les jupes baissent. Celle qui vient de finir ne contredit pas à la règle. Et pour toutes nos compagnes se pose, autrement dramatique parfois que la question des pommes de terre, celle du renouvellement de leur garde-robe.

Un couturier, puis deux, puis cent, ont déclaré la guerre aux jupes courtes, et voici Paris, Londres et New York qui s'enflamment. Si Moscou ne s'était pas jusqu'ici tenu en dehors et au-dessus de ce débat occidental, le monde serait encore une fois coupé en deux.

Les conservatrices sont pour une fois les plus émancipées, qui ne se consoleraient pas de cacher leurs jambes, encore qu'elles n'en vaillent pas toujours la peine. Ce sont aussi les économes, conscientes du sacri-

fice que représenterait pour leurs maris la mise au goût du jour de leurs manteaux et de leurs robes.

Quant aux révolutionnaires, elles font chorus avec leurs grand-mères pour célébrer la grâce de la jupe longue et sa pudicité. Hollywood apporte à la nouvelle mode un appui massif: petites et grandes stars et starlettes s'accordent à penser que l'allongement de leurs toilettes mettra leur taille en valeur. Ainsi existait-il avant guerre des traitements qui faisaient tout à la fois grossir les maigres et maigrir les gros. Seule Dorothy Lamour, « the finest legs in the world ». s'insurge contre les oukases des grands couturiers qui menacent sa réputation.

> André Fontaine (6 septembre 1947.)

Ce Mande SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemande.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La leçon éthique de Charles Darwin

PLUS D'UN SIÈCLE après sa mort, le naturaliste britannique Charles Darwin (1809-1882) suscite toujours commentaires virulents et controverses passionnées. Tantôt on se demande s'il a terrassé Dieu, tantôt on se propose de le brûler. Toujours on louvoie entre science et idéologie, souvent au plus près de cette dernière. La polémique, commencée au lendemain de la publication, en 1859, de son ouvrage De l'origine des espèces par la voie de la sélection naturelle, resurgit avec la révélation récente de l'entreprise eugéniste de stérilisation forcée, entre 1935 et 1975, de 62 000 Suédois et Suédoises jugés mentalement attardés ou sociale-ment inaptes (*Le Ma*nde du 27 anût).

Darwin, père de la théorie de la sélection naturelle, postulait que l'évolution des espèces repose sur un processus de variation aléatoire des caractères et consacre la survie du plus apte. A ce titre, il est souvent accusé d'être à l'origine de toutes les dérives qu'ont pu entrainer l'application dans les sociétés bumaines de modes de sélection artificielle censés contrebalancer les effets « dénaturants » de la civilisation moderne. Un colloque organisé du 2 au 5 septembre à Romainville, intitulé « Pour Darwin ». rappelle opportunément que le savant anglais, clairement anti-esclavagiste et antiraciste, s'est au contraire prononcé on ne peut plus fermement contre toute tentation de « biologisation » des rapports humains. Patrick Tort, philosophe et coordinateur d'un volumineux Dictiannoire du darwinisme (PUF), est, avec le généticien des populations Jean Génermont, l'instigateur de cette réhabilitation.

Les thèses darwiniennes, choquantes pour la

société victorienne en ce qu'elle révélaient - pour faire court - que « i homme descend du singe », tout en substituant le hasard à Dieu, n'en ont pas moins subi une réappropriation par certains penseurs libéraux. Herbert Spencer (1820-1903) s'en inspire pour étayer son « évolu-tiannisme philosophique », qui donnera naissance au darwinisme social et à la sociobiologie. Francis Galton (1822-1911), cousin de Darwin et père de la biométrie, « invente » l'eugénisme et rêve d'injecter dans la société une dose de sélection artificielle. Ces conceptions furent aussi relayées en France par le Prix Nobel de médecine (1912) Alexis Carrel, auteur en 1935 de L'Homme, cet inconnu, qui connut un succès retentissant avant et - ce qui est plus inquiétant après guerre.

DÉRIVES ET DÉVOIEMENTS

Ces dévoiements ne sont pas d'anodines querelles académiques. Leur systématisation la plus abominable a contribué à la genèse de l'Holocauste, mais aussi à la mise en œuvre aux Etats-Unis, au tournant du siècle, de programmes de stérilisation similaires aux « régulations suédoises ». Plus récemment, l'ouvrage The Bell Curve, de Richard Herrnstein et Charles Murray (1994), qui a tenté de prouver que les programmes sociaux américains étaient inutiles et que l'intelligence était inégalement répartie selon les groupes ethniques, s'est clairement placé dans cette mouvance sociobiologique, alimentant le débat souvent piégé de l'inné et de l'ac-

Patrick Tort invite tous ceux qui pensent que Darwin est à l'origine de ces déviations à lire

(ou retire) La Descendance de l'homme, publié en 1871. Le naturaliste y expose sa vision de l'émergence des instincts sociaux, et en particulier le sentiment de sympathie par lequel l'homme reconnaît l'autre en tant que semblable, et non plus seulement comme nn rival. Ce renversement, Patrick Tort le résume d'une formule : « Par la voie des instincts sociaux, la sélectian naturelle sélectionne la civilisation qui s'oppose à la sélection naturelle. » Il considère, avec le philosophe Yvon Quiniou, que ce prolongement de la pensée darwinlenne constitue le fondement d'une généalogie matérialiste de la morale.

Mais les Eglises ne pouvaient accepter sans réagir cette confiscation athée de leur pré carré. Si le pape Jean Paul II a finalement reconnu, en 1996, que l'évolution était « plus qu'une hypothèse », il a aussitôt ajouté que la description qu'elle offre ne peut fonder la dignité de la personne. Pour Yvon Quiniou, les critiques formulées à l'encontre du darwinisme par nombre de scientifiques le sont au nom de présupposés religieux plus ou moins avoués et sans cesse reformulés.

The second secon

. 전

and the second

The same of the same of

Angle Committee Committee

one that the party and party

A Transport March 1997

 $\omega_{\rm eff} \approx \omega_{\rm eff} + \omega_{\rm eff} \approx 30$

The state of the same of the same of

Company of the company

m'. no ma l'epite diadre

4.5

Service Services

A TO STATE OF STREET

44 - 44 -

The State Branch of The

F 1 F 1 2 144 45

.

A Company of the

1.00

- 4

the street was

a market again

1000

The second of the

4.00

and the second second

يعين في المراجع المراجع

a grade a supplied to the supp

Ce débat reste actuel, sans cesse réédité sous des formes plus ou moins caricaturales. Aux Etats-Unis, où la moitié de la population considère que l'homme a été crée tel quel il y a quel-ques milliers d'années, la bataille continue à faire rage entre les créationnistes, antidarwiniens purs et durs, et les associations d'ensei-

En France, l'audience des créationnistes est encore minime, mais certains intervenants an congrès « Pour Darwin » craignent que leurs idées ne traversent l'Atlantique. Ils en voient les signes avant-coureurs dans le succès récent, y compris auprès d'un public averti, d'un ouvrage du médecin australien Michael Denton, L'Evolution, une théorie en crise (traduit en 1988 en français) et de divers articles provocateurs publiés par La Recherche (Le Monde dn 19 juin). Mais alors que la communauté des biologistes darwiniens avait choisi jusqu'ici d'ignorer superbement ce livre iconoclaste, elle a, à l'occasion de ce colloque, procédé à sa réfutation en règle.

On peut s'étonner de cet achamement subit, aux aliures dogmationes. Faut-il emhaumer Darwin? Certains rappellent que les critiques à son encontre out bien sonvent permis à sa théorie de progresser, au fil des déconvertes de la génétique. Le parasitologue Claude Combes, darwinien convaincu, a la sagesse de rappeler qu'un siècle et demi après sa publication la question essentielle de l'origine des espèces, à savoir leur incompatibilité entre elles, n'est toujours pas résolue...

Ce colloque n'en est pas moins apparu comme un sursaut valutaire de disciplines souvent cloisonnées, et de plus en plus domitervention, George Guille-Escuret, dn laboratoire biologie, société et culture du CNRS, a rappelé que la dictature de celle-ci, qui efface l'individu au profit du gène, fait peser un risque de retour du darwinisme social auquel chacun doit être attentif. Yves Bouligand, du laboratoire d'histophysique et cytophysique de Banyuls-sur-Mer, regrette quant à lui le manque de véritable dialogue entre biologistes, physiciens et mathématiciens, qui contribue à « nourrir de faux débats ». Ceux-ci risquent malheureusement d'avoir la vie dure : les rares étudiants en biologie qui assistaient au colloque notent, pour le regretter, que leurs camarades ignorent généralement l'œuvre de Darwin, tout comme les questions essentielles posées par la théorie de l'évolution.

Hervé Morin

Imprévu par Lionel Portier



La politique américaine malade de la prospérité

Suite de la première page

Pour Robert Teeter, l'un des analystes qui dirigent l'étude d'opinion bebdomadaire Woll Street Jaumai-NBC, « les gens accordent mains d'importance au système politique: le système éconamique leur paraît plus essentiel ».

Avec leurs salaires de stars et leurs performances spectaculaires, les dirigeants des grandes firmes sont en train de surpasser les politiciens sur la scène médiatique. Bill Gates fascine davantage que Bill Clinton. Pour expliquer le pacte d'Apple avec Microsoft, Steve Johs se compare a Richard Nixon allant en Chine. Le Woll Street Journal voit dans les PDG américains une nouvelle espèce de «fomille royale », qui a ses propres consultants en image et calcule ses apparitions en public, tandis que Time Magazine place sept PDG parmi les dix Américains les plus

puissants. Dans le consensus général sur le triomphe de l'économie, qui a permis cet été un accord bipartite entre le Congrès et la Maison les électeurs en épousant l'atomi- cher de leurs employés, pour les-

Blanche sur l'équilibre hudgétaire, les républicains ont toutes les peines du monde à émerger comme une solution alternative (mais qui a besoin d'une solution alternative?) – et même à se trouver un dirigeant national. Une convention du Parti républicain, réunie le mois dernier à Indianapolis pour permettre aux éven-tuels présidentiables de l'an 2000 de tâter le terrain, a fait une ovation à... l'ex-vice-président Dan Quayle alors que, plus attendn, George W. Bnsh, gouverneur du Texas et fils de l'ancien président

George Bush, décevait. Autant se rendre à l'évidence : à l'exception de M. Clinton, crédité, à tort ou à raison, de la bonne santé de l'économie, les seuls hommes politiques populaires sont les éhis locaux, les maires qui ont su revitaliser les grandes villes comme les républicains Rudy Giuliani à New York, Richard Riordan à Los Angeles, les démo-crates Ed Rendell à Philadelphie, Micbael White à Cleveland, et quelques gouverneurs qui font du « social », comme le républicain Tommy Thompson dans le Wisconsin. Tous ont donné à la bonne gestion de leur communauté la priorité sur la politique.

Certains, comme l'intellectuel républicain William Bennett, s'inquiètent de cette disparition du politique, qui, disent-ils, laisse prévoir des lendemains difficiles lorsque l'économie donnera des signes de ralentissement. D'autres

sation des médias : de plus en plus d'élus créent des sites sur Internet ou s'expriment sur les télévisions câblées locales plutôt que sur les réseaux nationaux.

En fait, de récents sondages révèlent que ce n'est pas tant de la politique avec un grand « P » que se détournent les Américains que de la politique telle qu'ils la connaissent. Si l'on en croit une récente étude Woshington Post-ABC, 57% des Américains pensent que leur pays ne prend pas la bonne direction (opinion d'ailleurs beaucoup plus prononcée chez les femmes que chez les bommes). Satisfaits de leur économie, les Américains restent préoccupés par l'état de leur société, en particulier celui de leurs familles, et méfiants à l'égard du pouvoir fédéral. « Ces résultats, commente le Woshington Post. suggèrent que la prospérité ne ramènera pas à elle seule * lo vie en rose", l'aptimisme et la confionce notionole que les Américoins semblent avoir perdus ou cours des trente dernières années. »

L'explication se trouve pentêtre dans un autre sondage récent réalisé pour PBS-USA Today, selon lequel 70% des Américains souffrent plus de l'insécurité de l'emploi et du stress professionnel qu'il y a vingt on trente ans. Ils travaillent plus, aussi : 33 % déclarent travailler plus de quarante-cinq neures par semaine et 12 % plus de soixante beures. Serait-ce la raison pour laquelle les cherchent à ouvrir des voies de PDG ont tellement envie d'être aicommunication différentes avec més ? Qu'ils souhaitent se rappro-

quels ils organisent des pique-miques doublés de séances de motivation et relâchent le code vestimentaire? En situation de plein emploi, les effets des années du dawnsizing (« dégraissage ») sur le moral des salariés ne sauraient être ignorés: une maind'œuvre anxieuse et démoralisée, découvre-t-on, ne fait pas le succès d'une entreprise.

Sylvie Kauffmann

RECTIFICATIFS

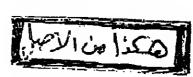
BALEINE OU CACHALOT Plusieurs lecteurs nous ont signalé une erreur de traduction dans un article du Monde daté 17-18 août qui évoquait l'interdiction de l'importation d'« huile de sperme de baleine ». Il s'agissait en réalité de graisse de cachalot, ou spermaceti, le mot sperm whale désigant en anglais le cachalot.

ENS CACHAN

Dans la liste des admis à l'Ecole normale supérieure de Cachan (Le Monde du Saoût) au concours Economie gestion D2 option 2, une erreur a été commise sur le nom du candidat classé deuxième : il s'agit en fait d'Alexandre de Dobrynine.

RPR

Le manque à gagner, pour le RPR, lié à l'échec de la droite aux élections législatives sera de 55 millions de francs en moyenne par an et non de 45 millions. comme écrit par erreur dans Le Monde du 30 août.





DEFENSE NEWS TOP 100

Dans les dix premières places de ce classement mondial des industriels de la défense établi par l'hebdomadaire américain de référence "Defense News" figurent quatre Européens : deux Français et deux Anglais.

deux Français et deux Anglais. LAGARDÈRE est le plus européen, puisqu'il est déjà partenaire des deux Anglais et très bientôt de DASA (classé aussitôt après les précédents).

	G Worldwa	de Defen	se Fin	ms	
and the second	Complete the second second second second second second	A STATE OF THE STA	1995	1996 1996 Defense Total	1996 Percent of Nat Revenue
19 37 Lottine Children McDoggod Dong Ballian Autoggod	Country Corp. SECOPD. SECOPD. CORP. CORP	A. M., SP, PS, DE, CS, C. MI. A. M., SP, DE, H A. M., PS, DE, AV, AR, O. MI.		14,300.0 26,800.0 10,130.0 13,834.0	788.0 73.2
42 mg	or Comp. Comp. Co	A SP DE CS C MU M, SP PS DE CS C MU M, SP DE AV S CS AR C	5	9,055.0 12,630.0 8,699.0 8,100.0 6,300.0 15,900.0 6,056.9 18,988.8	773.0 71.7 234.0 82.7 1,150.0 39.6 1,201.2 32.0
	Hance Hance	A SP DE CS H C MU M PS DE S CS C O MU A M PS DE CS C MU	8	5,770.0 23,000.0 4,433.5 6,931.3 4,032.0 12,300.0	1,095.0 25.1 142.3 64.0 783.3 32.8
	Georgia de la Companya de la Company	M, SP DE, CS, C A SP E, H AV, S, AR, O	12 11 15	3,830.0 11,060.0 3,400.0 23,500.0 3,300.0 3,581.0	202.0 34.6 906.0 14.5 270.0 92.2
15 Liter Skirmsless	etricitore Ningies Transe	A, M, SP, PS, DE, E, H, C, M PS, DE, S, CS, C, O, MU SP, PS, DE, S, CS, C, MU AV, S	14	3,224.8 8,403.5 3,045.0 3,045.0 2,966.8 3,811.5 2,839.5 27,043.5	773.8 38.4 -16.0 100.0 150.9 62.1
A Anticoperation	Takes Takes	SP. DE. C SP. PS. DE. C X. M. SP. H. MU	63 24 16	2,839.5 27,043.5 2,286.9 30,977.3 2,267.0 9,857.0 2,237.2 9,727.0	1,063.7 10.5 516.0 7.4 480.0 22.0 155.2 23.0
	108 108	M. PS. E. MU M. DE. CS. C	27 23 22	2,059.2 6,864.0 1,773.0 9,940.0 1,760.0 1,870.0	-47.6 30.0 62.6 17.8 55.0 94.1
		A. AV. 11. MU SP, PS, DE, CS, C, MU A. M. SPADE, AV. AR. E, H. C	21 33 25	1,700.0 79,180 0	2.1 26.8 18.0
		DE E H C MU AV AR		1995	1996 18.4 Defense 77.0 Revenue 48.0
		F	o _{rincipal} Lines o Defense Busines		14.300.0 N/A
Dollare III		Country	Defense		10,130.0 19.3 10,130.0 13.8 1.7
1996 Bank	Company	No.	SP, DE, H		9.055.0 2.0
			1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		6,699.0 0
			TO DE C. C. MI	Mary well wastern	6,056.9
			THE W. S. C.	AR. C. MU	1700
Podological State of the Control of			B. B.	Transfer Colored	4,433.5
55 Place 156 Smithe line Strong Company		Frac	M. P.S. DE. S. CS.	e M	3,830.0
			H, SP, DE, CS,		47.9 44.64.2 181.9 37.0
		fraitt	- 00 82	537.8 566.4 537.8 567.2 528.8 714.2	32.7 95.0 NA 61.4 12.2 74.0
69 Call Call Call Call Call Call Call Cal		PE AR O MU	H, C, O, MU 50 57 N/R 65	506.4 726.1 500.0 566.0 500.0 N/A 494.0 1,500.0	80.9 69.6 39.0 88.3 N/A N/A 42.0 32.9
	*** : : : : : : : : : : : : : : : : : :		49 72 56	491.5 34,680.5 481.0 624.9 456.0 3,800.0	531.9 :1.4 30.8 77.0 211.0 12.0
		DE CS E H C M	61	449.2 32,888.7 444.4 480.0 375.3 18,055.8	517.2 1.4 307.5 92.8 1,475.1 2.1
	estigaje.		78 44 71 80	370.0 1,117.0 368.3 471.5 366.7 839.9 362.0 1,002.0	93.0 33.1 .7.9 78.1 34.0 43.7 .27.3 36.1
		REPORT AV S. AR. E. C. C. AR. SPERE H. MU PERENTE	T.NU 87 77 84	345.3 506.0 344.0 936.4 342.2 462.4	3.7 68.2 N/A 36.7 -19.8 74.0
	44	W Comment	66 81 N/R	339.3 632.8 336.4 5,836.8 309.7 1,464.7	44.0 53.8 297.7 5.8 N/A 22.0
		DE-C, SID, M. SP, AV, AR, H	N/R 86 N/R 79	309.5 4,325,5 307.5 907.5 303.0 480.1 301.0 438.5	129.5 7.2 18.0 100.0 N/A 63.1 26.1 68.8
		SECRET OF SECRET	91 80 85	290.0 28,000.0 280.0 1,300.0 263.6 7,312.0	1,015.0 1.0 N/A 21.5 402.7 3.8
100 - 1 SAUT - 100 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	All Superior	MARIEN RESTOR CS. MAID MARIEN CO. DE C.	N/R 89 N/R	259.6 460.1 259.1 878.3 256.1 341.5	7.7 56.4 7.5 29.5 18.1 75.0
	08 08 08	SP CS. H PS MU	99 100 94 97	254.9 9,457.2 253.3 953.6 252.3 832.1 251.5 413.6	158.3 2.7 23.6 26.8 41.7 30.3 -3.1 60.6
		PS DE S OS MO	92 N/R 95	248.1 407.8 247.0 3,176.5 245.0 10,000.0	N/A 60.8 3.6 7.8 234.7 2.5
100 Substantia Office		Mispo ASPS#	96 98	241.1 889.5 240.0 1,521.0	58.3 27.1 114.0 15.8
T. C. S. C.		S Picture of the Control of the Cont		DEFENSE NE	WS/Peter Atkinson

LAGARDERE

Aldo Rossi

Un architecte austère et baroque

ALDO ROSSI, architecte italien, l'un des plus originaux mais aussi l'un des plus controversés, est mort jeudi 4 septembre dans un hôpital milanais à la suite d'un accident d'autnmobile. Il étalt âgé de soixante-six ans. Premier Italien à avoir obtenu le prix Pritzker, l'équivalent du Nnbel pour l'architecture, en 1990, il laisse orphelin un mnnde de l'architecture où son œuvre et ses écrits avaient suscité de vifs et riches débats critiques.

Né en 1931 à Milan, Aldo Rossi commence dès 1955, à la demande d'Ernesto Rogers, à collaborer à la revue Casa Bella-Cantinuita. Il n'nbtiendra son diplôme qu'en 1959, eotrecnupant ses études de voyages à Prague et en Uning soviétique avant de « gratter» à Arezzo et à Venise en compagnie de fortes personnalités comme Hignazio Gardella, Ludovicn Quaroni, Carln Aymnnimn. Dans une Italie dont la constructinn laisse alors très peu de place à l'inventivité, il devient l'uo des maîtres de l'« architecture de papier », publiant ootamment en 1961 son premier livre manifeste, L'Architecture de la ville. Cette bible du mouvement assez informel que constitue alors la tendenza tente de réconcilier l'histoire et la modernité, de retrouver les marques respectives du public et du privé, de réconcilier individu et société, et naturellement de redonner sa place à l'architecture comme décor et cadre de la vie.

C'est tout de même une barre de logements qu'il construit dans l'ensemble Galaratesse à Milan (1969-1973), mais une barre qui réintègre des éléments traditionnels -la rue, la colonne, les portiques – dans un vocabulaire qui peut apparaître glacial à ceux qui n'ont pas intégré la doctrine. Il se réclame alors oous rappelle Elisabetta Gonzo dans le Nouveau dictionnoire de l'architecture du XX siècle (Hazan-IFA) – aussi bien de Mies Van der Rohe, que d'Adolf Loos ou d'Henrich Tessenow. En clair, cela semble signifier que le retour à la tradition trente ans plus tard, on peut rester rêveur sur la façon dont a évolué la pensée et la forme chez Rossi, devenu l'une des nouvelles coqueluches du renouvean de Berlin, où il achève un bloc d'habitation qui prend la forme d'un monumeot baroque, composite et coloré.

Hors le Musée d'art contemporain de Vassivière, dans le Limousin, assez symbolique, ce n'est d'ailleurs pas en France qu'il faut chercher ses œuvres majeures, et surtout pas dans l'immeuble d'angle qu'il a construit près de la Cité de la musique et qui perd aude brique. En revanche, c'était un familier de la Biennale de Venise dont il était devenu une sorte fétiche. A la Biennale de 1979, qui allait représenter un tournant pour

toute l'architecture occidentale, Il installe ainsi snn Théâtre du Monde, château de bois flottant à la sortie du grand canal. Plus durablement et plus récemment, il avait construit dans les Giardini le pavillon qui abrite la librairie, honorant de la sorte sa double voca-

tion livresque et constructive. Cette double vocation avait été remarquablement bien saisie lors de la grande expnsitinn que le centre Pompidou lui avait consacrée en 1991, permettant d'approcher les dessins mêmes de Galaratesse, du Théâtre Carlo Felice à Gênes (en 1983), du complexe hôtelier de Fukuoka (Japoo, 1987), ainsi que quelques rêves plus ou mnins tangibles. L'avenir alnrs était encore devant lui, et de fait, l'essentiel de son œuvre réelle aura été réalisé au cours de cette décennie, que ce soit en Allemagne, aux Pavs-Bas (Musée de Maastricht) ou aux Etats-Unis (Ecole d'architecture de Miami) où il était devenu un professeur influent. Aldo Rossi s'était singularisé par une architecture passablement glacée, dont les façades relevaient, pour ses détracteurs, d'une vision carcérale et les édifices, d'un mépris de la

Dans son Autobiographie scientifique (1981), il faisait lui-même part de ses doutes : « Je m'aperçois encare une fois que la référence à la ville me suggère une lecture de ma propre architecture, mais aussi me renvoie inévitablement à celle de l'orchitecture en général. Je crois posséder un sens privilégié de l'observation, une certaine ocuité du regard. Mon attitude est davontage celle de l'ingénieur que du psychologue ou du géographe : l'aime saisir une structure dans ses grandes lignes et refléchir ensuite à lo façon dont ces lignes peuvent s'entrecouper. Celo n'est pas différent de ce qui se passe dans la vie, et dans les rapports humains : le cœur d'un événement est souvent assez simple, et même, plus il est simple, plus il est mènes que lui-même engendre. » 11 écrivait aussi ces mots qui sonnent étrangement aujourd'hui, au lendemain de sa mort, à la veille d'un troisième millénaire où les bommes en charge de la ville auront bien du pain sur la planche: «J'admets que le désordre des choses, s'il est limité et en quelque sorte honnête, peut répondre mieux à notre état d'âme. Mais je déteste le désordre hâtif, qui est l'expressian d'une indifférence à l'ordre, une sorte d'étroitesse d'esprit, de bien-être satisfait, de négligence, d'inattentian. Dès lors, à quoi ai-je pu asjourd'hui tristement ses parements pirer dans mon métier? Certes, à peu de choses, vu que la possibilité de réaliser de grandes choses est histariquement forclose. »

Frédéric Edelmann

Pierre Chatenet

Ministre de l'intérieur de 1959 à 1961

PTERRE CHATENET, ancien ministre de l'intérieur, qui fut tour à tour président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), pré-sident de la Commission des opérations de Bourse (COB) et membre du Cnnseil constitutioooel, est mort, jeudi 4 septembre, à Tavers, dans le Loiret. Il était âgé de quatrevingts ans.

Né le 6 mars 1917 à Paris, Pierre Chatenet devient auditeur au

LUNDI

8 SEPTEMBRE Retrouvez les petites annonces immobilières dans Le Monde **ECONOMIE**

1 01.42.17.39.80

Conseil d'Etat en 1941. Chargé de mission à la délégation française du gouvernement provisoire, il est nommé chef du cabinet du ministre du travail, Alexandre Parodi, en octobre 1944. Il occupe ensuite plusieurs postes dans la haute fonctioo publique : il est notamment conseiller d'ambassade à la délégation française à l'ONU en 1946, conseiller de la délégation française permanente à POTAN à Londres, puis à Paris entre 1950 et 1954, directeur de la fonction publique d'avril 1954 à janvier 1959. Le 28 mai 1959, il devient ministre de l'intérieur du gou-vernement de Michel Debré. Il démissinnne de cette fonction le 5 mai 1961 et devient, en décembre de la même année, président de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), poste qu'il occupe jus-qu'en juillet 1967. Il est président de la Commission des opérations de Bourse (COB) de janvier 1968 à dé-cembre 1972, membre du Conseil constitutionnel de février 1968 à février 1977, président des sociétés Créditel et Cofiroute de 1973 à 1984. D'octobre 1982 jusqu'au mois de juin dernier, il est l'un des administrateurs du quotidien d'Orléans La République du Centre. Pietre Chatenet était commandeur de la Légion

AU CARNET DU « MONDE » Naissances

Sylvie et Rémi-Pierre DRAI

Gabriel le 3 septembre 1997, à Paris.

72, boulevard de Reuilly,

<u>Mariages</u> M= Sophie de BRASSIER de JOCAS, M. Xavier THILLAYE du BOULLAY, M Guy LEFEVRE, sont beureux d'amoncer le mariage de leurs enfants,

Anne-Sophie THILLAYE du BOULLAY Guillaume LEFÈVRE,

élébré à Noirmoutier le 6 septembr

Déces - Nangis (Seine-et-Marne).

M™ Annie Boulsy, Le docteur Christophe Boulsy a M™ Cécile Kizirian, M. et M™ Robert Boulsy, M. et M™ Jean-Clande Boulsy,

M. et M= Jacques Deniset, M= Clara Le Bérigot, at la douleur de faire part du décès de M. Michel BOULAY.

urvenu le 23 août 1997, Selon sa volonté, son incinération a es

- Eric Boullay, Mathilde, Raphaële et Louis-Alexis, Martin Danis, Clarie Sabouret de Nedde, Patrick Danis, Véronique Sion, ses frères et sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de Marie-Ange BOULLAY, née DANIS,

à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 6 septembre 1997, à 9 beures, en l'église Saint-Martin de Galluis (Yve-

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pierre et Odile Durand-Gasselin. Samy Durand-Gasselin et Catherine Philippe, Anne et Michel Romagny, Nigelle Durand-Gasselin, Jean-Rémi Durand-Gasselin

et Livia Koppmann, Ses vingt petits-enfants et leurs onjoints,
Ses quinze arrière-petits-enfants,
Jacqueline Fancherre,

Ses beaux-frères et ses belles-sœurs, Tous ceux qui l'out entourée,

ont la tristesse de faire part du décès de M= Rémi DURAND-GASSELIN, néa Toiny BARGETON.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au conctière protestant de Mont-

Un service d'action de grâces aura lieu au temple. 25, rue Magueloue, à Mont-pellier, le samedi 6 septembre, à 14 heures.

Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. Jean 15,12.

Cet avis tient lieu de faire-part,

Erwina Kollar, son épouse, Marie-Hélène et Jean-Luc Reboul, ulie et Nicolas Guillaume et Karine Kollan

Tous ses proches,

Richard André KOLLAR,

à l'âge de cinquante-neuf ans, le jeudi 4 septembre 1997, à son domicile.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 8 septembre, en l'église Notre-Dame de Donni, à 14 h 50.

Bartin (Pas-de-Calais), dans le caveau de

302, boulevard Paul-Hayez, 59500 Douai.

Un tarif dégressif de 50 % est accordé sur une deuxième parution (Texte identique)

Gap. Cours-la-Doucette, Ibiza Annemasse. Corenc. Saint-Martin-d'Hères (Le Mürier). Washington.

François, Hélène, Laure. Dominique, Bruno. Marie Anne, Michel, Lucie

Christophe, Edith, Aymon, Marc,

Les obsèques ont eu lieu le 13 soût 1997, à Corene (Isère), dans l'intimité familiele

Le docteur Sylvain Scape, son fils, et Marie-Christine,

Les familles Scapa (Etats-Unis), Eskapa (Afrique du Sud),

docteur Vitalis Haîm SCAPA, croix de guerre 1939-1945 avec étoile de bronze.

né le 2 avril 1918, à Salonique (Grèce), mort le 31 août 1997, à Bourdeaux (Drôme).

Les obsèques ont en lieu le 2 sep-tembre, à Bourdeaux.

«Les Ribières », 26460 Bourdea 72, boolevard de La Villette, 75019 Paris.

- Agen. Huriel, Paris.

, Alain VIGNAUD

LEMONDE diplomatique

Tél.: 01-42-17-39-80 - 01-42-17-29-96 01-42-17-38-42

Manière de voir Le bimestriel édité par

CARNET DU MONDE

A la recherche de l'autre voie

■ Le retour du politique, par Ignacio Ramonet. ■ Quand la société dit « non », par Bernard Cassen. ■ Défense des services publics, par Paul-Marie Coûteaux. ■ Refuser l'insécurité sociale, par Christian de Brie. ■ Les médias contre les gueux, par Serge Hallmi. ■ Citoyens, ou... précessitent? nécessiteux? par Christian Barrère.

Vers l'explosion des mots piégés, par Claude Julien.

Le monde du travail interdit de télévision, par Gilles Bafhastre et Joëlle Stechel.

Feux d'expoir, par John Berger.

Intercut de télévision, par Gilles Bafhastre et Jolle Stechel. I Feux d'expoir, par John Berger. I Des intellectuels sonnants et trébuchants, par Philippe Videlier. I Le went s'est levé, par Dominique Vidal. I Grève historique de l'enseignement du « dragon », par Laurent Carroué. I En anendant l'Europe sociale, par Hebert Bouchet. Vers la fin de l'exception salariale, par Jean Copaus. I La régression an cœur des négociations collectives, par Adeline Toullier. Emploi flexible du travailleur étranger, par Alain Morice. I Fiat Brésil, in modèle d'entreprise-providence, par Robert Cabanes. I Les chiffies trompeurs du chômage, par Francisco Vergara. I Bernel retour du « miracle américain », par Serge Halimi. I Les parons doutent, par Serge Halimi. Coût du travail minimum pour investisseurs étrangers, par Guillaume Robin. Bons indices économiques pour un pays en voie de dislocation, par Richard Farnetti. Mythes et réalités de la concurrence asiaique, par Guillelm Fabre. Relocalisation Sud-Nord, par Bertrand Chung. Delocalisation... chinoise en Belgique, par Denis Horman. I l'image terme de Renault, par Bertrand Chung. Delocalisation... chinoise en Belgique, par Denis Horman. L'image terme de Renault, par Carroué. Grèves brisées des cuviters américans, par Thomas Frank et David Mulcahey. Les fourners de l'extrême droite, par Claude Juliez. L'espoir partagé, par Ignacio Ramonet. An miroir de décembre, la part de l'extrême droite, par Edgar Rossis. Pour une redistribution des emplois, par Jacques Le Gott. Restaurer l'autonomie des françaises mises au défi, par Jacques Kergoat. Repenser les activités humaines, par Jacques Robin. Un monde à sociaux, par Christian de Brie.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

Rectificatifs

Remerciements

- Henri Bénézit et ses enfants, profondément touchés, remercient leurs

sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès de

M= Marcelle BÉNÉZIT,

Anniversaires de décès

Monique AURICHE née DEPESSEMER,

Elle était belle, mais avait surtout un

belle « âme », elle qui n'était pas

Que tous ceux qui l'ont connue et ai

mée veuillent bien avoir une pensée pou

20, rue de Miromesnil,

75008 Paris.

9, rue Roquépine, 75008 Paris.

- Il y a deux ans,

- Il y a onze ans.

- Dans l'avis de décès de Etienne BAUER.

il fallait lire :

Michel et Marianne Baner-Noël Armand, Claire-Hélène, Pierre-Étienne, Pierre-Henry, nst part du décès accidentel de leur fils. Laurent et Edith Baner, Alice et Joseph Torrente

Camille Bauer,

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Jadwigz Scapa, née Rossa, Raymond et Monique Scapa,

Le docteur Hélène Scapa, sa fille, Diane, Alexandre, Aurélien,

Rossa (Pologne), ont la profonde tristesse de faire part de la

Du bist der Natur einen Tod schuldig. -S. Freud.

26, rue du Général-Beuret, 75015 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

nous a quintés à l'âge de quarante et un ans, dans la noit du 26 au 27 août 1997.

Que tous ceux qui l'aimaient gardent vivant en eux le souvenir de son sourire et

Manière de voir 35

LE MONDE diplomatique

To es resté présent dans nos cœurs et sur le chemin de nos vies. Pour cela, nous en témoignons lel.

Matthieg CASALIS

_ La mémoire n'est pas soluble.

JoH GRYNBAUM

Son humour, son sourire, ses lui son sectarisme, son alice, sa généros son étourderie, sa violence, ses comb

Déjà on an, le 18 août 1996,

Fernand MHUN

Que ceux qui l'ont connu et aimé se

Sa femme Ses enfants.

Communications diverses L'hébren moderne/bihlique pour

tous eu 10 séances on à distance. Singes express individuels du professeur J. Be-nandis: 01-47-97-30-22, 06-60-43-45-78.

M. Eric de Rothschild, leut du Mémorial du Martyr jaif inco

vous prie te bien voucht essisser à l'inauguration de l'exposition "LES CHEMINS DE PASSAGE", passaget clandestins entre la Haute-Sar et la Suisse de 1940 à 1944,

en présence de S.E. M. Benedict de Tscharner, ambassadeur de Suisse en France,

le mercredi 10 septembre 1997 à 19 bes

an Mémorial du Martyr juif inco Centre de documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffrey-l'Asnier, 75004 Paris. Tel.: 01-42-77-44-72 - Fax 01-43-87-12-50 (entrée libre).

Guy de Panafii

د 🖛 ام_{ار ال}ا

le dollar et la dé

givens

.......

10.00

....

. .

= -

224

Δ...

2

. .

2....

77t. . -

....

2.5

12:

25

100

**.Fw

.

S125 . . .

Bert Mills

.

ENTREPRISES

ÉNERGIE Les groupes pétroliers ont bénéficié, au premier semestre, d'un contexte très favorable : route de la fourse de l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les COURS des paris, Le secteur para-pétrolier a entre l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les COURS des paris, Le secteur para-pétrolier a entre l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les COURS des paris, Le secteur para-pétrolier a entre l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les COURS des paris, Le secteur para-pétrolier a entre l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les course de l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les course de l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les course de l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les course de ces performances de l'été, ainsi que la signature de ces performances. Les course de ces performances de ces performances de l'été, ainsi que la signature de ces performances de ces économique, fermeté des prix du brut, hausse des cours du dollar, re-

A. C. S. S. S. W. W.

ंकर अ**स्तर**्

NDE

ometique

enregistré des résultats semestriels en très forte hausse: + 48 % pour le premier, +51 % pour le second. Les

de l'année, contre une hausse gisement annoncées tout au long de la province la plus prometteuse.

deux groupes français se sont appré-cies de plus de 60 % depuis le début LES DÉCOUVERTES de nouveaux

té l'engouement pour ce secteur. ● LA CASPIENNE apparaît comme

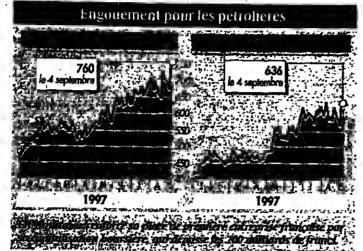
Le dollar et la découverte de gisements dopent l'industrie pétrolière

Les français Elf et Total ont profité à plein d'une conjonction de la hausse du billet vert et de la bonne tenue du prix du baril. Les cours des deux groupes se sont appréciés de plus de 60 % depuis le début de l'année

C'EST A NY RIEN comprendre: jeudi 4 septembre, Elf Aquitaine annonce une hansse de 48 % de son bénéfice net au premier semestre, à 5,26 milliards de francs. Instantanément, l'action perd 2 %, comme si les investisseurs étaient décus. Le titre se redresse ensuite et la valeur ciôture à son plus haut de l'année, dopée par des spéculations sur l'avenir de sa filiale santé Sanofi.

La veille, scénario voisin. Total annonce une progression de SI % de son bénéfice à 3,98 milliards de francs pour les six premiers mois, et l'action perd 0,94 %. Ce résultat, présenté comme « un record historique » par le président du groupe, Thierry Desmarest, est accueilli dans une quasi-indifférence. Traduit en dollars, le bénéfice semestriel a pourtant grimpé de 35 %, tandis que les buit principaux groupes pétroliers n'ont enregistré qu'une croissance moyenne de

Ces résultats étaient largement anticipés par le marché. Depuis le début de l'année, les boursiers se sont rués sur les deux pétrolières françaises, classées par la revue américaine Petroleum Intelligence weekly huitième et neuvième au palmarès mondial pour leur rentabilité. Alors que la Bourse française s'est appréciée de 26,40 % en l'espace de neuf mois, Elf-Aquitaine a gagné 65 % et Total a progressé de 56 %. Le secteur parapétrolier profite encore plus de cet engouement, Coffexip, Géophysique et



Bouygues offshore enregistrant des gains respectifs de 114 %, 111 % et

Cette amélioration s'explique par la reprise économique et la bonne tenue des trois paramètres déterminants pour la formation des bénéfices (prix du brut, cours du dollar et marge de raffinage). Comparé au premier semestre-1996, le prix du baril de brent (qualité de référence de la mer du Nord) s'est apprécié de 3 % à 19,6 dollars, et la devise américaine s'est raffermie de 12 %, à 5,70 francs, ce qui accrost automatiquement la valeur en francs des profits dégagés. Dans le monde entier les marges de raffinage se sont redressées, progres-

sant de 32 % en Europe. Tant chez Elf que chez Total, ces éléments ont contribué pour moitié, ou plus, aux bénéfices.

Aux Ptats-Unis, le redressement du raffinage, plus que les perfor-mances dans l'exploration-production, out contribué aux progressions des résultats. Exxon, la première compagnie américaine et numéro deux mondial, a vu son bénéfice progresser de 20% à (4.14 milliards de dollars, soit 25,2 milliards de francs). La tendance est analogue chez Mobil (10.3 %, à 1.5 milliard de dollars) et Chevron (+11 % à 1,488 milliard de

En Europe, la déception est ve-

nue du numéro un mondial, Shell. Le groupe angio-néerlandais a annoncé une baisse de 15 % de son résultat net qui reste néanmoins confortable se situant à 2,5 milliards de livres (25 milliards de francs). Les boursiers out sanctionné momentanément ses résultats publiés le 8 août, par une baisse de l'action de 1,8 % à Amsterdam et de 3,1 % à Londres. Affecté par la fermeté de la livre face au dollar. Shell ne parvient pas, selon les analystes, à mener assez rapidement son plan de réduction des coûts comme l'a

DÉCOUVERTES

Mais les paramètres financiers n'expliquent pas tout. Le retentissement des découvertes effectuées ces six derniers mois, y compris par Elf et Total, justifient l'attrait des valeurs pétrolières. Leur importance est l'une des conséquences de la reprise des investissements pétroliers observé en 1995. Pour répondre à la demande future, qui devrait croftre de 3 % par an jusqu'en 2010, les pétroliers ont repris la prospection. Ils profitent pour cela des avancées technologiques qui permettent désormais de forer des puits en eaux profondes et de rendre leur exploitation compéti-

La mer Caspierme est l'objet de toutes les convoitises. Les nouvelles réserves de brut de cette région pétrolière sont estimées par les Américains entre 90 et 200 milliards de barils. Plus prudents, les Européens les évaluent entre 50 et 100 milliards de barils, ce qui représente déjà l'équivalent des réserves de pays comme l'Iran ou le Koweit. La majorité des réserves seraient néanmoins concentrées sur deux des cinq pays qui entourent cette mer, l'Azerbaïdjan et le Kazakh-

confirme la richesse de cette zone en grande profondeur. En mer du Nord, la compagnie norvégienne Norsk Hydro vient de révéler une découverte de gaz sur le champ d'Ormen Lange, qui serait aussi importante que le gisement de Troll. Cette zone, qui était présentée lors de sa découverte voici plus de vingt

Sanofi envisage de vendre ses parfums

Le groupe pharmaceutique Sanofi, filiale d'Elf, pourait céder son secteur beauté (parfum et cosmétiques), qui comprend notamment les marques Yves Saint Laurent et Nina Ricci, « si une opportunité se présente », a indiqué, jeudi 4 septembre, son vice-président chargé de l'administration et des finances Jean-Paul Léon. Devant la confé rence « Valeurs françaises » organisée par le Crédit commercial de France, M. Léon a expliqué : « Nous pourrions céder le secteur beauté le jour où nous pourrons faire un réemploi intelligent en pharmacie du produit de cette cession : ce n'est pas facile actuellement. »

M. Léon a, par ailleurs, confirmé qu'Elf, actionnaire majoritaire de Sanofi (53 %), « maintient sa stratégie de baisse de sa participation tout en restant actionnaire de référence ». Il a précisé qu'il a été « charge de rechercher des partenaires éventuels mais qu'il n'y a pas de décision pour l'instant ».

stan. Au début du mois d'août, Exxon, Mobil, Chevron et Amoco signaient avec les autorités azéries des contrats leur permettant d'obtenir des permis de forage. Total vient de s'associer à Chevron sur son permis.

Elf a comme une nouvelle découverte de pétrole brut sur le champ de Dalia prospecté au large de l'Angola, dans le golfe de Guinée. Ce gisement « prometteur »

ans comme très coffeuse et à faible potentiel, ne cesse de voir son délai compétitivité grâce aux nouvelles technologies. Selon le cabinet d'expért Wood Mackenzie, l'offshore de Norvège est appelé à connaître un essor durable au-delà des champs qui seront mis en produc-

Dominique Gallois

Guy de Panafieu succède à Jean-Marie Descarpentries à la présidence de Bull

APRÈS QUATRE ANNÉES à la tête de Bull, Jean-Made Descarpentries s'en va. Jeudi 4 septembre, le conseil d'administration du groupe d'informatique français a annonce son remplacement au poste de PDG par Guy de Pana-

C'est la première fois que M. Descarpentries, qui restera membre du conseil d'administration de Bull et conseillera

de notre correspondant

L'antépénultième est une modeste Clio bleu fon-

cé. L'avant-dernière, une banale Mégane gris mé-

tallisé. Leur cheminement dans la chaîne d'assem-

blage de l'usine Renault de Vilvorde s'effectue dans

l'indifférence générale, jeudi 4 septembre. Puis ar-

rive, à 10 h 30, la « der des der », la voiture après la-

quelle on éteint la lumière après vingt-cinq ans de

construction automobile dans ce bourg flamand de

la banlieue bruxelloise. Le chef d'atelier a beau af-

firmer que c'est l'effet du hasard, on se prend à

soupçonner que les ouvriers de la chaîne ont quel-

que peu trafiqué le planning pour que cette ultime

Renault made in Belgium soit le modèle de prestige

assemblé sur le site, une Mégane coupé de couleur

bordeaux, la préférée des ouvriers. Elle avance len-

tement, suivie par les ouvriers chargés des opérations antérieures, qui n'ont plus à attendre la sui-

vante. Les deux cent cinquante travailleurs revenus

pour une semaine à Vilvorde terminer les véhicules

en cours de montage ont choisi le style de la déri-

sion amère. Ils marchent lentement derrière la voi-

ture, ornée d'affiches rappelant les cinq mois de

mois, quitte la tête d'une entreprise de son propre chef. Ses préocdents patrons et (ou) actionnaires, chez Glaverbel, Saint-Gobain ou Carnaud Metal-Box, l'avaient toujours invité à plier bagage.

Le temperament de ce polytechnicien y est pour beaucoup. Sans conteste charismatique et énergique, M. Descarpentries peut aussi fortement déplaire par son ca-

La « der des der » à Renault-Vilvorde

jouer. Ses méthodes de management à la hussarde - un reste de extenuantes pour ses collaborateurs, l'ont également souveut ex-

* Chez Bull, M. Descarpentries considérait qu'une fois lo privatisation réalisée et le groupe revenu à la M. de Panafieu pendant quelques ractère éruptif et ses déclarations à rentabilité, il avait fait son devoir »,

en place.

panneau où est inscrit, en flamand: « Nous étions

les meilleurs, un exemple pour la France. » Un rappel

ironique des flatteries dont furent longtemps grati-

fiés les travailleurs de Vilvorde par la direction de

Renault, qui les citait souvent en exemple. La voi-

ture arrivée à l'ultime opération, le remplissage du

réservoir à liquide Jave-glace, un bouchon de cham-

pagne saute et les gobelets en carton sont distri-

bués aux hommes en combinaison de travail grise à

bande jaune. « Oui, je sais, c'est du champagne fron-

cais, ce n'est pas bien, mais tant pis l », lance l'ou-vreur de bouteille aux journalistes présents.

Il reste maintenant une dizaine de mètres pour

que la belle Mégane coupé sorte définitivement de

la chaîne. La gaieté factice fait peu à peu place à

des airs graves. Les mâchoires se crispent. Des

lèvres tremblent. Une dizaine d'ouvriers se mettent

alors à scander, en français, le slogan fétiche:

« Tous ensemble! Tous ensemble! Quais, quals! »

On apprenait alors que la direction venait de faire

cepte de prolonger de trois à six ans le délai où

d'éventuels repreneurs pourront se rendre proprié-

taires du site pour 1 franc symbolique. Une nouvelle

un cadeau d'adieu aux autorités flamandes : elle ac-

que le patron de Bull, agé de soixante et un ans et fortement afson passé de lieutenant de cavale-rice et de parachutiste sans doute-, près de deux ans, « avait indique qu'il n'avait pas eu le temps de voir grandir ses enfants et qu'il souhaitait voir erandir ses petits-enfants ».

> M. Descarpentries avait été nommé par le gouvernement d'Edouard Balladur à la tête de Bull à l'automne 1993, en lieu et place de Bernard Pache, éphémère successeur de Francis Lorentz. Alors que le groupe s'apprétait à clore sa cinquième année de pertes consécutive et venait d'obtenir 11 milliards de francs de recapitalisation pour solde de tout compte par l'Etat, M. Descarpentries se voyait confier la mission de redresser le groupe et de le privatiser.

Bull a renoué avec des comptes positifs en 1995, après avoir cumulé 20 milliards de francs de pertes en sept ans. Cette amée, il est redevenu bénéficiaire sur les six premiers mois de l'exercice, traditionnellement les plus difficiles, pour la première fois depuis 1988.

Ce redressement a été obtenu ao prix de fortes coupes dans les couts non salariaux (immobilier, achats...), mais aussi dans les effectifs, de même que dans les actifs. La principale source de pertes, à savoir Zenith Data Systems, l'activité d'ordinateurs personnels, a notamment été cédée en avril 1996 à la société américaine Packard Bell, dont Bull détient 19 % du capital.

Le transfert au privé de Bull n'a pas été des plus aisés. La privatisation stricto sensu n'a été effective que fin 1996. M. Descarpentries.

l'emporte-pièce, dont il aime souligne un familier, qui ajoute épaulé dans cette tâche par Thierry Breton, qui était très probable-meot appelé à lui succéder, mais qui a depuis lors été appelé à la tête de Thomson Multimédia, le fabricant français de téléviseurs, y est parvenu en plusieurs étapes.

La première est intervenue en septembre 1995, à la faveur de l'accroissement de la participation du

té à 14 % la part de son capital coté en Bourse.

Il reviendra à M. de Panafieu de conforter le redressement financier. Les marges dégagées par le groupe demeurent étroites: 376 millions de bénéfice net en 1996, pour un chiffre d'affaires de 24 milliards. Cela passe, pour le nouveau président, par la définigroupe japonais NEC, qui était dé- tion d'une stratégie industrielle, jà au capital, et de l'arrivée des qui permettrait au groupe de regroupes américain Motorola, japo- nouer avec une croissance de ses

Ex-numéro deux de la Lyonnaise des eaux

Inspecteur des finances, issu de PENA, Guy de Panafieu (54 ans) a commencé sa carrière dans la haute administration publique, an sein de la direction des relations économiques extérieures (DREE). En 1978, Il rejoint Valéry Giscard d'Estaing à PElysée, comme conseiller technique, chargé des questions économiques et financières. Il entre à la Lyonnaise des eaux en 1983.

Aux côtés de Jérôme Monod, il contribuera à l'internationalisation du groupe. Il aurait également pris une part active à l'ascension de la Lyonnaise dans le secteur de la communication. Tout comme dans la fusion avec Snez. Mais cette dernière opération lui laisse un goût amer : Gérard Mestrallet est nommé à la présidence du directoire de la nouvelle entité ; lui-même n'hérite que du poste de directeur général. Se déclarant passionné par la « high tech », la littérature et Phistoire, Guy de Panafieu est président de la commission de politique européenne du patronat français.

nais Dai Nippon Printing et singapourien IPC (qui sortira plus tard). Après une ouverture du capital an personnel en octobre 1995, une deuxième étape est intervenue fin 1996. C'est elle qui a marqué le passage au privé, la participation rumulée de l'Etat et de France Télécom, qui est demeuré au capital. tombant à 49,2 %. Au printemps 1997, l'Etat a ramené sa participa-

flon de 30,5 % à 17 %, et Bull a por-

activités plus rémunératrice. En 1996, le chiffre d'affaires était encore en recul. Les gros ordinateurs, activité phare et historique du

groupe, sont toujours en repli. Petit signe encourageant cependant : au premier semestre 1997, le chiffre d'affaires consolidé était en hausse de 5 % par rapport à l'année précédente.

Philippe Le Cœur

lutte valne pour maintenir ouvert le site en dépit du que les travailleurs reçurent avec une relative indif-« diktat » de Louis Schweitzer et dont l'antenne deradio avait été pourvue d'un ruban adhésif de plastique noir en signe de deuil. Sur le capot trône un Luc Rosenzweig

LE GROUPE Nestlé, numéro un mondial sur le marché des caux minérales, a annoncé, jeudi 4 septembre, la sortie prochaine d'une ean qu'on peut qualifier « de synthèse », fabriquée dans les laboratoires suisses de Nestlé et dont la composition serait différente selon le profil du consommateur visé. En Europe, cette ean serait plus particulièrement destinée aux enfants, et plus faiblement minéralisée. Dans les pays émergents, elle

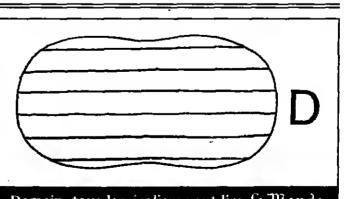
s'adresserait à l'ensemble des

Nestlé va lancer une eau minérale de synthèse consommateurs. A Vevey, au siège de Nestlé, on ne veut encore rien dévoiler : « Il est trop tôt pour parler de la commercialisation », déclare Hans-Juergen Renk, porteparole du groupe. « L'eau sera présentée à la foire Anuga de Cologne, le 17 octobre prochain. » Nestié refuse de dire s'il commercialisera cette eau sous son propre nom comme Danone, qui vend aux Etats-Unis une eau Dannoo -, ou sous une marque existante ou à créer. La nouvelle inquiète les sala-

riés de Perrier et Vittel, les marques vedettes du groupe, qui exploite aussi Contrex, Valvert et

A Vergèze, siège de la source Perrier, on est encore échaudé par la récente tentative de Nestlé d'utiliser la marque Perrier pour distribuer en Egypte une ean de source locale. Chez Vittel, Arthur Stanb, secrétaire du comité d'entreprise, accuse Nestlé de vouloir « s'affranchir de la contrainte du lieu de production pour se libérer

des revendications sociales des salariés ». L'eau de source est l'un des rares produits pour lesquels l'entreprise ne peut pas adapter la production à la demande : en Europe, la loi protège les eaux minérales comme des appellations contrôlées. Face à l'explosion mondiale du marché, les géants de l'agroalimentaire ont racheté les sources encore disponibles ces demières années. D'oò la relance d'eaux comme Valvert, Quézac ou



Demain, tous les écoliers vont lire Le Monde

EDF participe à la première privatisation du secteur électrique polonais

EDF devrait signer dans les prochains jours l'acquisitinn de SS % du capital d'une centrale de cogénération qui produit de la chaleur et de l'électricité pour alimenter la ville de Cracovie. Cette opératinn, si elle se concrétise, sera la première privatisation du secteur électrique polnnais, car la centrale est possédée par l'entreprise d'Etat

L'investissement réalisé par EDF nscillerait entre 60 et 80 millions de dollars (360 et 480 millions de francs). Employant 800 salariés, cette centrale disposant de quatre unités de production est alimentée par de charbon venant de Silésie.

■ CORÉE DU SUD : la banque centrale sud-coréenne a annoncé jeudi 5 septembre qu'elle accurderait 1 000 milliards de wons (6 milliards de francs) de prêts à 8 % d'intérêt aux banques commerciales, notamment par l'intermédiaire du fonds d'Etat mis en place la semaine dernière (Le Monde du 26 anût). La Korea First Bank aura droit à une aide supplémentaire de même montant.

■ SCOR: le réassureur français a annoncé, vendredi 5 septembre, un bénéfice net semestriel, part du groupe, de 489 millinns de francs en hausse de 70 % par rapport à la même période de 1996. ■ GEMPLUS : le groupe va développer en Suède une carte à puce permettant de consulter son compte bancaire mais aussi de régier ses factures de téléphone ou d'électricité via le réseau de téléphonie

■ FRANCE TELECOM: l'exploitant téléphonique français a annnncé, jeudi 4 septembre, la créatinn avec la compagnie d'électricité norvégienne ElTele d'une société commune, pour devenir le deuxième opérateur de téléphone en Norvège.

■ SAINT-GOBAIN : le groupe verrier français prévoit une surimposition de 300 millions de francs en 1997, dont 100 millions de différés d'impôts, du fait du relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés récemment décidé par le gouvernement.

■ CGM : la société Merit France, contrôlée à 100 % par Jacques Saadé, actionnaire majoritaire de la CMA, va prendre en direct le contrôle du capital de la Compagnie générale maritime (CGM), qui avant été rachetée par la CMA lors de la privatisation de la CGM. Cette opération devrait mettre fin au conflit qui opposait Jacques à son frère Johnny, installé à Beyrouth. Ce dernier également actionnaire de CMA, contestait « les conditions » de l'acquisition de la CGM faite au nom de CMA par Jacques.

La Malaisie renonce aux mesures de restriction des transactions boursières

La Bourse de Kuala Lumpur gagnait plus de 10 % vendredi 5 septembre

Le premier ministre malaisien, Mohamad Maha-thir, a annoncé, vendredi 5 septembre, qu'il le-vait les mesures de limitation des transactions des cours à la Bourse de Kuala Lumpur.

Les experts espèrent que la décision du gouver-nement malaisien permettra de calmer la crise la chute des cours à la Bourse de Kuala Lumpur.

Les experts espèrent que la décision du gouver-nement malaisien permettra de calmer la crise financière en Asie du Sud-Est.

LA CRISE financière en Asie du Sud-Est a connu, vendredi 5 septembre, un tournant majeur avec la décision des autorités malaisiennes de lever les mesures de . restriction qu'elles avaient mises en place sur les marchés boursiers. La nouvelle a été annoncée par le premier ministre, Mohamad Mahathir, qui a précisé que « les barrières installées avaient prouvé leur

« Il s'agit d'un virage à 180 degrés et d'une très bonne nouvelle », note Philippe Tan, gestionnaire du MBf Unit Trust Management, interrogé par l'agence Bloomberg. Après l'annonce gouvernementale, la Bourse de Kuala Lumpur s'est envolée. Elle progressalt de 10,93 % à mi-séance, snit sa plus forte hausse depuis trois ans et demi. Le ringgit malaisien gagnait pour sa part 2,2 % face au dollar. « Maintenant que le marché a retrouvé sa liberté, il n'y o plus de raison pour que les cours soient sous-évalués de cette façon », explique Jnhn Engle,

analyste à la banque ABN Amro. Après la Thailande, la Malaisie se retrouvait, depuis plusieurs jours,

an cœur de la tempête monétaire et boursière qui secoue l'Asie dn Sud-Est. En un mois, la Bourse de Kuala Lumpur avait perdu 25,29 %, soit la performance la plus mauvaise de la région. Le ringgit malai-sien, pour sa part, n'en finissait pas de se déprécier (-22 % depuis le début du mois de juillet).

La sanctinn apparaissait très lourde, compte tenu de la situation écnnomique de la Malaisie, plus solide que celle nbservée en Thai-lande. En dépit de la fragilité de son système bancaire, Kuala Lumpur dispose de nombreux atouts: une épargne nationale très élevée (42 % du PIB), une balance commerciale à l'équilibre, un financement de l'économie par des entrées de capitaux à long terme.

Les analystes estiment que l'atti-

tude agressive et les maladresses répétées du gnuvernement ont joué un rôle décisif dans l'aggravation de la crise boursière malai-

A la fin du mois d'août, afin de tenter d'enrayer la chute de la Bourse, le gouvernement malaisien mit en place des mesures de restriction des transactions en interdisant notamment les ventes à découvert, une pratique très répandue. Cette décision eut pour effet immédiat d'accélérer la baisse des cours, les investisseurs, qu'ils soient étrangers nu nationaux, n'appréciant pas qu'on installe des barrières à la libre circulation des

Mercredi 3 septembre, le premier ministre, Mohamad Mabathir, annonçait la création d'un fonds spécial public de 60 milliards de ringgits (20,7 milliards de dollars) destiné à acheter des titres en Bourse afin de soutenir le marché : le fonds devait avoir pour mission d'acheter des actions an-dessus des cours officiels aux gestionnaires malaisiens désireux de les vendre. Cette mesure, là encore, avait provoqué le scepticisme des milieux financiers internationaux et accéléré le retrait des capitaux du pays. «Il est illusoire de vouloir soutenir les cours de façon artifi-cielle et de les manipuler. Toute oction de ce type se révèle rapidement contre-productive », nnte un pro-

Aux maladresses financières commises par le gouvernement de Kuala Lumpur sont venues s'ajouter les violentes critiques adressées par celui-ci aux investisseurs étrangers, qui ont eu pour conséquence d'accroître la défiance de ces derniers à l'égard de la Malaisie. Dès l'apparition des premières turbu-lences, les autorités malaisiennes s'en étalent pris aux spéculateurs internationaux et avaient nommément mis en cause le financier américain George Soros. Fin juil-let, le ministre des affaires étrangères, Abdullah Admad Badawi. batage » des économies locales. « On atteint vraiment le summum de lo criminolité internationale lorsque le sort de millions de personnes est entre les mains de quelques spéculateurs sans scrupules », avait-il affirmé. Ce discours « vénéneux», comme l'a qualifié le Wall Street Journal, a été inlassablement répété à Kuala Lumpur. Le plus virulent a été le premier ministre luimême, qui, non content de vitupérer l'action de M. Soros, a blâmé le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, qui avait défendu la liberté des gestionnaires à placer leurs capitaux là où ils le voulaient.

prises par le gouvernement allaient transformer les assaillants en « vers qui se tortillent sous un soleil brûlant ». « Parce que c'est leur intérêt, nous sommes persuodés que les spéculateurs internationaux vont se dépêcher de racheter nos actions quand le marché va retrouver sa abilité. » Les analystes soulignaient l'atti-tude incohérente du gouvernement

jeudi 4 septembre, par le vice-pre-

s'est dit persuadé que les mesures

mier ministre, Anwar Ibrahim, qui

SPACES BOURSIERES

malaisien, consistant d'un côté à insulter les gestionnaires étrangers et de l'autre à les exhorter à revenir investir sur la Bourse de Kuala Lumpur. Mais la colère des autorités malaisiennes a visé aussi les

Rupture d'un contrat avec ABB

Invoquant la crise financière, le gouvernement malais a demandé an maître d'œuvre dn barrage de Bakun en Malaisie, Ekran Bhd, jeudi 4 septembre, de « suspendre » le contrat conclu avec le consortium international mené par le groupe helvético-suédols ABB. Les Bourses de Zürich et Stockholm ont aussitôt sanctionné les titres ABB. Ce chantler de 2,5 milliards de dollars, le plus gros contrat jamais signé par ABB, devait procurer an groupe 220 millions de dollars de profits par an pendant cinq ans. En fait, il semble que la Malaisie ait profité de la crise pour «régier» le conffit qui l'oppose depuis dix mois à ABB sur les dérapages du coût du barrage

ME NEWS

Attack

.

27427

72.

74. 747 4

Ze -- ----

destination

. I : . . .

25.00

-24-2

4.

5 to 2 to

35 150

STAUX

4.5

A 25 (Section 1997)

économistes et les journalistes qui ont osé critiquer les décisions gouvernementales, mettre en doute la solidité financière du pays et faire état de prévisions pessimistes. Le ministre des transports, Ling Liong Sik, les a qualifiés, jeudi, de « traîtres » et a demandé à ce qu'ils soient sanctionnés. Les experts espèrent que la levée des restrictions décidée jeudi par le gouvernement. malaisien marquera non seulement le début de l'apaisement des tensions à l'intérieur du pays mais surtout la fin de la crise financière dans toute la région.

Pierre-Antoine Delhommais

sanofi

UN BON PREMIER SEMESTRE

Le bénéfice net du 1er semestre 1997 s'établit à 1.055 millions de francs. Hors l'impact des plus et moins-values de cession, le bénéfice net courant du semestre ressort en croissance de 10% sur célui du 1er semestre 1996.

Le résultat net du premier semestre 1997 comprend une plus-value nette réalisée à l'occasion des cessions d'Access et des génériques injectables.

L'examen des résultats financiers consolidés du ler semestre 1997 met en évidence : une croissance des ventes de 7% (5% à structure

comparable), une progression des frais commerciaux de 15% qui traduit la préparation des lancements des produits nouveaux dans la pharmacie.

· des frais de recherche en croissance de 10%,

du fait de la mise en développement clinique de nouvelles molécules.

Les sociétés consolidées par mise en équivalence ont apporté une contribution au résultat net consolidé en légère amélioration.

En termes d'équilibre financier, le produit des cessions d'actifs est notamment à l'origine d'une nouvelle baisse de l'endettement. Le ratio de dettes nettes sur fonds propres, y compris intérêts minoritaires s'établit à 8% au 30 juin 1997 contre 11% an 31 décembre 1996.

Une stratègie active de lancement de nouveaux médicaments tout en maintenant un objectif de progression du bénefice net de l'ordre de 10%.

Le premier semestre 1997 a notamment vu la préparation active du lancement de nouveaux médicaments. En effet, après le dépôt mondial de dossier de l'irbésartan (anti-bypertenseur) intervenu le 30 septembre 1996, Sanofi a procéde à celui du clopidogrel (anti-agrégant plaquettaire) au mois de mai 1997. Le visa européen d'autorisation de mise au marché de l'irbésartan, qui sera commercialisé sous les noms de Aprovel™ et de Karvea™, a étè nhtenu, le 27 août 1997, dans le traitement en première intentinn de l'hypertension artérielle.

Ces événements, majeurs pour Sanofi, nécessitent la mise en œuvre de moyens commerciaux importants pour la reussite des lancements. Le renforcement des structures marketing et des

C'est pourquoi Sanofi a choisi, afin de maintenir une croissance raisonnable de son bénéfice net durant cette période, outre la mise en œuvre des moyens susceptibles de compenser les effets de ces lancements, de réaliser des plus-values sur des activités non stratégiques.

Etats-Unis s'inscrit dans cette politique.

réseaux commerciaux pèse momentanément sur la rentabilité opérationnelle de la pharmacie.

La cession des génériques injectables aux Elle devrait permettre, sur l'ensemble de l'exercice, de maintenir un niveau de progression du bénéfice net de l'ordre de 10%.

L'ensemble des activités contribue favorablement aux résultats du Groupe.

Au plan des activités, la Pharmacie a bénéficié de la croissance des grands produits internationaux. Les 10 premiers médicaments ont connu une progression de 12%. Au plan mondial, y compris licenciés, les ventes des grands produits Ticlid, Dépakine, Cordarone et Fraxiparine ont enregistré une croissance de 25%. Les Diagnostics ont connu un développement favorable après la réalisation de la cession de l'automate ACCESS et du partenariat avec la société Beckman.

Après des frais de recherche qui représentent 17%

du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle du secteur Santé s'établit à 1.753 millions de francs contre 1.887 millions de francs en 1996.

Le secteur Beauté a enregistré un chiffre d'affaires en faible croissance, du fait de l'absence de lancement de ligne nouvelle. Une meilleure maîtrise des frais a permis de ramener la perte opérationnelle à un niveau nettement inférieur à celui de l'an dernier (31 millions de francs en 1997 contre 74 millions de francs en 1996).



Le Crédit mutuel de Bretagne risque d'être privé de loi Robien

Robien » exemplaire. Le 20 juin, la direction du Crédit mutuel de Bretagne signait avec les principaux syndicats (CFDT, CGC, FO, Autonomes) un accord de réduction du temps de travail créateur d'emplois. Grâce aux aides de l'Etat apportées par la loi Rohien, l'entreprise devait réduire le temps de travail des 3 600 salariés de 10 % et créer 360 emplois.

L'ultime attaque a été lancée,

Le passage aux 3S heures devait se faire en deux temps. Dès cet automne, 400 salariés, travaillant au siège social et dans les agences de Rennes et de Morlaix, devaient adopter les nouveaux horaires de travail. Ayant le temps de tirer les premiers enseignements de la nouvelle nrganisation du travail. la direction et les syndicats ont prévu de généraliser le système le 1° janvier 1999.

Mais pour qu'un accord Robien entre en vigueur, encore faut-Il que l'entreprise signe une conventinn avec la directinn départementale du travail et de l'emploi qui définit les modalités de la participation financière de l'Etat. Or c'est là que le bât blesse. Alnrs que les services du ministère du travail s'étaient engagés à signer la convention avant fin juillet, le dossier - qui est traité à Paris semble hloqué. «Les négociations sont en cours. Elles vont aboutir sous peu », se contente de préciser le ministère, refusant de faire le

CE DEVAIT être un « accord moindre pronostic. La direction du Crédit mutuel de Bretagne est plus loquace. « Officiellement, nous n'avons pas de réponse. Mais on nous fait savoir que si le ministère est prêt à accepter de financer les recrutements de 1997, il ne veut pas s'engager pour la suite de l'opération. Or, il est impensable que nous ayons, de manière structurelle, deux arganisations du travoil dans l'entreprise », explique Jean Bannier, directeur de la communication.

La raison de ce blocage semble évidente : comme l'a révélé Le Monde, mercredi 27 août, le ministère de l'emploi envisage de fermer tout nouvel accès à la loi Robien à partir du 1= janvier 1998. Si les services de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité signent de nouvelles conventions - 152 ont été signées lors du seul mois de juillet -, la mésaventure du Crédit mutuel de Bretagne indique qu'ils rechignent à accepter de nouvelles entrées dans le dispusitif. Devant la commission des affaires sociales du Sénat, Mª Aubry avait déclaré le jeudi 3 juillet que la loi Robien serait « remplacée par des dispositifs négociés de réduction du travail adaptés en fonction des branches et des entreprises ». Mais elle avait ajouté: « Les accords en cours ne seront pas remis en cause. »

ILA BOURSE de Tokyo a regagné du terrain, vendredi 5 septembre, après son repli de la veille. Le Nikkei a gagné 35,11 points, à 18 650,17 points, soit une progression de 0,19 %.

12 h 30, les valeurs françaises ga-

portaient sur 3 milliards de francs,

dont 2,4 milliards sur les 40 valeurs

France (en hausse de 0,2 % au deuxième trimestre) est bien perçue par le marché. Mais le repli du dol-

lar vers les 6,10 francs limitait son

potentiel haussier, estimaient les

professionnels. La tendance de

l'après-midi sera dictée par la statis-

tique de l'emploi aux Etats-Unis. Les économistes attendent la créa-tion de 60 000 emplois en août et

un taux de chômage stable de 4,8 %.

« Si les chiffres sont bons, on peut re-

tourner vers les 3 000 points, voire au-

delà, mais, à l'inverse on peut re-

perdre 100 points. Nous sommes à un

point pivot, et les chiffres seront un

qui composent l'indice de référence. La reprise de l'investissement en

62

-

11.11 1 2× 1

TO THE TAKE

· - waren

11. 11.12

Service of the service of

1

245.2

41 123 1

The Arthurs

17 - Jan - 127 4 43471.2

the second section

gran en marking 🍹

1-0 10 40 25

L'OR a ouvert en baisse, vendredi 5 septembre, sur le marché de Hong-kong. L'once de métal fin s'échangeait à 321,40-322,70 dollars, contre 322,00-322,50 dollars la veille en dôture.

7

CAC 40

■ LE DOLLAR était stable, vendredi 5 septembre, en fin de séance, sur le marché des changes de Tokyo. Le billet vert cotait 121,02 yens, contre 120,93 yens jeudi soir à New York.

MIDCAC

¥

ELE PRIX du baril de brut de référence light sweet crude a perdu 21 cents, à 19,40 dollars, jeudi sur le marché à terme new-yorkais. La veille, il avait cédé 4 cents, à 19,61 dollars.

ILE COURS du zinc a décliné jeudi sur le LME Le prix de référence livraison à trois mois a reculé de 18 dollars, à 1 471 dol-lars la tonne, alors que les stocks officiels ont grimpé de 6 650 tonnes.

LONDRES

NEW YORK

LES PLACES BOURSIÈRES



bon test », commentait un opéragnaicot eo moyenne 0,33 %, à 2936,75 points. Les transactions

Du côté des valeurs, Carrefour semblait pâtir d'un abaissement de prévisions jugés décevants, perdait recommandation de Cheuvreux- 2,3 %, à 3 592 francs. recommandation de Cheuvreux-

De-Virieux, d'après les intervenants. L'action, qui a reculé de 7,43 % jeudi après un résultat semestriel et des

CAC 40

Worms et Cie, valeur du jour

groupe, des rumeurs sur la pro-chaine cession à l'italien Generali de sa filiale assurances Athena par Worms et Cie out permis à ce dernier de terminer en vive hausse, jeudi 4 septembre, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 7,71 %, à 370 francs, avec des transactions portant sur 187 000 titres. La banque d'affaires américaine Morgan Stanley doit présenter au cours des prochaines semaines une liste restreinte, short list, des repre-

BIEN QUE démenties par le neurs potentiels d'Athena, et ce o'est qu'ensuite que seront réellement engagées des négociations



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

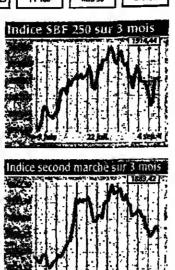
VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12130	CESTO Titres échanges	Capitalismor en F
Carrefour	262378	939892521
EY Aquitaine	373546	286323-029
Total	307255	197778713
Saint-Gobain	115550	104427591
SCOR	314285	\$658U7U1,90
Aza	192222	77096552,80
L'Oreal	29360	68/30201
AGF-Ass.CetuFrance	258225	6767893,50
Peogeot	20419	62£70£3
Akatel Aisthorn	65505	\$1988500



INDICES SBF120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ





MILAN

¥

FRANCFORT

¥

OK 30



Modeste avance à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en très modeste hausse, vendredi 5 septembre, dans un marché surtout dominé par les prises de béné-fice opérées par les entreprises avant la clôture de leurs comptes semestriels, fin septembre. L'indice

Nikkei s'est adjugé 35,11 points, soit 0,19 %, à 18 650,17 points.

La veille, Wall Street a reculé sous l'effet de ventes bénéficiaires, les opérateurs ayant opté pour la prudence à la veille de la publication des chiffres de l'emploi. L'indice Dow Jones a perdu 27,41 points, soit 0,35 %, à 7867,23 points.
Les analystes misent sur un taux de chiffres incherent à 4 %

de chômage inchangé à 4,8 % par rapport à juillet et sur 70 000 à 75 000 créations d'emploi. Ce faible chiffre s'expliquerait par la grève des salariés d'United Parcel

Service (UPS), le munéro un de la messagerie rapide américaine, en aofit.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en légère hausse, l'indice Footsie a terminé en hansse de 13,7 points (0,27 %), à 4 990,6 points. En revanche, le marché francfortois a abandonné 0,78 %, à 4 071,68 points.



Les valeurs du Dow-Jones					
	0409	. 03/0			
Alcoa	. 83,37	84			
Alifed Signal	88,12	87,6			
American Express	80,37	80,0			
AT & T	40	39,8			
Boeing Co	56,12	57 A			
Caterpitter Inc.	56,37	59,5			
Chevron Corp.	79,87	80,1			
Coca-Cola Co	59,68	59			
Disney Corp.	77,68	79,5			

;	Coca-Cola Co	59,68	59
,	Disney Corp.	77,68	79,56
	Où Pont Nemours&Co	63,25	63,68
	Eastman Kodak Co	69,25 .	69,25
	Exxen Corp.	64,37	64,12
	Gers. Motors Corp.H	65,50	65,25
	Gén, Electric Co	66,62	67
	Goodyear T & Rubbe	61,75	62,75
	Herriett-Packard	64,68	63,87
	BM	103,47	103,56
	tptt Paper	53,87	54
	J.P. Morgen Co	111,93	111.73
	Johnson & Johnson	58,62	57,93
	Mc Donalds Corp.	46,37	46,87
	Merck & Co.Inc.	95,31	95,93
	Minoesota Mng.&Mfg	92,56	92,37
	Philip Mores	44,68	45.56
	Procter & Gamble C	136,62	137,12
	Sears Roebuck & Co .	56,50	56,75
	Travelers	67,68	67,75
	Union Carb.	52	51,50
	Utd Technol	. 81,75	81,75

LONDRES élection de valeurs du FT 100

	04/09	03/09
Allied Lyons	4,73	4,75
Barclays Bank	14,59	14,33
B.A.T. Industries	5,27	5,28
British Aerospace	15,19	15,16
British Almays	6,42	6,48
British Petroleum	9,24	9,13
British Telecom	4,11	4,06
B.T.R.	2,17	2,23
Cadbury Schweppes	5,94	5,93
Eurotunnel	0,69	0,71
Forte		
Glasso Wellcome	13,16	12,95
Granada Group Ple	8,05	80,8
Grand Metropolitan	5,85	5,81
Gumness	5,58	5,62
Hanson Pic	0,87	0,87
Great Ic	6,24	6,30
H.S.B.C.	19,56	19,49
Imperial Chemical	. 10,21	10,21
Legal & Gen. Grp	4,56	4,71
Lloyds TSB	7,57	7,0
Marks and Spencer	6,12	6,01
National Westminst	8,17	8,07
Peninsular Orienta	6,AB	6.45
Reuters	6,34	6,35
Saatchi and Saatch	1,18	1,16
Shell Transport	4,47	4,57
Taba and Lida	4.00	4.04

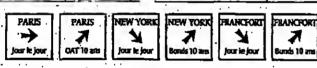
FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

	04/09	03/09
Allianz Holding N	422,50	425
Bast AG	62,90	64,30
Bayer AC	68,50	69,50
Bay hyp&Wechselbk	70	70,70
Bayer Vereinsbank	96,20	96,45
BMW	1325	1333
Commerzbank	65,10	65,40
Daimler-Benz AG	138,60	139
Degussa	94	92,50
Deutsche Bank AG	110,95	113,15
Deutsche Telekom	36,70	37
Dresdner BK AG FR	72,60	72,80
Henkel VZ	101,20	102,40
Hoechst AG	74,90	75,25
Karstadt AG	652,50	650
Linde AC	1285	1340
DT. Luftharsa AG	37,05	36,40
Man AG	496	498
Маппеятыли АС	889	899,50
Metro	83,90	85
Muench Rue N	607	603
Preussag AG	483	494
Rwe	82,20	84,30
5ap VZ	440,50	439,30
Schering AC	179,80	182,10
Siemens AG	115,55	117,10
Theretan	A36 50	637 PO



×

LES TAUX



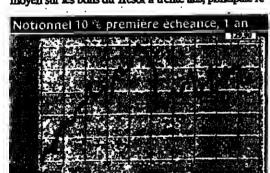
LES MONNAIES

	711	771 6	A CALL
•	US/F	US/DM	US/¥

Hausse initiale du Matif

LE MARCHÉ obligataire français était orienté à la hausse, vendredi 5 septembre. Le contrat notionnel du Marif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, s'appréciait de 10 centièmes, à 130,02 points, après quel-ques minutes de transactions. La veille, le contrat notion-

nel avait terminé la séance sur un gain de 2 centièmes. Sur le marché obligataire américain, le rendement moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale ré-



3			-		-	
LES	TAL	JΧ	DE	RÉFÉ	REN	CE

TAUX 04/09	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	indice des prix
France	3,13	THE PERSON	6,32	
Allemagne	3	47-500-77	6,37	SPECIAL SPECIA
Grande-Bretagne	6,94	S. S. S. S.	NC:	No. of Lot
Italie	6,88	1	7,13	4
lapon	0,50	ALC: U	NC	THE STATE OF
Japon États-Unis	5,53		6,60	
		李		THITAD
		The State State		2 No. 1 / No.

MARCHÉ OBLIGATAIRE

TAUX DE RENDEMENT	TRUX 24 04/09	Taux 20 03/09	(base 100 fin 9
Fonds of Etat 3 à 5 ans	4,22	10 day 1	98,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	5	STATE OF	100,09
Fonds of Etat 7 à 10 ans	5.47	1.3	101,48
Fonds of Etat 10 à 15 ans	5.81	10 THE RES	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	4000	102,67
Obligations françaises	5.76	THE REAL PROPERTY.	101,02
Fonds d'État à TME	-1,95	- X-4-4-20	98,28
Fonds d'État à TRE	-2,18	建筑事	93,86
Obligat, franc. a TME	-2,20	1	99,14
Observ from 3 TRE	+0.07	1111111	100,14

férence, s'est établi à 6,61 %, contre 6,60 % mercredi soir. Les marchés sont restés réservés avant la publication, vendredi, des chiffres de créations d'emplois et du chômage pour évaluer les risques d'une hausse de taux de la Réserve fédérale le 30 septembre. Ils tablent généralement sur un taux de chômage inchangé à 4,8 % et sur 70 000 à 80 000 créations d'emplois, en raison de la grève chez UPS, contre 316 000 en juillet.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %) 1 an PIBOR FRANCS Pibor Francs 1 mois Pibor Francs 3 mois Pibor Francs 6 mois Pibor Francs 9 mois Pibor Francs 12 mois Pibor ECU 3 mois Pibor ECU 3 mois

PIDOF BOI 12 INDE	<u> </u>	A Division of	_=_		
MATIF	•				
Échéances 04/09	volume	dernier	plus haut	plus bes	premier · prbs
NOTIONNEL 10	*				-
Sept. 97	136196	A STATE OF	129,98	1. 1983	129,72
Dec. 97	38422	TROPPS.	98,84	1	98,58
Marz 98	2	(五)	98	- 65	98
	_			1 -1	
PIBOR 3 MOIS					
Sept. 97	6410	45 PATE	96,57	T. 186.25	96,56
Dec. 97	5200		96,39	794	96,37
Mars 98	4316	10000S.	96,24	4982	96,22
luin 98	1944	(2000)	96,07	20.04	96,05
ECU LONG TERM	#E				
Sept. 97	1178	-	96,92	A SECTION	96,62

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Légère progression du dollar LE DOLLAR PROGRESSAIT très légèrement face au franc et au deutschemark, vendredi 5 septembre, ao

cours des premiers échanges entre banques à Paris. La devise américaine s'échangeait à 6,1112 francs et 1,8165 deutschemark contre respectivement 6,1107 francs et 1,8161 deutschemark au cours des transactions interbancaires de jeudi soir. Quelques heures plus tôt à Tokyo, la tendance était identique. Le dollar a

ARCHE DES	CHANGES	A PARI	5	
VISES	COURS BOF 04/09	% (5/09	Activit	Vente
magne (100 dm)	336,4500	BOLF	325	349
	6,6025	-012	_	1.00
B-Unis (1 usd)	6,1320	1-8,07	5,8200	6,4200
lque (100 F)	16,2945	-0.01	15,7700	16,6700
5-Bas (100 fl)	298,6700	-6,61	_	
e (1000 Ar.)	3,4535	+0.16	3,2000	3,7000
nemark (100 km²)	88,3800		83	P3**
nde (1 lep)	9,0030	+027	8,5800	5,4200
-Bretagne (1 L)	9,6890	~0.59 *	9,2800	101380
ce (100 drach.)	2,1350	C14:	1,9200	2,5206
de (100 krs)	77,5800	-0:08	72,5000	82:5080
ise (100 F)	408,3900	+0:08	394	ATS .
vège (100 k)	81,5000	, +0,16	76,5000	T-85,5000
riche (100 sch)	47,8130	7	46,3500	48,4500
agne (TDO pes.)	3,9910	+0.03	3,6900	. A.2500
tagai (100 esc	3,3200	22.7	2,9500	3.6500
ada 1 dollar ca	4,4265	0.05	4,1000	1,7000
- (100	E DOTT	- 4545-	4 1200	·

regagné le terrain perdu cootre le yen après avoir béné-ficié d'un solide soutien aux plus bas niveaux de la journée. Il s'était replié à la suite d'une information de presse, citant un proche du ministre japonais des fi-nances, Hiroshi Mitsuzuka, seloo laquelle une hausse du dollar à plus de 120 yens ne le satisfaisait pas. Cet effet o'a été que de courte durée. En fin de journée, la devise s'échangeait à 120,97-121,07 yens. PARITES DU DOLLAR FRANCFORT: USD/DM TOKYO: USD/Yers

. DEVISES_	COURS DOT UNITS	A COURT	ALT: 4	ACURE
Allemagne (100 dm)	336,4500	801 F	325	349
Ecu	6,6025	-012		1.0
Etats-Unis (1 usd)	6,1320	18,07	5,8200	6,4200
Beiglove (100 F)	16,2945	-0.61	15,7700	16,5760
Pays-Bas (100 fl)	298,6700	- 0,01	-	
kale (1000 lir.)	3,4535	+0.16	3,2000	3,7000
Danemark (100 km²)			_83	13
trlande (1 lep)	9,0030	+027	8,5800	5 4200
Gde-Bretagne (1 L)		-0.59	9,2800	10,1380
Grèce (100 drach.)	2,1350	0.14	1,9200	2,4208
Suède (100 krs)	77,5800	-006	72,5000	82:5083
Subse (100 F)	408,3900	+0:08	394	ATS .
Norvège (100 k)	81,5000	, +Q18	76,5000	T-85,5000
Austriche (100 sch)	47,8130	7	46,3500	* 43,4500
Espagne (100 pes.)	3,9910	+0.01	3,6900	· /4,2900
Portugal (100 esc.	3,3200	44	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,4265	7.05	4,1000	1,7000
Japon (100 yens)	5,0892	+0,61	4,8200	:::3,1700
Finlande (mark)	112,2500	- 4031-	106,5000	7177,5060

OEVISES comptant	t: demande	offre	demande 1 mous	offre 1 mol
Dollar Etzis-Unis	6,1030	: 6,101D.	6,7510	_6,1480
Yen (100)	5,0563	5,0505		5,0734
Deutschemark	3,3649	3,354	3,3653	3,3648
Franc Suisse	4,0795	4.0755	4,0917	4,0877:
Lire ital. (1000)	3,4492	3,4471	3,4552	3,4491
Livre sterling	9,6629	9,6535	9,8223	9,8042 .
Peseta (100)	3,9907	3,9883	3,9952	3,98%
Franc Beige (100)	16,308	16,281	16,307	16,287.
TAUX D'INTÉ	RÊT DES		EVISES mois	6 mois
Eurofranc	3,32		3,47	
urodoliza	5,56		7,68	5,78
umisee	7.13		7.39	

L'OR

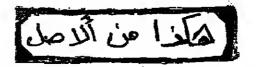
2978,50

	COURT 04/09	COURS 03/09
Or fin (k. barre)	63200	62900
Or fin (en finget)	63450	63350
Once d'Or Londres	321,70	321,70
Piece française(20f)	366	364
Pièce suisse (201)	362	365
Pièce Union lat(20f)	365	365
Pièce 20 dollars us	2375	2575
Plèce 10 dollars us	1330 -	1330
Pièce 50 pesos mex.	2355	2560

LE PETROLE

LEC BAS	T122	rc n		
LES MA) IEK	E2 1	REMIÈRES	
INDICES			METAUX (New-York)	40.76
	05/09	04/09	Argent à tenne	464,40
Dow-Jones comptant	148,72	-	Platine a terme	_
Dow-Jones à terme	152,20	752,31	Palladrum	187,95
CRB	244,28	343,67	GRAINES, OENREES	(Chicago)
			Bié (Chicago)	374,75
METAUX (Londres)	de	diars/tonne	Mals (Chicago)	270
Curvre comptant	2137,75	2138,50	Grain. soja (Chicago)	684
Cuivre à 3 mois	2163	2352.90	Tourt. soja (Chicago)	267,20
Aluminium comptant	1573,75	1381,50	GRAINES, DENREES	(Londres)
Aluminium à 3 mois	1613,50	1630.30	P. de terre (Londres)	62
Plomb comptant	630,50	1 637,50	Orge (Londres)	80,75
Plomb à 3 mois	652	.648,50	SOFTS	
Etaln comptant	5352,50	5367.50	Cacso (New-York)	1689
Étain à 3 mois	5442,50	5665	Cafe (Londres)	1680
Zinc comptant	1684,50	1163.50	Sucre blanc (Paris)	327

247 LE MONDE / SAMEDI 6 SEPTEMBRE 1997 • FINANCES ET WARCHES
RÉGLEMENT MENSUEL VALUES VALUES CAS STREAMENT OFFICAL STREAM AGENCY PROPRIED LOCATION CAS STREAMENT OFFICAL STREAM AGENCY CAS STREAMENT TALL OFFICAL STREAM AGENCY CAS STREAM AGE
OAT 88-98 TME CA 100,52 3,073 1 (Fublicate) Centenaire Blanzy 4Q,10 446 Metal Deploye 408 666 COMPTANT OAT 9/35-98 TRA 5,331 Champer Ny) 28,25 28,55 Mors 7,30 7,15 Champer Ny) 28,25 28,55 Mors 7,30 7,15 CIC Un.Euro.CIP 415 419 Navigation (Nic) 104,393
Une selection Cours relevés à 12h 30 OAT IMB 879 CAS 99.4
SECOND Cardif SA 755 755 Fructivle 651 659 NSC Groupe Ny. 310 1012 1002 NOUVEAU MARCHÉ HORS-COTE CEE 1 139 139 Gausier France 1 241 240 Dnet 1 1012 1002 NOUVEAU MARCHÉ HORS-COTE CEP 1 2 100 100 100 100 100 100 100 100 100
CAMOR Bourse Ministres 218 219 CFI Industries 349 345 Pett Boy 98 98 P.C.W. 13 13 13 13 14 14 14 14
Prévoyance Ecui. D
Une sélection Cours de clôture le 4 septembre Cours de clôture le 4
1878 1879



AUJOURD'HUI

ARCHÉOLOGIE Jean-Yves Empereur, archéologue français fondateur et directeur du Centre d'études andrines, devait présenter, vendredi 5 septembre, au siège de

l'Unesco, à Paris, les résultats des fouilles de sauvetage qu'il vient de mener sur le site de Nécropolis, à

cité fondée en 331 avant J.-C. par Alexandre le Grand, était une véri-table ville très animée. • LES AL-

utilisées pendant quelque sept cents ans. Certaines portent des croix chrétiennes du V° siècle. • LA POURSUITE Alexandrie. • CET IMMENSE CIME-TIÈRE, qui s'étendait aux portes de la grès, parfois sur sept niveaux, furent des fouilles de cette nécropole, mise au jour par hasard par un coup de

pelleteuse sur le chantier d'un autopont, au printemps, suppose l'obten-tion de financements que les Egyptiens ne peuvent fournir seuls et qu'il

Nécropolis, la ville des morts d'Alexandrie va livrer ses secrets

Les fouilles de sauvetage vont se poursuivre pendant cinq mois. Ce site découvert par hasard sur un chantier d'autopont pourrait être préservé à des fins d'exploitation touristique

JEAN-YVES EMPEREUR, le directeur du Ceotre d'études alexandrines (CEA), est à Paris. Le temps de présenter, vendredi 5 septembre, au siège de l'Unesco, le résultat de la fouille de sauvetage qu'il vieut de meoer à Alexandrie, sur le site de Nécro-polis (Le Monde do 6 août). Conférence étayée par un film produit par Gédéon programmes, un des sponsors de l'opération.

Car l'archéologue est également venu en France pour trouver des foods destinés à poursuivre ses recherches. Son cour séjour a été couronné de succès. La chaîne de télévision France 2, déjà partenaire du film, lui assure, contre l'exclusivité des images des fouilles, les 500 000 francs nécessaires à la poursuite de ses travaux. Il avait déjà obtenu, de la part des autorités égyptiennes, un permis de fooille pour les cinq prochains mois.

Les pharaons au Petit Palais

En mars 1998, une expositioo sera organisée au Petit Palais de Paris. Elle aura pour titre «La gloire d'Alexandrie ». Les recherches de Jean-Yves Empereur seront les principaux matériaux de cette manifestation, dont le clon sera la statue mouumentale d'un souverain de l'époque ptolémaique, un Grec representé sous les traits d'un pharaon. Retronvée sous l'eau, du fort Qait-bey, elle mesure sans les jambes - pins de 9 mètres de haut. Elle provient des fouilles sous-marines,. coudnites par l'archéologue français pour la troisième aunée consecutive, dans une zone auavoir découvert, parmi d'autres vestiges, des blocs ayant appartenu an célèbre phare d'Alexan-

teurs de l'autopont reliant le port d'Alexandrie à la route du désert qui file vers Le Caire sont tombés sur des vestiges archéologiques en creusant une tranchée. L'entreprise Hassan Allam Contractors, chargée de la construction de cet ouvrage d'art, travaille alors le site d'un ancieo bidonville, dans le quartier de Qabarri, à quelque 200 mètres du port de commerce d'Alexandrie. Quand une pelleteuse éventre une grande tombe hellenistique, le chantier est arrêté, et le service des musées et des sites archéologiques de la ville est immédiatement alerté. Mais les caisses de cette administration sont vides. Il u'y a plus un centime pour les interventions d'urgence. Après avoir, en vain, teoté de trouver un financement, soo directeur général, Ahmed Abdel Fattah, se tourne alors vers Jean-Yves Empereur, qui mène par ail-leurs des fouilles sous-marines ao pied du fort Qait-bey, où il pense avoir localisé les vestiges du célèbre phare d'Alexandrie.

Le 27 juin, l'Egyptien fait visiter le chantler à son collègue français et lui demande si le CEA peut intervenir pour débloquer la situation. « Il me restait quelques fonds, raconte Jean-Yves Empereur. Pestimais le temps de travail à deux semaines et le coût hebdomadaire d'une telle apération à 25 000 francs, je hu aj donc répondu de manière positive. » Dès le 29 juin une équipe est au travail : quatre archéologues, un topographe, deux dessinatrices, un photographe, trois restauratrices et quarante ouvriers. Pourquoi une telle hate? « Une fois remise au promoteur, la tombe sera dé-

ner faire des vérifications. » avaient été découverts fortuitement à l'occasion de travaux pu-

truite, explique Jean-Yves Empe-

reut. Pas question d'espérer retour-



siècles, quelques tombeaux d'Alexandrie, avec un très beau décor peint, ou celui trouvé récemment par Ahmed Abdel Fatblics. Quelques-uns remar- tah, sur le terram de Stagni. Mais quables, comme celni qui se dans la salle écomée par la pelle-

Au cours des deux derniers trouve aujourd'hui au Musée teuse oo compte jusqu'à sept rangées de loculi, ces alvéoles où les par les machines. sarcophages étaient rangés comme dans autant de tiroirs. De plus, très vite, les archéologues

C'est une

pelleteuse

travaillant

sur le chantier

du pont qui,

au printemps

a mis au jour

les premiers

empilements

dernier,

Eu revanche, les pilleurs de tombes étaient passés avant eux il v a des siècles. Ils ont fait main arrivent à se faufiler dans d'autres basse sur les objets précieus

cooteous dans ces sépultures. Restent des vases funéraires. Certains soot ornés de scènes de chasses on de la vie quotidienne. Des témoignages d'une grande qualité. Restent, surtout, quantité de décors peints: eo particulier sur les portes de stucs des tombes. Or les peintures, très prisées dans l'Antiquité, on le sait, ont rarement survécu. « Hélas, oote Jean-Yves Empereur, si ces couleurs s'évanguissent moins vite que celles des fresques montrées par Fellini dans son film Roma, elles s'estompent quand même assez rapidement si an ne les fixe pas tout de

TOMBES INVIOLÈES

Ce premier mois de travail a permis de dégager un ensemble de seize tombes qui, aujourd'hui communiquent cotre elles par les galeries creusées par les pillards. Trois escaliers oot été découverts. Seloo Jean-Yves Empereor, ils doivent meoer vers des étages inférieurs. Remplis de sable et de gravats, ils u'ont jamais été dégagés, car l'eau de la nappe phréatique affleure ici : pour aller plus bas il va falloir installer uoe pompe. «Le jeu en vaut la chandelle, indique le directeur du CEA, car l'eau a dû stopper toute les velléités des voieurs. On peut danc roisannablement espérer trouver des tombes inviolées. »

Pour le moment, seul un secteur de 50 mètres sur 30 mètres a été explore. Il reste cinq fois cette sur-face à fouiller. Cinq mois serontils suffisant? Rico n'est moins sûr tant la moisson s'annonce riche. Pourtant un nouvel espoir se lève : les autorités égyptiennes seraient sur le point de décider de conserver la zone eo l'état. Pour des raisons éminemment touristiques. L'autopont servirait alors de «plafond» à un parc archéolo-gique souterrain d'un nouveau type. La ville des morts seraient alors livrée aux vivants.

Emmanuel de Roux

Sony et Philips raniment la guerre des normes sur le vidéodisque numérique

LES ENJEUX écocomiques du vidéodisque oumérique (DVD) sout tels qu'ils engendrent des coovulsions indostrielles chroniques. La dernière en date est l'annonce, par le japonais Sony et le néerlandais Philips, d'une noune de DVD enregistrables (DVD-RAM) différente de celle que défendent leurs rivaux, Toshiba et Matsushita, La capacité de stockage des disques varie en effet de 2,6 à 3 giga-octets. Une différence, si minime soit-elle, qui pourrait conduire à la mise sur le marché de deux systèmes incompatibles.

2.72.13

Sony et Philips défendent la norme DVD + RW, très proche de ceile des disques préenregistrés (DVO-ROM). D'où une limitation des coûts industriels nécessaires pour lancer la fabrication des nouveaux lecteurs-enregistreurs. Par ailleurs, DVD-ROM et DVD+RW sont entièrement compatibles, ce qui permet « un cheminement sans heurts du monde du disque compact a celui du DVD », selon le communiqué publié le 4 septembre à To-

Le spectre de la guerre des normes, qui a déjà marqué le lancement de la cassette vidéo, réapparaît dooc. Avec les conséquences que l'on connaît pour les consommateurs. En effet, la nouvelle norme s'oppose à celle qui a été mise au point par le consor-tium DVD. Paradoxalement, Sony et Philips font partie de ce groupement d'une dizaine d'entreprises qoi rassemble toos les grands noms de l'électronique grand public. Mais les deux entreprises estimeot désormais que la norme adoptée par le consortium o'est qu'une extrapolation du système de l'année. En Europe, les indus-d'enregistrement de données in-triels tablent sur une centaine de formatiques développé par le géant Matsushita (marques National, Panasonic, Technics et JVC).

Cette sécession rappelle l'affrontement entre les normes VHS, Betamax et V 2000 lors du lancement de la cassette vidéo. Elle survient au moment où la commercialisation du DVD préenregistré (et non réenregistrable) semble enfin prête à décoller en Europe. A Berlin, le 29 août, cinq des principales compagnies de cinéma, dont Warner, Columbia Tri-Star, Polygram et MGM, ainsi que sept fabricants de matériel électronique ont annoncé le lancement des lecteurs de vidéodisques numériques eo Europe pour le premier trimestre 1998. Soit avec près de deux ans de retard sur les premières annonces (Le Monde du 5 février 1996).

DIVERGENCE

Thomson Multimédia a pris les devants avec la présentation de ses lecteurs de DVD dès mars (Le Monde du 15 février). Mais seuls une poignée de titres soot aojourd'hui disponibles pour ces appareils. Cela n'a pas empêché plusieurs constructeurs nippons de lancer les leurs sur le marché japonais en novembre 1996. Une précipitatico qui o'a pas troublé Sony et Philips, les pères du CD audio, qui ont préférer patienter jusqu'à ce qu'une offre significative de titres sur DVD soit enfin dispo-

Berlin, le consortium DVD a esti- ra ce sacrifice financier. mé que 600 titres seront disponibles aux Etats-Unis d'ici à la fin

triels tablent sur une centaine de titres lors du lancement et sur plus de 250 à la fin de 1998. Warner Home Video prévoit ainsi d'éditer 25 films sur DVD dès le premier trimestre de l'an prochain. Il semble donc que 1998 sera mar-quée par le véritable lancement du DVD préenregistré. Les fabocants d'électronique grand public comptent sur cette oquvelle technologie pour réanimer la croissance d'un marché mondial qui, s'il représente au total entre 70 et 75 milliards de dollars eo 1997, stagne en Europe.

Néanmoins, la révolution sera apportée par le DVD enregistrable. C'est lui, en effet, qui peut prétendre renouveler l'ensemble du parc installé des magnétoscopes. Pour convaincre les consommateurs, il se substituera également aux magnétophones et aux lecteurs de CD audio. De plus, le format DVD favorisera le rapprochement de l'ordioateur et de la télévision, un mouvement que l'industrie informatique attend avec impatience pour augmenter sa pénétration dans les foyers.

La divergence sur la norme de DVD enregistrable qui apparaît aujourd'hui risque fort de retarder l'arrivée à maturité de cette technologie prometteuse. Avec. cependant, un avantage pour les industriels: les consommateurs devront acquérir un lecteur de DVD avant de devoir le remplacer par un lecteur-enregistreur. Reste C'est désormais chose faite. A . à savoir si leur impatience justifie-

Michel Alberganti

Sept siècles de sépultures empilées sur un kilomètre carré

d'Alexandrie, entre le part et le lac Manout. Le terme a été forgé par l'historien grec Strabon, vers l'an 25 avant J.-C., lorsqu'il eut à décrire l'immense cimetière qui s'étendait aux portes de la ville, fondée en 331 avant J.-C. par Alexandre le Grand, sur près de 1 kilomètre carré. « Les plus vieilles tombes que nous avans découvertes remantent au III siècle avant J.-C. et la plus récente au IV siècle après J.-C. II y a là sept siècles de sépultures, indique Jean-Yves Empereur. Mais il ne faut pas croire que cette nécropoie était une sorte de Père-Lachaise avec des palmiers. C'était une ville, très animée si l'an en croit Strabon, avec des jardins et des constructions qui servaient de salles à manger pour les repas funèbres, avec des cuisines attenantes, des maisons d'embau-

Ces dernières étaient creusées dans le sol, du grès dunaire. Des escaliers descendaient vers des cours à ciel ouvert. A partir de celles-ci, on avait accès à des salles fermées, tapissées de loculi, des alvéoles de 1 mètre de haut, suffisamment profondes pour accueillir un sarcaphage de bois et fermées par une porte en stuc peint. Dans certaines pièces, les alvéoles étaient remplacées par des niches contenant des urnes où étaient conservées les cendres des corps Incinérés. Des salles comptent jusqu'à sept rangées de loculi superposées. « Sur des parois explique Jean-Yves Empereur, an a trouvé de simples lignes rouges qui délimitent la place de futurs loculi.

DÉPECHES

installée sur son pas de tir, à Cap Ca-

pour contrôle. Selon l'Agence spa-

néamnoires être lancée comme pré-

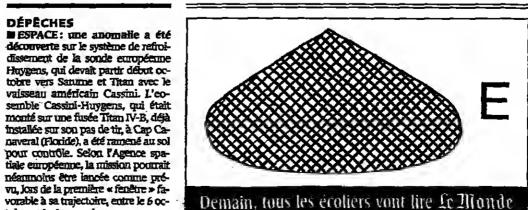
vu, loss de la première « fenêtre » fa-

NÉCROPOLIS, la ville des morts, se situe à l'ouest | On camprend que l'espace était réservé à l'ovance, et qu'il y avait un véritable plan, un projet architectural qui était exécuté au fur et à mesure des besoins. »

Les nombreuses lampes à huile trouvées lors des premières fouilles - plus de 400 - sont des « traceurs chronologiques » puisqu'on en connaît bien la typologie. Elles permettent de dater les tombes avec précision. Certaines d'entre elles ont été réutilisées : comme l'attestent les croix chrétiennes, sans doute du V siècle, trouvées sur des tombes ptolémaïques aménagées au II siècle avant J.-C. Chaque ensemble de tombes, organisé autour de sa cour, était autonome. Mais les pillards, à la recherche des bijoux ou des objets précieux avec lesquels les défunts accomplissaient leur dernier voyage, ont creusé des galeries pour passer de l'un à l'autre. Ce sont ces passages que les archéologues ont emprunté pour progresser dans leurs recherches.

Cette nécropole a dû fonctionner au mains jusqu'à l'arrivée des conquérants arabes, au VIII siècle. A cette époque, Alexandrie, dont le nombre d'habitants dépassait les 400 000 (certains parlent même de 1 million), commençait à décliner. Les nouveaux maîtres de l'Egypte la négligèrent au profit du Caire, qu'ils venaient de fonder plus au sud. Du XIV à la fin du XIX siècle, date de sa renaissance, Alexandrie ne fut plus qu'une modeste bourgade endormie, et Nécropolis un site oublié.

E. de R.



vorable à sa trajectoire, entre le 6 octobre et le 4 novembre.

Djamolidine Abdoujaparov avait subi sept contrôles positifs avant sa suspension

Le champion cycliste, exclu du dernier Tour de France, avait déjà été pris en faute avant le début de l'épreuve. La longueur de la procédure et des « dysfonctionnements » techniques auraient retardé la sanction

du Tour de France, l'« affaire Abdoujaparov » a refait surface à Lausanne. Le coureur d'Ouzbékistan avait été exclu de la Grande Boucle, vendredi 11 juillet, aprés qu'une contre-expertise eut confirmé la présence dans ses urines de Bromontan. une ampbétamine, et de Clembutérol, un anabolisant, deux produits interdits dépistés lors de la deuxième étape de l'épreuve. le 7 juillet. Le coureur avait aussitôt été licencié de l'équipe Lotto et suspendu des compétitions. La décision avait alors paru ferme et

Deux mois plus tard, de nouvelles informations laisseraient penser que le processus n'était pas si limpide. Selon des informations rapportées par L'Equipe et des agences de presse, le 4 septembre, le prince Alexandre de Mérode, vice-président du Comité international olympique (CIO), se serait tardivement ému de ne pas avoir été prévenu de précédents contrôles positifs subis par Djamolidine Abdoulaparov.

Après avoir interrogé le Laboratoire national de lutte contre le dopage, basé à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), et l'Union cycliste internationale (UCI), Il semble en effet que le coureur a été contrôlé positif cinq fols auparavant, une fols en Belgique et quatre fols en France: lors des Trois Jours de la Panne (2 avril), lors du Grand Prix de la ville de Rennes (6 avril), lors de la Côte Picarde (22 avril), lors des Quatre Jours de Dunkerque (11 mai) et enfin lors du Dauphlné libéré, trois semaines avant le départ du Tour de France. A chaque fols, les laboratoires ont transmis les dos-

Cette dernière affirme qu'au-

APPAREMMENT réglée lors cune sanction n'a été prise aupade la procédure. Selon le chapitre 7 du règlement. l'instance internationale prévient d'abord les fédérations nationales, qui ont trente jours pour sanctionner le fautif. Au-delà de ce délai et sauf nouvel appel, qui peut encore retarder la procédure, elle peut alors se substituer à la fédération défaillante. « Nous avons envoyé un courrier à la fédération d'Ouzbékistan fin mai, explique Hein Verbruggen, président de l'UCI. Comme elle n'o pos réagi, nous lui avons renvoyé une lettre d'overtissement au début du mois de juillet. » Djamolidine Abdoujaparov a encore été contrôlé deux fols positif lors de la premiére semaine du Tour.

> Le CIO n'a aucune information officielle sur les contrôles réalisés en France depuis le début de cette année

La direction de l'épreuve a, elle, été plus expéditive, excluant le sprinter le soir même de la contre-expertise du premier test. Ce que voyant, l'UCI a aiors décidé de suspendre le cycliste, de manière « préventive », en attendant la décision formelle de la fédération d'Ouzbékistan. Cette dernière a entin sanctionné officiellement le coureur la semaine derniére, soit plus de cinq mois après le premier contrôle positif. Le laboratoire de Châtenay-

cune sanction n'a été prise aupa-ravant en raison de la complexité CIO n'ait pas été averti par un simple « dysfonctionnement ». « Nous ottendions un nouveou logiciel que devait naus fournir le CIO et qui n'est toujaurs pas orrive », explique Jacques Deceaurriz, qui a remplacé à la tête du laboratoire Jean-Pierre Lafarge, parti en retraite le 1ª juillet. Habituellement, le laboratoire informe tous les trois mois le comité de ses investigations. La derniére « livraison » des cas de contrôle positif date de mai : elle portait sur les expertises du dernier trimestre 1996. Le CIO n'a donc aucune information officielle sur les contrôles réalisés en France depuis le début de cette année et n'en a jusque-là pas semblé inquiet, même si certaines affaires ont pu lui être révélées par des canaux officieux. M. Deceaurriz affirme n'avoir reçu aucune relance du comité.

La lenteur de la procédure et son secret sont le plus souvent Justifiés par les nécessités d'une saine justice. « Un coureur doit ovoir le temps de se défendre, affirme Hein Verbruggen. Il a le droit d'être entendu. » Mais ce parcours tortueux semble comporter nombre de voies de garage où échouent parfois les dossiers. Un autre cas positif au Salbutamol repéré lors du Tour 1997 avait été classé par l'UCI, le coureur ayant Justifié un usage thérapeutique. Djamolidine Abdoujaparov a été contrôlé sept fois positif au Bromontan entre le 2 avril et le 11 juillet avant d'être sanctionné. A l'UCI, on admet devoir « régulièrement » relancer les fédérations qui tardent à sévir. Pas seulement en Ouzbé-

Benoît Hopquin

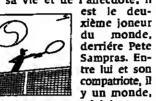
Michael Chang trouve la force de venir à bout de Marcelo Rios

Le numéro deux mondial accède aux demi-finales de l'US Open

L'Américain Michael Chang a dù batailler face au Chilien Marcelo Rios pour s'imposer en cinq sets (7-S, 6-2, 4-6, 4-6, 6-3), jeudi 4 septembre, en quarts de fi-

NEW YORK

de notre envoyée spéciale. Michael prie et remercie Dieu à chacune de ses victoires. Au-delà de sa vie et de l'anecdote, il



celui des tournois du Grand Chelem. Le numéro un mondial, éliminé en huitièmes de finale, possède dix titres majeurs, Michael Chang n'en a qu'un. Il gagna les Internationaux de France de Roland-Garros en 1989.

Il avait dix-sept ans. Il était celui qui, en buitlèmes de finale, avait servi à la cuiller contre Ivan Lendl dans le cinquième set avant de gagner (4-6, 4-6, 6-3, 6-3, 6-3). En route pour la finale, il avait dévoré quelques « crocodiles », l'Haltien Ronald Agenor et le Russe Andreï Chesnokov. Avant de mettre fin au rêve du Suédois Stefan Edberg

(6-1, 3-6, 4-6, 6-4, 6-2). Depuis, Michael Chang ne cesse de courir après un nouveau succès. Il y met le cœur que l'on sait. Michael est le battant absolu, celui qui tricote des jambes vers tous les points désespérés, appelant, ainsi, tous les joueurs de tennis du monde à toutes les persévérances. Il est le gars qui rassure. Comme lui, finalement, tout le monde peut jouer au tennis à condition de le

vouloir: « En me regardant, les enfants peuvent se dire "je peux le faire". Il n'est pas plus grand que moi, il n'est pas plus impression-

Michael ne cesse de s'interroger sur son jeu. En 1995, il vint à Roland-Garros avec une raquette au manche plus long. Il n'y avait pas d'exigence de marketing. Dans un monde où les grands serveurs commençaient à faire la loi, où Pete Sampras, le mitrailleur d'aces, poursuivait sa domination sur le tennis mondial, Chang se mettait au niveau, à la bauteur. A l'orée de la saison 1996, de tournoi en tournoi, il avait remodelé son geste. pourtant vieux de plus de dix ans. refait son lancer. Son service métamorphosé, les statisticiens avaient calculé qu'il servait trois aces de plus par match et autant de services gagnants: l'équivalent d'un ieu et demi.

UNE CHANCE À SAISIR

Avec cette nouvelle arme ajoutée à ses jambes explosives, cette bravoure et cette assiduité sur le court, il pouvait aspirer à mieux en tournois du Grand Chelem, Il aura attendu six ans pour briller de nouveau à Roland-Garros. En 1995, il en rejoue la finale, contre Thomas Muster cette fois. C'est l'Autrichien qui s'impose. En 1996. il est aux premières loges pour assister à la victoire de Boris Becker aux Internationaux d'Australie : il vient de lui donner une réplique, rien qu'une réplique. En sep-

tembre 1996, il est quasi étrillé par Pete Sampras en finale de de l'US Open.

Pour éviter de subir, il lui reste son hon sens. Il a vingt-cinq ans, un an de moins que Pete Sampras, dont il n'aura jamais la stature. Mais Micbael Chang est un dauphin impeccable. Un exemple d'abnégation pour le tennis, d'efforts consentis et cet amour inoui pour le tennis. Ainsi travaille-t-il, jamais satisfait, toujours curieux d'améliorer son jeu de jambes déjà symphonique, ou de trouver des innovations technologiques à son matériel. Les défis le font rester jeune. Il dure.

Pete Sampras est parti, cela reste un événement à Flushing Meadow. C'est la chance de Michael Chang, dernier Américain en lice dans le tableau messieurs. Jeudi soir, sur un court battu par les premiers vents de l'automne, il s'est battu à en perdre le souffie contre le gaucber chilien Marcelo Rios. Il a bien gagné les deux premiers sets, mais il s'est méfié. Peut-être trop. Surpris, Marcelo n'a que peu développé son jeu. Ce n'est que plus tard qu'il a fait jaillir de son poignet un feu d'artifice de points expédiés dans des angles fermés, sur les lignes si possible, histoire de rafler deux sets.

La dernière manche? Une affaire d'expérience. Michael Chang a une nouvelle fois prouvé son tempérament et Marcelo Rios ses impatiences. Mené deux jeux à zéro, l'Américain, renvoyant le Chilien loin derrière la ligne de fond de court, neutralisait la plupart de ses velléités offensives. Au ieu du chat et de la souris. Chang a chipé le service de Rios en pilonnant son revers, puis a servi pour le match. Il a sauvé deux balles de break avant de leter ses dernières forces dans la bataille : « C'était un match incroyable, j'en suis venu à bout parce que beaucoup de gens ont prié pour moi. Avec eux, aujourd'hui, j'oi été beaucoup plus que moi-même. > Il confie que c'est une prière reçue sur son site Internet qui l'a aidé aujourd'hui. Il est visiblement éprouvé.

Bénédicte Mathieu

Martina Hingis fait l'apprentissage de la défaite

Adversaires la veille, en quarts de finale de l'US Open, Arantxa Sanchez-Vicario et Martina Hingis; qui l'avait emporté 6-3, 6-2, avaient la tête allieurs, jeudi 4 septembre. Elles ont été très sèchement battues en demi-finales du double (6-4, 6-3) par Lindsay Davenport et Jana Novotna. Numéro un mondial en simple, seulement battue deux fois cette année, Martina veut aussi être la meilleure en donble. Elle s'est alliée, en février, avec Arantza, alors numéro un mondial de la spécialité associée à Jana Novotna. Depuis, les deux joueuses n'ont pas encore gagné de tournoi du Grand Chelem et sont surpassées par Glei Fernandez et Natasba Zvereva. Celles-ci rencontralent, vendredi S septembre, les Néerlandaises Nicole Arendt et Manon Bollegraf en demi-finales. Natasha Zvereva est en course aux Internationaux des Etats-Unis pour le Grand Chelem. Après avoir remporté l'Australian Open avec Martina Hingis, elle a gagné Roland-Garros et Wimbledon avec Gigi Fernandez.

Victime de la fuite de ses talents, la gymnastique russe a perdu ses marques

de notre envoyée spéciale Les temps sont durs et le pire reste à venir pour la gymnastique russe. Jeudi 4 septembre, à Laosanne, Leonid Arkaiev, l'entralneur-président, en a fait le déplaisant constat. Dans l'après-midi, « ses » filles ont laissé échapper pour cinq dixièmes un titre mondial par équipe qui leur semblait promis an profit d'Impeccables mais insipides Roumaines. Pour des broutilles à la poutre, par manque d'esprit de corps des plus anciennes face à la fébrilité des jeunes qui découvralent la foule (4700 personnes) et les projecteurs du haut niveau sénior. Sur le bord du praticable, Leonid Arkaïev

s'éloigner, impuissant. Sa carrure d'ours et ses yeux furibonds n'impressionnent plus la championne nationale russe. Svetiana Khorkina a géré la crise en grande sœur réconfortante. « Il nous o félicitées et remerciées pour cette compétition », a-t-elle déclaré. Le glacial compliment asséné, M. Arkaïev n'a plus pensé qu'à sauver les meubles. Il comptait sur « ses » champions olympiques par équipe en titre. Ils lui ont infligé le pire des affronts. Avant leur dernière rotation - le saut de cheval -, ils musardaient en cinquième position d'une finale à six.

a tancé les coupables avant de

Le passage à la barre fixe préfigurait un désastre. Avant même la fin de l'avalanche de chutes de ses gymnastes (cinq), l'entraîneur russe houspillait un responsable technique sur l'évaluation de départ des exercices par les juges. « Il avait raison, a dit Alexei Nemov, le vice-champion olympique indivi-

duel, dont la barre fixe est l'agrès de prédilection, mois nous ne pouvons pas nier nos erreurs. Nos enchoinements sont difficiles, et nous ne les avons pas assez travaillés.» Une telle débandade était impen-

sable Il y a seulement quatre ans. Leonid Arkaïev cumulait déjà ses fonctions actuelles du temps de l'Union soviétique et de la Communauté des Etat indépendants (CEI). Il incamait la réussite d'une école de rigueur. Son puissant empire est aujourd'hui réduit à une peau de chagrin. Cantonné dans une Russie regorgeant de talents mais dépourvue de moyens, il est condamné à regarder le fruit d'années de travail lui filer entre les doigts. Ses meilleurs lieutenants préfèrent des exils dorés à l'existence dans un centre d'entraînement national isolé et décrépl. La majorité des gymnastes les plus expérimentés ont peu à peu définitivement tourné le dos à la base de préparation du lac Rond, aux environs de Moscou.

L'HONNEUR EST SAUF L'ours Arkaiev a beau s'insurger contre ces désertions, beaucoup de ses disciples, fatigués de le voir prélever systématiquement.sa dîme sur leurs cachets, vont désormais sans lui. Certains involontairement, mais avec beaucoup de succès. Comme Ivan Ivankov, privé des Jeux olympiques d'Atlanta (1996) à cause d'une grave blessure au tendon d'Achille, qui semble en passe de remporter le titre mondial individuel sous les couleurs blélorusses. Pour la première fois, avec ses compatriotes, il a obtenu une médaille par équipe : l'argent.

profité des erreurs de nos omis et riwaux », out-ils déclaré, un peu gè-

D'aotres gymnastes ont plus délibérement « trahi » Leonid Arkaïev. L'équipe allemande, sixiéme et derniére, jeudi, était là pour le hui rappeler, avec son casting majoritairement « cosaque ». Valeri Belenki, Serguei Kharkov, Dimitri Nonin, Serguei Pfeifer font encore figure de dissidents, malgré l'aigle trappé sur leur poitrine et leurs falots coéquipiers de souche, Daniel Farago et Uwe Billerbeck. . Ils assurent lo continuité en attendont lo moturation de lo relève allemande, explique Dimitri Karbanenko, qui concourt pour la première fois sous les couleurs françaises. Le cours du deutschemork est intéressant et ils doivent penser à la suite de leur carrière. »

Les derniers fidèles d'Arkaïev ont fini par arracher d'extrême justesse la médaille de bronze à des Japonais menaçants. L'bonneur de la Russie sauvée, l'entrafneur-président pouvait respirer. Et ourdir sa vengeance contre les vainqueurs chinois. Pour se ménager, il n'a pas escorté ses gymnastes en conférence de presse. Intimidés par cette nouvelle expérience, le petit champion de Russie Alexei Bondarenko, Evgueni Ghukov, Nicolai Krukov et Dimitri Vasilenko se sont abrités derrière les helles épaules et le sourire irrésistible d'Alexei Nemov. Avec Alexei Voropaev, il est, à vingt et un ans, l'unique survivant d'une époque dont Leonid Arkalev doit se souvenir comme du « bon vieux

Le Monde

Il n'y a pas de jour pour chercher un emploi.

Mais il y a un seul jour pour en trouver: c'est le mardi.* C'est dans Le Monde.

Date mercredi.

47

-15 3-41

13

-6-

11.72

0.00

Les membres du CIO désignent la ville olympique de 2004

Après Sydney, site des prochains Jeux, Athènes, Rome et Stockholm semblent bien placées pour obtenir l'organisation du grand rendez-vous sportif de l'été. Les candidatures du Cap et de Buenos Aires pourraient néanmoins troubler le subtil jeu géopolitique auquel donne lieu ce scrutin

Les 107 votants du Comité international Stockholm briguent les voix des membres dates ont multiplié les contacts et les rennlympique (CIO) doivent procéder, vendredi 5 septembre, à la désignation de la Athènes, Buenos Aires, Le Cap, Rome et

du sport pour obtenir l'organisation de la

de la plus haute instance internationale contres pour tenter d'influencer les votants. Juan Antonio Samaranch, qui a été ville qui accueillera les Jeux da 2004. grande fête d'été. A Lausanne, les très réélu, jeudi 4 septembre, par acciamation,

doit d'abord convaincre le CIO qu'ils seront bien accueillis par la communauté, organisés avec efficacité et qu'ils respecnombreux représentants des villes candi- à la présidence du CIO, l'a rappelé: teront l'environnement. » Uo choix diffi-

serrée entre des cités qui prétendent toutes respecter ces critères. Le nom de la ville lauréate devait être annonce officiellement à 18 h 30.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial Deux chefs d'Etat, trois maires de grande métropole; cinq délégations officiellement de cent personnes au maximum, une pluie de champions, cent neuf membres du Comité international olympique sur cent onze, au moins neuf cents représentants des médias, au total queique trois mille accrédités. La 106 session du CIO provoque de sévèrea encombrements dans la tranquille cité vaudoise, où doit être désignée vendredi S septembre vers 18 beures, la ville organisatrice des Jeux nlympiques d'été de l'an 2004.

Sur les onze cités qui avaient fait acte de candidature initialement, cinq ont été retennes le 7 mars après que leur dossier eut été évalué par une commission ad hoc présidée par l'ancien champion olympique de fleuret allemand, en 1976, Thomas Bach. Istanbul (Turquie), Lille (France), Rio de Janeiro (Brésil), San Juan (Porto Rico), Séville (Espagne) et Saint-Pétersbourg (Russie) ont ainsi été éliminées.

Athènes (Grèce), Buenos Aires (Argentine), Le Cap (Afrique du Sud), Rome (Italie) et Stockholm (Snède) sont restées en compétition. Elles oot dressé, depuis le 2 septembre, leur stand dans le palais de Beaulieu, où se tient la session du CIO, mettant en valeur leurs atouts et révélant leur carac-

Stockholm prnmet ainsi des Jeux pour les athlètes sur 2000 luxueoses jaqoettes en quadrichromie diffusées gratuitement avec P International Herald Tribune. Spécialement délégués parmi soizante champions internationaux officiellement engagés en faveur de la capitale suédoise, les joueurs de tennis Bjorn Borg et Stefan Edberg arpentent les couloirs du palais de Beautieu pour convaincre quiconque douterait des qualités réunies par cette can-

Le Cap, pour sa part, distribue de splendides calendriers nù le président Mandela arbore une casquette estampillée 2004, comme il avait porté le maillot do capitaine des Springboks lors de la Coupe du monde de rugby, en

PETITS CADEAUX

Stockholm et Le Cap, les deux villes se sont fait taper sur les doigts pour avoir proposé par lettre anx membres du CIO - censés ne pas recevoir de cadeaux d'un montant supérieur à 200 dollars de la part des comités de candidature -, pour l'une d'ailer se meobler chez Ikéa, pour l'autre d'inviter à Lausanne le compagnon ou la compagne de son choix. Athènes est toute drapée de blanc dans sa légitimité olympique bistorique. Buenos Aires n'en finit pas de rappeler qu'elle brigue l'investiture olympique pour la cinquième fois. Et Rome est Rome, un centre du monde dont le nombril serait Primo Nebiolo, l'encombrant président de la Fédération internationale d'athlétisme.

Le choix pour 2004 peut-il finalement être moins déconcertant que ceux faits depuis l'arrivée de Juan Antonio Samaranch à la pré-

tion, mais Atlanta, la ville de Coca-Cola et de CNN, s'imposa au cinquième tour de scririn. En 1993, à Mnnacn, Pékin la rouge devait être la ville des Jeux de l'an 2000, mais Sydney la verte finit par arracher cet bonneur. Seule exceptioo à cette règle de la surprise : en 1986, à Lausanne, Barceinne, ville

Un milliard de dollars d'ores et déjà assurés

La ville organisatrice des Jeux olympiques en 2004 était assurée, avant sa désignation par les membres dn ClO, que son budget de fonctionnement serait convert à hauteur de 1 milliard de dollars. C'est ee que le Canadien Richard Pound, vice-président de la commission exécutive du Comité international olympique en charge du marketing, a indiqué, le 3 septembre, lors de la 106 session du CIO. Les accords à long terme conclus avec les chaînes de télévision se montent déjà à 1 426,3 millions de dollars pour les Jeux de 2004, alors que ces droits étaient de 850,7 millions de dollars à Atlanta et seront de 1272,1 millions à Sydney. Le comité d'organisation des Jeux de 2004 recevra 49 % de cette somme, la différence allant an mouvement olympique. A cela s'ajouteront 50 % des revenus fournis par le club (TOP) composé de onze compagnies mondiales (Coca-Cola, IBM, John Hancock, Kodak, McDonald's, Panasonic, Samsung, Sports Illustrated, UPS, Visa, Xerox), qui verse an total 500 millions de dollars pour être les commanditaires exclusifs des Jeux.

sidence du CIO ? En 1981, à Baden Baden, un an après les Jeux de Moscou boycottés par les Etats-Unis, Nagoya semblait avoir partie gagnée, mais Séoul, capitale sudiste d'un pays idéologiquement et écocomiquement coupé en

deux, l'emporta. En 1990, à Tokyo, les Jeux du Athènes, la cité de leur rénova-

natale de Juan Antonin Samaranco, se vit attribuer les Jeux de 1992 sans que Paris puisse lui contester valablement ce privi-

La logique du CIO en la matière semble donc de n'en avoir aucune, sinnn celle d'intérêts très particuliers. Le CIO o'est pas un forum centenaire paraissalent promis à international. Les ceot ooze membres qui le composent repré-

senteot quatre-vingt-six pays à otre personnel. Ainsi, sur les cent sept grands électeurs qui devaient participer au vote vendredi 5 septembre, vingt sont africains, vint et un américains, dix-sept asiatiques, quarante-quatre enropéeos et cinq océaniens. Bien malin qui pnurrait déterminer des lignes de farce politiques dans cet aréopage de personnalités cooptées, nu le grand duc Jean de Luxembourg et l'infante Dona Pilar de Bourbon côtoient l'ancien ministre soviétique Vitaly Smirnov et le général nugandais Francis Nyaneweso.

RUMEURS ET DÉSINFORMATION Emergeant de cette génpulitique improbable, à peine évoquet-on une vague solidarité latinoaméricaine qui pourrait se manifester pour peu que le Brésilien Jna Havelange, président de la Fédération internationale de football, en appelle aux devoirs de la passioo locale pour le ballon rond. Cette communauté d'intérets plus nu mnins affirmés exaspérerait d'ailleurs les Anglo-Saxons. Parce qu'aucun des trois membres américains du CIO ne s'est rendu à Buenos Aires, les anglophnnes auraieot ainsi ourdi un complot en faveur de Stockholm. Rumeurs,

désinformation... Une règle non écrite des pérégrinations olympiques établirait qu'après avoir été disputés à Atlanta (Amérique) en 1996 puis à

Sydney (Océanie) en 2000, les Jeux reviennent pour 2004 en Europe. Les plus fins spécialistes de l'nlympisme pronostiquent en effet l'élimination de Buenos Aires et du Cap aux deux premiers tours de scrutin et une bataille farouche entre Rome et Atbènes avec Stockhalm comme arbitre.

En tout cas, l'époque nù le patroo d'Adidas, Horst Dassler, tirait en coulisses les ficelles pour la satisfactinn des intérêts propres à l'équipementier sportif, semble révolue. Les commanditaires et les chaînes de télévision profitent désormais des JO quels que soient le lieu où ils sont organisés. Faire du lobbying pour telles ou telle ville ne ferait qu'alnurdir l'investissemeot d'un sponsor et compromettre sa stratégie forcément pla-

Athènes, Buenos Aires, Le Cap, Rnme ou Stockholm? Avant le vote, Juan Antonin Samaranch a préveou : « Le choix d'une ville hôte ne sourait se faire sur des critères purement techniques. Taute ville désireuse d'organiser les Jeux olympiques doit d'abord convaincre le CIO que les Jeux seront bien accueiltis par la communauté, qu'ils seront organisés avec efficacité, qu'ils respecteront l'environnement et qu'ils laisseront un héritage positif. » La quadrature, eo quelque snrte, du cercle olympique, qui comporte

Alain Giraudo

Cinq critères à prendre en considération

Au moment d'écrire le nom d'une ville sur les bulletins de conleur différente à chaque tour que leur auront distribués Guy Drut, Syed Shahid All, Hein Verbruggen et Shengrong Lu, les membres du ClO auront en tête au moins chiq critères de choix personnels : alternatifs entrant en ligne de

 Ne pas faire de cadeau empoisonné au successeur de quatrième mandat prendra fin en 2001. Cela implique d'élimines dès les premiers tours les villes potentiellement à problèmes pour des raisons de sécurité, d'environnement nn d'instabilité

 Montrer de la sympathie à l'Afrique du Sud du président Nelson Mandela, dont le charisme est sensible à Lausanne. Ce qui oblige de ne pas éliminer Le Cap dès le premier tour, sans pour

autant his permettre d'arriver an troisième tout • Se rappeler que l'Argentine est.

le seul pays fondateur du mouvement olympique moderne. oni n'a iamais été en mesure d'organiser des Jeux. Un constat qui împose de ne pas tenir pour négligeable la cinquième candidature de Buenos Aires, en dépit des faiblesses de son projet. Penser qu'avoir été battue par

d'organiser les Jeux de 2004, Cela permettrait aux Jeux de revenir en Europe, dont ils ont été écartés pendant deux olympiades.

Trouver qu'après la motteur d'Atlanta et les moustiques de Sydney la Via Veneto offre des charmes auxqueis il n'est pas humainement possible de résister. Et donc donner la victoire au

favori en dépit de ses agaçantes

forfanteries.

après, le droit moral à Athènes

DÉPÊCHES

FOOTBALL: Marseille a battu Lyon (1-0) et Le Havre a concédé un match nul face à Toulouse, jeudi 4 septembre, lors des deux matchs avancés de la sixième journée du championnat de France de première division.

■ De brefs incidents nut opposé, jeudi 4 septembre, des supporteurs aux forces de l'ordre aux alentours du Stade-Vélodrome de Marseille, à l'issue de la victoire de l'OM sur Lyon (1-0). Les échauffourées ont débuté lorsqu'une centaine de supporteurs lyonnais, qui s'étaient manifestés bruyamment tout au long de la rencontre, ont arraché des sièges pour s'en servir comme projectiles. Parallèlement, des supporteurs marsellais se sont massés sur le parvis du stade pour attendre la sortie des Lyonnais. Ils ont été dispersés par les forces de l'ordre, qui ont utilisé des gaz lacrymogènes. Quelque supporteurs ont alors jeté des pierres sur les policiers, qui déplorent deux blessés. Le calme est revenn aux abords du stade vers 23 b 30.

■ Six «hoofigans» du club argentin de Boca Juniors ont été condamnés à une peine de huit aus de prison jeudi 4 septembre, à Buenos Aires, pour le meurtre d'un supporteur d'independiente, le 9 novembre 1994, après une rencontre entre les deux clubs.

■ AUTOMOBILISME: le pilote finlandais Mika Hakkinen et sa McLaren-Mercedes ont été « exclus » du classement du Grand Prix de Belgique de formule 1, qu'ils avaient terminé à la troisième place, par le tribunal d'appel de la Pédération internationale de l'automobile (FIA), réuni jeudi 4 septembre à Paris. Les résultats d'analyse avaient fait apparature que l'essence utilisée lors des essals qualifica-tifs n'était pas conforme. Dans le nouveau classement ainsi établi, Heinz-Harald Frentzen (Williams-Renault) prend la troisième place

■ GOLF: Severiano Ballesteros, capitaine de l'équipe d'Europe, a annoncé, jeudi 4 septembre, la liste des douze hommes qui affronteront une sélection américaine lors de la Ryder Cup, disputée du 26 au 28 septembre, à Valdenama (Espagne). Ballesteros a désigné ses deux « wild cards », l'Angiais Nick Faldo et le Suédois Jesper Pamevik. Ils accompagneront Colin Montgomerie, Darren Clarke, Ian Woosnam, Bernhard Langer, Per-Ulrik Johansson, Lee Westwood, Ignacio Garri do, Thomas Bjorn, Costantino Rocca et Juse Maria Olazabal. OLYMPISME: un homme de vingt-huit ans a été arrêté, jeudi 4 septembre, à Stockholm, alors qu'il s'apprétait à faire exploser la

statue de Pégase, symbole de la candidature suédoise aux JO de 2004. Il est soupçonné d'être l'auteur de précédents attentats à l'explosif

contre des installations sportives en Suède.

de notre envoyé spécial L'ordre du jour de la 106 session du Comité international olympique (CIO) prévoyait que l'élec-

LAUSANNE

PORTRAIT_

Le président du CIO, réélu à Lausanne, sait déployer de rares qualités de séduction

tion du président devait intervenir samedi matin 6 septembre. Mercredi 3, à 17 heures, heure limite du dépôt des candidatures, il a été patent que seul le marquis luan Antonio Samaranch briguait la fouction. Dans le quart d'heure qui suivit, sur proposition du grand-duc Jean de Luxembourg, doyen du Comité, les 108 membres présents dans l'auditorium du palais Beaulien out sans attendre procéđể à sa réflection par acclama-

C'est la troisième fois que ce petit bonhomme pé le 17 juillet 1920 à Barcelone, dans une riche famille d'industriels du textile, se succède ainsi à lui-même, sans surprise. Il a demandé comme une faveur aux membres du CIO de pouvoir terminer ce quatrième et dernier mandat dans la ville où il avait entamé le premier. En 2001, la 110 session, qui désignera le buitième président du CIO, aura donc lieu à Moscou, pulsque c'est là, le 17 juillet 1980, que le premier am-bassadeur de l'Espagne postfranquiste en URSS entama son règne

olympique. Un homme change-t-il en vingt et un ans? Un goût frénétique du pouvoir a été la marque d'un jeune Catalan ordinaire mais ambitieux qui s'est fourvoyé dans le franguisme. Il est intact chez l'homme tassé par l'age qui est deveno un financier - il préside la Super Caixa -, qui a été annbli par le rol -Il porte le titre de marquis - et qui dirige le mouvement sportif le plus

Juan Antonio Samaranch, patron d'une entreprise très rentable puissant du moode - il est reçu partout avec rang de chef d'Etat. Sous le Caudillo ou sur l'Olympe, Juan Antonio Samaranch exerce soo pouvoir avec la même méthode, un art de séduire et de convaincre presque effrayant, fascinant en tout cas, comme le re-

> Eo lui fermant les portes de l'université, la guerre a peut être médecin. C'est un grand dirigeant sportif qui s'est révélé au terme d'un itinéraire tortueux commencé sur les pistes de bockey sur patins à roulettes. En vingt et un ans à la tête du CIO, il a transformé une institution au bord de la faillite morale et financière en une « World Company » à la notoriété et la rentabilité phénoménales.

Quand il succède à Lord Killanin, en 1980, les Jeux qui s'ouvrent à Moscou n'nnt rien de planétaire. Boycottés par la majorité du bloc occidental, ils peinent à franchir la barre des cent délégations. Il y en aura près de deux cents à Atlanta pour les Jeux du centenaire, en 1996. Après avoir essuyé un dermer boycottage, de PEst cette fois, à Los Angeles, Juan Antonio Samaranch a déployé une habileté diplomatique sans précédent pour que pas un camité nlympique adhérent au CIO ne manque à Séoul, en dépit des pressions de la Cnrée du Nord auprès des pays

En même temps qu'ils devenaient réellement universels, les Jeux allaient devenir une start up sportive, à la manière de ces entreprises à forte rentabilité qui défraient les chroniques boursières. Considérés comme ruineux à la fin des années 70, au point de désespérer les villes candidates à l'organisation, les Jeux vnnt changer d'image à Los Angeles eo 1984. Toutefois, à la rentabilité pour l'nrganisateur, Juan Antonin Sama-ranch va substituer la rentabilité pour le mouvement olympique.

ting, les télévisions et les grandes probants - il suffit de regarder la compagnies moodiales assurent désormais au CIO des revenus supérieurs au milliard de dollars par olympiade.

Habilement, le président do CIO a su faire profiter de cette manne les comités des pays en voie de développement. Grace à la solidarité l'ennuie en lui posant les mêmes olympique, ceux-ci peuvent être de plus en plus présents dans les oales, avec les succès que l'on sait pour les Africains. Cela vaut quelques acclamations lorsqu'il s'agit de prolooger un mandat. Même si, à côté des incontestables réussites, les dérapages sont combreux et

QUESTIONS SAMS RÉPONSE

Dans ces mnments d'allégresse programmée, on nublie en effet que les Jeux gonflent mainteoant plus qu'ils ne se développent. On parle de 290 à 292 disciplines à Sydney, alors qu'il y en avait déjà trop avec 271 à Atlanta. On oublie aussi que la chasse au dopage, eutreprise par le CIO dès 1968, donne des résultats de moins en moins

musculature hypertrophiée de certains médaillés d'or ou de constater les palinodies des fédérations sportives concernées.

A ces critiques, Juan Antonio Samaranch oppose invariablement un sourire triste à la Droopy. On questions, auxquelles personne o'a eo fait de bonnes réponses. Soo c'est d'obtenir le prix Nobel de la paix. En attendant, il veut montrer au moode qu'il a fait au moins autant sinnn plus que Coubertin pour l'universalité de l'nlympisme. Il ne manque donc pas une occasion de rappeler que le cher baroo était contre le sport féminin et que hui, le petit marquis, le favorise à outrance. Quitte à sabnrder la seule épreuve léguée par Couber-tin à la postérité sportive, le pentathlnn (épée, équitatinn, natation, tir au pistolet, cross-country), au profit du triathlon (natation, véln, course à pied), plus moderne et médiatique.

$LE\ MONDE$ Septembre 1997 diplomatique

AFRIQUE: L'étrange influence des francs-maçons, par Claude Wanthier. – Grandes mancenvres autour du Soudan, par Jean-Louis Peninon. – La pêche bradée au profit de l'Europe, par Pierre Gillet.

CHINE: Pékin face au mouvement national ouigour, par

ARABIE SAOUDITE : Les mystères d'un attentat, par Alain

NICARAGUA: L'autonomie perdue des Miskitos, par

TRANSPORT AÉRIEN: Offensive américaine pour le contrôle du ciel, par Yves Belanger et Laurent Carroué. -Decollage plein sud, par Hubert Levet.

SPIRITUALITE: Vers une religiosité sans Dieu, par Florence Beaugé. - Irrationnel et société, extraits de « Géopolitique du chaos », un livre d'Ignacio Ramonet.

DEBAT: Des prophètes pour intellectuels, par Louis Pinto.

3*6*15 LEMONDE

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom

23 000 vidéos

300 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

Gris et plus frais

UNE PERTURBATION s'enfonce lentement sur le pays. Elle se situera samedi de l'Aquitaine au Nord-Est avec un ciel gris et des ondées. A l'arrière, l'anticyclone des Acores dirigera de l'air plus frais et plus sec sur les régions du Nord-Ouest. Seul un quart sud-est du pays bénéficiera encore de conditions estivales.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. – La journée s'annonce agréable. Les passages nuageux autoriseront de larges périodes ensoleillées. Il fera de 18 à 21 degrés.

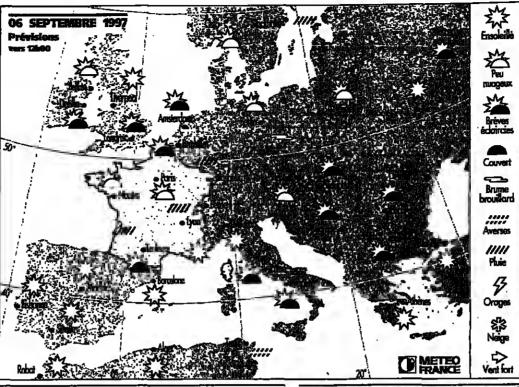
Nord-Picardie, ile-de-France, Centre, Hante-Normandie, Ardennes. - Les nuages s'attarderont sur le sud de la région Centre avec quelques ondées locales. Plus au nord, nuages et soleil se par-tageront équitablement le clel, mais il fera frais, de 19 à 22 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La Champagne, le nord de la Lorraine quelques apparitions l'après-midi. Plus au sud, les nuages l'emporteront et s'accompagneront d'ondées localement soutenues. Il fera de 20 à 22 degrés. Poiton-Charentes, Aquitaine,

Midi-Pyrénées. - Les habitants de Midi-Pyrénées devront profiter du soleil matinal, l'après-midi s'annonçant plus nuageuse avec même des risques d'orage près du relief. Du Poitou à l'Aquitaine, les nuages s'installeront et donneront des pluies intermittentes, plus durables vers les Charentes. Il fera de 22 à 27 degrés.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - En Limousin, le temps aura un caractère maussade, des passages nuageux et des ondées ponctueront la journée. Le soleil se montrera plus généreux de l'Auvergne aux Alpes. Il fera de 22 à 25 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil restera dominant. Au



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ IRAN. La compagnie Air France annonce la suspension de ses vols entre Paris et Téhéran, à compter dn dimanche 14 septembre. La compagnie nationale invoque des raisons économiques, indiquant que la liaison, qui avait été rame-née à un vol hebdomadaire en mars, n'est pas rentable.

GRANDE-BRETAGNE. Pour sa

traversée de la Manche, la compagnie maritime Hoverspeed annonce un trafic en nette augmentation durant le premier semestre 1997 : 20 % de passagers et 53 % de voitures supplémentaires par rapport à 1996. Jusqu'au 28 septembre, elle affiche une baisse de tarifs, à bord de ses bateaux rapides (Superseacat, 50 minutes de traversée, 5 départs par jour). Une voiture et ses 5 passagers palent 490 F Paller-retour Calais-Douvres effectué en 3 jours. Un forfait similaire en aéroglisseur (Hovercraft, 35 minutes, 12 départs par jour)

cher au fil de				nt 27 à 30 deg			abot SWE	Con Con	ZMZ.		7	. 20°	FRANCE	Vent fort	coûte 780 F.		
Ville par ville, et l'état du ciel C : couvert; P :	les miniu .S:ensole pluie; *: n	eWé; N : muageu leige.	empératur x;	POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RÉ. EUROPIE AMSTERDAM	25/32 C 19/24 P 14/19 S	KIEV USBONNE LIVERPOOL LONGRES LLIVEMBOURG		VENISE VIENISE ALLÉRIQUES BRASILIA BUENOS AIR.	18/27 5 17/28 N 19/34 5 11/17 C	LE CAIRE MARRAKECH NAIROBI PRETORIA RABAT TUNIS	21/32 5 24/35 5 13/24 N 13/27 N 19/29 5 23/27 P					绝	
FRANCE model AJACCIO AJARRITZ BOROEAUX BOURGES AREST CAEN CHERBOURG CLERMONT-F. OUON GRENOBLE LILLE LIMOGES LYON MARSEILLE	18/27 5 17/23 N 15/24 P 12/21 N 11/18 5 12/18 5 9/19 5 14/22 P 13/21 P 15/25 P 11/21 5 13/21 P 13/21 P	NANCY NANTES NICE PARIS PAU PERPIGNAN RENNES ST-ETIENNE STRASBOURG TOULOUSE TOURS CAYENNE FORT-DE-FR, NOUMEA	13/21 S 11/21 N 19/26 S 11/22 N 15/23 P 18/27 S 11/21 S 14/22 P 14/22 P 17/25 N 10/21 N 9-3000 23/32 S 24/30 P 20/26 S	ATHENES BARCELONE BELFAST BELGRADE BERUN BERNE BRUXELLES BUCAREST BUCAREST COPENHAGUE OUBLIN FRANCFORT GENEVE HELSINKI ISTANBUL	19/26 S 19/28 S 9/15 N 15/28 S 15/20 N 14/19 N 13/20 S 13/21 S 14/20 S 14/20 S 14/20 N 16/24 S 12/16 N 16/21 S	MADRIO MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES OSLO PALMA DE M. PRAGUE ROME SEVILLE SOFIA STI-PETERSB, STOCKHOLM TENERIFE VARSOVIE	17/31 S 20/28 S 6/15 S 15/20 N 9/16 N 18/29 S 14/23 C 19/28 N 20/34 S 12/22 S 12/22 S 14/21 P 18/24 S 18/24 S	CARCAS CHICAGO LIMA LOS ANGELES MEXICO MONTREAL NEW YORK SAN FRANCS. SANTIAGO/CHI TORONTO WASHINGTON AFFRIQUEE ALGER OAKAR KINSHASA	25/32 S 17/27 S 21/24 C 18/25 S 12/21 C 13/21 C 16/26 C 17/24 S 10/14 P 15/22 N 12/29 N 19/28 S 26/28 P 21/30 N	BANGKOK BOMBAY DJAKARTA OUBAJ HANOI HONGKONG JERUSALEM NEW OEHLI PEKIN SEOUL SINGAPOUR SYDNEY TOKYO	26/33 C 24/30 S 25/31 C 29/38 S 26/31 N 25/31 S 22/32 S 26/34 N 21/29 N 23/28 C 27/31 S	Situation le 5 septem	nbre à 0 heure TO	Prés	risions pour le 7	septembre à 0 he	eure Ti

PRATIQUE

La calculatrice a maintenant sa place dans le cartable de l'écolier

NOE entre cette année en qua- s'en font prêter et, dans mon lycée, le trième. Il a pratiquement toujours utilisé une calculatrice eo classe. Depuis la sixième, il a le même modèle, que lui avait conseillé un ami. « Je m'en sers en moths et en physique, pour les exercices et les cantrôles. Je l'utilise surtout pour les plus besolo de cacher dans la manche de leur chemise ces petites

machines si précieuses. La calculatrice est en effet autorisée en classe, et, depuis 1979, lors des épreuves comme le brevet des collèges et le baccalauréat. Quelques contraintes sont néanmoins fixées: la calculatrice ne doit pas ètre reliée à une imprimante, elle doit être autonome (alimentée par pile ou énergie solaire) et ses dimensions ne doivent pas excéder

15 cm de large sur 21 cm de long. Leur pratique est désormais courante. « Dans une classe, an est nombreux à possèder notre propre propre calculatrice. Souvent au début de l'année, le professeur nous canseille tel au tel modèle, mais il nous laisse utiliser celle que l'on a déià ou acheter celle que l'on veut, précise Noé. Ceux qui n'en n'ont pas

MOTS CROISES

professeur de maths leur en distribue, lors des contrôles. » Certains lycées achèteot des calculatrices. qu'elles prêtent à ceux qui n'en n'ont pas.

Des conseils régiooaux, comme celul du Val-de-Marne, offreot modèle a été choisi par les professeurs du collège ou du lycée concerné. Côté étudiant, ce système a pour mérite d'être égalitaire. Pour le distributeur, il présente l'avantage d'habituer - donc de fidéliser - un élève à une

Pour l'enseignant, il peut présen-ter un léger inconvénient, comme le souligne Marie-Thérèse Giacomo, professeur de mathématiques au collège Georges-Brassens de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne): « N'avoir en classe au'un modèle unique peut rendre un peu réducteur l'opprentissage de cet instrument. » En dehors de ces quelques cas, « le professeur est prescripteur, et ce sont en général les enfants qui, à lo rentrée, viennent acheter leur machine », souligne Alain Car-

ré, responsable du produit bureau-

PROBLÈME Nº 97193

duits haut de gamme. l'ochat se fait aux environs de Noël et l'orgent vient plutôt des grands-mères », précise-t-

L'utilisation de la calculatrice scolaire est aujourd'hui passée dans les mœurs. Un phénomène farmules, les calculs compliqués, les même à chaque élève qui entre en largement encouragé par l'éduca-cosinus » Heureux élèves, qui n'ont sixième une calculatrice dont le largement encouragé par l'éducaeffet, que dès la sixième « le travail effectué doit permettre à l'élève d'utiliser rationnellement des calcula-

tique de la FNAC. « Pour les pro- trices de poche, de s'initier au raisonnement déductif » et qu'à la fin de la première « les élèves doivent savoir programmer ». Résultat : ce produit a vu son marché connaître. ces dix dernières années, une prodigieuse croissance.

> CONCURRENCE ACCRUE La concurrence entre les distributeurs s'est accrue, les modèles se sont multipliés, et les prix se sont

conçue pour le collège, à celle programmable et graphique particuliè-remeot destinée aux lycées, la gamme est large et les prix variés.

Pour les enseignants de collège, la diversité ne pose pas beaucoup de problèmes. Les modèles de base, particulièrement conçus pour l'ini-tiation au maniement et aux foncéffoodrés. De la calculette toute tions programmables, suffisent et

simple acceptée dans le primaire,

oo la calculatrice scientifique non

programmable et non graphique

peuvent accompagner l'élève peudant plusieurs années scolaires. Le but est de conseiller une calcultatice simple d'emploi et pas chère. En revanche, au lycée, les choses

se compliquent. «En seconde, il est embarrassant de conseiller tel ou tel modèle à un élève, car tout dépend de ce qu'il veut faire après le bac. S'il désire faire des études scientifiques, mieux vaut qu'il investisse directe-ment dans une calculatrice sophistiquée et plus chère. Pour les autres, ce n'est pas la peine. En même temps, ces derniers, qui auront acheté des modèles plus simples, risquent d'être lésés au baccalauréat, notamment sur les programmes antisèche », remarque Françoise Macquin, professeur de mathématiques au lycée Louis-Armand, à Chambéry.

Aujourd'hui, certains enseignants refusent encore l'entrée dans leur classe de cet outil de travail, qu'il considère comme une facilité, voire une faiblesse. « Ce comportement est ridicule, remarque Marie-Thérèse Giacomo. Moi, je pars du principe que les calculatrices existent. comme les ordinateurs. Autant préparer les jeunes à leur utilisation. »

Véronique Cauhapé

Quelques modèles

 Du CM2 à la troisième : Modèle: Casio FX 92; écran 10 chiffres, fonctions affines, systèmes d'équations linéaires à deux inconnues ; prix : 89 F. Modèle: TI-40 Collège; écran 10 chiffres, simplification des fractions par étapes, division euclidienne, 162 fonctions, fonctions affines; prix: 99 F. Modèle: Sharp 531 LH: écran à deux lignes, 153 fonctions, saisie des calculs dans l'ordre naturel; prix: 70 F.

Modèle : Casio 180P : programmable, 189 fonctions dont

♦ SOS Jeux de mots :

résolution de systèmes d'équation à deux inconnues ; prix : 150 F. • De la seconde à la terminale : Modèle : Casio FX 6910 ; mémoire de 8 Ko, langage de type Basic, 296 fonctions, prix: 300 F. Modèle : Casio CFX 9940 ; écran couleur, fonctions statistiques évoluées financières, matrices, conversions, calcul numérique; prix: 650 F.

les calculs d'intégrales et

Modèle: 5barp EL 9600; écran tactile, mémoire de 32 Ko, affichage graphique, calculs financiers et solveur ; prix : 600 F. 30 inconnues, racines jusqu'an 30° degré, prix : 700 F. Modèle HP 48GX; mémoire de 128 Ko extensible, graphiques 3D, 2 300 fonctions, calcul symbolique, bibliothèque de fonction, liaison infrarouge; prix: 1500 F. Modèle 71-92 ; mémoire de 128 Ko extensible, graphiques 3D, calcul symbolique des développements, suites récurrentes, possibilités de géométrie interactive ; prix :

Modèle TI-83 ; plus de

2 000 fonctions, mémoire de

128 Ko, équations jusqu'à

PHILATÉLIE 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 11 IV V VII Vill

HORIZONTALEMENT

l. Génial inventeur qui nous met toujours sous teosion. Finie comme une mouche. - II. Eugène, ou aux pommes. Circulent en Iran et au Yémeo. - III. Saos imagination. Pas très loin des premiers prix. - IV. Se donne et ce n'est pas un cadeau. A éviter. - V. Bien imprégnée. - VI. Introduite dans le pavilion. - VII. Sans éclat. Entreprise de démolition. - VIII. Mobilisée pour uoe nouvelle action. Ce n'est pas le pied pour

pour le perdant. - X. Coup de frem dans la circulation. Galère le fit Auguste, Maxeoce le défit.

VERTICALEMENT

1. De beaux restes servis à table. Donne de l'intensité. - 2. On lui confie oos enfaots eo vacances. Cooviendrait. - 3. Se faire remarquer à distance. Mit en lumière. - 4. En réduction. Mises en réduction. – 5. Près de la mer comme l'aber. Prise en descendant trop vite. - 6. Voisin le pied. - IX. Une bière tirée de la seiche. - 7. Réfractaires à o'importe comment. Dommage toutes fusions. - 8. Comme une

roche éruptive. Tranche d'histoire. - 9. On peut compter sur elles pour ne rien faire. Dans un livre. - 10. Fondée. Supérieur dans son domaine. - 11. Faire un choix résideotiel. Le boo côté des choses. - 12. Protégea l'Arioste et le Tasse. Flottante à court terme.

Philippe Dupuis

12 Maguiz est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord

8

Ce Monde

SOLUTION DU Nº 97192

HORIZONTALEMENT I. Muselet. Dupe. - II. Isolés. Débit. - III. Relis. Rebâti. - IV. Rideras. CIA. - V. Carélie. Eg. -VI. Ré. Simarre. - VII. Uos. Outarde. - VIII. Avions. Bains. -IX. Niées. Alltée. - X. Déni.

VERTICALEMENT

1. Mir. Truand. - 2. User. Envie. - 3. Solic (colis). Sien. - 4. Elidas. Oei. - 5. Léserions. - 6. Es. Remus. - 7. Rálát. Ar. - 8. Désirable. - 9. Deb. Errait. - 10. Ubac. Edité. - 11. Pitié. Enée. - 12. Etiage. Ses.

« Le Pouce » de César

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 15 septembre, un timbre à 6,70 F représentant une sculpture de César, Le Pouce.

César (pseudonyme de César Baldaccini) est oé le 1ª janvier 1921 à Marseille. Sculpteur depuis la fin des années 40, spécialiste de la sondure, des compressions, des expansions, il présenta en 1965 un Pouce de 14 mètres de hant. Pierre Forget a gravé un timbre, émis eo 1984, intitulé Hommage ou cinéma, qui reproduit le trophée remis aux lauréats de la cérémonie des Césars.

A noter que César est l'auteur d'un autoportrait spécialement concn pour une oblitération temporaire mise en service lors d'un Salon cartophile en 1987 à l'hôtel George-V, à Paris.

sion paritaire des journaux et publications n° 57 437.

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218

75226 PARIS CEDEX 05

Tél: 01-42-17-39-00 - Fex: 01-42-17-39-26

Le timbre, au format vertical 36.85 × 48 mm, mis en page par

Vice-précident : Gérard Morro Directour général ; Stéphane Con



Charles Bridoux, est imprimé en héliogravure en feuilles de trente exemplaires.

★ Vente anticipée « premier jour » au bureau de poste temporaire ouvert les 13 et 14 septembre dans le half de la Galerie nationale du Jeu de paume (1, place de la Concorde, à Paris), qui accueille jusqu'au 19 octobre une rétrospective de l'œuvre de César, composée de cent cinquante pièces me-

EN FILIGRANE

■ Adieu aux ambulants ferroviaires. L'Amicale des philatélistes des PTT d'Aquitaine publie une brochure de 120 pages consacrée aux services ambulants ferroviaires supprimés en 1994 : les lignes de Paris à Lille, Paris à Beifort, Paris à Marseille, Paris à Lyon, Paris à Besançon, Paris à Macon, Toulouse à Limoges et Paris à Chambéry (150 F, auprès de l'APPTT Aquitaine, Prance Télécom, terrasse du Prout-du-

Médoc, 33065 Bordeaux Cedex. CCP nº 343 013 J Bordeaux). ■ An sommaire du « Monde des

philatélistes ». Le Monde des philatélistes de septembre fait le point sur les dix-neuf émissions de timbres, un record, prévues pour la reotrée et cousacre son dossier à Thémafrance V. l'expositioo nationale de philatélie thématique qui se déroulera à Vesoul du 19 au 21 septembre. On trouve également au sommaire de ce ouméro : Jules Verne, les erreurs - mortelles sur des timbres représentant des champignons et une étude sur le « nouvel ordre postal européen » que les nazis tentèrent d'instaurer en 1942 (84 pages, en vente en kiosques, 27 F). I Louis de Ponès au Ghana. Le Ghana a émis un feuillet de neuf timbres et deux blocs consacrés à des comédiens célèbres: Jerry Lewis, Mae West, Bop Hope, Danny Kaye, etc., et Louis de Punès, qui fait ainsi sa première appantion sur un timbre poste.

The second secon

Les illusion

الورافية فأفحم

4 ...

42 - 4-

11:5

100

tages de fond, mais qui se veut aussi New York des années 70, et Alain Biun marché de l'image, où se retrouvent agences de photos, jour-naux et magazines.

ALLAN TAN-NENBAUM, avec sa chronique du

zos, dont le style s'est affirmé dans le magazine Actuel, expliquent leur désenchantement devant l'évolution de l'image de personnalités.

 STAN GROSSFELD, photoreporter au Boston Globe, expose vingt ans de travail sur les enfants maltraités de la planète, dans les pays du tiersmonde mais aussi aux États-Unis.

Les illusions perdues des photographes de personnalités

Le Festival Visa pour l'image, de Perpignan, présente le New York fou des années 70 d'Allan Tannenbaum, et les couleurs clinquantes des années 80 d'Alain Bizos. A la fois grands reporters et chroniqueurs « people », ils sont tous deux rattrapés par les images policées de la princesse Diana

ALLAN TANNENBAUM et ALAIN BIZOS, couvent des Minimes, rue François-Rabelais, 66000 Perpignan. Tél.: 04-68-66-18-00. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 14 sep-

de notre envoyé spécial

Tout a commencé, le 2 septembre, par une projection nocturne de couvertures de la presse anglaise, devant 2 000 personnes. Retenons-en une : « Ils ont besoin de tout votre amour. » Le titre accompagne une photo des deux fils de Lady Di. Sous-entendu, à leur la tour d'être sous le feu de l'« actualité ». Et des lecteurs. Ces images de denil avaient quelque chose d'étrange, mais comment pouvait-on éviter l'« affaire » lors de cette première soirée de Visa pour l'image, de Perpignan, le rendez-vous annuel des photo-

Trente expositions sont présentées à Perpignan, où il est question de guerre, maladie, sport, modes de vie, religion. Mais que ce soit Stan Grossfeld, qui photo-graphie les enfants délaissés de la planète; Andrew Lichtenstein, à qui l'oo doit un reportage sur la conditioo des prisonniers américains ou le Britannique Judah Passow, qui documente le conflit israelo-palestinien, tous, au détour d'une conversation, rejettent les « charognards » de la presse à

« HALLOWEEN TOUS LES SORS ». Deux expositions montrant des

personnalités prennent une résonance particulière quand on les compare avec les portraits policés de Lady Di. L'Américain Alian Tannenhaum, de l'agence Sygma, expose une cinqoantaine d'images en noir et hianc sur la quartier de SoHo dans les anoées 70. Alain Bizos, de l'agence Vu, en plus de ses grands reportages, présente ses portraits en couleur de quelques figures qui . oot manué les années 80.

New York, Paris, Lady Di. Soit une évolution vertigineuse de trente ans de portraits de personnalités. Et nombre d'illusions perdues. Allan Tannenbaum, cinquante-deux ans, a participé, entre 1973 et 1982, à l'aventure du SaHa News, journal new-yorkais





A gauche: « Lady Godiva au studio 54. Septembre 1977, d'Allan Tannenbaum (agence Sygma). A droite « Berlin 1979. Nina Hagen », de Alain Bizos (agence Vu).

« branché ». Ses photos sont auiourd'hui des documents sur une époque révolue. Le quartier a perdu de son âme, la lihération sexuelle a été anéantie par le sida, les lofts d'artistes ont fermé, de nombreuses galeries ont déménagé ou mis la clé sous la porte. Et les stars ne se laissent plus aussi. facilement approcher. Pour Allan Tannenhaum, la mort de John Lennon, qu'il a photographié dix jours avant son assassinat à New York, marque un « désenchontement », la fin d'une société où

«les stars pouvaient vivre dans lo ville comme des ananymes ».

Reste, pour se souvenir, la chronique quotidienne assez hallucioante de Tannenbaum. Uoe artiste oue est suspendue par les pieds à une corde et peint son tahleau - abstrait - en hoogeant comme un balancier, d'autres font une performance en étant arrimés à une façade d'un building, un groupe de rock coupe des guitares à la tronconneuse en plein concert sur le macadam, des vernissages « chauds » accueilleot

L'image d'« Actuel »

Le parcours d'Alain Bizos est étroitement lié à celui du magazine ' Actuel, de 1979 à 1994. Il partage ce goût pour le « nouveau journalisme », à l'américaine, « cette façon résolument subjective de raconter, qui mélange l'intime et le public ». Outre la réalisation de portraits et de sujets en tous genres, il « couvre » les grands événements en Pologne, Erythree, Afgbanistan, Irak, Iran, Inde...

Quand il publie son reportage sur la guerre en Afghanistan, il montre d'abord la grotte – et l'alignement de chaussures – où il a vécu trois semaines avec des Afghans. Légende: « Ce que je vois tous les matins en me réveillant ». Fortement impliqué dans le mensuel, il participe à la maquette, aux légendes, aux textes. Il a parfois quatrevingts images publices dans un numéro. « Quand je parle de cette aventure aux jeunes photographes, ils sont écœurés tant aujourd'hui nous n'avons plus droit de cité dans un journal ».

strip-teases et œuvres d'art... La nuit voit se multipher les parties et soirées à thème - les corps ous reconverts de dorure pour Eros 75 dans des boîtes comme le Club 54. Roxy, Le Jardin (gays et hi-sexuels), Helifire (clob SM), CBGB (punks). La Retraite de Platon (échangistes)... « Les soirées les plus folles étolent celles d'Holloween et de lo Soint-Sylvestre, Ta-

c'étoit Halloween tous les soirs. »

Les personnalités? Noyées parmi les anonymes. Andy Warhol fait du patin à roulettes en jean et oceod papilloo, John Cage compose au food d'uoe cave, de son anniversaire. Patti Smith patauge dans une piscine pour enfants. Ailleurs, on croise le regard de Sigourney Weaver, Tom Wolfe, Jack Nicholsoo, des Rolling Stones, des Clash, de Cure, Susan Sarandon. Simples, sans maquillage, comme à la maison. Les cadrages? Sans effet. « Mon journal n'était pas riche, an travaillait vite et on voulait les gens tels au'ils étaient », explique Tannenbaum. A l'époque, « personne ne faisait ottention à l'apporeil, même les

Jagger, Truman Capote buvaient, donsaient, an les phatagraphiait sons rien demander å personne. Tout cela est aujourd'hui impossible. Le photographe dait jongler avec les autarisations, signer des papiers, négocier avec les agents. On vous accorde quelques minutes

et vous degueroissez. » La fin des années 70 voit en effet se créer aux Etats-Unis « un iournolisme de célébrités », avec un marché puissant. Dans un livre en préparation au titre prémonitoire, SoHa Blues, Tannenbaum a titré un chapitre « Na Biz Like Shawbiz » (îl n'y a pas de husiness équivalent à celui du show-business). Le photographe préfère aujourd'hui faire du grand reportage et s'explique en montrant un de ses clichés. Trois bommes heureux, vautrés sur un canapé: un styliste, un avocat célèbre, le cofondateur du Studio 54. Emportés par le sida. « Tous les témains de SoHa sont morts. »

Le parcours d'Alain Bizos, cinquante ans, traduit un autre désenchantement. Cet ancieo gauchiste a défendu, dans l'après-68, une certaine idée de la photographie et du journalisme. Après des études aux Beaux-Arts, il devient en 1970 l'assistant du sculpteur Arman, à New York, qui lui offre soo premier appareil. « Arman, c'est un peu mon papa, de temps en temps le vais faire de la saudure chez lui, à Vence. » Bizos commence comme artiste cooceptuel. « subversif »: il se fait photographier en train de voler des objets dans les supermarchés - chalse loogue, jeu de croquet, échelle, valises. L'œuvre exposée associe objets et sécoote Tannenhaum. Pour certains, quence photo. « l'indiquois les circonstances pour que le spectateur devienne une sorte de receleur. »

Le succès est spectaculaire, mais Bizos arrête en 1973, coostatant qu'il se fait « récupérer » par le tistes, Le Witt, Rauschenherg, Johns, Lichtenstein, Warhol, qu'il photographie « pour le ploisir ». Warhol le prend souveot au Polaroid « parce qu'il me trouvait mi-gnonnet ». Mais tous ces portraits ont disparu lors d'une inondation. il v a cinq ans.

Alain Bizos, qui se considère comme un « artiste-iournaliste », a participé à la création de Libératian (1973), d'Actuel (1979) et de l'agence photographique Vu (1986). Il publie en 1976, dans un

stars de cinema. Liz Taylar, Bianca calendrier, des couples qui s'embrassent. Le style Bizos s'affirme, condensé dans ses portraits de Nioa Hagen à Berlin, et publiés, en trois versions différentes, en couverture du numéro 2 d'Actuel. Son style? Grand-angle, luminosité, couleur. Le grand-angle permet au journaliste de « donner beaucoup à lire ». La luminosité vient de la technique américaine du fill in (remplir de lumière), qui permet, grace au flash, d'éclairer un personnage à contre-jour tout en conservant une belle densité de matières dans l'ensemble du

Reste la couleur, dense, vive, comme autant de taches de peinture. A l'opposé de la tradition française, dominée par le noir et blanc et la géométrie. Bizos s'est forgé sa culture aux Etats-Unis. « Je n'avais aucune référence en photographie, aucune barrière. Man truc, c'était l'art cantemporain. » Il ajoute: « La cauleur danne des infarmations et du sens. » Il fait aussi référence à ses origines tunisiennes: * Le chromatisme y est si fart, si vif. »

« TOUT CE QUE J'AI COMBATTU »

Les images de Bizos balgnent dans une ambiance violente et subtile, clinquante et intime, dont il est le précurseur, avant d'être archi-copié dans la presse des anoées 80-90. Ses portraits? Arman sur la muraille de Chine, Audrey Hephum descendant un grand escalier, l'architecte Roland Castro avec une bétonneuse. Lio... Et puis quelques figures du night-clubhing, au Palace, avec des modèlescomplices.

« l'ai aimé ces onnées 80 aui ont coincidé avec une explosion de liberté; mois ce sont oussi les onnées fric, un glissement idéologique insensé, ovec PPDA et Tapie pour emblèmes. Tout ce que i'ai cambattu. » Il rattache le « triomphe du copitaphēnomēne "people", dont l'histoire de Lody Di, de son avènement jusqu'à sa mort, est l'archetype ». Bizos a été rattrapé par un moode qu'il exécrait. Comme Tannenhaum. «Ca m'emmerde. » Il est venu à Perpignan pour défeodre son exposition, le reportage, et voila que de multiples télévisions lui demandent de réagir sur les paparazzi. « C'est fau. C'est le gag de

M. G.

Les enfants sans espoir de Stan Grossfeld

PERPIGNAN

de natre envoyé spécial En voyant les images d'une dureté qui laisse KO debout sur les enfants maltrattés de la planète, on se dit que le photographe doit être un peu félé. Stan Grossfeld est Américain, travaille pour le Boston Globe et expose à Perpignan. Ce bonhomme rondouillard et débonnaire, casquette impossible vissée sur le crâne, ne cesse de sourire. Il confie : « \ cauchemar, c'est tout ce que je vois », et, comme vous restez interloqué, vous demande si quelque chose ne va pas.

L'exposition pourrait être misérabiliste, ambi-gué. Sa force réside dans son absence d'affect, l'obsession de l'information précise, renforcée par la relation image-légende. Stan Grossfeld documente, accumule les indices : « 99% de mon travail est consacré à la recherche d'informations. Ensuite, je photographie le plus simplement possible ». Comment a t-il trouvé Veronica, une adolescente qui vit comme une bête, dans un

égout de Mexico et dit avoir été violée quatre fois par des policiers? « J'ai discuté une nuit entière avec des membres d'une association. Au petit matin, ils m'ant dit : « Excusez-nous, on doit partir pour prendre le café dans un égout ».

Il n'y a pas une lucur d'espoir dans les images. Mais des enfants qui inhalent de la colle dans les taudis pour oublier la faim, s'épuisent dans une mine de charbon, sont maltraités par leurs parents, tués par des gangs, agonisent parce qu'ils ont bu une eau pourrie, ont le visage déformé par la maladie. Un gamin maltraité de Rio a la fesse brûlée au fer rouge, une phalange sectionnée et un mameloo en moins. D'une fillette, on apprend que la mère a accouché dans une prison, « enchaînée à son lit ». Des enfants de Semipalatinsk (Kazakhstan) ont les yeux remplacés par des lambeaux de peau, à cause d'essais nucléaires. Au Vietnam, c'est l'agent orange, un défoliant, qui provoque nombre de malformations. Grossfeld place tous les pays sur le même niveau d'ignominie. Du Kazakhstan au Brésil, du Vietnam au Mexique, de l'Ethiopie à la Roumanie, mais aussi chez hui, aux Etats-Unis, Grossfeld est une sorte de croisé qui travaille depuis vingt ans sur le sujet. Il abandonne tous les prix qu'il recoit à des associations. Les droits de son livre, Le Futur perdu, nos enfants oubliés, vont à l'UNI-CEF. Il dit détester la politique, peste contre l'Inde, « une démocratie qui accepte l'esclavage des enfants », et contre son pays, le seul avec la Somalie à ne pas avoir ratifié la Convention sur les droits des enfants.

Quand vous lui demandez si parfois, il n'hésite pas à prendre ces images, vous prenez sa réponse dans la figure : « Il y a des scènes bien plus insautenables que je ne peux photographier. Ouand un enfant meurt de faim, ses intestins sortent par l'anus et des mouches viennent les

M. G.

COMMENTAIRE

LES LIMITES D'UN FESTIVAL

Le Festival Visa pour l'image de Perpignan est d'abord un formidable ieu de rencontres entre professionnels - producteurs et utilisateurs de photos -, mais aussi un marché cui permet à des centaines d'agences, journaux et magazines, présents à

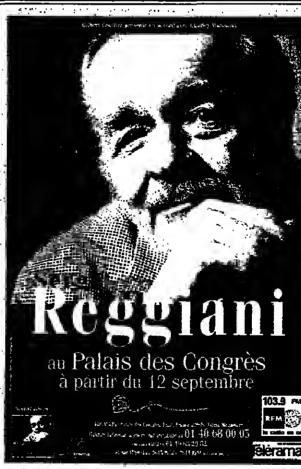
l'Hôtel Pams, de nouer des contacts, négocier, acheter des re-

Visa pour l'Image joue également son rôle en présentant, en trente expositions dans neuf lieux différents (jusqu'au 14 septembre), et six soirées-projections au Campo Santo (jusqu'au 6 septembre), le travail récent de dizaines de photographes du monde entier - indépendants, affillés à une agence ou un journal -, et qui trouvent diffiment, dans la presse, un moyen

de s'exprimer. Visa donne la tendance du photojournalisme et révèle à un public qui vient nombreux -les expositions et projections sont gratuites - de nouveaux talents, comme Stan Gross-

Visa se veut, comme le dit son directeur, Jean-François Leroy, « un festival de journalisme et non de photographie ». Histoire de couper court aux nombreuses et récurrentes critiques sur la présentation, pour le moins médiocre, des

expositions où, de plus, l'intéressant côtoie le mauvais. Mais, dans ce cas. on ne met pas au même niveau, avec le même nombre d'images, une figure du photojournalisme, comme Andreas Feininger, quatrevingt-onze ans, dont le travail sur le New York des années 40-50 pour Life est ébauché à la Chapelle Saint-Dominique, et nombre de jeunes reporters qui ont passé quelques mois sur un sujet pour un magazine.



Le retour emballant d'Ike Turner et de ses Ikettes dans un petit club parisien

A jamais « veuf » de Tina, libéré de prison en 1991, le chanteur revient et séduit

Le duo lke et Tina Turner – le macho incurable et la fait la carrière que l'on sait, lke en a bavé : déle d'Elvis Presley, Et si Tina continue à remplir la femelle hystèrique –, qui enflamma toutes les scènes d'Amèrique, s'est séparé en 1975. Tina a gende, il est le fondateur du rock'n'roll, le moparisien. C'est bien aussi.

IKE TURNER REVUE au Maxwell Café, 17, boulevard Vital-Bouhot, 92200 Newilly. Tél.: 01-46-24-22-00. Les 5, 6, 7 septembre. Diner concert (21 b): 480 F, concert (22 h 30) : 200 F.

Tina Turner joue dans des stades. ike, son ancien mari, mentor et découvreur, se contente d'investir, du 4 au 7 septembre, l'un des seuls clubs parisiens voués au blues et au rhythm'n'blues millésimés, le Maxwell Café. Cet homme est une légende trop souvent ignorée. Combieo, parmi ceux qui ont célébré le vingtième anniversaire de la mort d'Elvis Presley, savent-ils qu'en 1951 Ike Turner enregistra Rocket 88, 45-tours fondateur du rock'n'roll?

Athlétique malgré ses soixantecinq ans, la barbichette toujours bien taillée. Ike jubile en remettant les choses au point, « Au début des onnées 50, un jeune camianneur blanc venait se planauer derrière mon piono dans un club de Memphis reserve aux Noirs. Il ecoutait observait aussi man jeu de jambes. Quinze ans plus tard, dans le hall d'un hôtel de Las Vegas, celui qui était devenu Elvis Presley s'opproche de mai pour m'avouer: "Le gamin dernière le piano, c'était moi !" Le rôle des Nairs dans l'histoire du rock'n'roll a toujaurs été sous-évalué. *

ike Turner commence son spectacle au piano. Quelques boogies ancestraux rappellent les origines de sa vocation. « Cest Pinetop Perkins, le pianiste de Sonny Boy Williamson, qui m'a mantré mes preniiers accords de boogie-woogie. le n'avais jamais rien entendu d'aussi excitant. Ma mère voulait me payer des cours de piano classique, mais je préférais dépenser l'argent des leçons au billard et apprendre la musique avec le pianiste du bar... » L'enfant du delta se mettra ensuite à la guitare, s'inspirant du style tranchant de Clarence Gatemouth Brown. Sur la scène du Maxwell Café, l'ancien leader des Kings of Rhythm empoigne son instrument avec cette même hargne crăneuse qui impressionna tant Keith Richards. Entre ses mains baguées de diamants, la guitare ne se lamente pas, elle s'ex-

L'histoire retieodra moins le compositeur que le meœur de revije. Avec Annie Mae Bullock, rencontrée un soir de 1956 dans un club de St Louis, Ike Turner peaufinera une des plus belles machineries musicales des années 60. Il donne vite le pseudonyme de «Tina · à celie qui deviendra son épouse. Le couple façonnera un

duo - le macho incurable, la femelle bystérique - qui enflammera toutes les scènes américaines. A leurs côtés, des choristes, danseuses également torrides, les Ikettes. Ike refuse de comptabiliser les femmes, innombrables, passées au sein de son groupe. Aujourd'hui comme hier, elles électrisent le show.

AUCUN COMPROMIS > Moulées dans des Justaucorps

noirs sur lesquels une araignée d'argent a tissé sa toile, les Ikettes entrent en scène au soo de Land of Thousand Dances. Trois généreuses créatures ooires pilotées par ime blonde qu'on croirait sortie d'un calendrier pour camionneur du Midwest, Jeannette, la nouvelle Mª Turner. Jeannette a la voix blanche d'une chanteuse de country, ses comparses râlent avec plus de soul. La guitare d'Ike, les cuivres du Big Blues Band claquent comme des fouets. Dans son autobiographie, I, Ting, son ex-femme révélait la drôle de discipline imposée aux danseuses. Le droit de cuissage et les brutalités semblent aujourd'hui révolus... « Ike est un homme adorable, presque timide, insiste Jeannette, mais dans le travail il n'accepte aucun compromis. » « fe suis un perfectionniste, je sais tirer le meilleur de chacun. Mais je n'hésite pas à

mettre à l'amende les récalcitronts », remarque le boss.

Plongé dans l'ombre après sa séparation d'avec Tina, en 1975, le musicien s'est laissé dévorer par la cocaine. « Au départ, c'était pour faire la fête. Je suis devenu gravement accro. l'ai claque des milliers de dollars dans des cures de désintoxication, le rechutais toujours. La prison a été le seul remède. » Condamné à quatre ans d'emprisonnement après de multiples ennuis avec la justice,

Ike a été libéré en 1991. Dans l'histoire de la musique noire américaine, les morts brutales d'Otis Redding, Sam Cooke, Marvin Gaye, les descentes aux enfers de James Brown, Sly Stone ou Ike Turner contrastent avec les réussites de Diana Ross, Aretba Franklio, Dionne Warwick ou Tina Turner. L'amertume pointe sous la jovialité du sexagénaire. « Aux Etats-Unis, les seuls à pauvoir vraiment s'en tirer sont les hommes blancs et les femmes

Il a, modestement, relancé sa carrière. Malgré les approximations, une voix affaiblie et des Ikettes à jamais veuves de Tina, ce vieux répertoire au tempérament juvénile - à l'image d'un Proud Mary jubilatoire - emballe éternellement.

Stéphane Davet

La gestion opaque de l'Orchestre et du Grand Théâtre de Bordeaux

La chambre régionale des comptes dénonce dans un prérapport l'absence de « logique financière » des deux établissements culturels

BORDEAUX

de notre correspondante La chambre régionale des comptes de Bordeaux a remis à Alain Juppé, maire (RPR) de la ville, un prérapport sur la gestion de l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine (ONBA) et du Grand Théâtre (GTB) pendant la période 1992-1995. Uo premier documeot, en juillet 1990, avait dénoocé les anomalies de gestioo du GTB et imposé une régie directe. Les remarques restaieot sans poursuite judiciaire alors que la chambre déclarait comptables de fait les animateurs et employés municipaux rattachés au Mai musical et au GTB, Seules deux régles ont été mises en examen pour détournement de foods. L'instruction o'est toujours pas

terminée. « La politique artistique semble avoir (...) en un temps relativement bref et un coût inférieur aux grandes formatians parisiennes, rempli les abjectifs ambitieux qui lui avaient été assignés », estime le prérapport. En même temps, il reproche à Jacques Chaban-Deimas de ne pas avoir été à la bauteur de ses ambitions: selon des normes européennes, une maison d'opéra de taille internationale - la volonté de l'ancien maire (RPR) de la

déjà ses valises pour retourner chez

elle, et se demande simplement si

les images qu'il offre aux specta-

teurs, comme celles de deux jeunes

hommes enlacés à l'arrière d'un bar,

Vincent Chui, aborde de manière

moins métaphorique l'avenir de

l'île, sous forme d'entretiens réalisés

avec des personnalités bongkon-

gaises, une méthode plate qui a be-

que Stanley Kwan révèle en un plan,

et Wayne Wang en deux heures.

soin d'une heure pour expliquer ce

dans un an

ville - coûte 300 millions de francs et plus, aiors que l'ensemble bordelais o'a Jamais atteint les 200 millions. Dans le domaine artistique, l'ancien maire a toujours fait cavalier seul. Il a refusé d'associer des partenaires au financemeot du GTB et de l'ONBA, alors que 55 % du public n'était pas bordelais. Il a mis son conseil municipal à l'écart pour l'élaboration de ce nouveau projet culturel. pour le recrutement d'Alain Lombard et les contrats du personnel qui o'oot fait l'objet d'aucune délibération avant juin 1993.

La gestion des deux étabbssemeots s'est faite sans « logique financière », provoquant « gaspillages » et « dysfonctionnements », même en période de vacbes maigres (1992 et 1994). Seloo le rapport, les services financiers de la mairie sont en partie respoosables par manque d'anticipation. Plus grave, « le maire " natifiait" oralement des envelappes différentes des mantants inscrits dans les budgets primitifs ». Les contrats étaient « lacunaires », signes après la date d'embanche, négociés sans contrôle. Des beures supplémentaires étaient payées en l'abseoce de tout service, même pendant les congés. Le salaire les avantages en nature et autres remboursements aux frais réels d'Alain Lombard ne sont pas épargnés (Le Mande du 15 février 1994).

La chambre termine par une critique sévère de la remise en ordre de M. Juppé à l'automne 1995 : le licenciement brutal du directeur artistique a coûté 2,3 millions sans contrepartie de services alors que son contrat expirait en août 1996. pas été reprises, les décors soot à la remise. La ville aurait pu impli-Qu Riku Duo, d'Ann Hui et quer Alain Lombard dans de nouveaux projets, suggère le rapport : « Poursuite de la collaboration au départ, il n'y aurait pas eu rupture sur un canstat d'échec, et une modification progressive aurait permis de préserver l'essentiel de l'investis-

Samuel Blumenfeld

Claudia Courtois

Trois films pour un moment historique, Hongkong rendu à la Chine

VENISE

de natre envoyé spécial Trois films présentés jeudi 4 septembre à la Mostra de Venise étaient centrés autour du retour de Hongkong

daos le giron chinois: Chines Box, de Wayne Wang, Nian Niru Hsi, de Stanlev Kwan, et

Qu Riku Dua. d'Ann Hui et Vincent Chui. Tourné il y a quelques mois, alors que Hongkong était sur le point d'être rétrocédé à la Chine. Chines Box constitue une tentative casse-cou et ambitieuse de faire coincider la fiction avec l'actualité et de se lancer dans le tournage d'une histoire d'amour, quitte à en changer le déroulement au cas où un événement important viendrait à se

produire. « je sentais qu'il fallait que je fasse le film, explique Wayne Wang, originaire de l'île, qu'il a quittée très jeune pour les Etats-Unis, meme si ie ne savois pas par où commencer, au point que j'ai failli tout abandonner au stade de la préproduction. Et puis tout s'est brutalement accéléré. Les partis démocra-tiques ont été neutralisées par les Chinois des le 31 juin et il est devenu clair que la liberté de la presse ne sera pas respectée. »

DESTINS BROYES Au détour de la longue errance de Jeremy Irons, qui ioterprète un journaliste anglais condamné par une leucémie et amoureux d'une prostituée de luxe que joue Gong Li, on peut apercevoir le corps de Deog Riaoping sur CNN, une chaîne qui est indirectement le personnage principal d'un film dont le

propos assez sommaire est de montrer que l'histoire finit toujours pas broyer les destins individuels. « l'espérois avant le tournage que

les Hongkangais prendraient les choses plus à cœur, mais ils étaient très résignés. Les gens à Hongkong n'ont jamais eu le choix Les Anglais ne leur ont jamais offert la démocratie. Ils gouvernaient l'île comme une monarchie et n'ont commence à introduire des libertes que le jour ou ils ont compris qu'ils devraient rendre l'île à la Chine. Je me suis vite rendu compte que la rétrocession se feruit dans le calme. Les Chinois ont insisté pour faire défiler leur armée le jour où elle est intervenue. Mais même les habitants de l'île n'ont pas réagi. » La position de Wayne Wang vis-à-vis de soo ile natale est beaucoup plus originale que ce que soo film laisse paraître, à croire qu'il s'est peut-être trompé de sujet. . J'ai quitté Hong-

kong en 1967, lorsque les secousses de mère émigrée au Canada prépare. la révolution culturelle en Chine ont commencé à se faire sentir chez nous. Mes parents ont eu peur que l'île ne devienne communiste et ont plié bagages pour les Etats-Unis. Curieusement, je suis devenu de plus en plus politisé là-bas. Je me sentais certains jours chinois, d'autres plutôt américain, en ce moment j'aurais plutôt tendance à me cansidérer comme

Nian Niru Hsi, le remarquable moyen métrage de Stanley Kwan, possède toutes les qualités qui manquent à Chines Box. Il a été tourné pour la télévision en 16 mm, dans l'urgence, presque en contrebande, et 5tanley Kwan y aborde l'avenir de l'Ile sous l'angle de l'autoportrait. Il ne cherche pas à poser de questions à long terme, mais se contente de parler de lui, réalisateur de cinéma homosexuel, doot la

Viatcheslav Krichtofovitch filme Kiev plongée dans le capitalisme sauvage

UN AMI DU DÉFUNT, film franco-ukrainien de Viatcheslav Krichtofovitch avec Alexandre Lazarev, Evgueni Patchin, Tatlana Krivitskala et Elene Korikova. Durée : 1 h 40.

Anatoli, personnage central d'un Ami du défunt, est un jeune intellectuel de Kiev, à qui tout se met peu à peu à échapper. Il est coodamné au chômage et abandonné par sa femme, qui lui préfère un riche affairiste en voiture de sport. Tel le héros du roman de Jules Verne, Les Tribulations d'un Chinois en Chine, il décide d'eogager un tueur professionnel pour se faire assassioer. Durant les jours qui le sépareot de la date de son exécution programmée, il rencontre une jeune prostituée, droguée et infantile, dont la vitalité va le regénérer mentalement. Angoissé désormais à l'idée de sa mort prochaioe, il engage un garde du corps qui tuera l'assassin à gages. Poursuivi par le remords, Anatoli va tenter de découvrir ce que fut la vie du tueur. Il rencontrera sa veuve, mère d'un petit enfant, qui va tenter de le séduire pour remplacer dans son foyer l'bomme qu'elle a perdu.

Le scénario du film de Viatcheslav Krichtofovitch suit un chemin implacable. Ressorts des situations et comportements des personnages sont déterminés par une mécanique fatale. Un ami du défunt dépeint une société où les reiations humaines sont placées

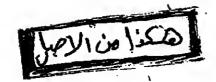
sous la dictature de l'échaoge marchand. Le grand message du film est simple et asséné sans sub-tilité: le capitalisme triomphant a transformé les rapports entre les individus. Le personnage de la jeune prostituée, celui du tueur à gages, sont les symboles d'un monde où l'amour et la mort devieonent des marchandises. Le personnage principal, oe parvenant pas à trouver une place dans un monde où règne la loi de la jungle, devient petit à petit le jouet des évécements.

NEUTRALITÉ ÉTRANGE

Alors que son désespoir aurait pu justifier le recours à un pathétique facile, l'interprétation remarquable d'Alexandre Lazarev repousse l'expression d'une émotioo trop évidente et adopte une neutralité étrange, distanciée, qui accroît l'impressioo d'impuissance du héros. Viatcheslav Kricbtofovitch a peint de façon remarquable la ville de Kiev aujourd'hui. La sauvagerie modeme des relations marchandes, la disparition de tout sentimeot désintéressé, en font ressortir davantage l'anachronisme des vieilles rues et l'étrangeté de l'architecture. Le cinéaste, déjà remarqué il y a cinq ans pour La Côte d'Adam, se confirme comme un redoutable peintre de la réalité ukrainienne, peu regardant sur les moyens et doté d'un humour très



"GRAND JURY"
RTL-Le Monde **NICOLE** ANIMÈ PAR **OLIVIER MAZEROLLE AVEÇ** ALAIN BEUVE-MERY (LE MONDE) **JANINE PERRIMOND (RTL)**



COMMUNICATION

TÉLÉVISION L'avartissement adressé, le 27 août, par la direction générale de la concurrence à la so-cieté Audiovisual Sport, qui gère les droits du football en Espagne, pour-

rait entraîner une remise en cause des exclusivités en matière de paiement à la séanca en Europe. BRUXELLES a dénoncé trois points de l'accord portant création d'Au-

diovisual Sport, le qualifiant de « cartel »: la mise en commun des droits de retransmission des matches de football ; la vente conjointe des droits audiovisuels restants; les

exclusivités du « pay per view ». AUDIOVISUAL Sport a un mois pour obtempèrer aux remarques de la Commission de Bruxelles, qui examine à la loupe d'autres contrats

d'exclusivité, notamment ceux conclus en Grande-Bretagne par BSkyB, l'operateur satellitaire contrôle par le magnat australoamericain Rupert Murdoch.

Les exclusivités du « pay per view » sont dans le collimateur de Bruxelles

La Commission européenne veut inciter les opérateurs de télévision à réduire la durée des contrats sur les droits de retransmission des épreuves sportives. L'instance a également engagé une réflexion à propos du respect de la concurrence dans le paiement à la séance

SIMPLE MISE EN GARDE OU coup de pied dans la fourmilière? L'avertissement adressé, fin août, depuis Bruxelles, par la direction générale de concurrence à Audiovisnal Sport, société commune contrôlée par Canal Pins Espagne (40 %), Antena 3 (40 %) et TV3 (20 %) et chargée de la gestion de l'ensemble des droits de retransmission du football espagnol de première division, pourrait, à terme modifier sensiblement, voire remettre en cause les contrats d'exclusivité signés en Europe, tant dans le domaine du sport que dans celui du cinéma. Si l'Espagne est la première visée, son cas pourrait faire jurisprudence pour l'ensemble de l'Union euro-

A l'origine, la lettre envoyée par Bruxelles fait suite à une plainte déposée par Telefonica, opérateur espagnol du téléphone, après la constitution d'Audiovisual Sport à la fin de l'an dernier (Le Monde daté 29-30 décembre 1996). A l'epoque, Telefonica, soutenu par le gouvernement de José-Maria Aznar, tente de faire pièce à Canal-Satellite Digital en préparant le lancement d'une plate-forme de programmes numériques concur-

La création d'Audiovisual Sport signait certes l'arrêt des hostilités entre Canal Plus Espagne et Antena 3 pour le contrôle des retransmissions du football ibérique, mais

signifiait surtout, aux yeux de Telefonica, l'impossibilité pour tout nouvel opérateur de télévision à péage d'offrir ce sport à ses abon-

Depuis le dépôt de cette plainte, la situation espagnole a évolué : en prenant le contrôle d'Antena 3, Telefonica est aussi devenu actionnaire d'Audiovisual Sport, et voit sa plainte se retourner en partie contre lui.

Tout en reconnaissant que la situation en Espagne est « compliquée et politiquement sensible », Bruxelles a relevé « trois points qui posent problème » dans les contrats organisant Audiovisual Sport.

Au premier chef, la Direction gépérale de la concurrence souligne « la mise en commun des droits de retransmission des matches de football ». La création de la société commune semble « canduire à une répartition du marché et à une entente entre les opérateurs ». « Trois détenteurs de droits ont créé un cartel », remarque le commissaire européen Karel Van Miert, rappelant

d'organisation ». Autre point d'achoppement : « la vente conjointe des droits audiovisuels restonts ». Principalement orientée vers l'étranger, cette dé-

que la Cammissian européenne

lutte « contre les pools communs

marche, si « elle représente une activité relativement limitée, constitue une restriction de la concurrence ».

Enfin, l'instance bruxelloise a aussi mis en exergue les conditions d'exploitation des droits de paiement à la séance, le pay per view (PPV). Dans sa missive, elle explique que « l'explaitation en commun des aroits de paiement à la séance (...) résulte d'une constructian juridique complexe qui implique la fixation collective des prix de vente des retransmissions ». Un tel système aurait « pour unique explicatian la nécessité de coordination entre les différents radiodiffuseurs, une coordination difficilement justi-

fiable du point de vue de la concurrence ». La Direction générale de la cancurrence a accampagné son avertissement d'un calendrier pour le règlement de ce contentieux. Agdiovisual Sport devra présenter une propositioa satisfaisante pour Bruxelles au plus tard à la fin de septembre. A défaut, l'instance européenne a l'intentioa « d'odopter une position négative » et d'engager « une procédure ». Dans ce cas, la décisiaa définitive pourrait intervenir ea juillet 1998. Le groupe

Prisa, opérateur de Canal Plus Espagne au travers de sa filiale Sogecable, ne semble pas prêt au clash avec Brixelles. « Nous devons négocier avec les autres partenaires d'Audiavisual Spart », admet Soledad Alvarez-Coto, directrice de la

communication de Prisa. NOTION « ANTIÉCONOMIQUE »

La voloaté de Bruxelles est de porter le fer sur « lc problème plus eénéral du PPV ». Première étape : la durée des coatrats d'exclusivité. Audiovisual Sport a ainsi acquis les droits de retransmissioa du football jusqu'en 2003. « Cing saisons d'exclusivité, c'est trop l », constate Karel Van Miert. Toutefois, le commissaire européen ajoute que cette question fait débat au sein de la Commission et que lui-même

* n'a pas encore tranché * Dans un deuxième temps, la Commisioo européenne devrait débattre de la notion d'exclusivité

des années, Bruxelles examine les cantrats d'exclusivité », signale M. Van Miert. En particulier ceux coaclus par BSkyB, l'opérateur satellitaire britannique.

Avec le lancement des premiers bouquets numériques et l'apparition d'opérateurs coacurrents dans un même pays sur le marché de la télévision à péage, Bruxelles pourrait mettre le PPV au rang de ses préoccupations prioritaires. Pour certains commissaires, la notion d'exclusivité en matière de PPV est anti-écana mique, voire anticoncurrentielle. A leurs yeux, le PPV devrait être « nan exclusif » puisque sa rentabilité est directement liée au volume d'achats qu'il suscite. Réservé à un seul opérateur, le PPV limite sa zoae de chalandise, doac son potentiel

Charles Biétry, directeur des sports de Canal Plus, réfute ce raisonnement. « Je ne pense pas qu'il y ait un seul opérateur de télévision qui souhaite une redistribution des cartes », remarque le patron des sports de la chaîne cryptée. TPS, au contraire, fait sienne la démarche de la Commission. « Ce seroit une bonne nouvelle pour nous », fait savoir le bouquet dirigé par Patrick Le Lay, car « c'est lo thèse que nous défendons face au CSA et les outres instances de régulation ».

Guy Dutheil

Très cher football européen

• Espagne : alliées an sein d'Audiovisual Sport, Canal Plus Espagne, Antena 3 et TV3 Catalogne détiennent jusqu'en 2003 l'ensemble des droits de retransmission du football espagnol. Un contrat d'un

montant de 10 milliards de francs. Grande-Bretagne : BSkyB, groupe satellitaire contrôlé par Rupert Murdoch, a acquis pour quatre ans l'exclusivité du football britannique pour un montant de 670 millions de livres (environ 6,7 milliards de francs). • Italie: Telepiù a acheté pour trois ans les droits de

retransmission du football italien:

1 012 milliards de lires par an (environ 3,5 milliards de francs) pour la diffusion cryptée et 90 milliards de lires par an (environ 310 millions de francs) pour les services de paiement à la

• France: Canal Plus a signé un

contrat valable jusqu'en 2001 avec la Ligue nationale de football (LNF). Cet accord, d'un montant de 420 millions de francs par an, permet à la chaîne cryptée de diffuser une rencontre par journée de championnat de première division ainsi que les émissions « Jour de foot » et * L'Équipe du dimanche ».

Chaque match est facturé 6 millions de francs. Pour 350 millions de francs supplémentaires chaque année, Canal Plus a obteau la retransmission d'une seconde rencontre, diffusée sur Canal Pius numérique. Ce contrat comprend aussi le magazine « D2 Max », consacré à la deuxième division. Pour diffuser les sept autres matches de Division 1 sur Kiosque, service de paiement à la séance, la chaîne cryptée a versé à la LNF un droit d'entrée de 50 millions de francs, Canal Plus et la LNF devant ensuite se

partager les recettes.

Orangina attaque Radio-France pour contrefaçon

contre Radio-France pour contrefacon, Les responsables de cette filiale de Pernod-Ricard ne décolèrent pas contre la radio de service public, qu'ils accusent d'avoir utilisé un nom déjà déposé par eux pour baptiser Le Mouv, la radio pour les jeunes.

C'est en 1994 que Michel Fontanes, PDG du glais, «to move» - qui signifie bouger - est particulièrement adapté à la boisson pétillante qu'il produit. Avant même de savoir ce qu'il va en faire, il prend la précaution de le faire déposer à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). La marque est inscrite sous plusieurs formes : Orangina move et Move.

En réalité, elle est rapidement utilisée, notamment pour la création d'un magazine destiné aux jeunes adolescents de treize à dix-

ORANGINA s'apprête à porter plainte | huitans, cibie de la boisson Orangina. Vendue | 14 francs en klosque et distribuée dans les écoles et lycées, cette revue traite des spectades et des vedettes, mais aussi des questions de logement, d'école, de choix d'études,

PROMOTION DU CONCURRENT?

sa boisson, Orangina s'offre des publicités sur les radios, notamment celles destinées aux jeunes. Du coup, en diffusant des messages teis que « T'as le Move » ou « Achète le Mave ». NRJ, Skyrock et Fun radia ant l'impression de faire la promotion de la radio du service public, baptisée Le Mouv' et justement créée pour les concurrencer. Une situation qui, bien évidemment, les agace un peu.

Dès juin, au moment du lancement du

Mouv', les responsables d'Orangina ont pris contact avec ceux de Radio-France pour discuter de cette situation et tenter de trouver une solution. En dépit de leurs demandes réitérées, ils estiment ne pas avoir reçu de ré-

ponse satisfaisante. Du coup, forts de leur antériorité dans l'utilisatian de cette consonnance et persuadés it protège la reprodu tique d'une marque, mais aussi les ressemblances, les responsables d'Orangina ont déci-

dé de porter ce conflit devant la justice. A Radio-France, on précise que le dépot de la marque Le Mauv' a été fait en novembre 1996 et que « cela ne semblait pas poser de problème ». En même temps, on se dit disposé à « rechercher l'apaisement ».

Françoise Chirot

Cegetel se charge d'expliquer l'ouverture du marché des télécoms

IL N'AURA pas fallu attendre le le janvier 1998, date d'ouverture à la concurrence du marché des télécommunications, pour voir le premier coup de butoir donné au motéléphonie fixe. Quatre mois avant le début attendu des hostilités, Cegetel, la filiale télécommunications de la Compagnie générale des caux (CGE), a ouvert le feu avec une importante campagne publicitaire.

Trois annonces au ton naif et aux couleurs bigarrées s'étalent sur 7 000 panneaux d'affichage. De pleines pages en couleurs ont envahi les quotidiens nationaux. Deux spots télévisés seront diffusés à partir du samedi 6 septembre sur l'ensemble des chaînes de télévision nertziennes. Au terme de cette première vague tous azimuts, rares seront ceux qui pourront prétendre ignorer le premier concurrent déclaré de France Télécom. Cegetel contre France Télécom, c'est un peu David contre Goliath. L'opérateur public, qui investit près de 1 milliard de francs chaque année en communication selon l'hebdomadaire Stratégies, ne se contente pas d'être confortablement installé dans son monopole. Il jouit aussi d'une « excellente notoriété », et serait même « l'entreprise de service public la plus appréciée des Fran-

En face, la notoriété de Cegetel est proche de zéro - seules ses marques SFR (reléphonie mobile) et Tam Tam (radiomessagerie) sont commes du grand public -, et elle reste dans l'incapecité de comminiquer sur son offre commerciale. Ses tarifs ne sont toujours pas

THE PARTY NAMED IN

Iniaa Bigte

\$4. 4 Juli

开户推荐以至 5

Pan digital

pe ser le

«houclés», et elle devra attendre le 15 septembre pour connaître le numéro « préfixe » que lui attribuera l'Autorité de régulation des télécommunications (ART).

qui compte également dans son capital British Telecom (26 %), Faméricain SouthWestern Bell (15 %) et l'allemand Mannesmann (15 %), doit pourtant séduire 20 % des 23 millions de foyers français abonnés au téléphone pour atteindre son objectif de 11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 2003.

L'HABIT DU PROFESSEUR

Cegetel a choisi d'endosser l'habit du professeur. Elle nous explique, avec cette campagne qui se révèle être un modèle de pédagogie, ce qui va se passer en 1998. Au programme: petits schémas, numéro vert et fascicules mode d'em-

Curieuse logique, en fait, qui pousse une entreprise privée à in-Vestir quelque 20 millions de francs dans une campagne quasi institutionnelle sur les changements qu'apportera dans la vie quotidienne des Français une décision prise par le législateur.

Chez Cegetel, on estime que cette étape est un passage obligé. En étant « le premier opérateur déclaré, on joue sur un effet d'alerte, explique Benedict Donnelly, le directeur de la communication de Cegetel. Il faut que l'on en assume la. responsabilité en faisant le travail que personne d'autre n'a fait à ce

Florence Amalou

DÉPÊCHES

■ EXPORTATION: un Club des Internationaux de l'audiovisuel français a été créé jeudi 4 septembre. Cette structure regroupe des télévisions comme TV5, CFI, TVFI et Canal Plus, MCM et des radios comme RFI, Nostalgie et NRJ. Elle a pour but de favoriser le développement des entreprises françaises, mais aussi de sensibiliser les administrations françaises et européennes.

MAGAZINE: Distributique, le

mensuel spécialisé dans la distri-

bution informatique, devient hebdomadaire depuis le jeudi 4 septembre. Créée en 1983, cette revue fait partie du groupe IDG Communications France, éditeur de 175 titres, dont notamment le Mande Informatique, Réseaux & Télécoms, Info PC et Macworld. Exclusivement vendu par abonnement, ce magazine de 76 pages sera diffusé à 20 000 exemplaires. PUBLICITÉ: le groupe de communication britannique WPP, dirigé par Martin Sorrell, vient d'acquérir 70 % du capital de la première agence française indépendante de marketing direct, Bellanger, Foucaucourt & Associés (BFA). Celle-ci était précédemment détenue à 70 % par le groupe de presse et de communication Altédia de Raymond Saubie. La tran-

saction réalisée pour un mantant-

d'enviran 65 millions de francs

permettra de daper les comptes de agence J. Walter Thompson, filiale de WPP, en France : BFA réalise 40,2 millians de francs de marge brute pour une rentabilité

Quatre demi-journées publiques de travail et de réflexion rassemblant des architectes, des responsables politiques, des citoyens, des maîtres d'ouvrage, des philosophes, des historiens, des journalistes, des urbanistes, des paysagistes, des ingénieurs. EMONITEUR Se Monde Chare arte COUPON DE PARTICIPATION À RETOURNER AVANT LE 15 SEPTEMBRE 1997 à:

ESPACE SAINT-MICHEL - 7 PARNASSIENS EEOPARD D'ARGENT

A.D.C.E.P-30, rue René Boulanger 75010 Paris Madame, Monsieur: souhaite assister aux "RENDEZ-VOUS DE L'ARCHITECTURE" dans la mesure des places dispanibles. Pour recevoir le document d'information et le carton d'Invitation, prière de préciser:

CELA RESSEMBLE a un postscriptum. Deveoue ambassadrice itinérante de l'action humanitaire, Lady Diana Spencer avait cholsi de mettre sa notoriété au service de ses engagements et de s'en expliquer en commentant ellemême les images toumées par la BBC au cours du voyage en Angola qui l'avait cooduite à militer pour l'interdiction des mines antipersonnel. Dans ce reportage autobiographique, diffusé jeudi soir par «Envoyé spécial», sur France 2, tout est dit en trois

En visite dans un dispensaire de fortune n'ayant pas les moyens de fournir une prothèse orthopédique à chacun des enfants amputes, elle prend la pose, devant les photographes qui l'accompagnent, en compagnie de Sandra, une fillette de treize ans qui a perdu sa jambe gauche et aurait besoin d'une prothèse différente tous les six mois. Elle caresse la joue de l'enfant intimidée eo souriant tristement. « Sandra o été très courageuse face à cette foret d'objectifs, murmure-t-elle. le lui avois demondé lo permission. l'ai essayé de lui faire comprendre que ça paurrait aider d'autres enfants. Elle a semblé heureuse. Cela o permis de sensibiliser l'opinion internotionole. Les médios s'intéressent constamment à moi. Autant utiliser de manière positive cet intéret pour faire connoître l'horreur de la situation ici. . La photo fera la une » du Times accompagnée d'un article de trois colonnes.

A la lisière d'une zone qui n'a pas encore été déminée, elle pose

une seconde fois, après avoir revêtu le gilet et le casque de protection obligatoires, auprès d'un panneau frappé d'une tête de mort sur lequel oo lit, en portugais: « Perigo! Minas ». La photo fera la « une » du Daily Mail, du Gardian, du Daily Telegraph. Elle s'en excuse presque: « Les médias me suivent partout dans le mande. Je стоіs qu'ils peuvent aider о sensibili ser l'opinion face oux difficultés qui existent dans les pays que je visite. l'accepte volontiers des séances photo, mais uniquement dans ces conditions, et je n'en retire rien per-

Direction l'hôpital. Un corps squelettique gft sur un lit, couché en chien de fusil. Quelqu'un a relevé le drap pour qu'on voie bieo le pansement enveloppant son ventre. On explique à l'illustre visiteuse que les intestins de cette fillette ont été arrachés par l'explosion de la mine. Diana ne dit rien. Elle s'assied à peine à la tête du lit. Le regard de l'enfant semble ailleurs. Quel néant fixe-t-il? Diana rabat délicatement le drap sur le corps décharné. Les photographes se sont agenouillés de l'autre côté du fit, hors caméra, pour cadrer le visage de la princesse derrière cehui de l'enfant. Mais elle ne pose plus. Elle a un geste de la main pour leur demander de ne plus photographier: « Je crois que celo suffit. » Les larmes lui mootent aux yeux, elle se lève et s'en va. C'est ce jour-là qu'un porte-parole du gouvernement conservateur l'avait traitée d'« irresponsable ». eo la comparant avec mépris « o Brigitte Bardot et à ses chots. »

Dans la société des « poissons à poumons »

Une soirée thématique sur Arte et un documentaire sur Canal Plus : dimanche 7 septembre, deux chaînes se penchent sur la vie sociale des dauphins

IMPOSSIBLE AUJOURD'HUI de trouver une émission enfantine sans qu'apparaisse un de ces manimifères marins: sur les traces des programmes américains, la delphinomania a gagné les écrans français. En ce début d'année scolaire, le syndrome Sauvez Willy frappe encore. Coup sur coup, ce dimanche, Arte et Canal Plus proposent des documentaires sur la vie sociale de ces animaux qui fascinent les humains. Loin des fantasmes sur ces amis « naturels » véhiculés depuis les Fables de La Fontaine, les émissions proposées ont le mérite de montrer les dauphins tels qu'ils sont, des êtres complexes, capables de gestes amicaux comme d'une grande agressivité, et non plus les spécimens dressés des delphina-

Les dauphins au long bec ont toujours impressionné l'bomme par leur extraordinaire panoplie mentale. Comme l'explique le documentaire de Mark Davis, Sexe et pouvoir chez les douphins (Arte, 23 b 15), ces mammifères marins « apprennent vite, ont une excellente mémoire et savent exploiter ce qu'ils ont oppris pour résoudre de nouveoux problèmes ». Leur cerveau, plus lourd que celui de l'homme, leur permet de manipuler des outils et de développer un langage : en comprimant leur larynx, ils émettent des ondes imperceptibles à l'oreille humaine.

Chaque dauphin dispose d'un soo bien à lui, sorte de « signature accoustique ». Un langage indispensable pour la communication au sein du groupe, Car les dauphins ont adopté une organisatioo sociale



fort développée. Pas simple pourtant de se faire accepter par une bande de dauphins sauvages afin d'étudier de près leurs comportements: il a fallu presque dix ans à l'équipe du docteur Denise Herzing pour entrer dans leur ronde. Danse avec les dauphins, le film réalisé par Mark Jacobs pour la BBC (Canal Plus, 16 b 45), montre au plongeur cathodique la conduite étrange et la complexité de la société formée par ces drôles de « poissons à poumons », comme les baptisèrent les scientifiques du XVIII siècle, Quelque 150 dauphins tachetés des Bahamas sont filmés dans tous leurs

états. Et c'est stupéfiant l'Le sys-

tème d'apprentissage des jeunes constitue le premier exemple de cette construction sociale. Les petits passent deux à trois ans dans le giron de leur mère. Comme les humains et les chimpanzés, ils ont une enfance longue et très dépendante. Us vont apprendre auprès de leurs congénères, dans une sorte de classe où ils acquièrent les techniques de survie mais anssi les conventions du groupe et les sa-

voir-faire sexuels. Pendant cette période, le jeune dauphin se choisit un compagnon qui ne le quittera plus tout au long de sa vie : chasse à deux, défense à deux, drague à deux! Et c'est là un

autre aspect de cette société sousmarine qui laisse pantois : la stratégie de conquête amoureuse de ces cétacés relève à la fois du ballet aquatique et du rapt. Toujours à deux, les mâles tentent de séduire une femelle, isolée ou en groupe, en hi tournant autour: folles poursuites, pirouettes et caresses de nageoires latérales. Quand le mâle se fait trop pressant, les femelles s'entraident pour échapper au harcèlement. Mais la balade peut prendre une autre tournure : les mâles organisent de véritables expéditions pour capturer des femelles attachées à un autre groupe. La mer est alors témoin de bagarres avec mouvemeots d'encerclement, fuites ébauchées, volte-face, coups de bec, morsures, tentatives de viol... toute la panoplie de la stratégie guerrière l

On voit que le cétacé a développé un jeu politique fort complexe. In-trigues, coalitions entre différents groupes pour prendre le contrôle d'une zone ou organiser un rapt de femelles, alliances pour affronter un ennemi, réconciliations... la capacité des dauphins à s'organiser un modèle social ne laisse pas d'étonner les chercheurs. Il leur aura fallu plus de vingt ans pour saisir la conduite étrange de cette drôle de société sous-marine.

Sytvia Zappi

DANS LA PRESE

GE VES

377

15

18 ...

وأكليه

76

estita .

75.

벁

No.

Me,

4-12-

LEI BIFLY:

DELLUM

e.

MALKER TOXA:

RANGER

741

Ŋζ

* « Danse avec les dauphins », dimanche 7 septembre, Canal Plus 16 h 45. * Thema: « Les dauphins », dimanche 7, Arte, 20 ft 40,

TF 1

INTERVILLES 97 Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault,

20.45

Nathalie Simon et Olivier Chiabodo. Finale à Disneyland Pans: 61777037

23:20

SANS **AUCUN DOUTE**

Magazine. Invité : Yves Lecocq. Thème : Faut-il interdire les prit-oulis ?
Avez les rubriques : Bloc-notes, de
Joèle Goron : Les potirs
du Palais de Justice,
de Catherine Sigurer : L'automobile
et les contraventions,
d'Eric de Caumont 1.10 Formule foot

6º journée de D1 58874457 1.45 et 2.55, 4.00, 4.40 TF 1 mait, 2.00 et 3.05, 4.10 Histoires naturelles, Do-cumentaire, 4.50 Musique (15 min).

France 2

20.50 LE CLIENT

Une avocate, spécialisée dans · l'aide aux familles, vo défendre un garçan interpellé pour vol et dont le père est accusé de meurtre. D'après l'œuvre de John Grisham.

22:35:

ROUBLION **DE CULTURE**

0.20 Moderato Cantabile
Film de Peter Brook

ABONNEZ-VOUS

et économisez jusqu'à 450 F

Magazine. Farces et tragédies. Invités : Guy Croussy, Marc Lambron, Daniel Pennac, Lydie Salveure (70 min) 1151679 23.45 Journal, Météo.

(1960, N., 90 min). 9147419 1.55 koh Ming Pei. Documentaire, 3.15 Les Aventuriers de la dent Crolles. Documentaire, 3.40 Trois mousquetaires à Shangal. Documen-taire, 4.30 Sur la trace des émerillons. Documentaire, 4.55 le aux ours. Do-cumentaire. Le latoukai (15 min).

France 3

20.50 THALASSA

Les très vialentes vagues qui déferient devant l'embouchu du fleuve Columbia, au sud des côtes canadiennes, créent d'énormes difficultés aux gardes-côtes et aux pêcheurs.

21.55

FAUT PAS RÊVER Magazine.

Etats-Unis: Mogolion City; France:
Le petit Viêt-nam; Italie: Le soleil
sous la montagne. Imité: Michel
Serres (60 min).
488432

23.05 Journal, Météo. 23.20 Le Festival de Montreux. 0.20 ZEK, l'Internationale du goulag. Documentaire (60 mm). 3352

En URSS en 1919, des centaines de milliers d'étrangers furent envoyés en camps de 1.20 New York District. Série. Big bang (45 mins.

Arte

20.45 LES ALLUMETTES SUÉDOISES Téléfim de Jacques Ertaud, avec Naël Marandin, Sylvain

Mantmartre dans les années 30. Après la mort de sa mère, un gamin fait l'apprentissage de la vie au contact d'une bonde de marginaux. D'après l'œuvre de Robert Sabatier.

VENDREDI 5 SEPTEMBRE

22.35

▶ OUT OF THE PRESENT

Documentaire d'Andrei Ulica (95 min). Le 18 mai 1991, le cosmonaute Serguei Krikalev décolle de Baikonour en URSS pour relever l'équipage de la station Mir, bien loin de tous les bouleversements politiques qui secouent son pays. A son retour sur Terre, le 25 mars 1992, sa ville ne s'appelle plus Leningrad et Garbatchev n'est plus

0.10 Mer du Nord, mer de la mort ■ Film de Hark Bohm (1975, v.o., 85 min). 1.35 Le Dessous des cartes.

1.45 La vie est à nous Film de Jean Ren (1936, N., rediff., 65 min).

M 6

20.45 EFFETS SPÉCIAUX, LA SÉRIE.

Retrouvailles mouvementées. Rollie monte au créneau.

23.30 FIREHAWK,

MISSION SECRÈTE T&éfilm △ de Cirio H. Santlago (170 min). 4590 Un hélicoptère sanitaire américam est abattu en pleine jungle vietnamienne. Les survivants, emmenés par le

pilate de l'appareil, tentent de regagner leur base. 2.20 Préquentitat. Magazine. Invité: Alain Souchon (rediff.), 3.30 Portrait. Documentaire. Blur. 4.35 Jazz 6. Magazine (rediff., 5.50 min.). 5.30 Tuno. Magazine (rediff.), 5.35 Fun de, Magazine. Une journée avec les C. Squad (rediff.). 5.55 Culture pub. Magazine. Les nouveaux gourous de la politique (rediff.).

Canal +

20.35

MICHAEL JACKSON

le 31 août à Ostende. 22.05 Flash d'information. 22.15 Jour de foot.

23.00

25317475

FAIR GAME Film d'Andrew Sipes, avec William Baldwin, Clndy Crawford (1995, 84 min). 0.25 Termis. En direct de Flushing Meadow Demi-finales de l'US Open

4.00 I Love You, I Love You Not M Film de Billy Hookins (1996, v.o., 90 min). 9879902 5.30 La Vie est un long fleuve tranquille **II** Film d'Etienne Chatiliez

(180 mln).

Eurosport

18.15 Jeux olympiques 2004. En direct. Désignation de la ville organisatrice

20.30 Course de camions.

moins de 17 ans

(Egypte) (120 min). 23.00 Offroad. Magazine.

en France. Magaz 20.35 Suivez le guide.

22.30 Planète aventure.

23.90 Planete avenuu e. 23.00 Chez Marcel. Invite: Alain Woodrow. 0.00 Vidéo guide: Tanzanie (30 min).

20.45 Te Deum de Haydn. Concert (15 min). 504188582 21.00 Nina 5imone,

à l'Olympia. Concert enregistré en 1990 (70 min). 50759431

do Xº anniversaire de Sa Majesté le roi.

Concert (35 min). 500075625

Voyage

Muzzik

22.00 Nina Simone

23.10 Carmen-Saura.

0.00 Commémoration

21.30 Football. En direct.

19.30 Vidéo guide : Le 5 inaï. 20.20 et 0.50 Deux jours

de la ville organisatrice des JO de 2004 à Lausanne

France-Culture 20.30 Radio archives. Special Arthur Adam

Radio

21.32 Black and blue. .40 Nuits magnétiques. Après l'usine : la triche ! [4/4].

0.05 Du jour au jendemain. Cérard Arsequel (Lé Regard écrit). 0.45 Les Cinglés du Music Hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (redisf). L'Espagne à l'époque de Cervantès.

France-Musique

20.30 Concert.
Les Pront's, Donné en direct
du Royal Albert Hall de
Landres, par le Gabrieli
Consort and Players et
l'Ortheare symphonique de la
68C, dir. Marious Stenz, Paul
McCreest, chef de Choeur. 22.45 Festival de Flandres. Concert donné le 6 août, par l'Orchestre baroque de Pribourg.

0.00 Comment l'entendez-vous? (rediff.). L'âge de nos artères (rº 2), Pierre Boulez. 2.00 Les Nuits de Prance-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. I Les Soinées.
George Bernard Shaw,
critique musical. Passion selon
Saint-Jean (extraits), de Bach,
par le Choeur de la cathédrale
Saince-Hedwige de Berlin et
l'Orchestre symptonique de
Berlin, dir. Karl Forster;
Ouverture pour trompetus
op. 101, de Mendelsohn, par
l'Orchestre symphonique de
Londres, dir. Claudio Abbado;
Ceuvres de Brahms, Wagner,
Saint-Saëns, Chopin.

22.25 Les Sobrées... (suite). Ceuvres de Eigar, Wagner, Beethoven. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

moins de 17 mu (Groupe A): Chili - Allemagne, au Caire Chili - Allemagne, au Caire 822495 Chaînes d'information CNN

Information es contine, avec, en soirée: 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 27.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews JOHTHAUX TOURES les demi-heures, avec, en soirée: 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Ecunomia 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Anatysis, 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa, 19.5d, 20.50, 21.50, 22.50

LCI Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée: 19.16 et 23.16 Ruth Elizief. 20.13 et 20.45 le 18-21. 20.30 et 22.30 le Grand Journal. 22.30 et 22.30 le Grand Journal. 21.30 et 22.12 le Journal du Monde. 21.17 et 22.12 le Journal du Piconomie. 21.26 Chéma. 21.42 Talt culturel. 0.15 Le Débat.

 Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

I I Ne pas manquer M M Chef-d'azuvre ou classique.

Signification des symboles :

507594389

TV 5

20.00 Jeux sans frontières (France 2 du 25/8/97). 21.45 Grand tourisme. 22.00 lournal (France 2).

22.30 Vue sur la mer (France 2 du 28/8/97). 23.50 Viva. Magazine. 0.30 Soir 3 (France 3, 30 min).

Planète

19.45 L'Histoire oubliée. 20.35 Cro-magnon. nventeur de l'image.

21.25 Le Cri d'alerte 22.20 Petite ceinture. petite campagne. 23.05 Portrait robot. (5/6). La Brigade des mineurs.

23.30 ► Carnet de notes sur vétements et Villes. 0.50 L'Affaire Manet (20 min).

Histoire

20.00 Encyclopédies : Europe, notre histoire. [2/3]. 1955-1968: Non, non et

21.00 De l'actualité All'histoire.
Animé par Marc Ferro et Jean-Pierre Langelller, éditorialiste au Monde.
L'Yan change-t-8?
La France et ses Immigrès. 22.00 Il était une fois...

le monde : Pour tout l'or du Transvaal. Téléfilm de Claude Boissol [3/6] (60 min). 504287308 23.00 || était une fois... la France : Richelieu. Téléfilm de Jean-Pierre Decourt [1/6], avec Pierre Vernier 504261360 0.00 Il était une fois...

D'Artagnan amoureux. Feuilleton (1/5) (60 min).

(

20.45 Culture Jazz. 21.45 Christa Ludwig

Supervision

France

à Vienne. Concert (90 min). 61888016 23.15 Les Grands Moments de l'art en Italie : Rome. [1/6]. L'architecture romaine dans l'ère impériale (55 min).

Paris Première 21.00 Courtemanche on Tour. 22.30 Samson et Dalila.

Opéra de Sa Opéra de Saim-Saêns, enregistré à l'Opéra de San Francisco en 1981. 94244380 (125 min). Ciné Cinéfil

20.30 Les Nouveaux Riches E Film d'André Berthomieu (1938, N., 85 min). 88772655 (1934, N., 33 Hair). Garrana.

21.55 Arlette et ses papas
Film de Henry Roussel
(1934, N., 105 m/n). 96409124

23.40 Madame

et ses flirts III III Film de Presson Son (1942, N., v.o., 85 min).

Ciné Cinémas 21.00 Havana

Festival 20.30 L'Argent. Téléfim de Jacques Rouffio [1/3], avec Miou-Miou 21.55 La Révolte

des enfants **R** Film de Gérard Poitou-W

(1992, 135 min). 68089150

Téva

6200032

8953032

20.30 et 22.30 Téva interview. Invitée: Manuela Stieg. 20.55 Nos mellieures années. Des fisils et des fleurs. Bonne année. 23.00 Clair de lune. 23.45 Téva spectacle (90 min). Série Club

20.45 Two. Vision prémonitoire. 21.35 et 1.30 Madame et ses flics. Le corbeau informatique. 22.30 University Hospital. Destins tragiques. 23.45 Le Saint.

Canal Jimmy

20.00 The Muppet Show. Invitée: Cheryl Ladd. 20.25 Star Trek. Unité multitronique. 21.15 Destination séries. Lingences.

21.50 Game On.
Bruce Wills, un poisso
main (v.o.).
22.25 Dream On.
Le prère (v.o.).
22.50 Seinfeld. La tarte aux pommes (v.o.). 23.15 Sex Machine. 0.00 La Semaine sur Jimmy. 0.10 Sinatra. 0.45 Une fille à scandales. Allostors d'égout et jeux

Allgators d'égo d'épée (v.o.). **Disney Channel** 20.35 Juste pour rire. 21.10 Profession critique.

22.05 Les Cent vies de Black Jack Savage.

22.50 Patagonie

Le trublion de Panama City

Un journaliste péruvien, à l'origine de révélations compromettantes, menacé d'expulsion par les autorités panaméennes, campe dans son bureau depuis le 28 août

GUSTAVO GORRITI n'en déznord pas : si on veut l'expulser de Panama, il faudra le faire par la force, l'extraire de son bureau de rédacteur en chef de La Prensa où, entouré de ses valises et allongé sur un lit de camp, il s'est réfugié depuis le 28 août. La veille, il avait expédié hors du pays son épouse et ses deux filles, bien décidé, lui, à s'incruster. C'est l'épilogue d'une histoire brutalement commune, où un pouvoir politique, agacé par les écrits d'un journaliste, décide de l'expulser du pays au prétexte de sa nationalité

Gustavo Gorriti est Péruvien. Comme beaucoup de ses confrères locaux, il a suivi de près la guérilla du Sentier lumineux qu'il n'approuvait pas vraiment. A Lima, au début des années 90, alors qu'il travaillait pour Phebdomadaire Caretas, il ne ménageait pas non plus le président Alberto Pujimori. Lorsque ce demier, en 1992, organisa son « auto-



pour trente-six heures en prison,

clairement mis en garde sur sa façon de concevoir l'information. A la sortie, il s'attacha les services de gardes du corps et continua comme avant. Quelques mois plus tard, il quittait le pays, gagnait Washington, puis Miami. Il y a dix-huit mois, il débarquait à Panama où, en tant que directeur associé, il prenaît en charge les articles d'investigation à La Pren-

sa, le principal quoridien d'opposi-

tion du pays. Ce journaliste-là est incorrigible. Il commença par décrire l'incompétence et la corruption des cercles du pouvoir; puis il continua en affirmant qu'une banque du Pa-nama était utilisée par le cartel de Cali pour blanchir l'argent de la drogue; il écrivit aussi que le fonds de campagne du futur président Ernesto Perez Balladares, à l'instar de nombre de ses collègues du continent, avait reçu une contribution de 51 000 dollars (environ 310 000 francs). Le candidat nia vigomeusement l'accusation... pour, quelque temps après, devant l'abondance des preuves, l'admettre du

bout des lèvres, précisant que ce don avait été fait sans qu'il le sache. Enfin le trublion dénonça les manceuvres du cousin du président qui cherchait à s'emparer d'une chaîne de télévision par câble, ce qui lui aurait procuré un bien intéressant monopole. An debut du mois d'août, Gustavo

nal brîllait de remplir. Devant les protestations, les autorités panaméennes out assuré que tout cela n'avait rien à voir avec la censure : qu'il ne s'agissait que de règles administratives auquelles personne ne saurait déroger On en était là en début de semaine. Hormis lorsqu'il s'agit de son ancien président Manuel Norie-

de travail ne lui serait pas renouvelé.

Les autorités venaient opportuné-

ment de s'apercevoir que, en tant

qu'étranger, il n'avait pas le droit

d'occuper des fonctions qu'un natio-

ga et du célèbre canal qui le traverse, le Panama ne fait pas souvent parler de lui, et se serait sans doute bien passé de cette déplaisante publicité. Mais la loi est la loi. Pour tous. Surtout pour un journaliste qui a fait son fonds de commerce de dénoncer les puissants qui ne s'y conforment pas.

Georges Marion

■ Selon le Quotidien du peuple. organe du Parti communiste

EN VUE

chinois, la cause principale de la mort de la princesse de Galles résiderait dans « la cruelle liberté de la presse en Occident ».

■ Un sosie canadien de Diana qui se produisait dans les galas et dans les rues de Victoria, en compagnie d'une amie imitant la reine Elizabeth, a décidé d'abandonner son gagne-pain. Winnie Cooper avait ouvert un site sur Internet pour promouvoir son affaire : elle l'a transformé en un site d'accueil de messages de condoléances.

■ La société Marvel Comics, éditrice de bandes dessinées, publie un recueil de Mark Gruenwald, son directeur mort récemment d'une attaque cardiaque. L'ouvrage, Squadron Supreme, est imprimé avec de l'encre mélangée aux cendres du défunt. Mark Harras, président de la société, a déclaré : Mark aimait vraiment les comics ».

Burger King lance le Big King, im hamburger concurrençant le Big Mac de McDonald's. « Il est plus gros et meilleur. Avec plus de viande... », affirme fan Watkins, chargé de commercialiser le sandwich. Burger King achetait ses rondelles de steak à l'usine Hudson Food, fermée depuis pour avoir confectionné des « patties » congelés contaminés par la bactérie Escherichia Coli.

L'Union des banques suisses a retenu, en 1997, pour son étude « Prix et salaires dans le monde », le prix du hamburger calculé en « minutes travaillées », car il s'agit selon l'institution helvétique, « d'un produit dont la qualité est pratiquement la même dans le

■ Ronald Biggs, le cerveau de l'attaque contre un train postal britannique en 1963, résidant à Rio de Janeiro, felicite, dans un entretien au quotidien suisse Blick, les malfaiteurs qui se sont emparés, le 1º septembre, dans une poste de Zurich, de 53 millions de francs suisses (plus de 200 millions de francs). Biggs leur conseille la prudence : « Rester tranquilles et conservez l'argent hors de vue pour un bon moment ». « le détiens toujours le record », conclut-il avec satisfaction.

■ Les autorités de l'Etat de Pernambouc (Brésil) ont saisi récemment des centaines de voitatres volées que les policiers utilisaient pour leurs déplacements. Au commissariat de Recife spécialement chargé de ces vols, les inspecteurs avaient « oublié » de rendre 40 voitures à leurs

■ Une Indienne de la caste des intouchables, femme de ménage dans une école de l'Etat d'Orissa. qui, pendant vingt-cinq ans, o'avait gagné qu'un dollar par an, et qui avait fini par obtenir une amélioration de son pouvoir d'achat. en 1995, réclame encore une augmentation. Devant le refus de l'employeur, Rajani Nahakani, dont le salaire actuel atteint 2,75 dollars par mois, a porté l'affaire en justice.

■ La municipalité de New Delhi n'a pas jugé opportun d'interdire de déféquer et d'uriner dans les rues. « Ils refusent d'imposer des amendes de peur de perdre des voix aux élections », a expliqué l'élu Jag Pravesh Chandra, à l'origine de l'arrêté soumis à la délibération du freenco.

DANS LA PRESSE THE NEW YORK TIMES

TF 1

17.15 Hercule

Serie, Surprise

Série. Micux vaux tand

20.00 Journal, Special F1:

DE LA UNE

les autres (203 min).

0.10

RANGER

Divertissement présenté par Arthur, Une rentrée pas comm

Les animateurs et journalistes

les temps forts de l'année 97-98.

Avec Chuck Nords, Clarence Gilyard (50 min). 7585007

A La veille de l'intranisation de

Rangers, un tueur en série, dont l'affaire, vieille de onze ans, n'a jamais été résolue, refoit

Magazine (35 min), 1947868

WALKER TEXAS

■ Le culte de la célébrité est aussi ancien que la révolution industrielle. Lorsque les gens quittèrent leurs villages pour vivre dans des villes anonymes, ils gardèrent leur intérêt pour les bavardages en commentant les péchés, les erreurs, les succès et les malheurs d'autrui. La différence entre Diana et ses devancières célèbres découle seulement de la technologie. L'équipement sophistiqué des photographes d'aujourd'hui change la

manière dont les gens connus mènent leur vie. Le président américain John Quincy Adams se baignait nu chaque matin dans le Potomac sans que personne ne vienne le déranger. Aujourd'hui, l'appétit des médias pour des images présentant les célébrités dans leur vie quotidienne deshumanise au bout du compte ces menus événements. L'attention hébétée que les chagrins collectifs suscitent dans les médias ne répond pas seulement à la demande du public. Une guerre de l'au-

dience fait rage entre les chaînes

France 2

13.00 Journal. 13.25 Rallye, Paris-Moscou. 13.40 Consomag, Magazine 13.45 Savoir phis santé.

trivité : Le docteur

19.50 et 20.40 Tirago du Loto.

A cheval; Météo.

MICHEL BOUJENAH

«LE PETIT GÉNIE»

0.15 Journal, Météo.

(50 min).

0.25 Raffye. Paris-Moscou. 0.45 La 25' Heure.

L'age d'or d'Holywood

130 Bun week-end, monsieur Ben-netz. Pièce de théâtre d'Arthur Wat-

Serge Hemberg. 14:45-Samedi sport:

19.55 An Born du sport.

FORT BOYARD

Divertissement présenté par Patrice Laffort, et Cendrine Dominguez, louités : Olivier Balane, Sa

22.45

DANS

France 3

18.15 Expression directe

FSU. 18.20 Questions pour un champion. jes. 18.55 Le 19-20

20.00 Météo. 20.05 Pa si la chanter Jeu.

20.35 Tout le sport.

DU SAMEDI

recht (95 min).

22.25 Diana, la reine

des corurs.

23.15 Journal, Météo.

STRIP-TEASE:

23.40

LA NUIT

de l'information.

de telévision traditionnelles et les réseaux câblés. La presse écrite se démène pour conserver son lectorat déclinant. En répondant à l'intérêt naturel du public pour le destin de Diana, les médias risquent de lui attribuer une démesure

Gorritì a été informé que son permis

THE ECONOMIST

■ La famille royale aura toujours une relation ambigué avec les médias. Une monarchie a besoin d'être populaire et -par conséquent - de s'exposer un peu au public, si elle veut préserver ses qualités « humaines ». Mais, co même temps, plus la monarchie s'offre aux regards, plus le public sera curieux envers les membres de la famille royale, et plus leurs faiblesses risqueront de susciter une réaction de rejet. Cette semaine, la famille royale a commis l'erreur de se montrer lointaine, collet monté, rigide plutôt que faible. Et pourtant, si graves qu'ils puissent apparaître, ces péchés seront sans doute pardonnés. C'est seulement le jour où elle semblera réellement archaique que la monarchie deviendra franchement vulnérable.

SAMEDI 6 SEPTEMBRE

La Cinquième

17.50 Les Grandes biographies. Georges Marshall. 18.55 Le Journal du temps.

Arte

19.00 > KYTV. Serie. Le grand combat. 19.30 Histoire parallèle. Magazine. Semaine du 6 septembre 1947 - Qu'est-ce qu'une démocratie? 20.15 Le Dessous des cartes. Le Paldstan.

20.25 Documenta, Reportage

20.30 8 1/2 Journal.

L'AVENIR DES ZEPPELINS

Documentaire (60 min). Sobante ans oprès la catostrophe du Hindenburg. le "cigare volant" reprend du service à des fins

21.45 Metropolis Magazine. La flèvre du ballon : Culture à Lisbonne ; je fis... ; L'agenda culturel européen ; Cybertalk (60 min). 4942235

22.45

LA RÉGENTE Teffin de Fernando Méndez-Leite

wec Altana Sánchez Gijón, Héctor Alterio. Magazine. Monsieur le bourgmestre « A fond la caisse « Accès [3/3] (105 min). Ana prend ses distances avec la religion et noue une solide relation avec Don Alvaro au grand A find in caisse - Accès
au succis- ils sentalent bon
le sable chaud - Le théline
de la bidhe - La soucospe
et le perroque - Trapue aux
truqueurs - Les petites filles modèles La vie sexuelle
des bêtes - Rose et Blanche toujours
verus - Le laboureur et ses enfants
2015 million dam de Quintonar. Le dernier épisode de ce 0.30 Chartie Mariano, Documentaire

de Willy Meyer. [1/2] (55 min). Première partie d'un portruit consacré au saxaphoniste Charlie Mariano, né à Boston en 1923 dans une famille d'immigrés italiens. Un adepte du mésissage des 1.25 Cartoon Factory. Dessins animés (rediff.).

1.55 Court circuit. Magazine (35 min). 13565216

musiques bien avant que la « world music »

M 6 Canal +

18.00 Chapeau meion

Série. 19.05 Turbo. Magazine.

19.54 Six minutes

20.00 Ciné 6 spécial.

et bottes de cuir.

d'information.

Films de la rentrée

(40 min). 80 20.40 La Météo des plages.

DES ENVAHISSEURS

Telefilm O de Paul Shapiro, avec Scott Balcula, Elizabeth Pena [1/2 et 2/2] (195 min). 8815

un homme retrouve la liberté

après avoir purgé une peine de

aix annees ae prison.
Condamné pour le meurire
d'un militant écologiste, il a
toujours clamé son innocence,
prétendant avoir agi sous

C'est le début de la lutte d'un

nomme, presque seul, contre une colonie d'extraterrestres

prêts à tout pour préserver leur anonymat. Scott Bakula « Code

Quantum > reprend le flambeau de la lutte contre les

envahisseurs que lui transmet de manière symbolique David Vincent« Les Envahisseurs »

qui avait entamé le combat

ringt ons plus the.

(480 min).

Ancien pilote de ligne,

dix années de prison.

l'influence d'une force

17.05 Les Superstars du catch. Magazine. ► En clair jusqu'à 20.35 19.40 Warning Magazine 17.55 Décode pas Bunny . Deseins animés 18.50 Flash d'information.

19.00 T.V. + Magazine. 20.05 Les Simpson. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

ROSA ROTH Le réseau de la mort. Téléfirn de Carlo Rota, avec his Berben, Jockel Tschersch (85 min). Une femme enquête sur le meurtre d'un médecin impliqu

contaminé par le sida.

22.00 MORTELLE CAVALE

23.30 Flash d'information. 23,35 Scènes de lit. Court métrac 0.00 Le Journal du hard. 0.05 Sextet

Flim classé X (1997, 95 min). 1.40 Tennis. En direct 4791484 de Flushing Meadow: Demi-finales de l'US Open

(235 min). 11264113 5.35 Volley-ball. Championnat 0.00 Un flic dans la mafia. Série. La rencontre. 0.45 La Nuit des clips tchèque - France (93 min).

Radio

20.35 Si ça vous chante. 20.45 Nouveau répertoire

0.05 Tard dans la mair. 0.55 Chre nique du bour des heures. 1.00 Le Nuits de France-Culture (rediff.).

Concert donné en direct de la salle von Moos Stahl, par l'Orchestre philharmonique de la Scala, dir. Riccardo Mari : Mer calme at heureux woyage wor tame at metient wyse, de Mendessohn; Symphomis 194, de R. Schumann; In the South, ouverture de concert op. 50, de Elgar; Le Tricorne, suite nº 2, de De Falla.

Radio-Classique

22.40 Da Capo. Erich Kleiber, chef d'orchestre. 0.00 Les Nuits de Ra-dio-Classique.

1.35 et 2.15, 3.15, 3.55 TF 1 seit. 1.50 Les Rendez-uous de l'entrepche. Ma-garine. 225 et 3.25, 4.05, 4.55 Ris-toires naturelles. Documentaire. 4.35 gazine. 225 et 325, 405, toires naturelles. Documen Musique. Concert (20 min).

1.00 Formule F1.

TV 5 20.00 Le Rêve d'Esther. de Jacques Otmezquine [1/2], avec tixtmilla Mila 35051506 21.30 Télécinéma, Magaz 22.00 journal (France 2). 22.30 Surprise party.

Planète

20.35 Ykdish, ykdish. 21,30 Trafic d'animatia. 21.55 L'Histoire oublice

0.30 Soil 3 (France 3, 30 min).

22_50 Cro-magnor 23,40 Le Cri d'alerte

0.30 Perite ceinture petite campagne (45 min). France

Supervision 20.45 Guillaume Teil. Opéra de Rotskri, enregiss Amsterdam en 1995. Soliste Timothy Noble

22.00 Cap tain Café. 22.50 Festival interceitione Concert (% min). 3795 0.40 Culture buzz. De Nigel Sheppe

Histoire

la Prance: 21.00 Le Magazine de l'Histoire.

22.00 Télé, notre histoire : Thibaud on les Croisades. Le rocher de la chrédi L'ermine.

23.00 Mille et une vies : Jules Ferry. Teléfim de Jacques Rouffio, avec Thierry Fortineso 575119419

Paris Première 20.30 Festival des arts martianz 22.40 Peter Gabriel. Concer (65 min). 74251822 23.45 Le JTS des festivals.

0.10 Tour de chant Georges Brasseris. Concert enregistré à Bobino en 1972 (70 min). 75290029

Ciné Cinéfil 20.40 Le Club. 22.00 Hollywood Backsta 24.00 On va se faire somer les cloches # Film de George Sest (1950, N., vo., 90 mi

The state of the s

act. PRoc de infáire d'Arusu vea-los. Enrojistés au Théire Daunou, nése en sobre de Michal Fegadau, 3.15 Bouillon de colume. Mayazine. Farces et trayéties fredir 1. 4.20 Parol en contesse. Documentaire. 4.58 Baby So-lies, Dessin assinté (15 min).

arćen 1994 à l'Olympia 822324

20.00 Il était une fois... D'Artagnan amoureux. Feulleton [1/5].

(95 m/o). 22.05 Making of : Courage Under Fire. 22.30 Sneak Previews : Family 23.00 I Was on Mars # Film de Dany Levy (1991, 90 min).

20.30 L'Argent. 166fin de Jacques Roufio [28], avec Miou-Miou (as min). 215 21.55 L'Heure Simenon : Un nouveau dans la ville. Téléfilm de Pabrice Caren

Festival '

Série Club

20.45 Banacek. . Le calice de Darlos. 22.00 Lois et Clark 22.45 Lon Grant.

0.25 Un ours pas comme les autres. Adieu les roses (50 min).

Canal Jimmy

Ciné Cinémas 20.30 Meurtre à l'imparfait. Téléfim de Granne Cifford 21.00 Le Parice Galdupeau. (1/2) Rouler vers l'Ouest. 6174883

> 22.25 Chronique du Pacifique. 22.30 T'as pas une idée ? 23.30 Des agents

très spéciaux.

21557099

(60 min). 22.55 Le Renard. Un radeau pour l'au-della (65 min).

23.35 Mission impossible.

0.20 Classic Cars. [5/6]. **Disney Channel**

21.00 Super Baloo. 21.25 La Bande à Dingo. 21.50 Shibad. 22.15 Pas de répit pour la planète Terre. 23.05 Animalement votre.

23.30 Quiproquos I Talefan de Claude Vital (90 min). Téva

20.55 Flamingo Road. Cell pour cell. C'est un megror. 23.15 Un été

Voyage 20.30 Suivez le guide. 22.30 Rough Guide : Afrique du Sud.

22.00 Spin City. La grave.

(90 min). 3020 19.30 et 1.00 Formule Indy. Grand Prix de Monterey (Californie). 20.30 Volley-ball. En differé. Championnat d'Europe des nations à Einflowen. 21.30 X Games 1997. Sports für. Skrabbaard (Vert double) à San Olego.

20.30 Téva foterview. jovitée : Jehanne Colland. 22.15 Le Concerto d'Aranjuez,

à Saint-Tropez (120 min).

23.30 Vidéo guide: Le Stnaï.

Eurosport 14.00 et 0.30 Voitures

de tourisme. En direct Crampionnet allemand de Super Tourisme : Essa

15.00 Cyclismic. En direct.
Tyur d'Espagne. In étape
(120 min). 746
18.00 Basket-ball. En direct.
Championnat Pro A
Asrel-Toulouse

(90 min).

22.30 Football (120 min). Muzzik

19.05 Requiem opus 89, de Dvorak Concert enregisort 1 Prague 501829544 21.00 Ombres et lumières. Portrait de Josquin Rodrigo.

par Romero. Concerno pour guitare et orchestre, de joaquin Rodrigo (30 min). 500747893 22.45 Jeanne d'Arc. Drame lyrique en trois actes de Gluseppe Verdi

Chaînes

d'information CNN

Information en continu, avec, en soirte: 20.00 World Bushners This Week. 20.56 Computer Compection. ZL00 Moneyweek. ZL30 Science and Technology. ZL30 Best of Insight. ZL30 Science 2.00 World View.

Euronews

journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée: 15.45, 22.45 CSck. 20.15 90° Est. 28.45, 23.45, 115 No. Comment. 71.15 HJ Tech. 21.45, 23.15 Art Collection. 22.15Visa. 8.15 Mag. LCI

journaux toutes les deml-heures, avec, en soirde : 19.12 et 23.12 Votre argent, 19.30 et 22.30 Le Grand Journal, 19.45 et 0.15 Box Office, 20.15 Nautisme, 20.42 et 0.43 Emploi, 20.36 et 23.56 Découvertes, 21.10 Journal de la semaine, 21.26 et 23.51 Auto, 21.36 (2 s'est passé cette semaine, 21.56 et 0.56 Place au livre, 22.12L'Evelnement de la semaine, 21.44 D'une semaine à l'autre.

LES CODES DU CSA O Accord perental Accord parents Intendit aux moins de 12 ans 17 Public achitte au interdit aux moins de 16 ans. 500731896

France-Culture

dramatique.
Onytos le Furieux,
de Laurent Gaudé;
22,10, Les Courses ou la Vie,
d'Aude Bach.
22,35 DDIS, Musique barroque
en Tarensaise.

France-Musique

19.31 Festival de Lucerno

22.00 Concert. Festival de la Roque d'Anthéron. Dorané le 18 août, dans le parc de Florans, par Anton Kuerti. 1.00 Musique pluriel. 1.00 Les Nuits le France-Musique

20.40 Le violon et le diable.
Sonate pour violon Trille du diable, de Tartini ; Symphonii La Cast del Diavolo, de Boccherini ; Ciuvres de Paganini : Caprices nº 10 et 24 ; Le Strephe ; Méphisto valse nº 1, de Lisat ; Fantalise sur Fausz de Courned op. 20, de Wieniawski ; Scènes du Fausz de Coerthe (acte 2) nº 5 Minuit, de R. Schumann ; Ceuvres de Saim-Saéns, Stravinsky.

0.00 Kiekboxer 3: Trade à Rio. Film de Rick King [1992, 85 min), Avec Sasha Mitchell, Dennis Chap. Aventures.

Les films sur les chaînes

européennes

TSR

Demain, dans le supplément TÉLÉVISION-RADIO-MULTIMÉDIA France 2 lance une nouvelle série

policière: P.I., ou la vie quotidienne dans un commissariat pansien.

Les grilles d'automne de la radio : - le changement dans la continuité. Amsterdam, ville numérique. Le film de la semaine :

Sur la route de Madison », de Clint

Signification des symboles :

Eastwood.

➤ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio Multimedia

On peut voir.

et les malentendants.

■ Ne pas manquer ■ ■ Chef-d'œuvre ou clas

Sous-titrage special pour les sourd

AVEC LA DÉLICATESSE précisément du mammouth dans le magasin de porcelaines, Claude Allègre a mis les pieds dans le plat. Et il l'a cassé. En dénonçant l'absentéisme des eoseignants, cette « chose insupportable », eo le chiffrant au doigt mouillé, «12% d'absences en moyenne nationale », le ministre de l'éducation pourra se vanter d'avoir obtenu, pour sa tonitruante rentrée, un zéro en calcul et un zéro en méthode.

Les chiffres d'abord. Le ministre a sorti publiquement de son chapeau on 12 %. Un chiffre bien roud. bieo clair, bien net. Comme un roulement de tambour ou un coup de sifflet du proviseur. Pour sienifier à la nation entière, toute disposée à caresser l'anti-mammouth dans le sens du poil, que décidément les enseignants pratiquaient par trop l'éducation buissonnière. 12 % I Plus d'une décimale des instituteurs et professeurs aux enselgnants absents, excusez du peu. Mais si l'on sait compter comme on nous l'a appris dans les écoles, cela ferait pour 700 000 enseignants environ, 84 000 absents en

permanence. Chiffre effarant donc. Et chiffre qui, s'il avait été vrai, justifiait le comparatif avancé par Claude Allègre avec les 4 % d'absentéisme comptabilisés dans les entreprises privées. Seulement voilà : ce chiffre est faux. Non parce que les syndicats d'enseignants, immédiatement vent debout, Pont dit, sortant leurs statistiques officielles comme revolver. Mais simplement parce qu'ils sont faux. La preuve, le soir même, sur France-Inter, le ministre admettait que les « statistiques officielles oscillent entre 4,5 et 8 % ». Ajoutant que ces chiffres hui paraissaient toujours « trop élevés ».

Laissons de côté les oscillations

statistiques pour convenir du pourcentage le plus sérieux, 6 % en moyenne. Ce o'est pas rien. Et tout parent d'élève peut témoigner de sa coutumière exaspération devant les absences, peut-être fondées, mais un peu trop répétitives de certains enseignants, ootamment dans le secondaire. Mais, sauf à compter comme à voir, double, 6 % o'ont jamais fait 12 %.

Zéro de calcul donc. Et zéro de méthode. Le ministre de l'éducation nationale est, par fonction, le patron de la plus grande entreprise de Prance. Que dirait-oo d'un patron qui lancerait ainsi sur la place publique, une statistique fausse pour mieux illustrer les manquements de ses salariés par ailleurs « formidables »? Et qui accuserait les syndicats, dénoncant ces fantaisies statistiques, de sortir de leur rôle pour exercer en somme un rôle co-ministériel ou co-patronal? « Dégraisser le mammauth »,

« absentéisme insupportable » Claude Allègre o'y va pas avec le dos de la formule. Avec le zèle verbal et les emportements d'un remueur d'institution. On ne fera pas au volcanique ministre de procès d'intention sur sa légitime volonté de faire bouger, de moderniser l'Education nationale. D'autant moins que cela apparaît à beaucoup comme une nécessité. Mais cette façon intempestive et tonitruante de signifier au mammouth que, s'il ne vient pas à Allègre, Allègre ira an mammouth, est assez singulière. Surtout au moment où l'éducation nationale aura plus que jamais besoin des siens et de tous ces gens qui, motivés, disponibles, font toujours et avec conscience le beau métier d'enseigner. Il ne faut Jamais dire aux Français que leurs enseignants manquent à leur devoir. Ils le croient assez sur préjugé.

Un nouvel attentat contre un hôtel cubain provoque la mort d'un touriste italien

La Havane met en cause des terroristes agissant à partir des Etats-Unis

LA HAVANE

de notre envoyé spécial La campagne d'attentats qui vise depuis plusieurs mois le tourisme cubain, a fait, jeudi 4 sep-tembre, sa première victime : un Italien résidant à Montréal, Favio Di Celmo, 32 ans, est mort des suites des blessures provoquées par l'explosion d'une bombe dans le bar de l'hôtel Copacabana, situé en bordure de mer à l'ouest de La Havane. Deux autres engins ont explosé, à queiques minutes d'in-tervalle, touchant les hôtels Château et Triton, établissements si-tués à moins d'un kilomètre du Copacabana, mais sans faire de victimes. Dans un communiqué publié tard dans la soirée de jeudi, le ministère cubain de l'intérieur a mis en cause des « assassins professionnels dant les activités terroristes sont arganisées depuis les Etats-Unis ». « Les mesures nécessaires seront prises contre ces octes lâches et répugnants qui visent un des principoux secteurs d'octivité du pays », ajoute le communiqué.

Peu après les explosions, des

verre brisé et remplacant les vitres éciatées, tandis que des agents du ministère de l'intérieur et des poliders en uniforme en interdisaient l'accès. Au Copacabana où l'explosion a été la plus violente, soufflant la baie vitrée séparant le bar de la piscine, une employée nettoyait à grande can les escallers tachés de sang. Selon un témoignage, le jeune italien, qui se trouvait au har, a été mortellement blessé par un morceau de verre.

Préquenté par des touristes et des hommes d'affaires européens et latino-américains, le Copacabana est ouvert, l'été, aux Cubains. Moyennant 5 dollars (30 francs), ils peuvent s'y rafraichir à la piscine et consommer une boisson gazeuse et un hot-dog. En juillet et eo août, trois des principaux hôtels de La Havane avaient déjà été la cible d'attentats similaires. Trois personnes avaient été légèrement blessées lors de l'explosion d'une bombe au Nacional, le 12 juillet, tandis que les deux autres engins n'avalent fait que de équipes d'ouvriers s'affairaleot faibles dégâts matériels. Selon di-

dans les trois hôtels, balayant le verses sources, deux attentats supplémentaires avaient en lieu, en avril, visant la discothèque de l'hôtel Melia Cohiba, à La Havane, et un établisement de Varadero, le plus important pôle touristique du

DES « PROFESSIONNELS » Aucune arrestation o'a été annoncée par les autorités, « Avec tous les Cubains qui viennent de Miami, c'est facile de faire entrer des bombes, surtout si elles sont de petite dimension », commente Jorge, un chauffeur de taxi, qui ajonte que la police est à la recherche d'un suspect à la peau foncée et de petite taille. Les contrôles demeurent superficiels tant à l'entrée des grands hôtels qu'à l'aéroport José-Marti, où les bagages ne sont pas fouillés.

Aucun groupe d'exilés n'a revendiqué les attentats. Alpha 66, une organisation pronant la lutte armée contre le régime castriste, a cependant déclaré; en août, « avoir un contact avec les cellules clandestines » responsables des attentats à Onba. Dans le milieu di-

plomatique et panni les hommes d'affaires installés à La Havane, on échange des hypothèses sur les insalsissables poseurs de bombes. « Cest du travail de professionnels. Qu'il s'ogisse de gens venus de Miami ou de personnes ayant appartenu au ministère des forces armées ou de l'intérieur, ils commencent à ridiculiser les services de sécurité », note I'un d'eux. Selon les autorités, les premiers attentats n'ont pas réduit le flot de touristes, dont le nombre devrait atteindre 1,2 million cette année, soit 20 %

de plus qu'en 1996. Développé à marche forcée de-puis le début des années 90, le tourisme rapporte entre 400 et 500 millions de dollars de recettes nettes (environ 3 milliards de francs), représentant, avec les exportations sucrières et les transferts de fonds de la diaspora, Pune des principales sources de devises du pays. L'Italie fournit le plus important contingent de touristes. sulvie par le Canada, l'Espagne, la France et l'Allemagne.

Jean-Michel Carvit

12

2011

C-17. 1

مست يق

Litiz .

Te (1.2)

10 miles

CE 200

A

DE GET ELL T

90 de .ide

155 St. ---

40532

99 ATTELL & C.

le retard francais

MIGHT:

W 25 2 --

PB21 ...

mak ...

page ₽. :-- . Distriction of the last of the

HE WHITE .

IN SHIP WAY

Berlie

Alexander ...

STATE OF THE STATE

Un stade s'effondre au Paraguay, faisant une quarantaine de morts

CTUDAD DEL ESTE. Une quarantaine de personnes, au moins, ont trouvé la mort, et plus de 200 autres ont été blessées, dans la muit du 4 au 5 septembre, à Ciudad del Este, deuxième ville du Paraguay, à la suite de l'effondrement d'un stade où 4000 personnes assistaient à un rassemblement organisé par le Parti colorado (gouvernemental) en vue de l'électioo présidentielle de mai 1998.

La catastrophe s'est produite peu après minuit, quand une forte tornade s'est abattue sur la ville. Dans cette région, des orages se produisent assez régulièrement. Mais, selon le maire de Cludad del Este, Juan Carlos Barreto, qui a perdu plusieurs membres de sa famille dans la catastrophe, des tornades d'une telle violence sont rares et il s'agit d'une des plus importantes catastrophes qu'ait connues le Paraguay. Eo octobre 1996, 80 personnes étaient mortes après l'effondrement d'un stade dans la capitale du Guatemala. - (AFR)

■ ESPACE : la NASA a confirmé la participation de son astronaute Michael Foale à une sortie dans l'espace avec son collègue russe Anatoli Soloviev, samedi 6 septembre, afin d'évaluer les dommages subis à bord de la statioo orbitale russe Mir. « Après un examen complet et attentif (...), nous sommes désormais sûrs que cette mission peut être exécutée en toute sécurité », a estimé le directeur du programme Mîr-NASA, Frank Culbertson.

« Le Monde de l'éducation » de septembre

LE MONDE DE L'ÉDUCATION, de la culture et de la formation de septembre consacre son dossier central à la télévision, avec Dominique Wolton, rédacteur en chef invité, Laure Adler, Anne Brunswic, Jérôme Clément, Marc Ferro, Claude Santelli, Bernard Stiegler, Serge Tisseron... Jean-Luc Godard parle de la télévision telle qu'il la rêve et telle qu'il la feralt. Jacques Delors dit l'urgence qu'il y a à « bousculer » notre système éducatif pour ne pas seulement « apprendre à connaître » mais

aussi « apprendre à vivre ensemble ». Egalement au sommaire, une enquête sur le cinéma d'art et d'essai et deux entretiens, l'un avec Laurence Fond-Harmand au sujet des adultes à l'université, l'autre avec Marin Karmitz. Un débat sur le féminisme réunit Dominique Desanti et Maya Surduts. Sans oublier les chroniques de Jean-Michel Gaillard, Hervé Hamon et Michel Serres.

★ Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation. N° 251, septembre 1997. 28 francs.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE Cours relevés le vendredi 5 septembre, à 10 h 15 (Paris) FERMETURE OUVERTURE DES PLACES ASIATIQUES Cours au Var. en % Var. en % 05/09 04/09 fin % 2941.79 +0.51 +27.04 Londres FT 100 4998,30 +0,14 +21,36 Francfort Dax 30 Madrid libex 35 6706,53 +0,18 +30,10

Tirage du Monde daté vendredi 5 septembre 1997 : 540 518 exemplaires



